Pêches et Océans Canada
Fisheries and Oceans Canada

RAPPORT

SUR LES ÉCOSYSTÈMES ET LES FACTEURS SOCIOÉCONOMIQUES

Série de publications de Océans, Habitat et Espèces en péril, Région de Terre-Neuve et du Labrador

Portrait des facteurs sociaux, économiques et culturels de la région du Québec

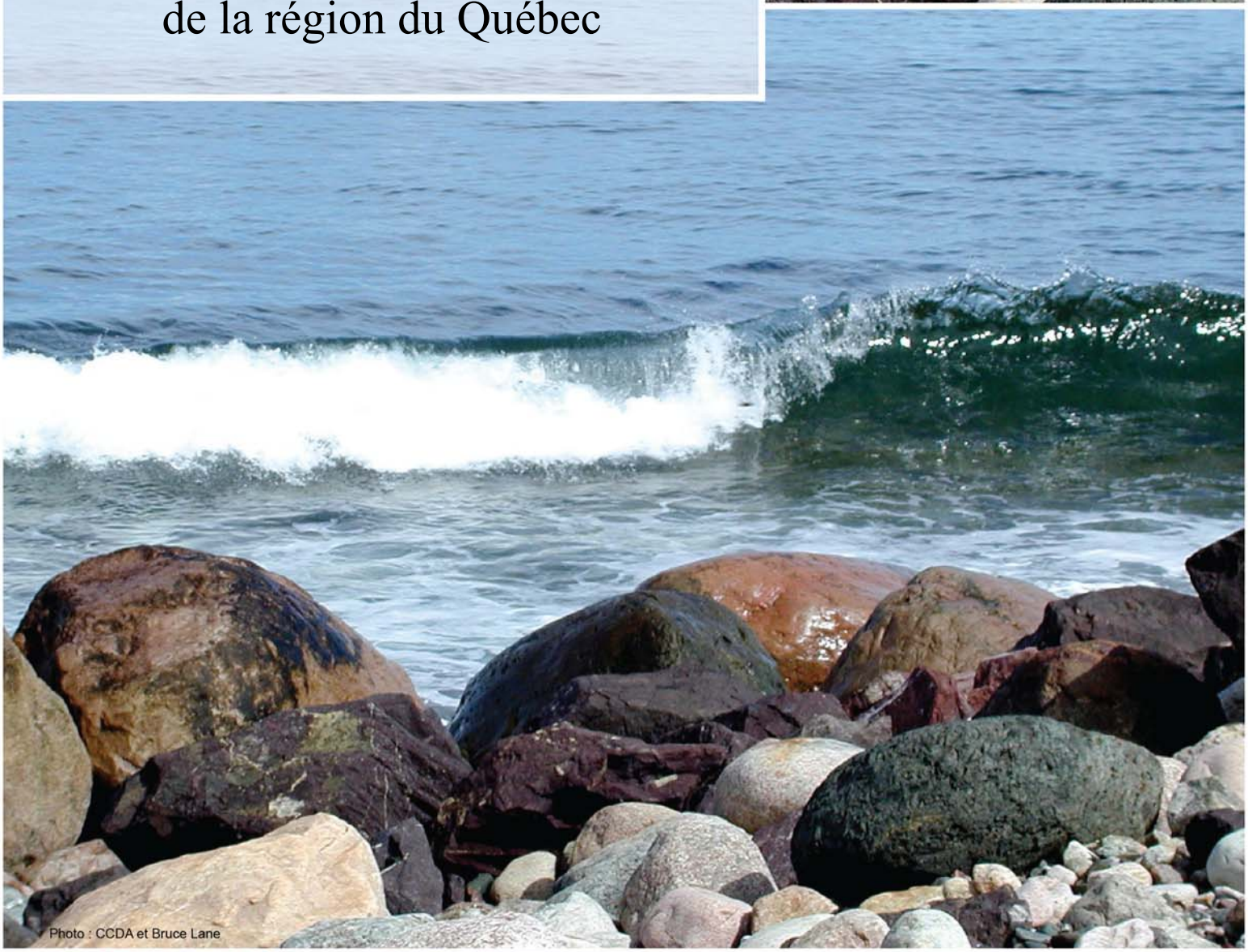


Photo : CCDA et Bruce Lane

Canada

Série de publications de Océans, Habitat et Espèces en péril,
Région de Terre-Neuve et du Labrador
No. 0007

Mars 2009

Portrait des facteurs sociaux, économiques et culturels de la région du Québec

Préparé par

Pêches et Océans Canada
Direction régionale des politiques et de l'économique
Région du Québec[1]

Publié par

Pêches et Océans Canada
Région de Terre-Neuve et Labrador
B.P. 5667
St. John's, T.-N.-L
A1C 5X1

[1] 104 rue Dalhousie, Québec, QC, G1K 7Y7

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, 2011.
No. de Cat. Fs22-6/7-2011F-PDF
ISSN 1919-2193
ISBN 978-1-100-97145-2
MPO/2011-1739

Citation à utiliser pour cette publication:

Pêches et Océans Canada. 2011. Portrait des facteurs sociaux, économiques et culturels de la région du Québec. Rap. Ser. Pub. OHEP, Région T.-N.-L., No. 0007: xx + 179p.

Équipe de réalisation

Rédaction

Francis Bilodeau, DRPE, région du Québec

Collaborateurs

Frédéric Lessard, DRPE, région du Québec
Marie-France Dalcourt, DGO, région du Québec

Révision des textes et mise en page

Marie-Pierre Villeneuve, DRPE, région du Québec

Acronymes

GIGSL : Gestion intégrée du golfe du Saint-Laurent
SLV : Saint-Laurent Vision 2000
ZEGO : Zone étendue de gestion des océans
MRC : Municipalité régionale de comté
BSL : Bas-Saint-Laurent
GÎM : Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine
CN : Côte-Nord
ÎdlM : Îles-de-la-Madeleine
ZIP : Zone d'intervention prioritaire
MPO : Pêches et Océans Canada
DRPE : Direction des politiques et de l'économique
PPB : Ports pour petits bateaux
GCC : Garde côtière canadienne
ACCORD : Action concertée de coopération régionale de développement
MAPAQ : Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec
MRNF : Ministère des Ressources Naturelles et de la Faune du Québec
MDEIE : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation du Québec
STQ : Société des traversiers du Québec
RDP : Revenu disponible par habitant
RDÉ : Rapport de dépendance économique

Abréviations

K$: Millier de dollars canadien
M$: Million de dollars canadien
G$: Milliard de dollars canadien

MW : Méga Watt
Mt : Million de tonnes

Remerciements

Un remerciement spécial est adressé à toute l'équipe de la Direction régionale des politiques et de l'économique pour son apport essentiel à la rédaction de ce document, particulièrement à Ali Magassouba et Evelyne Dufault pour leur révision du document malgré un horaire chargé.

Résumé

Pour mettre en œuvre un processus de gestion intégrée efficace dans le golfe du Saint-Laurent, l'initiative de gestion intégrée du golfe du Saint-Laurent (GIGSL) demande des renseignements de base sur une large gamme de facteurs sociaux, économiques et culturels ainsi que sur les activités humaines. Cette information sera combinée avec des données écologiques afin de former une image complète de la région du golfe du Saint-Laurent.

Au Québec, trois régions administratives sont habituellement qualifiées de maritimes, soit le Bas-Saint-Laurent, la Côte-Nord et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine. Les régions de la Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches, bien que bordant une partie du moyen estuaire, ne représentent en rien l'aspect maritime que les autres régions démontrent pour ce qui est des activités humaines et seront donc exclues, de même que la rivière Saguenay. Les données seront présentées, le plus souvent possible, par municipalités régionales de comté (MRC).

Environ 400 000 personnes habitent le territoire du Québec maritime. Vaste région peu peuplée, la densité moyenne de population est de quatre fois inférieure à la moyenne de l'ensemble du Québec. La population totale de cette région a légèrement augmenté, mais la majorité des MRC a connu une diminution de population au cours des dernières années. Certaines projections de population prévoyaient pourtant une baisse globale. Il s'agit également d'une population vieillissante.

Le niveau d'éducation des habitants de ces régions est, en moyenne, inférieur à l'ensemble du Québec, bien qu'il se soit amélioré au cours des cinq dernières années. La proportion de gens n'ayant obtenu aucun diplôme est près de deux fois plus élevée en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et sur la Côte-Nord que la moyenne québécoise, alors que le nombre d'individus ne détenant qu'un diplôme d'études secondaires y est similaire.

Globalement, moins de gens de la Gaspésie et de la Côte-Nord se disent être en bonne santé par rapport au reste du Québec. Les dépenses en santé augmentent, parfois plus rapidement que la moyenne québécoise, mais l'étendue du territoire à couvrir en région rend de telles comparaisons difficiles à interpréter. Seule la Côte-Nord semble présenter un profil de mortalité différent de celui de l'ensemble du Québec. C'est d'ailleurs dans cette région que le taux de fumeurs importants et d'épisodes de consommation élevée d'alcool sont les plus grands et dépassent la moyenne provinciale.

Sur les 20 MRC de la région, 17 bordent le fleuve, de même qu'une centaine de municipalités. 11 communautés autochtones provenant de 3 nations différentes sont présentes sur le territoire : les Innus, les Micmacs et les Malécites. De plus, depuis le la fin des années 1980, un plan d'action a été développé pour protéger

le fleuve Saint-Laurent. Il s'agit du plan Saint-Laurent qui découle d'une entente entre le fédéral et le Québec. La seconde phase de ce plan comportait la création de nombreux comités Zone d'intervention prioritaire (ZIP) qui eux, représentent l'intérêt des communautés à l'intérieur de ces plans de gestion intégrée. Le plan Saint-Laurent termine présentement sa quatrième phase.

Le taux de chômage est généralement beaucoup plus élevé dans les régions maritimes que dans le reste du Québec. Le taux d'activité et le taux d'emploi sont inférieurs à la moyenne québécoise pour toutes les MRC, sauf celle de Sept-Rivières qui présente un taux d'activité plus élevé. Certaines communautés dépendent majoritairement ou moyennement des activités provenant du secteur primaire, telles que la foresterie et la pêche ou l'exploitation des mines. C'est sur la Côte-Nord que l'on retrouve le revenu disponible par habitant le plus important grâce à l'industrie minière. Le revenu disponible par habitant des MRC de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et du Bas-Saint-Laurent est toujours inférieur à la moyenne du Québec, mais augmente plus rapidement que celle-ci dans le cas de la région du Bas-Saint-Laurent. En Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, le rapport de dépendance économique est de deux à trois fois plus important que la moyenne québécoise. Une asymétrie importante existe à ce niveau sur la Côte-Nord en fonction de la présence de l'industrie minière. Le produit intérieur brut (PIB) des régions maritimes compte pour 4,4 % du total du Québec et augmente moins rapidement, particulièrement pour ce qui est de la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine.

Le nombre de pêcheurs actifs a diminué de moitié au Québec depuis les moratoires sur le poisson de fond au début des années 1990. Toutefois, la valeur des débarquements a augmenté au cours de cette même période, principalement en raison de la hausse de la valeur des débarquements de crabe des neiges, de homard et de crevette. Les débarquements de poisson de fond et d'espèces pélagiques ont grandement chuté au cours des vingt dernières années. La population de pêcheurs commerciaux est vieillissante et peu de jeunes semblent vouloir s'intégrer dans cette industrie. Les ports de débarquements les plus importants sont essentiellement situés en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine. Les nations autochtones ont pris place dans l'industrie de la pêche commerciale au début du XXI^{e} siècle. Les ventes des produits transformés sont deux fois plus importantes que la valeur des débarquements totaux et s'élevaient à 290 M$ en 2006. Au total, plus de 8 000 travailleurs dépendent directement de l'industrie des produits marins.

Au Québec, la mariculture se limite à la production de mollusques. La moule bleue est la principale espèce produite, suivie du pétoncle. Bien que l'industrie ait connu une croissance importante au cours des dernières années, elle demeure en émergence. Il en est de même pour l'industrie des biotechnologies et des technologies marines.

Le transport maritime est une activité très importante dans cette région, alors qu'environ dix mille voyages ont lieu à chaque année. Les ports les plus importants sont ceux de Sept-Îles et Port-Cartier et exportent principalement du minerai de fer et des céréales en provenance de l'Ouest canadien. Certaines industries, telles que les pâtes et papiers, dépendent de ce mode de transport moins coûteux. Une dizaine de services de traversiers assurent la liaison entre les différentes îles ou rives du Saint-Laurent, alors que plus de deux mille emplois dépendent directement de cette industrie. Bien que les ports de Québec et Montréal soient exclus de la zone à l'étude, ceux-ci engendrent un important trafic de matières dangereuses sur le fleuve.

Les dépenses reliées au tourisme en général et aux activités récréatives de ces régions s'élevaient à 478 M$ en 2006. Le tourisme spécifiquement lié aux activités maritimes engendrait des dépenses de 190 M$ et d'autres activités, telles les croisières internationales ou d'excursions, la pêche récréative et la navigation de plaisance, ont aussi engendré des retombées économiques importantes de plus de 220 M$.

Peu de sites pétroliers sont présentement exploités bien que le potentiel de la région semble être fort prometteur. Un important projet de développement d'énergie éolienne vient d'être instauré en Gaspésie, entraînant des dépenses de près de 5 G$.

L'industrie des mines et de la fabrication d'aluminium, la foresterie et ses dérivés de transformation ainsi que l'agriculture sont également des activités économiques très importantes pour ces régions. Leurs impacts sur les communautés de même que sur l'environnement marin sont très significatifs, de par leur rejet industriel.

Au-delà des activités humaines courantes, le Québec maritime dispose d'un patrimoine culturel important. En effet, de nombreux sites archéologiques marins, des phares ou des épaves significatives longent les berges du golfe. De nombreuses zones protégées sont aussi présentes dans cette région dans le but de protéger la faune et la flore maritime.

Table des matières

Équipe de réalisation iii
Acronymes iii
Abréviations iii
Remerciements iv
Résumé v
Table des matières ix
Liste des figures xi
Liste des tableaux xiv
Liste des annexes xvii
Avant-propos xix

1. INTRODUCTION 1

1.1 MANDAT 1
1.2 RÉGION D'ÉTUDE 1
1.3 MÉTHODOLOGIE 2
1.4 SOURCES D'INFORMATION 7

2. PORTRAIT SOCIAL 8

2.1 DÉMOGRAPHIE 8
2.2 ÉDUCATION 11
2.3 SANTÉ ET SÉCURITÉ 15
2.3.1 Sécurité maritime 19
2.4 GOUVERNANCE 22
2.4.1 Compétence provinciale 22
2.4.2 Communautés autochtones 23
2.4.3 Gouvernance municipale 25
2.4.4 Partenariats en matière de gouvernance sur le Saint-Laurent et implication non gouvernementale 25
2.5 UTILISATION DES CÔTES ET DU FOND MARIN 27

3. PORTRAIT ÉCONOMIQUE 30

3.1 EMPLOIS, REVENUS ET PIB 32
3.1.1 Les emplois par secteurs 34
3.1.2 Revenus 36
3.1.3 Produit intérieur brut 39
3.2 INDICE DE BIEN-ÊTRE DES MRC 41
3.3 IMMOBILISATION 42
3.4 RECHERCHE DANS L'INDUSTRIE MARITIME 44
3.5 INVESTISSEMENTS DANS LE SECTEUR ÉCONOMIQUE MARITIME 46
3.6 PÊCHES 48
3.6.1 Gouvernance 49
3.6.2 Tendances 50
3.6.3 Chasse aux phoques 61
3.6.4 Pêches autochtones 63
3.7 TRANSFORMATION DES PRODUITS MARINS 65

3.7.1 Gouvernance 66
3.7.2 Tendance 66
3.7.3 Perspective 70
3.7.4 Pollution 70
3.8 MARICULTURE 72
3.8.1 Gouvernance 73
3.8.2 Tendance 74
3.8.3 Perspective 75
3.9 TRANSPORT MARITIME 76
3.9.1 Gouvernance 78
3.9.2 Tendance 79
3.9.3 Perspective 86
3.9.4 Pollution 88
3.10 TOURISME/ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES 91
3.10.1 Gouvernance 92
3.10.2 Tendance 92
3.10.3 Croisières 95
3.10.4 Activités fauniques 99
3.10.5 Navigation de plaisance 102
3.11 TECHNOLOGIES MARINES ET BIOTECHNOLOGIES MARINES 105
3.12 PRODUCTION D'ÉNERGIE 107
3.12.1 Pétrole et gaz en mer 109
3.12.2 Pétrole et gaz sur terre 110
3.13 MINES ET ALUMINERIE 111
3.13.1 Pollution 112
3.14 AGRICULTURE 113
3.15 FORESTERIE 116
3.15.1 Pollution 118

4. PORTRAIT CULTUREL 121

4.1 COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES 126

5. CONCLUSION 127

Bibliographie 129
Annexe 141

Liste des figures

Figure 1 : Carte géographique des régions administratives 3
Figure 2 : Carte géographique des MRC 4
Figure 3 : Carte géographique des secteurs maritimes de Pêches et Océans Canada 5
Figure 4 : Carte géographique des nations autochtones du Québec 6
Figure 5 : Ventilation du plus haut niveau d'études atteint selon le secteur industriel pour la région de la Côte-Nord, 2006 14
Figure 6 : Ventilation du plus haut niveau d'études atteint selon le secteur industriel pour la région Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, 2006 14
Figure 7 : Ventilation du plus haut niveau d'études atteint selon le secteur industriel pour la région du Bas-Saint-Laurent, 2006 15
Figure 8 : Nombre de cas d'accidents survenus aux navires pour la période 1992 à 2001, toutes catégories confondues et navires commerciaux seulement, fleuve Saint-Laurent 20
Figure 9 : Zones maritimes contestées dans le golfe du Saint-Laurent 22
Figure 10 : Population autochtone du Québec maritime, 2007 24
Figure 11: Câbles sous-marins, sites explosifs et immersion de dépôt de dragage 29
Figure 12 : Répartition des emplois en Gaspésie par secteurs industriels, 2006 34
Figure 13 : Répartition des emplois du Bas-Saint-Laurent par secteurs industriels, 2006 35
Figure 14 : Répartition des emplois de la Côte-Nord par secteurs industriels, 2006 35
Figure 15 : Part du PIB maritime dans l'économie du Québec par secteurs industriels, selon la région administrative, moyenne de 1997 à 2006 39
Figure 16 : PIB par secteurs industriels, Bas-Saint-Laurent, 1997 à 2006 40
Figure 17 : PIB par secteurs industriels, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, 1997 à 2006 40
Figure 18 : PIB par secteurs industriels, Côte-Nord, 1997 à 2006 41
Figure 19 : Indice de bien-être des MRC 42
Figure 20 : Évolution des débarquements totaux au Québec, en volume, 1990 à 2007 51
Figure 21 : Évolution des débarquements totaux au Québec, en valeur, 1990 à 2007 52
Figure 22 : Évolution des débarquements de crabe des neiges, au Québec, en volume, 1990 à 2007 52
Figure 23 : Évolution des débarquements de crabe des neiges, au Québec, en valeur, 1990 à 2007 53
Figure 24 : Évolution des débarquements de crevette, au Québec, en volume, 1990 à 2007 53
Figure 25 : Évolution des débarquements de crevette, au Québec, en valeur, 1990 à 2007 54
Figure 26 : Évolution des débarquements de homard, au Québec, en volume, 1990 à 2007 54

Figure 27 : Évolution des débarquements de homard, au Québec, en valeur, 1990 à 2007 55
Figure 28 : Évolution des débarquements des espèces pélagiques, au Québec, en volume, 1990 à 2007 55
Figure 29 : Évolution des débarquements des espèces pélagiques, au Québec, en valeur, 1990 à 2007 56
Figure 30 : Évolution des débarquements de poisson de fond, au Québec, en volume, 1990 à 2007 56
Figure 31 : Évolution des débarquements de poisson de fond, au Québec, en valeur, 1990 à 2007 57
Figure 32 : Évolution du nombre de navires actifs au Québec, selon la taille, 1997 à 2007 57
Figure 33 : Répartition des pêcheurs actifs selon l'âge, par secteur maritime de résidence, 2007 58
Figure 34 : Nombre de détenteurs de permis actifs enregistrés et non enregistrés avec débarquement, par espèces, 1999 à 2007 59
Figure 35 : Évolution des captures et du prix au débarquement du phoque du Groenland au Québec, 1990 à 2007 62
Figure 36 : Évolution des espèces débarquées en valeur, communautés autochtones du Québec maritime, 1998 à 2007 64
Figure 37 : Évolution des ventes des entreprises de transformation par secteurs maritimes, 1991 à 2006 68
Figure 38 : Composition des espèces vendues en pourcentage de la valeur, 1991 à 2006 68
Figure 39 : Évolution de la valeur de la production de produits transformés, 1991 à 2006 69
Figure 40 : Évolution du nombre d'acheteurs québécois de produits marins, 1991 à 2006 69
Figure 41 : Évolution du nombre d'emplois chez les acheteurs de produits marins, 1991 à 2006 70
Figure 42 : Évolution du transport maritime intérieur, selon le volume manutentionné, 1996 à 2005 80
Figure 43 : Évolution du transport maritime intérieur, selon le nombre de mouvements, 1996 à 2005 81
Figure 44 : Évolution du transport maritime international, selon le volume manutentionné, 1996 à 2005 81
Figure 45 : Évolution du transport maritime international, selon le nombre de mouvements, 1996 à 2005 82
Figure 46 : Évolution du volume des marchandises déchargées en provenance de l'étranger, Québec, 1999 à 2005 83
Figure 47 : Évolution du tonnage transporté (tonnes-km) dans le trafic intérieur selon le mode de transport, au Canada, 1984-2003 83
Figure 48 : Ventilation du tonnage manutentionné de marchandises dangereuses dans les ports québécois, 2005 90
Figure 49 : Évolution de la conformité aux normes de rejet des MES et DBO_5 119

Figure 50 : Évolution de la conformité aux normes de rejet des BPC et hydrocarbures 119

Liste des tableaux

Tableau 1 : Répartition de la population maritime par MRC selon la taille et la densité, 2001 et 2006 9
Tableau 2 : Répartition de la population maritime selon la langue maternelle, 2006 9
Tableau 3 : Répartition de la population par groupes d'âge selon le sexe, 2006 10
Tableau 4 : Répartition de la population maritime selon les groupes d'âge, 2006 10
Tableau 5 : Projection de la population maritime par région administrative selon les groupes d'âge, de 2001 à 2026, scénario A 11
Tableau 6 : Diplôme selon le domaine d'études pour la population âgée de 25 à 54 ans, recensement 2006 12
Tableau 7 : Répartition du plus haut niveau d'études complété par MRC pour la population âgée de 25 ans et plus, 2001 et 2006 13
Tableau 8 : Perception de l'état de santé selon le sexe, en pourcentage, 1998 - 2003 16
Tableau 9 : Effectif médical par 100 000 personnes selon le nombre de médecins, omnipraticiens et spécialistes, par région sociosanitaire, 2003 à 2007 17
Tableau 10 : Dépenses en santé et dépenses per capita en santé selon la région sociosanitaire au Québec, de 1996-1997 à 2006-2007[1] 17
Tableau 11 : Mortalité selon la cause et espérance de vie, 1998 à 2005 18
Tableau 12 : Proportion du nombre total de fumeurs de 12 ans et plus, selon le sexe, par région administrative, 2001 à 2005 18
Tableau 13 : Proportion de la population de 12 ans et plus ayant pris 5 consommations ou plus d'alcool en une même occasion au moins 12 fois, au cours d'une période de 12 mois, par région administrative, 2001 à 2005 18
Tableau 14 : Moyennes géométriques des concentrations de mercure, de BPC (AROCLOR[1260]) et d'un métabolite de DDT (DDE) dans le sang de divers groupes de pêcheurs et de populations riveraines 19
Tableau 15 : Effectif de la Garde-Côtière canadienne au Québec, 31 décembre 2008 19
Tableau 16 : Ministères provinciaux et législation applicable au secteur des océans 23
Tableau 17 : Municipalités qui possèdent un réseau d'égout non raccordé à une station d'assainissement, à proximité du Saint-Laurent, avril 2007 28
Tableau 18 : Municipalités qui n'utilisent qu'un dégrillage comme méthode d'épuration dans la région du Québec maritime, 2008 28
Tableau 19 : Évolution du taux de chômage par MRC, 15+ ans, 1996 à 2006 ... 32
Tableau 20 : Évolution du taux par MRC d'activité, 15+ ans, 1996 à 2006 33
Tableau 21 : Évolution du taux d'emploi par MRC, 15+ ans, 1996 à 2006 33
Tableau 22 : Revenu disponible par habitant, par MRC, 2003 à 2007 36
Tableau 23 : Rapport de dépendance économique, par MRC, 2002 à 2006 37
Tableau 24 : Communautés maritimes dépendantes des ressources naturelles dont l'indice de dépendance est supérieur à 40 %, 2001 37

Tableau 25 : Évolution du PIB par région administrative, 1997 à 2006.....39
Tableau 26 : Évolution des investissements publics et privés, par secteurs économiques, est du Québec, 1998 à 2009 43
Tableau 27 : Évolution du marché de l'habitation pour l'est du Québec, 1996 à 2009.....44
Tableau 28 : Liste des instituts et centres de recherche en lien avec l'industrie maritime dans la région du Québec maritime, 2006 45
Tableau 29 : Créneaux d'excellence du projet ACCORD pour les régions du Québec maritime 46
Tableau 30 : Investissement minimum nécessaire à la réalisation du plan d'action 2006-2011 du créneau ressources, sciences et technologies marines, par filière 47
Tableau 31 : Évolution du nombre d'aide-pêcheurs au Québec, 2004 à 2007 ...59
Tableau 32 : Liste des cinq ports de pêche les plus importants selon la moyenne des débarquements, 1998 à 2007, par espèce.....60
Tableau 33 : Nombre de chasseurs actifs aux Îles-de-la-Madeleine, 2002 à 2008 63
Tableau 34 : Nombre de chasseurs actifs sur la Côte-Nord, 2002 à 2007.....63
Tableau 35 : Achat des produits de la pêche, Québec, 1996 à 2006.....67
Tableau 36 : Évolution des ventes des entreprises maricoles du Québec maritime, en volume et en valeur, 1996 à 2007 74
Tableau 37 : Liste des ports commerciaux majeurs et leurs activités 78
Tableau 38 : Évolution du transport maritime intérieur et international au Québec, de 1996 à 2005.....80
Tableau 39 : Évolution du transport maritime dans la région du Québec maritime, 2003 à 2007.....84
Tableau 40 : Traverses et navettes fluviales du Québec maritime, 2001.....85
Tableau 41 : Répartition des emplois non navigants de l'industrie du transport maritime, 2007 86
Tableau 42 : Répartition des emplois navigants de l'industrie du transport maritime, 2007 86
Tableau 43 : Comparaison des navires inspectés présentant des défectuosités et des navires retenus au Canada au cours de la période 1995 à 2000.....88
Tableau 44 : Part des emplois régionaux attribuable à l'industrie touristique, 2005 91
Tableau 45 : Offres touristiques aux abords du Saint-Laurent.....93
Tableau 46 : Emplois maximum générés par l'industrie du tourisme, Québec maritime, 2004 à 2007 94
Tableau 47 : Dépenses des touristes par région administrative, 1998 à 2006 (M$) 94
Tableau 48 : Volumes des touristes au Québec, par région administrative, 1998 à 2006 (milliers de personnes).....94
Tableau 49 : Volume et dépenses du tourisme maritime au Québec, 2000 à 2006 95
Tableau 50 : Journées récréotouristiques passées en milieu marin, 2006 95

Tableau 51 : Nombre de croisiéristes et de membres d'équipage sur le Saint-Laurent....96
Tableau 52 : Nombre d'escales des croisières internationales au port de Québec, 1992 à 2007....97
Tableau 53 : Utilisation relative des capacités d'embarquement pour des croisières-excursions, par région de provenance, 2003....98
Tableau 54 : Pêches récréatives en eau salée au Québec, 1990 à 2005....100
Tableau 55 : Principales rivières à saumon, par région administrative....101
Tableau 56 : Impact économique de la pêche au saumon (M$)....101
Tableau 57 : Emplois directs et indirects reliés à la pêche au saumon (pers.-année)....101
Tableau 58 : Familles possédant au moins une embarcation, Québec maritime, 2004....103
Tableau 59 : Route de mer en région maritime pour la pratique du kayak de mer....104
Tableau 60 : Entreprises liées au domaine des sciences et de la technologie marine**, Québec maritime, 2008....105
Tableau 61 : Statut et perspective du nombre d'entreprises innovantes....106
Tableau 62 : Emplois associés à la première phase de construction d'éoliennes....107
Tableau 63 : Inventaire des entreprises et des sites miniers, Québec maritime, 2008....111
Tableau 64 : Produit intérieur brut aux prix de base pour l'industrie de l'extraction minière et extraction de pétrole et de gaz (K$), 1998 à 2006....112
Tableau 65 : Produit intérieur brut aux prix de base pour l'industrie des cultures agricoles et élevage, 2002 à 2006, (K$)....114
Tableau 66 : Terres en culture (excluant la superficie en arbres de Noël), 2001 et 2006....114
Tableau 67 : Variation du nombre d'hectares ayant été traités pour l'agriculture, selon le type de produit utilisé, par région administrative, 2000 à 2005....115
Tableau 68 : Perte d'emplois dans le secteur de la foresterie et des pâtes et papiers, depuis 1er avril 2005 en date du 9 janvier 2009....117
Tableau 69 : Ventilation du chiffre d'affaires dans les secteurs forestiers, de la transformation du bois et des pâtes et papiers, 2004*....117
Tableau 70 : Ventilation des emplois directs et indirects dans les secteurs forestiers, de la transformation du bois et des pâtes et papiers, 2007*....117
Tableau 71 : Répartition et thématique des principaux sites archéologiques riverains....121
Tableau 72 : Patrimoine maritime à valeur culturelle....122
Tableau 73 : Centres culturels maritimes....122
Tableau 74 : Événements culturels en lien avec la mer, date et lieu....122
Tableau 75 : Aires marines ou côtières protégées en vertu de la législation fédérale....123
Tableau 76 : Aires marines ou côtières protégées en vertu de la législation québécoise....124

Liste des annexes

Annexe A-1 : Institutions paragouvernementales et non gouvernementales liées au domaine de la pêche 141
Annexe A-2 : Listes des organisations en lien avec le secteur de la pêche 141
Annexe A-3 : Institutions non gouvernementales liées au domaine de l'aquaculture 142
Annexe A-4 : Gouvernance de l'industrie du transport maritime 143
Annexe A-5 : Regroupements et concertations liés au domaine du tourisme maritime 144
Annexe A-6 : Regroupements et concertations liés à l'environnement et à la pollution 145
Annexe A-7 : Regroupements et concertations liés au domaine de la gestion intégrée 145
Annexe A-8 : Gouvernance autochtone de la Côte-Nord 147
Annexe A-9 : Gouvernance autochtone de la Gaspésie et du Bas-Saint-Laurent 147
Annexe B-1 : Les compétences législatives des Parlements du Canada et du Québec en vertu des articles 91, 92 et 92A de la Loi constitutionnelle de 1867 149
Annexe C-1 : Regroupements et concertations liés au domaine de l'enseignement 152
Annexe C-2 : Ventilation du plus haut niveau d'études atteint selon le secteur industriel des pêches, par secteur maritime du MPO, 2006 153
Annexe C-3 : Ventilation du plus haut niveau d'études atteint selon le secteur industriel de la préparation et conditionnement de poissons et de fruits de mer, par secteur maritime du MPO, 2006 154
Annexe D-1 : Statistiques préliminaires sur les événements maritimes au Canada 2006 155
Annexe E-1 : Revenu disponible par habitant 157
Annexe E-2 : Emplois 158
Annexe E-3 : Scolarité 159
Annexe E-4 : Santé 160
Annexe E-5 : Rapport de dépendance économique 161
Annexe E-6 : Indice final 162
Annexe F-1 : Évolution des débarquements de la Gaspésie, en volume, 1990 à 2007 163
Annexe F-2 : Évolution des débarquements de la Gaspésie, en valeur, 1990 à 2007 163
Annexe F-3 : Évolution des débarquements de la Côte-Nord, en volume, 1990 à 2007 163
Annexe F-4 : Évolution des débarquements de la Côte-Nord, en valeur, 1990 à 2007 164
Annexe F-5 : Évolution des débarquements des Îles-de-la-Madeleine, en volume, 1990 à 2007 165
Annexe F-6 : Évolution des débarquements des Îles-de-la-Madeleine, en valeur, 1990 à 2007 165

Annexe F-7 : Évolution du nombre de navires actifs sur la Côte-Nord, selon la taille, 1997 à 2007 166
Annexe F-8 : Évolution du nombre de navires actifs en Gaspésie, selon la taille, 1997 à 2007 166
Annexe F-9 : Évolution du nombre de navires actifs aux Îles-de-la-Madeleine, selon la taille, 1997 à 2007 167
Annexe F-10 : Évolution du nombre de navires actifs, secteur Saint-Laurent, selon la taille, 1997 à 2007 167
Annexe F-11 : Nombre des pêcheurs selon la communauté de résidence et la principale espèce débarquée, 2006 168
Annexe G-1 : Port sous l'autorité de Transports Canada pour la région du golfe 171
Annexe G-2 : Activités portuaires de la région du golfe, 2008 171
Annexe H-1 : Production d'énergie éolienne au Québec maritime 172
Annexe H-2 : Production d'hydro-électricité au Québec maritime 174
Annexe I-1 : Exploitation minière et leurs effluents, Côte-Nord, 2000 à 2005 ... 175
Annexe J-1 : Application de produits sur les terres, années de recensement 2001 et 2006 176
Annexe K-1 : Descriptif des usines de pâtes et papier longeant le fleuve, 2004 à 2006 177
Annexe L-1 : Tableau récapitulatif 178
Annexe L-2 : Liste des principaux stresseurs résultants des activités humaines dans le golfe et l'estuaire du Saint-Laurent 179

Avant-propos

La présente publication fait partie d'une évaluation en plusieurs volumes des caractéristiques sociales, économiques et culturelles de la Zone étendue de gestion des océans du golfe du Saint-Laurent. Trois régions administratives du MPO se partagent la responsabilité de la gestion des océans dans cette zone (Région du Québec, Région du Golfe et Région de Terre-Neuve et du Labrador). Chacune de ces régions a rédigé sa propre évaluation sociale, économique et culturelle. Un sommaire des trois évaluations a également été rédigé. Les trois évaluations et le sommaire constituent les quatre volumes de la série. Tous ces documents ont été publiés dans les deux langues officielles.

1. Introduction

1.1 Mandat

La Loi sur les océans du Canada (LOC) fournit un cadre pour les initiatives de gestion des côtes et des océans, en utilisant l'approche de gestion intégrée. La gestion intégrée est une approche écosystémique pour les environnements côtiers et océaniques qui regroupe les dimensions sociale, économique et culturelle. Le Plan d'action pour les océans la définit comme une méthode de planification globale pour la gestion des activités humaines, de façon à ce que celles-ci n'entrent pas en conflit les unes avec les autres et que tous les facteurs soient pris en considération pour la conservation et l'utilisation durable des ressources marines et l'utilisation partagée des océans.

Le gouvernement du Canada a identifié cinq grandes zones de gestion des océans (ZEGO) comme principales priorités pour le développement et la mise en œuvre de plans de gestion intégrée. La ZEGO du golfe est l'une de ces priorités et englobe tout le golfe du Saint-Laurent et son estuaire, y compris les zones côtières de cinq provinces.

Pour mettre en œuvre une gestion intégrée efficace dans le golfe du Saint-Laurent, l'initiative de gestion intégrée du golfe du Saint-Laurent (GIGSL) demandera des renseignements de base sur une large gamme de facteurs sociaux, économiques et culturels ainsi que sur les activités humaines. Cette information sera combinée avec des données écologiques afin de former une image complète de la région du golfe du Saint-Laurent.

Le but de ce rapport est de présenter les informations pertinentes existantes sur les grands problèmes sociaux, économiques et culturels du Québec ainsi que sur les activités humaines importantes qui s'y produisent. Le rapport ne comprend pas une évaluation des impacts associés à ces activités. De plus, les problèmes de conflits d'usages ne seront pas abordés dans le cadre de ce travail.

1.2 Région d'étude

La frontière du Québec maritime est déterminée par la présence d'eau salée. Ainsi, tout le territoire en aval de la pointe est de l'Île d'Orléans, soit le moyen estuaire, l'estuaire maritime et le golfe du Saint-Laurent, représente la région québécoise du golfe. Toutefois, les divisions géographiques humaines n'ont pas été faites en fonction de sections hydrographiques et demandent donc un certain ajustement.

Au Québec, trois régions administratives sont habituellement qualifiées de maritimes, soit le Bas-Saint-Laurent, la Côte-Nord et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine. Les régions de la Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches, bien que bordant une partie du moyen estuaire, ne représentent en rien l'aspect maritime que les autres régions démontrent pour ce qui est des activités humaines. Ainsi, les municipalités régionales de comtés (MRC) de Charlevoix, Charlevoix-Est, l'Île d'Orléans et la Côte-de-Beaupré sur la rive nord ainsi que L'Islet, Montmagny et Bellechasse sur la rive sud ne seront pas incluses dans cette étude, bien qu'elles fassent partie du moyen estuaire. Ce faisant, on élimine aussi les aspects culturels et sociaux associés à la zone côtière tout en reconnaissant qu'ils peuvent être significatifs localement.

Toutefois, le MPO a traditionnellement utilisé une délimitation différente pour ce qui est du domaine des pêches. L'industrie de la pêche et de la transformation de produits marins sera ainsi présentée selon des délimitations différentes de celles des régions administratives, bien que très similaires. D'autres données pourront aussi être présentées selon ces secteurs. Ainsi, les Îles-de-la-Madeleine sont traitées individuellement, contrairement à la région administrative de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine.

Le ministère du Tourisme du Québec utilise aussi un découpage différent au niveau de la Gaspésie, des Îles-de-la-Madeleine et de certaines régions de la Côte-Nord.

1.3 Méthodologie

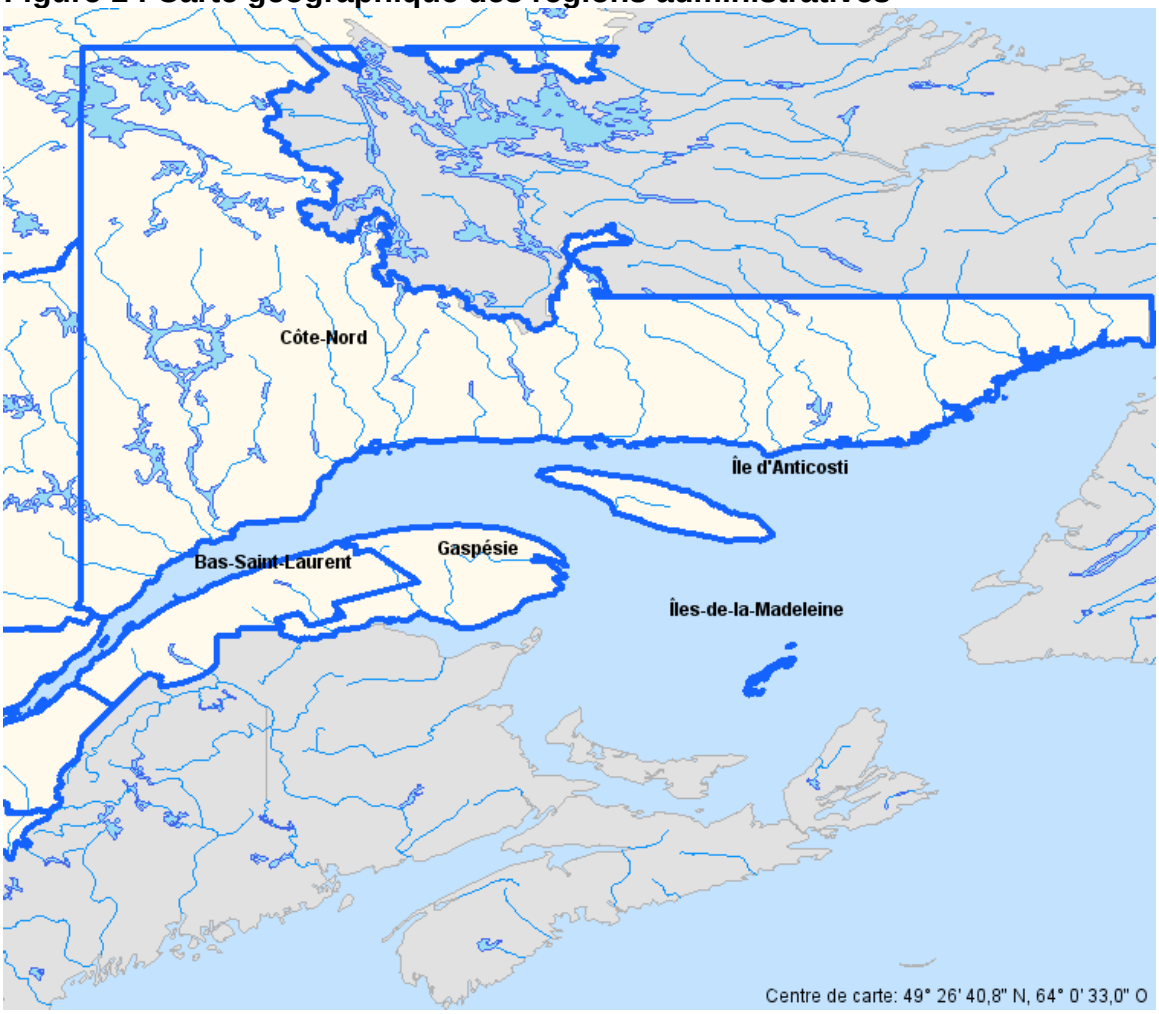
Ce document présente un survol de l'information présentement disponible en lien avec les activités humaines des régions maritimes du Québec dans le cadre de la GIGSL.

Le présent document aborde respectivement les dimensions sociale, économique et culturelle de façon à mettre en évidence les particularités régionales, sans toutefois faire des portraits régionaux.

Les informations relevant de la dimension sociale proviennent principalement des recensements de 2001 et 2006, sans chercher à remonter plus loin dans le temps pour déterminer des tendances. Les éléments abordés sont notamment la démographie, l'éducation, la santé et la gouvernance. Différentes industries importantes pour le secteur maritime seront présentées selon les tendances récentes au niveau de l'emploi et de la production dans la section économique. Dans la majorité des cas, les données économiques seront présentées selon le système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Ce dernier, réparti en 24 grandes catégories, représente toutes les activités économiques. Chacune de ces catégories peut être par la suite découpée en plusieurs sous-catégories de plus en plus précises, classées selon un système

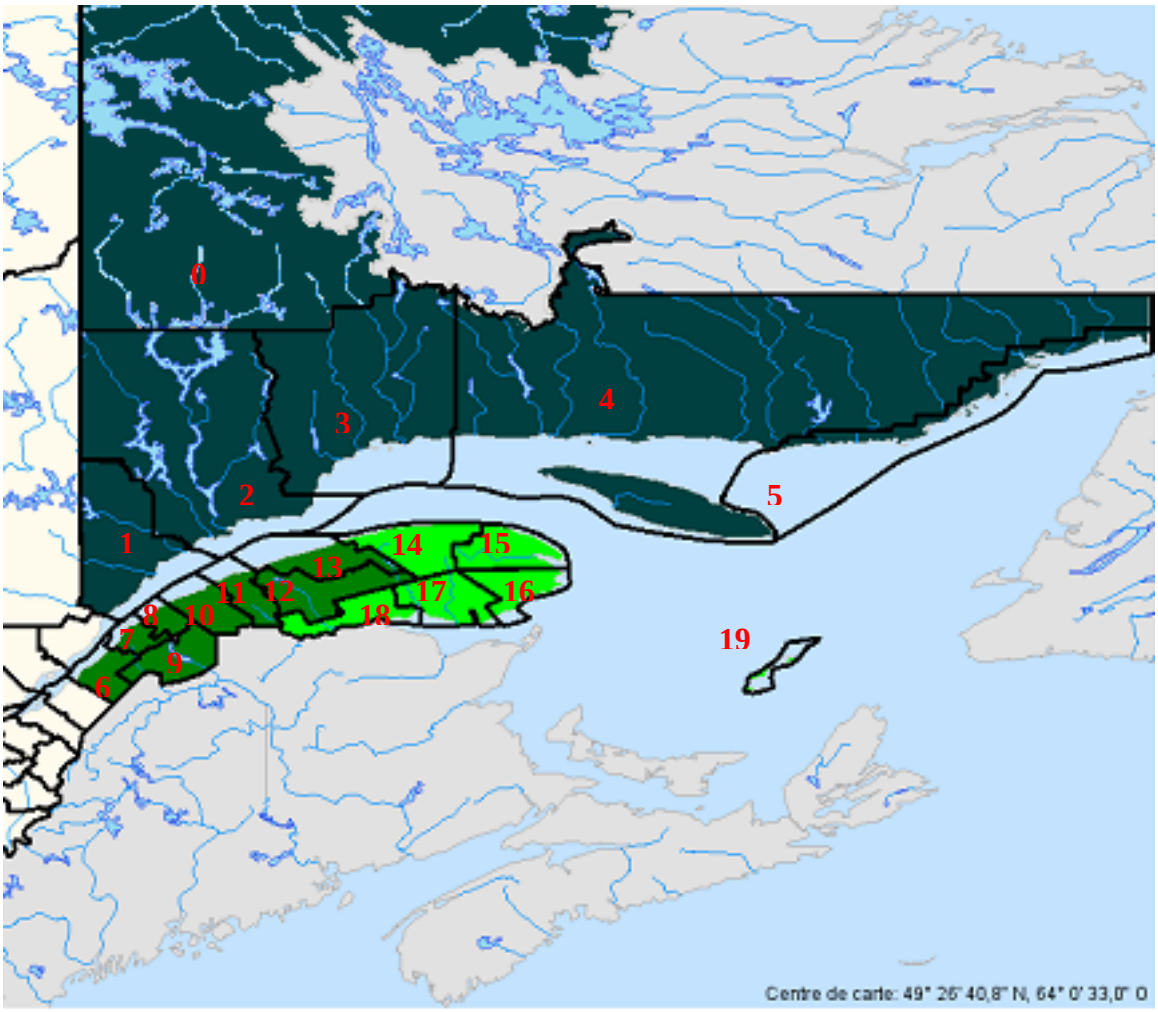
de deux à six chiffres. Cette étude se limitera au premier palier de classification (deux chiffres), sauf pour l'industrie de la pêche (1141) et l'industrie de la transformation des produits de la mer (3117). Un effort particulier a été apporté pour déterminer les sources de pollution possibles pour le milieu marin pour chaque industrie ainsi que les perspectives à court terme. La dimension culturelle abordera des sujets tels que les sites nationaux protégés ou archéologiques importants pour les communautés québécoises en région maritime. La culture des communautés autochtones sera aussi abordée dans cette section.

Figure 1 : Carte géographique des régions administratives



Source : Pêches et Océans Canada (MPO). Système d'information pour la gestion de l'habitat du poisson (SIGHAP). *Communauté de pratique en évaluation environnementale*, [En ligne]. http://sighap-fhamis.qc.dfo-mpo.gc.ca/imf-ows/imf.jsp?site=CDP_EE

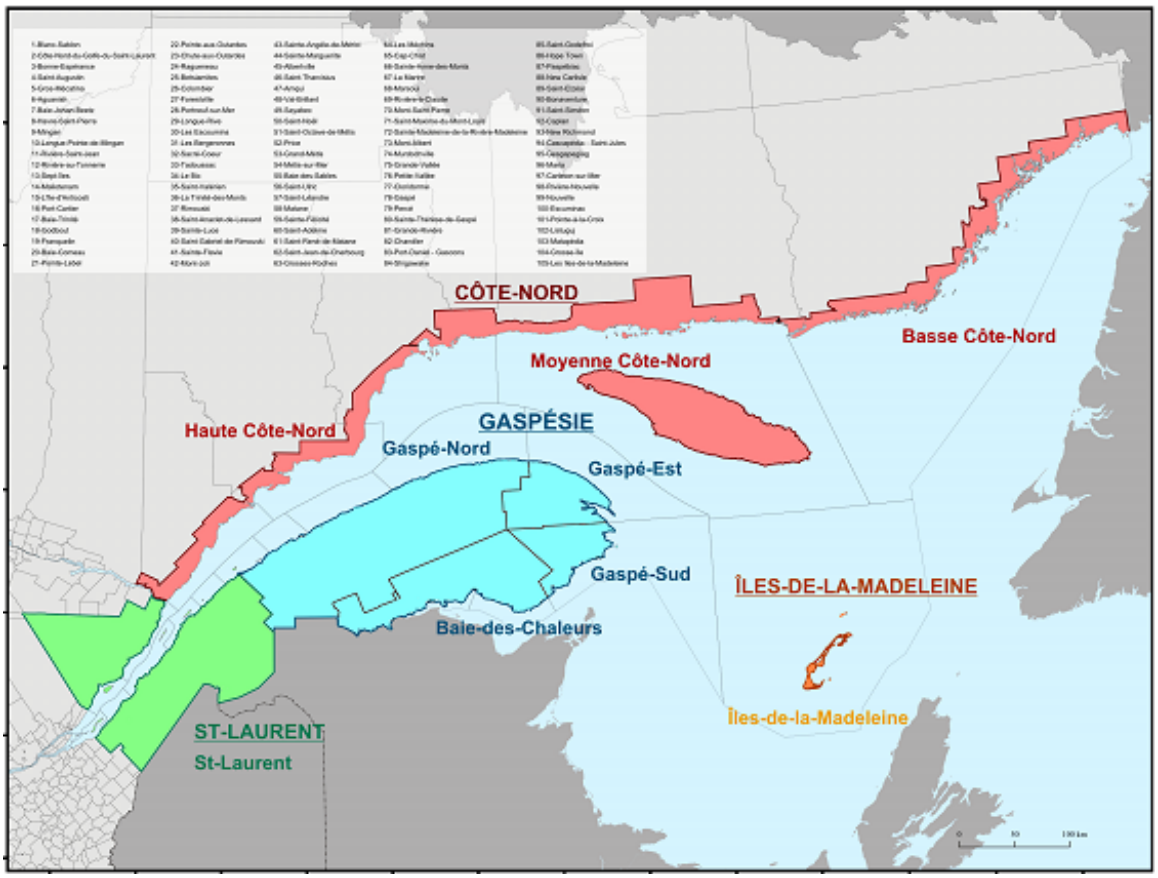
Figure 2 : Carte géographique des MRC



0) Caniapiscau	1) La-Haute-Côte-Nord
2) Manicouagan	3) Sept-Rivières
4) Minganie	5) Basse-Côte-Nord
6) Kamouraska	7) Rivière-du-Loup
8) Les Basques	9) Témiscouata
10) Rimouski-Neigette	11) La Mitis
12) La Matapédia	13) Matane
14) La Haute-Gaspésie	15) La Côte-de-Gaspé
16) Le Rocher-Percé	17) Bonaventure
18) Avignon	19) Les Îles-de-la-Madeleine

Source : Pêches et Océans Canada (MPO). Système d'information pour la gestion de l'habitat du poisson (SIGHAP). *Communauté de pratique en évaluation environnementale*, [En ligne]. http://sighap-fhamis.qc.dfo-mpo.gc.ca/imf-ows/imf.jsp?site=CDP_EE

Figure 3 : Carte géographique des secteurs maritimes de Pêches et Océans Canada



Source : MPO – SIGHAP, demande spéciale pour la DRPE, région du Québec, 2008

Figure 4 : Carte géographique des nations autochtones du Québec

Source : Affaires indiennes et du Nord Canada. 2008. *Carte « Les Nations »*, [En ligne]. http://www.ainc-inac.gc.ca/ai/scr/qc/aqc/mp-fra.asp

1.4 Sources d'information

Plusieurs sources d'information ont été utilisées pour compléter ce rapport. Internet a été l'outil principal de recherche en permettant l'accès aux sites de Statistique Canada, du MPO, de l'Institut de la statistique du Québec, du Plan Saint-Laurent Vision 2000 (SLV2000) et de moteurs de recherche tels que Google.

Les données sociales, économiques et culturelles ainsi que des descriptions des activités humaines seront présentées selon l'information disponible à partir de publications gouvernementales, de données non publiées, de la littérature scientifique, de rapports à l'industrie, de documents de planification et d'Internet. La majorité de l'information recueillie provient de sources secondaires.

De plus, des rencontres personnelles, consultations téléphoniques ou échanges par courriels ont permis d'obtenir de l'information directe de première qualité à différents niveaux. Des experts de toutes sortes, tels que des chercheurs scientifiques, des agents gouvernementaux ou des représentants de l'industrie ont ainsi pu ajouter une valeur inestimable à ce rapport.

Certaines sections peuvent ne pas être aussi complètes que d'autres, principalement en raison du manque de publications officielles entourant ce secteur. Dans tous les cas, l'absence d'information pour des sujets importants est relatée dans le texte. Toutefois, nous ne considérons en aucun cas avoir fait un survol exhaustif de toutes les sources d'information possibles.

2. Portrait social

Ce chapitre porte sur les variables de l'environnement social qui permettent de caractériser la région du Québec maritime, qui s'étend sur près de 3 600 kilomètres de côtes. Certaines variables sont présentées par MRC, alors que d'autres le sont par région administrative, selon leur disponibilité. Les données portant sur la démographie permettront d'identifier les caractéristiques des populations, alors que celles sur l'enseignement et la santé pourraient, dans une étape future, permettre d'établir des indicateurs de bien-être et de résilience des populations. La section portant sur la gouvernance décrit globalement les organisations fédérales, provinciales et municipales ainsi que les communautés autochtones qui peuvent être concernées par un plan de gestion des océans. Il est aussi pertinent de présenter les principaux organismes non gouvernementaux concernés par la GIGSL. Enfin, certaines activités humaines pouvant affecter l'environnement marin, mais ne produisant aucune activité économique, sont abordées.

2.1 Démographie

La région du Québec maritime ne représente que 5 % de la population totale du Québec, alors qu'elle occupe plus de 21% de son territoire. En 1971, elle représentait 7,1 % de la population du Québec. Entre 2001 et 2006, la population de la zone d'étude a augmenté de 1,4 % alors que la population totale de l'ensemble du Québec a augmenté de 4,3 %. Il s'agit donc d'une région à faible densité de population, éloignée des centres économiques du Québec. Les agglomérations les plus importantes, par région administrative, sont Rimouski, Sept-Îles et Gaspé. Au total, 14 municipalités ont une population de plus de cinq mille habitants, dont 7 de plus de dix mille. Seuls les centres urbains importants ont vu leur population augmenter entre 2001 et 2006, soit Rimouski, Rivière-du-Loup et les Îles-de-la-Madeleine. Il est estimé que plus du tiers de cette population vit à moins de 500 mètres des côtes et 90 % à moins de 5 kilomètres.[1] La Côte-Nord et la Gaspésie ont connu des baisses de population importantes depuis plusieurs années, ce qui représente bien l'effet d'exode rural. Les projections démographiques suggèrent que ce phénomène continuera au cours des prochaines années.

En général, la population de la Gaspésie et du Bas-Saint-Laurent est légèrement plus âgée que la moyenne québécoise, alors que la population de la Côte-Nord est moins âgée, et ce, pour toutes les catégories d'âge. Le vieillissement de la population est toutefois très présent dans toutes les régions et il est attendu pour 2026 qu'entre 26 % et 33 % de la population aura plus de 65 ans. La moyenne québécoise est présentement de 14 %.

Dans la région étudiée, les femmes semblent vivre plus longtemps que les hommes, mais dans une proportion plus faible que la moyenne québécoise. En effet, les femmes représentent 55 % de la population maritime âgée de 65 ans et plus, contre 58 % pour le Québec. Cette proportion augmente à 63 % pour les personnes âgées de plus de 80 ans.

[1] Bourque et Simonet, 2008

Tableau 1 : Répartition de la population maritime par MRC selon la taille et la densité, 2001 et 2006

MRC	Part (2006)	2001	2006	Variation 1996-2006	Superficie en km²	Densité par km²
La Matapédia	5 %	19 920	19 199	- 6,1 %	5 373	3,6
Matane	6 %	22 507	22 247	- 4,8 %	3 318	6,7
La Mitis	5 %	19 326	19 364	-1,1 %	2 279	8,5
Rimouski-Neigette	13 %	52 289	53 193	2,4 %	2 716	19,6
Les Basques	2 %	9 848	9 475	- 4,5 %	1 122	8,4
Rivière-du-Loup	8 %	31 826	33 305	5,9 %	1 273	26,2
Témiscouata	8 %	22 420	31 785	- 3,8 %	3 904	5,6
Kamouraska	6 %	22 494	22 084	- 3,1 %	2 242	9,8
Les Îles-de-la-Madeleine	3 %	12 824	13 091	-4,7 %	205	63,7
Le Rocher-Percé	5 %	19 298	18 437	- 13,2 %	3 077	6,0
La Côte-de-Gaspé	4 %	18 545	17 888	- 13,1 %	4 097	4,4
La Haute-Gaspésie	3 %	12 722	12 329	- 9,4 %	5 066	2,4
Bonaventure	4 %	18 267	17 948	- 7,6 %	4 375	4,1
Avignon	4 %	15 268	14 643	- 6,1 %	3 486	4,2
La Haute-Côte-Nord	3 %	12 894	12 303	- 8,0 %	11 611	1,1
Manicouagan	8 %	33 620	33 052	- 8,2 %	35 699	0,9
Sept-Rivières – Caniapiscau	10 %	38 931	38 661	- 4,4 %	100 858	0,4
Minganie – Basse-Côte-Nord	3 %	12 321	11 895	- 5,5 %	99 457	0,1
Ensemble du Québec		7 237 479	7 546 131	7,1 %	1 356 366	5,6

Source : Statistique Canada. *Recensement de 2006*, [En ligne]. http://www12.statcan.ca/census-recensement/2006/dp-pd/index-fra.cfm

Tableau 2 : Répartition de la population maritime selon la langue maternelle, 2006

MRC	Anglais	Français	Langue non officielle[2]	Anglais et français	Autres
La Matapédia	0,3 %	99,3 %	0,4 %	0,1 %	0,0 %
Matane	0,6 %	98,4 %	0,9 %	0,1 %	0,0 %
La Mitis	0,9 %	98,2 %	0,6 %	0,2 %	0,0 %
Rimouski-Neigette	0,7 %	97,9 %	1,1 %	0,2 %	0,1 %
Les Basques	0,2 %	98,2 %	1,6 %	0,0 %	0,0 %
Rivière-du-Loup	0,3 %	99,0 %	0,5 %	0,2 %	0,0 %
Témiscouata	0,5 %	98,6 %	0,6 %	0,2 %	0,0 %
Kamouraska	0,5 %	98,4 %	1,0 %	0,1 %	0,0 %
Les Îles-de-la-Madeleine	6,4 %	92,7 %	0,5 %	0,4 %	0,0 %
Le Rocher-Percé	7,2 %	91,3 %	1,3 %	0,2 %	0,1 %
La Côte-de-Gaspé	10,9 %	87,3 %	1,0 %	0,6 %	0,2 %
La Haute-Gaspésie	0,2 %	98,7 %	1,0 %	0,0 %	0,1 %
Bonaventure	15,7 %	82,7 %	1,1 %	0,4 %	0,1 %
Avignon	11,7 %	82,9 %	4,8 %	0,4 %	0,2 %
La Haute-Côte-Nord	0,4 %	98,3 %	1,0 %	0,1 %	0,2 %
Manicouagan	0,6 %	91,3 %	7,9 %	0,2 %	0,1 %
Sept-Rivières – Caniapiscau	2,5 %	86,3 %	10,4 %	0,5 %	0,3 %
Minganie – Basse-Côte-Nord	29,7 %	48,9 %	21,1 %	0,3 %	0,0 %
Ensemble du Québec	7,7 %	79,0 %	11,9 %	0,6 %	0,7 %

Source : Statistique Canada. *Recensement de 2006*, [En ligne]. http://www12.statcan.ca/census-recensement/2006/dp-pd/index-fra.cfm

[2] Langue des Premières Nations

Tableau 3 : Répartition de la population par groupes d'âge selon le sexe, 2006

MRC	0 à 14 ans		15 à 64 ans		65 ans et plus		Total		80 ans et plus	
	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F
La Matapédia	49 %	51 %	51 %	49 %	45 %	55 %	50 %	50 %	38 %	61 %
Matane	54 %	47 %	50 %	50 %	44 %	56 %	49 %	51 %	34 %	66 %
La Mitis	50 %	50 %	51 %	49 %	45 %	55 %	50 %	50 %	38 %	62 %
Rimouski-Neigette	51 %	49 %	49 %	51 %	41 %	59 %	48 %	52 %	32 %	68 %
Les Basques	51 %	49 %	51 %	49 %	45 %	55 %	49 %	51 %	39 %	61 %
Rivière-du-Loup	52 %	48 %	50 %	50 %	42 %	58 %	49 %	51 %	34 %	66 %
Témiscouata	52 %	48 %	51 %	49 %	45 %	55 %	50 %	50 %	38 %	62 %
Kamouraska	51 %	49 %	51 %	49 %	44 %	56 %	50 %	50 %	36 %	64 %
Les Îles-de-la-Madeleine	52 %	48 %	49 %	51 %	43 %	57 %	49 %	51 %	36 %	63 %
Le Rocher-Percé	53 %	47 %	50 %	50 %	45 %	56 %	49 %	51 %	40 %	60 %
La Côte-de-Gaspé	51 %	49 %	49 %	51 %	44 %	56 %	49 %	51 %	38 %	63 %
La Haute-Gaspésie	51 %	49 %	50 %	50 %	44 %	56 %	49 %	51 %	37 %	63 %
Bonaventure	50 %	50 %	50 %	51 %	45 %	55 %	49 %	51 %	39 %	61 %
Avignon	51 %	49 %	49 %	51 %	44 %	55 %	49 %	51 %	39 %	61 %
La Haute-Côte-Nord	50 %	50 %	51 %	49 %	49 %	51 %	50 %	49 %	43 %	55 %
Manicouagan	50 %	50 %	52 %	48 %	46 %	54 %	51 %	49 %	37 %	63 %
Sept-Rivières – Caniapiscau	51 %	48 %	51 %	49 %	49 %	51 %	51 %	49 %	37 %	63 %
Minganie – Basse-Côte-Nord	52 %	48 %	50 %	50 %	45 %	55 %	50 %	50 %	36 %	64 %
Ensemble du Québec	51 %	49 %	50 %	50 %	42 %	58 %	49 %	51 %	33 %	67 %

Source : Statistique Canada. *Recensement de 2006*, [En ligne]. http://www12.statcan.ca/census-recensement/2006/dp-pd/index-fra.cfm

Tableau 4 : Répartition de la population maritime selon les groupes d'âge, 2006

MRC	0 à 14 ans	15 à 64 ans	65 ans et plus
La Matapédia	15,9 %	67,2 %	17,0 %
Matane	13,5 %	68,9 %	17,6 %
La Mitis	15,5 %	67,0 %	17,5 %
Rimouski-Neigette	14,5 %	69,9 %	15,6 %
Les Basques	13,5 %	64,9 %	21,6 %
Rivière-du-Loup	15,0 %	68,7 %	16,3 %
Témiscouata	15,2 %	67,3 %	17,5 %
Kamouraska	14,9 %	67,2 %	18,0 %
Les Îles-de-la-Madeleine	14,3 %	70,1 %	15,6 %
Le Rocher-Percé	13,4 %	68,4 %	18,2 %
La Côte-de-Gaspé	13,6 %	69,4 %	17,0 %
La Haute-Gaspésie	13,4 %	67,2 %	19,4 %
Bonaventure	14,2 %	67,0 %	18,8 %
Avignon	15,9 %	66,9 %	17,3 %
La Haute-Côte-Nord	15,6 %	69,6 %	14,8 %
Manicouagan	16,9 %	71,1 %	12,1 %
Sept-Rivières – Caniapiscau	19,0 %	70,2 %	10,8 %
Minganie – Basse-Côte-Nord	19,4 %	68,2 %	12,4 %
Ensemble du Québec	16,6 %	69,1 %	14,3 %

Source : Statistique Canada. *Recensement de 2006*, [En ligne]. http://www12.statcan.ca/census-recensement/2006/dp-pd/index-fra.cfm

Tableau 5 : Projection de la population maritime par région administrative selon les groupes d'âge, de 2001 à 2026, scénario A

Région administrative	0-19 ans	20-64 ans	65 ans et plus	Total
		Bas-Saint-Laurent		
2001	23 %	61 %	15 %	204 304
2006	21 %	63 %	17 %	200 458
2011	19 %	62 %	20 %	196 696
2016	17 %	59 %	24 %	192 890
2021	17 %	55 %	28 %	188 822
2026	16 %	51 %	33 %	184 022
		Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine		
2001	23 %	62 %	16 %	98 661
2006	20 %	63 %	18 %	94 682
2011	17 %	62 %	21 %	90 669
2016	15 %	59 %	26 %	87 069
2021	14 %	55 %	31 %	83 821
2026	14 %	50 %	36 %	80 621
		Côte-Nord		
2001	26 %	64 %	10 %	99 761
2006	23 %	65 %	12 %	94 813
2011	21 %	64 %	15 %	91 692
2016	19 %	63 %	18 %	88 458
2021	18 %	60 %	22 %	85 162
2026	18 %	56 %	26 %	81 707

Source : Institut de la statistique du Québec. 2004. *Perspectives démographiques, Québec et régions, 2001-2051, édition 2003*, [En ligne]. http://www.stat.gouv.qc.ca/donstat/societe/demographie/persp_poplt/pers2001-2051/

2.2 Éducation

En termes d'éducation, les régions maritimes du Québec se classent sous la moyenne québécoise. La proportion de gens qui n'ont aucun diplôme est plus élevée que dans le reste du Québec, soit 27 % contre 17 %. Le nombre d'individus ayant obtenu un diplôme d'études professionnelles (DEP) est toutefois plus élevé en région maritime qu'ailleurs, tandis que le taux d'individus ayant seulement un diplôme d'études secondaires (DES) est similaire au reste de la province. Le taux de diplomation au cégep est légèrement inférieur en région maritime, alors que la proportion d'individus obtenant un diplôme ou un certificat universitaire est largement inférieure, soit 14 % contre 26 %. Dans tous les cas, le Bas-Saint-Laurent est légèrement plus scolarisé que la Gaspésie, suivie de la Côte-Nord. Depuis 2001, la situation s'est améliorée. En effet, la population des 25 ans et plus semble être de plus en plus scolarisée, et ce, pour toutes les régions. En 2006, il y avait moins de gens qui n'avaient pas obtenu de diplôme ou n'avaient qu'un DES, et davantage de diplômes d'études professionnelles, collégiales ou universitaires. De façon générale, la proportion de gens qui ont étudié en sciences humaines est plus faible en région maritime qu'au Québec, mais elle est plus élevée pour ce qui est de l'architecture, du génie et des services-conseils.

Les données du recensement de 2006 indiquent aussi que les individus travaillant dans le domaine de la pêche et de la transformation du poisson sont en général peu scolarisés. Environ 50 % des pêcheurs et 60 % des travailleurs de l'industrie de la transformation du poisson n'ont aucun diplôme. Les alternatives de travail pour cette population peu scolarisée seraient dans les secteurs de l'hébergement et de la construction, deux secteurs très sensibles à la conjoncture économique. Les figures suivantes aident à mieux comprendre la répartition du niveau de scolarité selon les secteurs industriels et géographiques.

Tableau 6 : Diplôme selon le domaine d'études pour la population âgée de 25 à 54 ans, recensement 2006[3]

MRC	Éducation	Arts visuels et d'interprétation, technologies des communications	Sciences humaines	Sciences sociales et de comportement, droit	Commerce, gestion et administration publique	Sciences physiques et de la vie, technologies	Mathématiques, informatique et sciences de l'information	Architecture, génie et services connexes	Agriculture, ressources naturelles et conservation	Santé, parcs, récréation et conditionnement physique	Services personnels, de protection et de transport
Les Îles-de-la-Madeleine	8 %	2 %	2 %	6 %	25 %	1 %	2 %	19 %	7 %	16 %	12 %
Le Rocher-Percé	10 %	1 %	2 %	5 %	24 %	2 %	2 %	24 %	4 %	14 %	12 %
La Côte-de-Gaspé	8 %	2 %	4 %	6 %	28 %	2 %	2 %	19 %	4 %	14 %	12 %
La Haute-Gaspésie	10 %	2 %	3 %	6 %	21 %	0 %	1 %	25 %	5 %	14 %	13 %
Bonaventure	7 %	2 %	2 %	5 %	23 %	2 %	2 %	28 %	5 %	15 %	9 %
Avignon	8 %	2 %	2 %	6 %	25 %	1 %	2 %	19 %	7 %	16 %	12 %
La Matapédia	7 %	2 %	2 %	6 %	24 %	0 %	1 %	28 %	10 %	13 %	9 %
Matane	7 %	3 %	3 %	6 %	24 %	2 %	2 %	27 %	6 %	11 %	8 %
La Mitis	7 %	2 %	3 %	6 %	20 %	4 %	2 %	25 %	8 %	14 %	9 %
Rimouski-Neigette	8 %	2 %	4 %	7 %	24 %	4 %	3 %	21 %	4 %	13 %	8 %
Les Basques	7 %	1 %	4 %	4 %	22 %	2 %	1 %	27 %	5 %	11 %	16 %
Rivière-du-Loup	6 %	3 %	3 %	5 %	21 %	1 %	2 %	29 %	6 %	13 %	11 %
Témiscouata	8 %	1 %	2 %	4 %	23 %	1 %	2 %	28 %	7 %	13 %	11 %
Kamouraska	8 %	1 %	3 %	6 %	18 %	2 %	2 %	30 %	10 %	11 %	9 %
La Haute-Côte-Nord	8 %	1 %	1 %	3 %	21 %	1 %	1 %	33 %	10 %	8 %	12 %
Manicouagan	7 %	1 %	2 %	5 %	21 %	2 %	2 %	36 %	4 %	10 %	10 %
Sept-Rivières – Caniapiscau	7 %	2 %	3 %	5 %	21 %	2 %	3 %	35 %	2 %	10 %	11 %
Minganie – Basse-Côte-Nord	10 %	1 %	4 %	4 %	15 %	3 %	1 %	31 %	2 %	17 %	12 %
Ensemble du Québec	6 %	4 %	5 %	10 %	24 %	3 %	5 %	22 %	2 %	11 %	7 %

Source : Statistique Canada. *Recensement de 2006*, [En ligne]. http://www12.statcan.ca/census-recensement/2006/dp-pd/index-fra.cfm

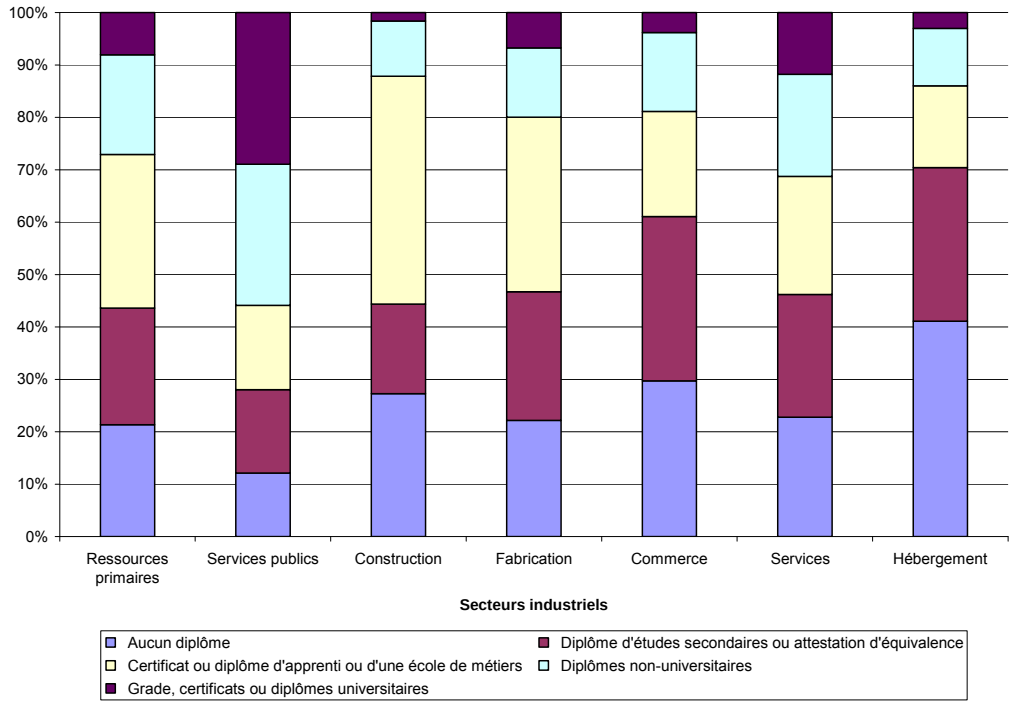
[3] La somme des parties peut différer de 100 % pour des raisons d'arrondissement.

Tableau 7 : Répartition du plus haut niveau d'études complété par MRC pour la population âgée de 25 ans et plus, 2001 et 2006

MRC	Aucun diplôme	DES	DEP	DEC	Universitaire
2006					
La Matapédia	27 %	21 %	27 %	15 %	11 %
Matane	26 %	18 %	23 %	18 %	15 %
La Mitis	25 %	22 %	23 %	14 %	15 %
Rimouski-Neigette	14 %	20 %	18 %	22 %	26 %
Les Basques	29 %	23 %	23 %	13 %	12 %
Rivière-du-Loup	19 %	20 %	27 %	18 %	16 %
Témiscouata	32 %	19 %	24 %	13 %	12 %
Kamouraska	22 %	18 %	24 %	19 %	16 %
Les Îles-de-la-Madeleine	30 %	20 %	20 %	16 %	14 %
Le Rocher-Percé	37 %	22 %	17 %	14 %	10 %
La Côte-de-Gaspé	26 %	18 %	18 %	21 %	17 %
La Haute-Gaspésie	36 %	19 %	21 %	14 %	10 %
Bonaventure	23 %	21 %	25 %	16 %	15 %
Avignon	26 %	17 %	24 %	16 %	18 %
La Haute-Côte-Nord	30 %	21 %	26 %	12 %	11 %
Manicouagan	20 %	23 %	24 %	18 %	14 %
Sept-Rivières –Caniapiscau	24 %	20 %	23 %	19 %	14 %
Minganie – Basse-Côte-Nord	43 %	18 %	17 %	12 %	11 %
Ensemble du Québec	17 %	21 %	18 %	18 %	26 %
2001					
La Matapédia	34 %	29 %	17 %	10 %	9 %
Matane	37 %	23 %	13 %	14 %	12 %
La Mitis	33 %	28 %	13 %	12 %	13 %
Rimouski-Neigette	19 %	26 %	12 %	19 %	24 %
Les Basques	38 %	28 %	15 %	9 %	9 %
Rivière-du-Loup	25 %	25 %	19 %	16 %	15 %
Témiscouata	42 %	22 %	16 %	10 %	10 %
Kamouraska	32 %	23 %	15 %	16 %	14 %
Les Îles-de-la-Madeleine	43 %	19 %	12 %	16 %	10 %
Le Rocher-Percé	48 %	19 %	11 %	13 %	9 %
La Côte-de-Gaspé	37 %	23 %	11 %	16 %	13 %
La Haute-Gaspésie	46 %	23 %	12 %	10 %	9 %
Bonaventure	36 %	23 %	16 %	14 %	10 %
Avignon	35 %	21 %	17 %	16 %	12 %
La Haute-Côte-Nord	42 %	23 %	16 %	11 %	9 %
Manicouagan	28 %	27 %	16 %	18 %	12 %
Sept-Rivières – Caniapiscau	33 %	24 %	16 %	15 %	11 %
Minganie – Basse-Côte-Nord	51 %	18 %	12 %	8 %	10 %
Ensemble du Québec	24 %	25 %	13 %	16 %	22 %

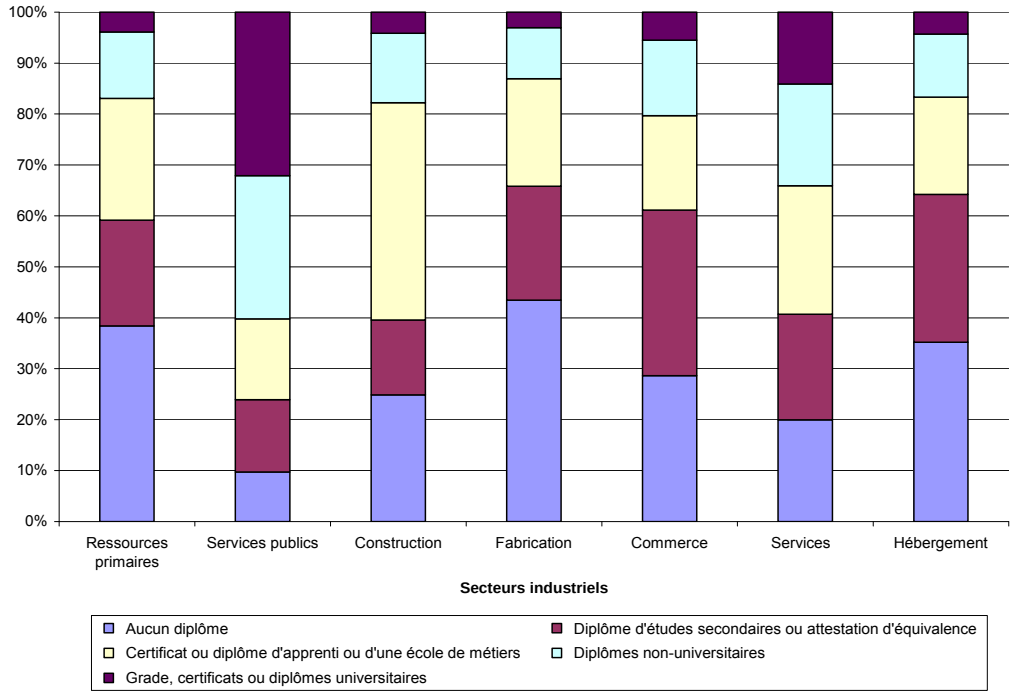
Source : Statistique Canada. *Recensement de 2006*, [En ligne]. http://www12.statcan.ca/census-recensement/2006/dp-pd/index-fra.cfm

Figure 5 : Ventilation du plus haut niveau d'études atteint selon le secteur industriel pour la région de la Côte-Nord, 2006



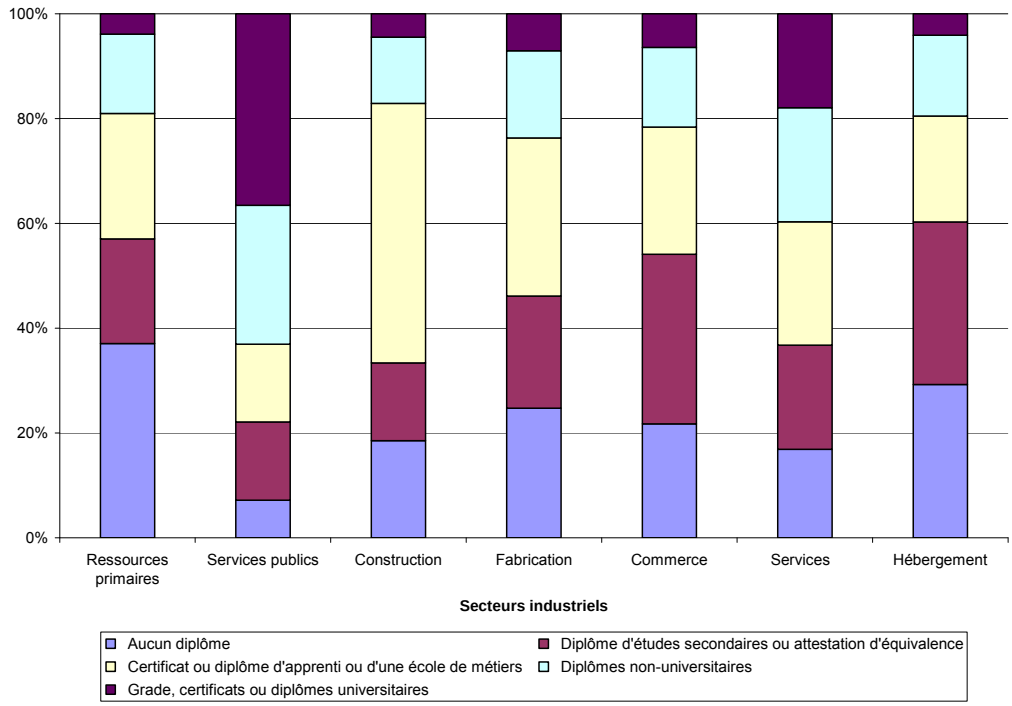
Source : Statistique Canada. 2008. Recensement 2006, compilation spéciale MPO-DRPE. Québec

Figure 6 : Ventilation du plus haut niveau d'études atteint selon le secteur industriel pour la région Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, 2006



Source : Statistique Canada. 2008. Recensement 2006, compilation spéciale MPO-DRPE. Québec

Figure 7 : Ventilation du plus haut niveau d'études atteint selon le secteur industriel pour la région du Bas-Saint-Laurent, 2006



Source : Statistique Canada. 2008. Recensement 2006, compilation spéciale MPO-DRPE. Québec

2.3 Santé et sécurité

Il est clair qu'il reste des défis à relever afin de développer une meilleure compréhension du lien entre l'environnement marin et la santé humaine. Les changements environnementaux affectent la santé humaine et il est important d'identifier les indicateurs qui ont suffisamment de sensibilité et de spécificité pour détecter ces changements. Les registres de mortalité et la morbidité ne sont pas de nature à aider à surveiller l'évolution de l'environnement, puisque la plupart des maladies chroniques sont multifactorielles : elles proviennent de facteurs génétiques et environnementaux ainsi que du mode de vie. Il est donc peu probable que les registres du cancer ou les taux de mortalité fournissent une indication utile de l'évolution de l'impact des océans sur la santé humaine. De plus, il existe souvent un retard de 10 à 20 ans entre l'apparition des maladies concernées et l'exposition aux facteurs de risque environnementaux. Cependant, les registres de morbidité portant sur la toxicité aiguë de maladies telles que l'empoisonnement par des toxines marines dans les fruits de mer, qui sont obligatoires dans la plupart des pays, pourraient fournir des informations utiles sur les modifications de l'incidence au fil du temps. Des effets cliniques liés à des contaminants ont été l'objet de nombreuses études épidémiologiques. Néanmoins, il est important de dresser un portrait des communautés maritimes

dans le but d'identifier des caractéristiques propres à ces régions ou différentes de la moyenne québécoise.

Globalement, les habitants de la Côte-Nord et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine considèrent avoir un moins bon état de santé que la moyenne des Québécois. On y retrouve aussi davantage de fumeurs et les habitants de la Côte-Nord ont plus souvent des épisodes de consommation élevée d'alcool que ceux du reste du Québec. Les dépenses gouvernementales liées aux soins de santé par habitant sont supérieures à la moyenne du Québec, de même que le nombre de médecins généralistes. Toutefois, le nombre de spécialistes y est inférieur. L'espérance de vie moyenne a augmenté dans les trois régions maritimes entre 1998 et 2005, sans grande distinction avec la moyenne québécoise.

Pour la plupart des contaminants liés à l'océan tels que le mercure et les polluants organiques persistants, les résultats des études épidémiologiques sont contradictoires. Malheureusement, les études de cohortes sont extrêmement coûteuses en temps et en ressources et nécessitent de grandes équipes de scientifiques pluridisciplinaires.[4] Toutefois, la Basse-Côte-Nord semble être plus à risque face à certains polluants (voir tableau 14).

Il existe des secteurs du golfe du Saint-Laurent où la collecte printanière d'œufs d'eider à duvet ou de goélands fait partie des traditions de certaines communautés riveraines, notamment sur la Côte-Nord. Des analyses ont montré que les concentrations en BPC mesurées dans les œufs du goéland argenté étaient 14 fois plus élevées que celles mesurées dans le foie de morue et 200 fois plus élevées que celles retrouvées dans la chair de phoque. Ainsi, la consommation de quelques œufs de goélands peut faire passer la charge corporelle en organochlorés à des niveaux élevés, comme le démontrent certaines études réalisées auprès de populations de la Basse-Côte-Nord.[5]

Tableau 8 : Perception de l'état de santé selon le sexe, en pourcentage, 1998 - 2003

Perception de l'état de santé	Bas-Saint-Laurent	Côte-Nord	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	Ensemble du Québec
	2003			
Hommes				
Santé excellente ou très bonne	59,9 %	50,8 %	50,6 %	58,5 %
Bonne santé	28,7 %	35,9 %	35 %	31,6 %
Santé moyenne ou mauvaise	11,5 %*	13,3 %*	14,4 %	9,9 %
Femmes				
Santé excellente ou très bonne	53,8 %	54,7 %	50 %	54,6 %
Bonne santé	34,2 %	32,4 %	33,8 %	33 %

[4] Knap, Dewailly et al., 2002
[5] Saint-Laurent Vision 2000. Domaine d'intervention Santé humaine, 2004

	Santé moyenne ou mauvaise	12,1 %	12,9 %*	16,2 %	12,4 %
Total					
	Santé excellente ou très bonne	56,8 %	52,7 %	50,3 %	56,5 %
	Bonne santé	31,5 %	34,2 %	34,3 %	32,3 %
	Santé moyenne ou mauvaise	11,8 %	13,1 %	15,3 %	11,2 %
		1998			
Hommes					
	Santé excellente ou très bonne	51,3 %	50,5 %	54,2 %	56,0 %
	Bonne santé	34,1 %	36,6 %	30,5 %	33,6 %
	Santé moyenne ou mauvaise	14,6 %	13,0 %	15,3 %	10,4 %
Femmes					
	Santé excellente ou très bonne	51,1 %	50,0 %	45,6 %	52,6 %
	Bonne santé	34,2 %	37,8 %	40,1 %	35,7 %
	Santé moyenne ou mauvaise	14,7 %	12,3 %	14,3 %	11,7 %
Total					
	Santé excellente ou très bonne	51,2 %	50,2 %	49,8 %	54,3 %
	Bonne santé	34,2 %	37,2 %	35,4 %	34,7 %
	Santé moyenne ou mauvaise	14,7 %	12,6 %	14,8 %	11,0 %

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 %, interpréter avec prudence.
Source : Statistique Canada. *Profils de la région administrative*, [En ligne].
http://www.stat.gouv.qc.ca/regions/profils/profil01/01ra_index.htm#sante

Tableau 9 : Effectif médical par 100 000 personnes selon le nombre de médecins, omnipraticiens et spécialistes, par région sociosanitaire, 2003 à 2007

Région sociosanitaire	2003	2004	2005	2006	2007
Bas-Saint-Laurent					
Nombre d'omnipraticiens	115	118	119	120	127
Nombre de spécialistes	93	91	91	95	99
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine					
Nombre d'omnipraticiens	170	171	174	182	185
Nombre de spécialistes	87	86	87	96	103
Côte-Nord					
Nombre d'omnipraticiens	142	146	153	157	162
Nombre de spécialistes	61	60	66	72	76
Ensemble du Québec					
Nombre d'omnipraticiens	101	101	102	101	102
Nombre de spécialistes	103	104	105	107	109

Source : Statistique Canada. *Profils de la région administrative*, [En ligne].
http://www.stat.gouv.qc.ca/regions/profils/profil01/01ra_index.htm#sante

Tableau 10 : Dépenses en santé et dépenses per capita en santé selon la région sociosanitaire au Québec, de 1996-1997 à 2006-2007[1]

Région sociosanitaire	$	
	1996-1997	2006-2007
Bas-Saint-Laurent	443 609 000	735 023 000
Per capita	2 125	3 667
Gaspésie–Iles-de-la-Madeleine	239 041 000	417 620 000
Per capita	2 244	4 411
Côte-Nord	224 954 000	368 593 000

Per capita	2 148	3 888
Ensemble du Québec	14 645 539 000	26 380 893 000
Per capita	2 021	3 470

1. Il s'agit de dépenses brutes, c'est-à-dire qui couvrent les activités principales et accessoires, sans tenir compte des déductions et revenus réalisés par les établissements.
Source : Éco-Santé. *Les bases de données Éco-Santé en ligne,* [En ligne]. http://www.ecosante.fr

Tableau 11 : Mortalité selon la cause et espérance de vie, 1998 à 2005

Causes	Bas-Saint-Laurent		Côte-Nord		Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine		Ensemble du Québec	
	1998	2005	1998	2005	1998	2005	1998	2005
Mortalité selon la cause et nombre annuel moyen de décès (moyenne sur 5 ans)								
Mortalité – tumeurs malignes	30 %	31 %	34 %	37 %	31 %	34 %	30 %	32 %
Mortalité – appareil circulatoire	35 %	29 %	27 %	25 %	35 %	28 %	35 %	29 %
Mortalité – appareil respiratoire	10 %	10 %	8 %	8 %	8 %	8 %	9 %	8 %
Mortalité – suicides	3 %	3 %	5 %	4 %	2 %	2 %	3 %	2 %
Mortalité – ensemble	1 713	1 763	555	589	885	889	52 995	55 332
Espérance de vie à la naissance (moyenne sur 5 ans)								
Hommes (en années)	74,8	76,8	73,2	75,9	73,6	76,2	74,6	77,0
Femmes (en années)	81,0	82,9	80,3	81,7	81,2	82,7	81,0	82,3

Source : Éco-Santé. *Les bases de données Éco-Santé en ligne,* [En ligne]. http://www.ecosante.fr

Tableau 12 : Proportion du nombre total de fumeurs de 12 ans et plus, selon le sexe, par région administrative, 2001 à 2005

Région administrative	2001		2003		2005	
	H	F	H	F	H	F
Bas-Saint-Laurent	31,0 %	27,8 %	23,7 %	20,6 %	22,0 %	22,2 %
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	34,8 %	30,6 %	27,5 %	27,4 %	28,0 %	24,4 %
Côte-Nord	35,4 %	36,3 %	30,3 %	28,2 %	26,5 %	30,8 %
Ensemble du Québec	31,1 %	27,9 %	27,1 %	24,6 %	25,4 %	23,4 %

Source : Éco-Santé. *Les bases de données Éco-Santé en ligne,* [En ligne]. http://www.ecosante.fr

Tableau 13 : Proportion de la population de 12 ans et plus ayant pris 5 consommations ou plus d'alcool en une même occasion au moins 12 fois, au cours d'une période de 12 mois, par région administrative, 2001 à 2005

Région administrative	2001		2003		2005	
	H	F	H	F	H	F
Bas-Saint-Laurent	15,8 % -	4,4 %*	19,3 %	6,1 %*	23,8 %	7,2 %
Gaspésie–Iles-de-la-Madeleine	22,0 %	5,4 %*	25,1 %	7,5 %*	26,1 %	7,6 %*
Côte-Nord	31,2 %+	10,8 %*	34,3 %	12,2 %*	34,6 %+	11,3 %
Ensemble du Québec	22,1 %	7,7 %	24,8 %	8,9 %	24,3 %	9,5 %

- : Statistiquement moins faible que le Québec
+ : Statistiquement plus élevée que le Québec
** : à interpréter avec prudence*
Source : Éco-Santé. *Les bases de données Éco-Santé en ligne,* [En ligne]. http://www.ecosante.fr

Tableau 14 : Moyennes géométriques des concentrations de mercure, de BPC (AROCLOR^{1260}) et d'un métabolite de DDT (DDE) dans le sang de divers groupes de pêcheurs et de populations riveraines

Région et année de collecte	Sujets étudiés	Mercure (µg/l, sang)	BPC (AROCLOR^{1260}) (µg/l, plasma)	DDE (µg/l, plasma)
Saguenay – Hiver 2000	Grand consommateur	2,8	3,5	1,48
Saguenay – Hiver 2000	Petit consommateur	1,3	2,5	1,2
Sept-Îles – 1998	Pêcheurs non autochtones	1,68	3,46	1,47
Uashat-Mallotenam 1998	Pêcheurs autochtones	2,06	4,73	1,91
Sept-Îles	Population générale (femmes 17 à 40 ans)	0,80	1,52	0,76
Basse Côte-Nord – 1990	Pêcheurs commerciaux et leurs conjointes	5,4	35,20	8,70
Ligne directrice		20	20 (5)*	200

* Chez les femmes en âge de procréer

Source : Saint-Laurent Vision 2000. Domaine d'intervention Santé humaine. 2004. *Le Saint-Laurent et la santé humaine, l'état de la question II*, [En ligne]. http://www.slv2000.qc.ca/

2.3.1 Sécurité maritime

Directement associée à la santé et à la survie des individus, l'importance des effectifs attribués à la sécurité maritime est cruciale. La situation s'est d'ailleurs grandement améliorée depuis le début des années 1990. L'annexe D-1 répertorie les différents accidents ayant eu lieu en mer depuis 2001. Dans la région du Québec, la Garde côtière canadienne (GCC) dispose d'une flotte qui reflète la diversité de ses activités :

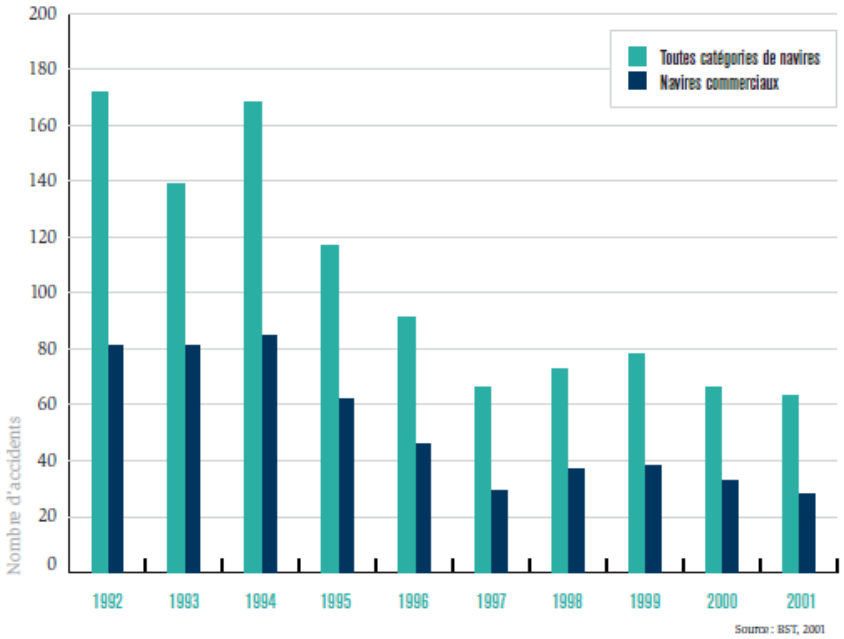
Tableau 15 : Effectif de la Garde-Côtière canadienne au Québec, 31 décembre 2008

Navire	Position	Activité
Terry Fox	Gros Cacouna	Déglaçage / Assistance à la navigation – Navire en attente à 60 minutes d'avis
Amundsen	Les Méchins	Cale sèche
Des Groseilliers	Québec, section 27	Déglaçage / Prévention des inondations – Assigné SAR pour le secteur 141 – Navire en attente à 60 minutes d'avis
Pierre Radisson	Trois-Rivières, section 3	Déglaçage / Prévention des inondations – Assigné SAR pour le secteur 140 – Navire en attente à 60 minutes d'avis
Martha L. Black	Baie-Comeau	Aides à la navigation – Assigné SAR
Tracy	Côte Ste-Catherine	Aides à la navigation
Sipu Muin	Île Charron	Aides à la navigation
Waban-Aki	Trois-Rivières	Entretien planifié
Cap-aux-Meules	Cap-aux-Meules	Assigné SAR – Navire en attente à 30 minutes d'avis

Hélicoptère	Position	Activité
GC 358 (B0-105)	Québec	Disponible
GC 364 (B0-105)	Québec	En attente MPO, GCC et urgences
GC 365 (B0-105)	Québec	En attente MPO, GCC et urgences
GC 366 (B0-105)	Trois-Rivières, section 3	À bord du NGCC Pierre Radisson
GC 124 (Bell 206-L)	Québec	En attente MPO, GCC et urgences

Source : Pêches et Océans Canada (MPO). Région du Québec. Garde côtière canadienne. *Marinfo*, [En ligne]. http://www.marinfo.gc.ca/fr/flotte/Activite.asp

Figure 8 : Nombre de cas d'accidents survenus aux navires pour la période 1992 à 2001, toutes catégories confondues et navires commerciaux seulement, fleuve Saint-Laurent



Source : Saint-Laurent Vision 2000. *Phase III – Stratégie de navigation durable pour le Saint-Laurent*, [En ligne]. http://www.slv2000.qc.ca/plan_action/phase3/navigation/SND/plan_action/pa_rejets_eaux_f.htm

Capacité du service fédéral de recherche et de sauvetage (SAR)[6]

L'analyse 2007 des besoins en matière de SAR avait pour principal objectif de déterminer et analyser les domaines de risque pour les clients et de proposer certaines modifications au système SAR destinées à atténuer ces risques.

Le long de la Basse-Côte-Nord du Québec, les gestionnaires du système SAR comptent beaucoup sur les navires de passage et les unités de la Garde côtière auxiliaire canadienne (GCAC) pour effectuer les interventions, peu d'unités de la GCC étant disponibles pour intervenir. En 2009, il a été annoncé qu'une nouvelle station serait instaurée à Kegaska.[7]

[6] Search and Rescue (SAR)
[7] Garde côtière canadienne, http://www.ccg-gcc.gc.ca/f0003782#_Toc197850142

MarInfo (Québec)

MarInfo fournit des renseignements quotidiens sur l'état de la Voie navigable du Saint-Laurent tels que : les bulletins des glaces, les cartes de reconnaissance des glaces et la route recommandée dans les glaces, les avis écrits à la navigation, y compris les avis de hauts-fonds, l'état d'avancement du balisage saisonnier. Le site offre aussi des renseignements sur les opérations et les services de la GCC, région du Québec.[8]

[8] Marinfo, http://www.marinfo.gc.ca/fr/general/accueil.asp

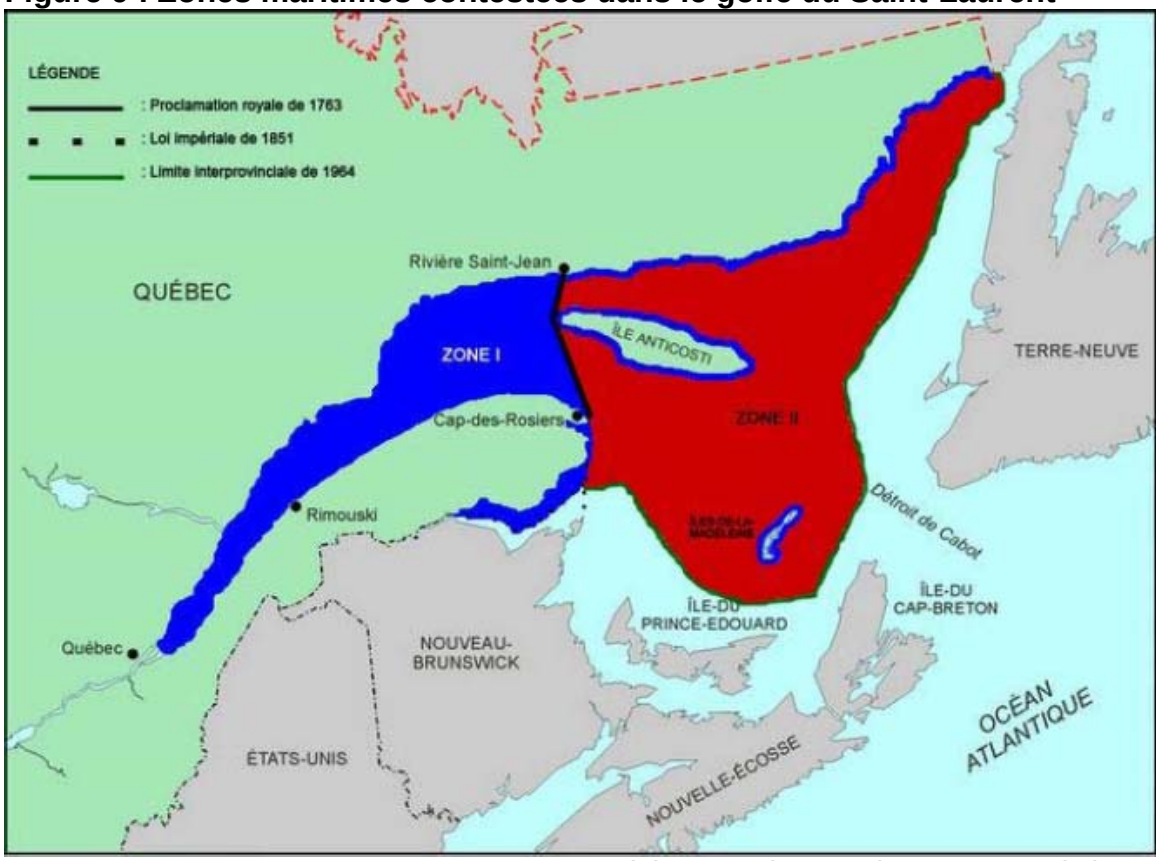
2.4 Gouvernance

2.4.1 Compétence provinciale

Les différents domaines de compétences des gouvernements sont disponibles en annexe. Il arrive que des chevauchements surviennent entre les lois fédérales et provinciales puisque chaque palier peut adopter des lois similaires en vertu de ses compétences. En cas d'incompatibilité entre une loi fédérale et une loi provinciale, la première prime. De plus, diverses ententes ont été signées entre les gouvernements fédéral et provincial[9] :

- Entente de collaboration Canada-Québec en matière d'évaluation environnementale (2004)
- Entente Canada-Québec sur le Saint-Laurent 2005-2010 (2005)
- Entente entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec en vue de la création du parc marin du Saguenay–Saint-Laurent (1990)

Figure 9 : Zones maritimes contestées dans le golfe du Saint-Laurent



Source : Unisféra. 2006. *Portrait des droits de propriété et compétences législatives du Fédéral et de la Province de Québec, ainsi que des pouvoirs des municipalités, dans l'estuaire et le golfe du Saint-Laurent*.

[9] Unisféra, 2006

La **Zone I de la figure 9** présente les parties du « territoire » appartenant au Québec et dont le statut est admis ou n'a pas été formellement contesté par le gouvernement du Canada. La **Zone II** comprend les eaux se situant entre la limite établie par la Proclamation royale de 1763 et la limite marine interprovinciale établie en 1964. Le statut territorial de la **Zone II** ne fait pas l'objet d'un consensus entre les gouvernements fédéral et québécois. Ainsi, chacun des gouvernements revendique la **Zone II** comme partie de son « territoire ». En droit, l'incertitude risque de persister jusqu'à ce que la Cour suprême du Canada tranche la question. En pratique, des ententes fédérales-provinciales ont été conclues dans les autres provinces afin d'éviter d'en référer aux tribunaux.[10]

Tableau 16 : **Ministères provinciaux et législation applicable au secteur des océans**

Ministères	Lois
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	Loi sur le mérite national de la pêche et de l'aquaculture Loi sur l'aquaculture commerciale Règlement sur les catégories de permis d'aquaculture Loi sur le financement de la pêche commerciale Loi sur le Bureau d'accréditation des pêcheurs et des aides-pêcheurs du Québec Loi sur les pêcheries commerciales et la récolte commerciale de végétaux aquatiques Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation Loi sur la transformation des produits marins Loi sur la commercialisation des produits marins Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune
Ministère des Transports	Loi sur les Transports
Ministère des Ressources naturelles et de la Faune	Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec Loi sur le programme d'aide aux Inuits bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois pour leurs activités de chasse, de pêche et de piégeage Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune
Code civil du Québec	Règlement sur la responsabilité du transporteur maritime
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs	Loi sur le parc marin du Saguenay–Saint-Laurent Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune

Source : Alexander, D.W., et al. 2008. *Gulf of St. Lawrence: Human Systems Overview Report*.

2.4.2 Communautés autochtones

Le droit des Autochtones à l'autonomie gouvernementale a été reconnu et confirmé par la Loi constitutionnelle de 1982 en tant que droit ancestral et issu de traités, de même que dans la Loi sur les océans. C'est le Parlement canadien qui

[10] Unisféra, 2006.

a compétence sur les « Indiens et les terres réservées aux Indiens ». Alors que les ententes traditionnelles ne visaient que les compétences de nature municipale et locale, des ententes plus récentes, comme celles avec les Innus, leur ont reconnu des pouvoirs qui relevaient habituellement des provinces, comme l'éducation ou la santé.[11]

Trois nations différentes coexistent aux abords du golfe du Saint-Laurent, soit les Innus (Montagnais), les Micmacs et les Malécites. Le ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada (MAINC) a pour mission de soutenir, promouvoir et développer un environnement socio-économique favorable pour les Autochtones. Pour ce faire, le Ministère s'inspire de diverses lois qui prennent en compte leur statut particulier et il dispose de nombreux programmes d'aide.[12]

Au Québec, le Secrétariat aux affaires autochtones a la responsabilité d'assurer le lien entre les différentes communautés autochtones et le gouvernement du Québec. Il cherche à leur faciliter l'accès aux ressources gouvernementales ou à faire modifier les programmes gouvernementaux pour les adapter à leurs besoins.[13]

Figure 10 : Population autochtone du Québec maritime, 2007

Communautés	Totale	Résidants	Non résidants
Malécites			
Cacouna et Whitworth	775	1	774
Micmacs			
Gaspé	503	0	503
Gesgapegiag	1 236	562	674
Listuguj	3 287	1 944	1 343
Innus			
Betsiamites	3 503	2 761	742
Essipit	416	182	234
La Romaine	1 037	978	59
Mingan	522	507	15
Natashquan	917	861	56
Pakuashipi	299	298	1
Uashat et Maliotenam	3 544	2 885	659

Source : Affaires indiennes et du Nord Canada. *Peuples et collectivités autochtones*, [En ligne]. http://www.ainc-inac.gc.ca/ai/scr/qc/index-fra.asp

L'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador regroupe les chefs de 43 communautés et représente 10 nations autochtones. Elle a pour mission de défendre et soutenir les droits des Premières Nations aux niveaux politique et économique.

[11] Otis, 2004.
[12] Affaires indiennes et du Nord Canada, http://www.ainc-inac.gc.ca/ai/scr/qc/index-fra.asp
[13] Secrétariat aux affaires autochtones, http://www.saa.gouv.qc.ca/index.asp

Sur le territoire du Québec, en plus des différentes réserves, il y a des revendicateurs du statut autochtone qui demeurent en dehors de celles-ci. L'Alliance autochtone du Québec représente les Canadiens de descendance amérindienne dont le statut n'est pas reconnu par l'Acte Indien du gouvernement du Canada et compte 26 000 membres.[14]

2.4.3 Gouvernance municipale

Près d'une centaine de municipalités et vingt MRC bordent la région québécoise du golfe du Saint-Laurent. Les principales compétences des municipalités locales sont : urbanisme et zonage, culture, loisirs, activités communautaires et parcs, développement économique local, production d'énergie et systèmes communautaires de télécommunication, environnement, salubrité, nuisances, sécurité et transport.[15]

Les principales compétences des MRC sont notamment : schéma d'aménagement et de développement, planification de la gestion des matières résiduelles, planification en matière de protection contre les incendies et de sécurité civile, administration des territoires non organisés, gestion des centres locaux de développement, évaluation foncière et gestion des cours d'eau.[16]

De plus, 4 conférences régionales des élus (CRÉ) sur 21 bordent le littoral du golfe du Saint-Laurent québécois. Elles ont été créées en 2004 pour discuter de développement régional avec le gouvernement provincial et exercer des compétences définies par la loi en matière de concertation et de planification du développement régional.[17]

2.4.4 Partenariats en matière de gouvernance sur le Saint-Laurent et implication non gouvernementale

Comme on peut le constater, les compétences gouvernementales sont partagées à tous les niveaux : fédéral, provincial et municipal. De plus, de nombreux intervenants et les populations sollicitent une implication accrue dans le choix des priorités d'action qui dictent le développement à long terme du Saint-Laurent.

L'intérêt des gouvernements et de la population à travailler ensemble à la protection et au développement du Saint-Laurent n'est pas récent. Plusieurs plans d'action développés entre ministères, les deux paliers de gouvernement et la population jalonnent l'histoire de la gouvernance sur le Saint-Laurent depuis plus de 20 ans.

---

[14] Alliance autochtone du Québec, http://www.aaqnaq.com/
[15] Publications Québec, http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca
[16] MAMROT, *Municipalités régionales de comté*, http://www.mamrot.gouv.qc.ca/
[17] MAMROT, http://www.mamrot.gouv.qc.ca/regions/regi_conf.asp

Le Plan d'action Saint-Laurent, de 1988 à 1993, a été la première entente d'harmonisation signée entre les gouvernements du Canada et du Québec. En travaillant de concert et dans le respect de leurs compétences respectives, les gouvernements s'étaient fixés des objectifs à atteindre dans divers domaines d'intervention liés au Saint-Laurent : conservation, restauration, protection et état du milieu. Cette entente favorisait l'harmonisation des actions gouvernementales pour mieux protéger le Saint-Laurent dans une perspective de développement durable.[18]

Le Plan d'action SLV 2000 – Phase II (1993-1998) a fait suite au premier plan, toujours dans l'optique de mieux harmoniser les actions visant à assainir et protéger le Saint-Laurent. Les domaines d'intervention de la phase II étaient : biodiversité, agriculture, implication communautaire, aide à la prise de décision, santé et protection / restauration. Un nombre encore plus grand de ministères partenaires a été invité à y participer, provenant tant du gouvernement du Canada que du gouvernement du Québec. Ce deuxième plan visait aussi à encourager la participation active de partenaires du secteur privé, des universités, des groupes environnementaux, des centres de recherche et des organismes locaux.[19]

C'est donc au cours de la phase II qu'a été mis en place le programme Zones d'interventions prioritaires (ZIP), destiné à favoriser la participation des collectivités riveraines à différents projets de réhabilitation écologique. Dix comités ZIP ont vu le jour pendant cette période afin de développer et mettre en œuvre des Plans d'action et de réhabilitation écologique (PARE). Les comités ZIP se sont regroupés au sein de Stratégies Saint-Laurent, dont la mission est de les représenter auprès des organisations gouvernementales et de faciliter l'échange d'information, la concertation et le développement de compétences des membres. Le programme Interactions communautaires, qui apporte de l'aide financière pour les projets communautaires, a également vu le jour avec la phase II.

Le Plan d'action SLV 2000 – Phase III (1998-2003) a permis de poursuivre la réflexion et l'action collective des nombreux partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux. Les domaines d'intervention de la phase III étaient : agriculture, biodiversité, implication communautaire, industriel / urbain, navigation et santé humaine. Durant la phase III, le nombre de comités ZIP est passé de 10 à 14. Sur ce nombre, six comités ZIP se situent à l'intérieur de la zone étudiée.[20]

Le désir des gouvernements du Québec et du Canada de développer une approche de gestion davantage intégrée pour le Saint-Laurent s'est maintenu. Cette volonté est exprimée dans **l'Entente Canada-Québec sur le Saint-**

[18] Saint-Laurent Vision 2000, http://www.slv2000.qc.ca/plan_action/phase1/resultats_f.htm
[19] Saint-Laurent Vision 2000, http://www.slv2000.qc.ca/plan_action/phase2/accueil_f.htm#concertation
[20] Saint-Laurent Vision 2000, http://www.slv2000.qc.ca/plan_action/phase3/accueil_f.htm

Laurent 2005-2010 (la Phase IV) et se traduit notamment par l'objectif de développer un concept pour la gestion intégrée du Saint-Laurent.[21]

Cette implication accrue de la population québécoise et des usagers dans la gouvernance de l'eau se concrétise également dans le domaine de la **gestion des bassins versants tributaires du Saint-Laurent**. Trente et un des trente-trois bassins versant prioritaires identifiés dans la Politique nationale de l'eau sont tributaires du Saint-Laurent, dont sept font partie de la zone d'étude. Ces organismes œuvrent à développer et mettre en valeur leur plan directeur de l'eau. Ils sont membres du Regroupement des organisations de bassin versant du Québec (ROBVQ) créé en 2001. Le ROBVQ est reconnu par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs du Québec comme étant son interlocuteur privilégié pour la mise en place de la gestion intégrée de l'eau par bassin versant au Québec.[22]

De plus, plusieurs **comités de gestion intégrée de la zone côtière** ont vu le jour depuis 1996. Les premiers comités ont été mis en place dans la foulée de la phase exploratoire pour la mise en œuvre de la Loi sur les océans du Canada alors que d'autres plus récents ont été inspirés par les résultats obtenus par les premiers. Ces comités sont inégalement répartis en bordure du Saint-Laurent et couvrent des territoires de dimensions variées. Ils sont issus de la volonté de certaines communautés d'utiliser l'approche de la gestion intégrée pour favoriser une utilisation durable des ressources et des espaces marins et côtiers. Les comités de gestion intégrée n'ont pas de regroupement formel mais plusieurs échanges et collaborations ont eu lieu au fil des ans sur une base volontaire.[23] De nouvelles initiatives continuent d'émerger, souvent sous le leadership d'organismes municipaux, sans qu'il y ait de cadre formel ou d'obligation en la matière.

Plus de vingt ans de concertation résultant des quatre phases des plans Saint-Laurent ont généré des retombées socio-économiques et environnementales tangibles, comme l'amélioration de la qualité de l'eau, la participation de la population à l'amélioration de l'écosystème du Saint-Laurent et la mobilisation des communautés riveraines et côtières dans la définition des enjeux locaux et la mise en œuvre d'actions ciblées.

2.5 Utilisation des côtes et du fond marin

Depuis plus d'une dizaine d'années, la proportion de la population de la zone d'étude étant desservie par une station d'épuration est passée de 10 % à 90 %.[24] Il ne resterait plus qu'une douzaine de municipalités au Québec qui n'auraient pas de station d'assainissement des eaux ou qui n'en ont pas encore fait la

[21] Plan Saint-Laurent, http://www.planstlaurent.qc.ca/index_f.html
[22] Collectivités écologiques Bas-Saint-Laurent, http://co-eco.org/
[23] Saint-Laurent Vision 2000, http://www.slv2000.qc.ca/index_f.htm
[24] Saint-Laurent Vision 2000, http://www.slv2000.qc.ca/

demande. Toutefois, plusieurs municipalités du Québec maritime ne possèdent qu'un système de dégrillage qui ne protège aucunement le fleuve contre les déversements nocifs.

Au Québec, il est interdit de déverser de la neige dans le fleuve ou l'entreposer à proximité. De plus, aucune étude n'a été faite pour évaluer l'importance des débris marins retrouvés le long des berges du golfe, contrairement aux autres provinces.[25] Une entente de contribution financière Canada-Québec pour un projet d'implantation de câbles optiques sous-marins pour les Îles-de-la-Madeleine a eu lieu en 2005.

Tableau 17 : Municipalités qui possèdent un réseau d'égout non raccordé à une station d'assainissement, à proximité du Saint-Laurent, avril 2007

Région administrative	Municipalité sans réseau ou sans demande d'aide
Bas-Saint-Laurent	2
Gaspésie	2
Côte-Nord	6

Source : Jean-Pierre Beaumont, MAMR, Communication directe

Tableau 18 : Municipalités qui n'utilisent qu'un dégrillage comme méthode d'épuration dans la région du Québec maritime, 2008

Station d'épuration	Population	Date de mise en opération (a.m)	Population concept*	Débit moyen*	Charge moyenne*	% population desservie
Les Méchins	1 182	2002.08	1 228	1 145	61	1,04
Baie-Johan-Beetz	107	1996.09	147	51	7	1,37
Blanc-Sablon	1 306	1999.01	172	101	10,1	0,59
Blanc-Sablon (Lourdes)		1999.01	595	344	52,5	
Bonne-Espérance	836	1996.09	510	131	26	1,02
Bonne-Espérance	836	1996.09	345	87	17	
Les Escoumins	2 095	2000.08	1 903	2 500	105	0,91
L'Île-d'Anticosti	300	1999.06	352	156	18	1,17
Sept-Îles	26 044	1999.01	2 408	776	122	
Tadoussac	871	2004.04	819	970,3	156,2	0,94
Chandler (Newport)		2001.02	2 419	3 540	9	
Gaspé (Rivière-au-Renard)	1 502	1999.04	2 566	5 198	144	
Grande-Vallée	1 272	1999.02	1 234	1 341	100	0,97

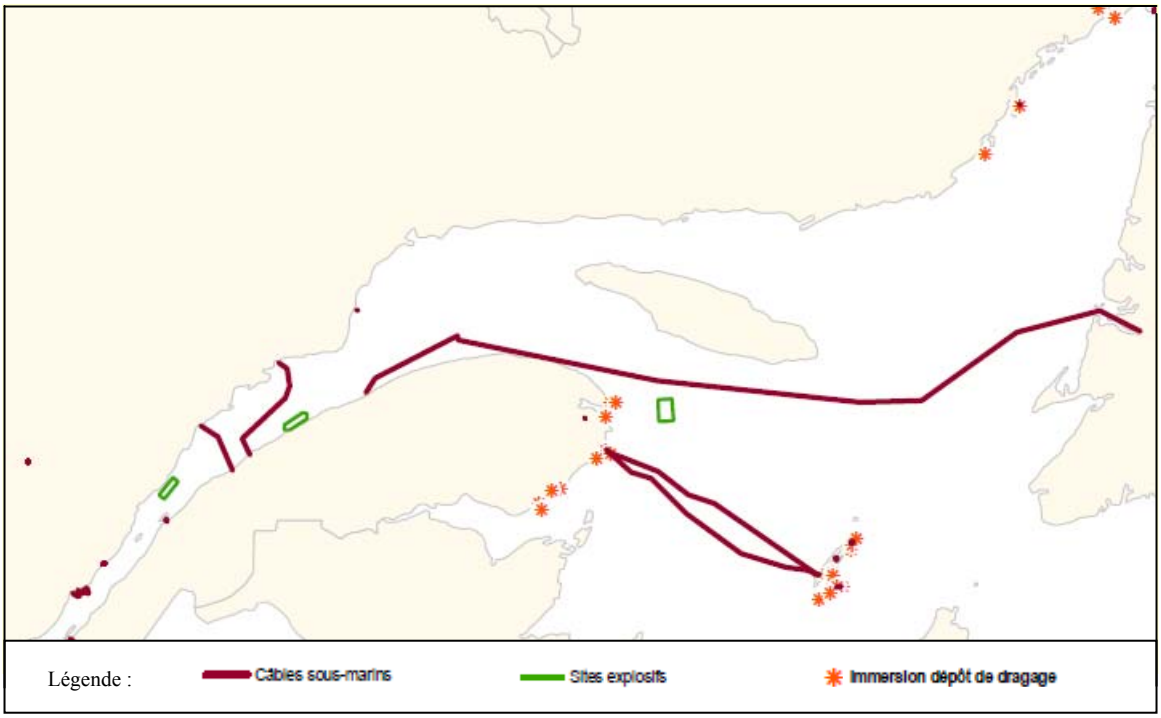
Source : MAMROT. *Répertoire des municipalités du Québec*, [En ligne]. http://www.mamrot.gouv.qc.ca/repertoire_mun/repertoire/repertoi.asp

* Population, débit et charge sont approximatifs

La figure 11 indique l'emplacement des câbles sous-marins, des sites explosifs et des sites d'immersion de dépôt de dragage. Bien que ces sites n'aient aucun impact sur l'environnement, leur présence est importante à signaler.

[25] Topping, 2000

Figure 11: Câbles sous-marins, sites explosifs et immersion de dépôt de dragage



Source : MPO, SIGHAP, Activités humaines, 2008

3. Portrait économique

Le gouvernement du Québec reconnaît trois régions administratives comme faisant partie du Québec maritime, soit la Côte-Nord, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et le Bas-Saint-Laurent. C'est principalement dans ces régions que se regroupent les activités économiques qui dépendent de la mer pour fonctionner, mais aussi qui peuvent l'affecter.

Plusieurs secteurs industriels ont été identifiés comme faisant partie de l'industrie maritime et seront décrits au cours de ce chapitre. Un portrait de leur importance économique, à partir du volume de la production, du niveau d'emploi, des tendances et perspectives sera ainsi effectué dans le but de donner une image de ce que représente l'industrie du Québec maritime, avec une emphase sur les activités maritimes. Ce portrait constitue une étape en vue de l'élaboration future d'objectifs de développement durable et d'indicateurs pour permettre une gestion intégrée des ressources maritimes pour le bénéfice des collectivités. Celui-ci serait toutefois incomplet s'il ne prenait pas en compte les activités terrestres pouvant affecter la mer, surtout lorsque celles-ci ont lieu sur les rives.

Voici la liste des activités économiques marines décrites plus loin :

- Prélèvement de la ressource
- Transformation de la ressource
- Mariculture
- Transport maritime
- Tourisme et activités récréatives
- Industries émergentes

Les activités terrestres suivantes sont également abordées dans le document en relation avec leur influence potentielle sur le milieu marin :

- Énergie, gaz et pétrole
- Mines et aluminium
- Agriculture
- Foresterie et pâtes et papiers

La conjoncture économique mondiale au cours de la rédaction de ce rapport rend toute possibilité de prévision très difficile. Plusieurs bilans ou rapports ont été publiés au début de l'année 2008, indiquant des perspectives à la hausse ou à la baisse pour une industrie, sans savoir qu'une récession allait survenir. Toute prédiction ou perspective d'avenir annoncée dans ce rapport devrait être interprétée à la lumière de la présente conjoncture économique.

De plus, il est important de rapporter de l'information générale, non spécifique aux secteurs industriels, telle que le niveau d'emploi, les revenus, le PIB, les infrastructures, la recherche et les subventions gouvernementales.

Industrie maritime de l'est du Québec[26]

L'industrie maritime du Québec est constituée de différents sous-secteurs d'activités tels que l'aquaculture, les pêches et la transformation des produits de la mer, la construction navale, les équipements maritimes, les sciences et technologies marines ainsi que les autres activités liées au domaine maritime. Elle est dominée par des micros et des petites entreprises, dont plus de la moitié comptent moins de vingt employés. Cette proportion est encore plus élevée si l'on considère l'ensemble des entreprises de moins de cent employés (79,2 % des entreprises). Les entreprises de grande taille ne sont pas nombreuses et sont principalement actives dans les secteurs de la construction navale et de la transformation des produits marins. La majorité de ces entreprises a été créée après 1990, notamment pour ce qui est des entreprises de technologies marines, alors que très peu ont été créées après 2000.

Malgré la jeunesse relative de cette industrie, les entreprises maritimes semblent être peu innovatrices, alors que seulement 40 % des entreprises ont introduit de nouveaux produits et procédés. Ce taux est considérablement inférieur aux moyennes régionale et québécoise. Les innovations introduites par les entreprises correspondent surtout à des améliorations mineures et peu de services d'affaires leur sont proposés. Ces services sont pourtant essentiels au développement de l'industrie, que ce soit pour la commercialisation, la gestion de la distribution ou la recherche de nouveaux marchés. L'éloignement des villes et l'étalement du territoire peut nuire aux interrelations essentielles au développement prospère d'une telle l'industrie. Ainsi, le Québec maritime n'est pas équipé pour offrir la fréquence, le volume et la masse d'interactions requises pour dynamiser cette industrie.

Toutefois, une concentration d'entreprises œuvrant dans des domaines similaires et regroupées autour d'un même pôle géographique, dont Rimouski (sciences et technologies marines) et Gaspé (aquaculture, pêche et transformation des produits de la mer) constitue l'une des bases sur lesquelles le développement de l'industrie maritime du Québec devrait s'appuyer.

[26] Doloreux et Melançon, 2006

3.1 Emplois, revenus et PIB

Les indicateurs macro-économiques présentés dans cette section permettent de bien comprendre la situation économique du Québec maritime. Les données des recensements de 2001 et 2006 indiquent que le taux de chômage au moment du recensement était largement supérieur à la moyenne nationale. Le Bas-Saint-Laurent était moins affecté que la Gaspésie. La situation de la Côte-Nord est cependant partagée puisque certaines régions à grande concentration industrielle ont un faible taux de chômage, alors que les autres ont un portrait similaire à celui de la Gaspésie. Dans tous les cas, le taux de chômage a diminué partout entre 2001 et 2006. La conjoncture économique étant difficile à prédire, il n'est pas possible de tirer des tendances générales. Il est important de mentionner que de nombreux emplois dans ces régions sont de type saisonnier, ce qui peut expliquer un taux de chômage aussi élevé. De plus, c'est au Québec maritime que l'on retrouve le taux d'emploi à temps partiel involontaire le plus élevé, soit les travailleurs ne pouvant se trouver un emploi à temps plein.[27]

La population active du Québec maritime est inférieure à la moyenne du Québec. La Gaspésie présentait un taux d'activité de 54 %, le Bas-Saint-Laurent 58 % et la Côte-Nord 63 %, alors que le taux d'activité de la province de Québec était de 65 % en 2006. La situation est aussi préoccupante pour ce qui est du taux d'emploi. Il était de 44 %, 53 % et 53 % respectivement pour les régions maritimes, alors que le Québec se situait à 60 % en 2006. Dans les deux cas, la situation s'est améliorée entre 2001 et 2006.

Tableau 19 : Évolution du taux de chômage par MRC, 15+ ans, 1996 à 2006

MRC	1996	2001	2006	2006-1996
La Matapédia	24,4 %	20,2 %	17,6 %	-6,8 %
Matane	20,6 %	18,0 %	11,5 %	-9,1 %
La Mitis	18,4 %	15,6 %	11,6 %	-6,8 %
Rimouski-Neigette	13,7 %	11,0 %	8,0 %	-5,7 %
Les Basques	17,4 %	15,4 %	12,3 %	-5,1 %
Rivière-du-Loup	12,3 %	9,4 %	6,7 %	-5,6 %
Témiscouata	19,6 %	15,7 %	12,0 %	-7,6 %
Kamouraska	15,7 %	9,4 %	7,5 %	-8,2 %
Les Îles-de-la-Madeleine	27,9 %	17,5 %	14,9 %	-13,0 %
Le Rocher-Percé	36,0 %	29,7 %	18,1 %	-17,9 %
La Côte-de-Gaspé	21,7 %	16,7 %	16,8 %	-4,9 %
La Haute-Gaspésie	31,6 %	27,4 %	19,3 %	-12,3 %
Bonaventure	24,8 %	21,2 %	19,7 %	-5,1 %
Avignon	26,0 %	23,3 %	17,5 %	-8,5 %
La Haute-Côte-Nord	25,8 %	23,9 %	17,9 %	-7,9 %
Manicouagan	12,2 %	12,2 %	9,2 %	-3,0 %
Sept-Rivières – Caniapiscau	15,2 %	13,2 %	8,4 %	-6,8 %
Minganie – Basse-Côte-Nord	33,3 %	25,8 %	26,3 %	-7,0 %
Ensemble du Québec	11,8 %	8,2 %	7,0 %	-4,8 %

Source : Statistique Canada. *Recensement de 2006*, [En ligne]. http://www12.statcan.ca/census-recensement/2006/dp-pd/index-fra.cfm

[27] Charest et Poulin, 2007

Tableau 20 : Évolution du taux par MRC d'activité, 15+ ans, 1996 à 2006

MRC	1996	2001	2006	2006-1996
La Matapédia	53,1 %	54,5 %	55,0 %	1,9 %
Matane	55,1 %	56,6 %	55,8 %	0,7 %
La Mitis	55,0 %	54,3 %	57,2 %	2,2 %
Rimouski-Neigette	63,0 %	64,0 %	63,2 %	0,2 %
Les Basques	50,9 %	50,9 %	56,1 %	5,2 %
Rivière-du-Loup	60,7 %	62,5 %	64,1 %	3,4 %
Témiscouata	51,9 %	55,5 %	55,6 %	3,7 %
Kamouraska	54,2 %	58,6 %	59,5 %	5,3 %
Les Îles-de-la-Madeleine	62,9 %	63,4 %	63,4 %	0,5 %
Le Rocher-Percé	50,4 %	49,4 %	48,2 %	-2,2 %
La Côte-de-Gaspé	55,6 %	54,7 %	56,3 %	0,7 %
La Haute-Gaspésie	50,1 %	49,1 %	47,4 %	-2,7 %
Bonaventure	54,8 %	51,8 %	53,0 %	-1,8 %
Avignon	54,5 %	56,0 %	54,0 %	-0,5 %
La Haute-Côte-Nord	55,7 %	55,8 %	57,4 %	1,7 %
Manicouagan	64,0 %	61,7 %	64,9 %	0,9 %
Sept-Rivières – Caniapiscau	65,6 %	64,4 %	65,3 %	-0,3 %
Minganie – Basse-Côte-Nord	59,8 %	62,4 %	62,9 %	3,1 %
Ensemble du Québec	62,3 %	64,2 %	64,9 %	2,6 %

Source : Statistique Canada. *Recensement de 2006*, [En ligne]. http://www12.statcan.ca/census-recensement/2006/dp-pd/index-fra.cfm

Tableau 21 : Évolution du taux d'emploi par MRC, 15+ ans, 1996 à 2006

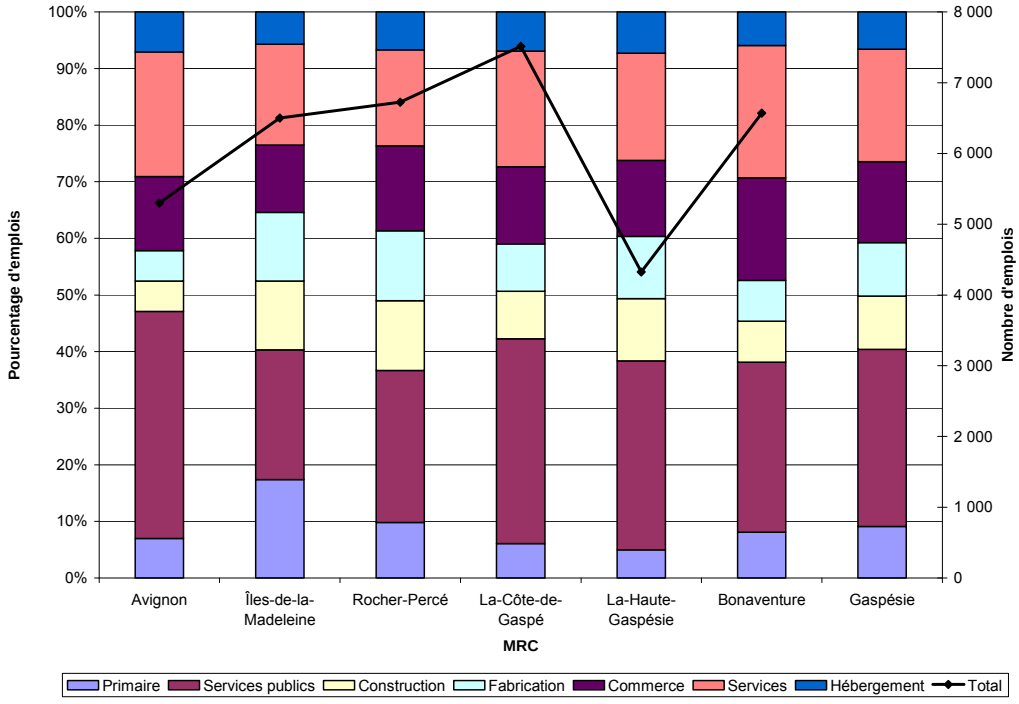
MRC	1996	2001	2006	1996-2006
La Matapédia	40,2 %	43,5 %	45,4 %	5,2 %
Matane	43,7 %	46,4 %	49,4 %	5,7 %
La Mitis	44,9 %	45,8 %	50,6 %	5,7 %
Rimouski-Neigette	54,3 %	56,9 %	58,2 %	3,9 %
Les Basques	42,0 %	43,1 %	49,1 %	7,1 %
Rivière-du-Loup	53,2 %	56,6 %	59,8 %	6,6 %
Témiscouata	41,8 %	46,8 %	48,9 %	7,1 %
Kamouraska	45,7 %	53,1 %	55,1 %	9,4 %
Les Îles-de-la-Madeleine	45,3 %	52,3 %	53,9 %	8,6 %
Le Rocher-Percé	32,3 %	34,8 %	39,4 %	7,1 %
La Côte-de-Gaspé	43,5 %	45,5 %	46,9 %	3,4 %
La Haute-Gaspésie	34,3 %	35,6 %	38,3 %	4,0 %
Bonaventure	41,2 %	40,8 %	42,6 %	1,4 %
Avignon	40,4 %	42,9 %	44,6 %	4,2 %
La Haute-Côte-Nord	41,4 %	53,1 %	47,2 %	5,8 %
Manicouagan	56,2 %	42,4 %	58,9 %	2,7 %
Sept-Rivières – Caniapiscau	55,7 %	54,2 %	59,9 %	4,2 %
Minganie – Basse-Côte-Nord	39,8 %	55,9 %	46,4 %	6,6 %
Ensemble du Québec	55,0 %	58,9 %	60,4 %	5,4 %

Source : Statistique Canada. *Recensement de 2006*, [En ligne]. http://www12.statcan.ca/census-recensement/2006/dp-pd/index-fra.cfm

3.1.1 Les emplois par secteurs

C'est dans la région administrative du Bas-Saint-Laurent que l'on retrouvait le plus grand nombre d'emplois occupés en 2006, soit près de 90 000. Ces emplois étaient surtout concentrés dans les MRC de Rimouski et de Rivière-du-Loup. Cette région a la particularité d'accueillir une proportion plus importante d'emplois dans le secteur de la fabrication et de la construction que les autres régions maritimes, mais une proportion moindre d'emplois dans le secteur public.[28] C'est en Gaspésie que l'industrie des services publics est la plus importante. Contrairement à la moyenne québécoise, il y a plus d'emplois relatifs au secteur de l'hébergement dans les régions maritimes. Au total, cette région employait 35 000 personnes en 2006. Dans les MRC de la Basse-Côte-Nord et Minganie, on retrouve moins de 5 000 emplois, alors que 40 % de ces emplois relèvent des services publics. Globalement, sur la Côte-Nord, on retrouvait 43 000 emplois en 2006. Les emplois reliés au secteur des pêches et de la transformation du poisson ne correspondent qu'à 4 % des emplois actifs de la Côte-Nord et 8 % de ceux de la Gaspésie mais 26 % des emplois actifs des Îles-de-la-Madeleine et 15 % pour la Basse-Côte-Nord.

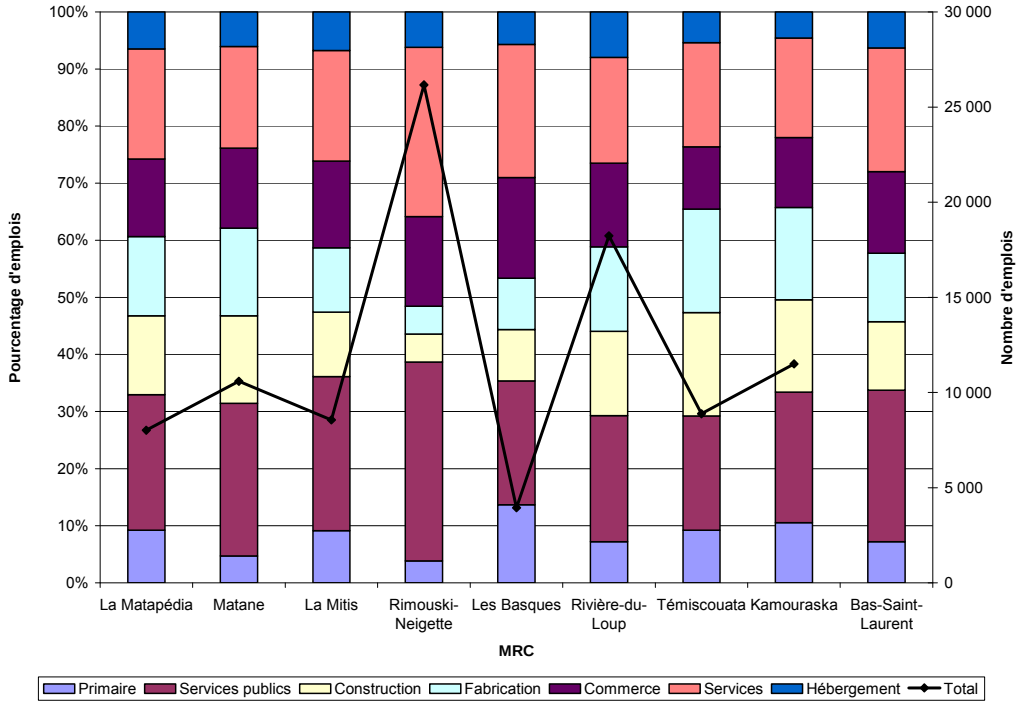
Figure 12 : Répartition des emplois en Gaspésie par secteurs industriels, 2006



Source : Statistique Canada 2008, recensement 2006, compilation spéciale MPO DRPE Québec

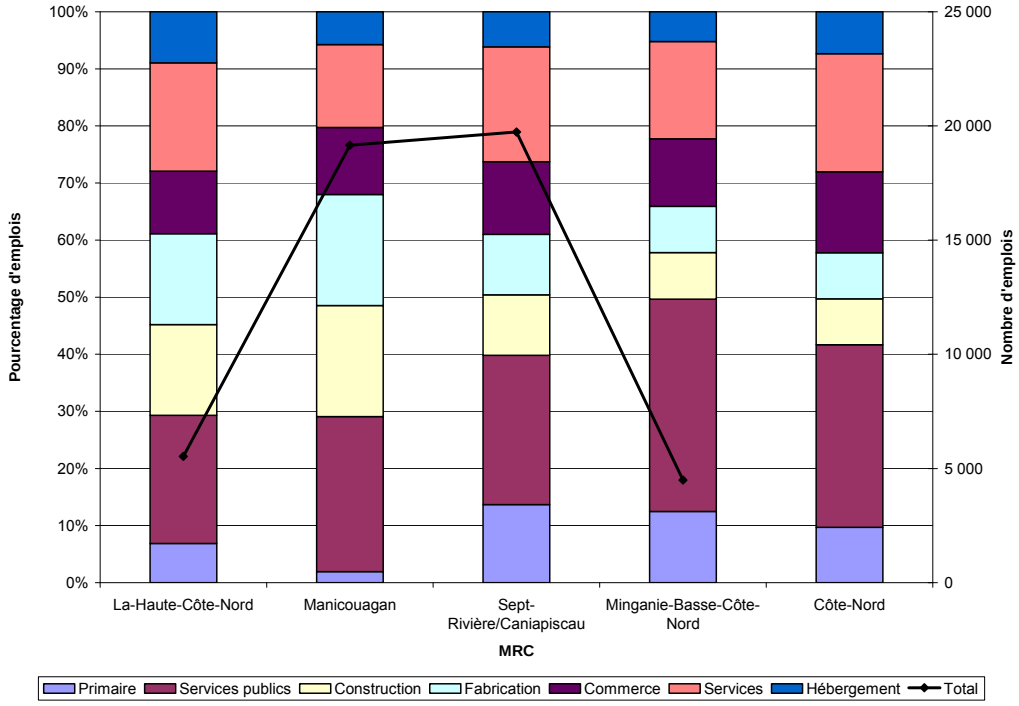
[28] Est considéré comme service public les secteurs industriels SCIAN : des services publics (22), les services d'enseignement (61), les soins de santé et assistance sociale (62) et l'administration publique (91). Ces secteurs ne sont toutefois pas composés entièrement d'emplois gouvernementaux. Le secteur primaire correspond à l'agriculture, la foresterie, la chasse et la pêche (11) et à l'extraction minière et de pétrole et de gaz (21). Le commerce représente le commerce de gros (41) et celui de détail (44-45). Les services regroupent les groupes 48, 49, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 71, 81.

Figure 13 : Répartition des emplois du Bas-Saint-Laurent par secteurs industriels, 2006



Source : Statistique Canada 2008, recensement 2006, compilation spéciale MPO DRPE Québec

Figure 14 : Répartition des emplois de la Côte-Nord par secteurs industriels, 2006



Source : Statistique Canada 2008, recensement 2006, compilation spéciale MPO DRPE Québec

3.1.2 Revenus

De 2003 à 2007, le revenu disponible par habitant (RDP) a augmenté dans toutes les régions du Québec maritime. Seule la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine a connu une augmentation inférieure à la moyenne québécoise, particulièrement la MRC Le Rocher-Percé. Ce sont les MRC Caniapiscau et Sept-Rivières qui ont le RDP le plus élevé et qui ont connu la hausse la plus importante.

C'est aussi dans les MRC de la Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine que le rapport de dépendance économique est le plus élevé, soit plus de 250 % de la moyenne québécoise. Pour ce qui est du Québec maritime, seules trois MRC de la Côte-Nord se situent en-deçà de cette moyenne. La MRC Le Rocher-Percé est particulièrement dépendante des paiements de transferts alors que pour chaque tranche de 100 $ de revenu d'emploi, 72 $ proviennent de supports gouvernementaux : les Québécois reçoivent quant à eux environ 21 $ en moyenne. Au cours des cinq dernières années, le RDP en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine a augmenté plus rapidement que pour l'ensemble du Québec.

Les ressources naturelles demeurent une activité économique importante pour les régions éloignées et certaines communautés en sont dépendantes. Les secteurs des pêches, de la foresterie, des mines, de l'agriculture et de l'énergie peuvent parfois supporter toute une communauté, tel que le montre le tableau 24.

Tableau 22 : Revenu disponible par habitant, par MRC, 2003 à 2007[29]

MRC	2003	2004	2005	2006	2007	Variation 2003-2007
			$			
Bas-Saint-Laurent	**17 853**	**18 792**	**19 187**	**19 717**	**20 869**	**17 %**
Kamouraska	17 418	18 432	18 504	19 020	19 872	14 %
La Matapédia	15 637	16 701	16 689	17 254	18 556	19 %
La Mitis	16 219	17 037	17 473	18 018	19 106	18 %
Les Basques	16 121	17 417	17 391	17 771	18 921	17 %
Matane	17 367	18 258	18 755	19 220	20 277	17 %
Rimouski-Neigette	19 838	20 628	21 462	22 058	23 374	18 %
Rivière-du-Loup	19 736	20 668	20 905	21 480	22 593	14 %
Témiscouata	15 446	16 463	16 719	17 052	18 110	17 %
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	**17 924**	**18 744**	**18 710**	**18 699**	**20 175**	**13 %**
Avignon	18 767	19 424	19 542	19 650	20 990	12 %
Bonaventure	17 530	18 203	18 180	18 199	19 619	12 %
La Côte-de-Gaspé	18 655	19 574	19 828	20 122	21 939	18 %
La Haute-Gaspésie	15 765	16 347	16 283	16 629	17 922	14 %
Le Rocher-Percé	16 965	17 595	17 459	17 191	18 439	9 %
Les Îles-de-la-Madeleine	19 972	21 570	21 103	20 483	22 181	11 %
Côte-Nord	**27 772**	**29 515**	**29 955**	**30 868**	**33 762**	**22 %**

[29] Revenu disponible par habitant = Revenu total – (Impôts directs des particuliers + Cotisations aux régimes d'assurance sociale + Autres transferts courants aux administrations publiques)

Basse-Côte-Nord	15 504	17 178	16 579	16 896	17 322	12 %
Caniapiscau	28 767	30 945	31 577	34 286	37 323	30 %
La Haute-Côte-Nord	18 002	18 796	18 616	18 732	20 069	11 %
Manicouagan	21 771	22 843	23 205	23 828	26 003	19 %
Minganie	20 581	21 647	21 200	22 130	23 305	13 %
Sept-Rivières	21 648	23 097	23 834	24 453	26 989	25 %
Ensemble du Québec	**21 191**	**21 962**	**22 520**	**23 294**	**24 455**	**15 %**

Source : Institut de la statistique du Québec. 2008. *Banque de données des statistiques officielles sur le Québec (BDSO)*, [En ligne]. http://www.bdso.gouv.qc.ca

Tableau 23 : Rapport de dépendance économique, par MRC, 2002 à 2006[30]

	$ par 100 $ de revenu d'emploi					Variation
MRC	2002	2003	2004	2005	2006	2003-2007
Bas-Saint-Laurent	**30,95**	**30,9**	**29,94**	**31,45**	**33,22**	**7 %**
Kamouraska	29,16	30,88	29,5	31,87	34,91	20 %
La Matapédia	42,23	42,33	40,57	43,64	46,97	11 %
La Mitis	38,39	37,73	36,4	38,05	39,7	3 %
Les Basques	46,88	46,69	45,02	46,28	50,19	7 %
Matane	38,11	37,7	36,94	37,96	38,46	1 %
Rimouski-Neigette	22,88	23,11	22,96	23,79	24,93	9 %
Rivière-du-Loup	25,74	24,95	24,08	25,83	27,23	6 %
Témiscouata	39,1	39,17	36,55	38,5	41,73	7 %
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	**48,55**	**47,54**	**46,78**	**49,9**	**52,79**	**9 %**
Avignon	42,92	44,32	40,95	42,96	45,25	5 %
Bonaventure	47,65	44,95	45,14	49,57	54,22	14 %
La Côte-de-Gaspé	37,44	37,67	36,65	39,06	40,13	7 %
La Haute-Gaspésie	60,77	61,37	59,07	63,29	65,54	8 %
Le Rocher-Percé	68,83	62,71	64,4	67,32	72,59	5 %
Les Îles-de-la-Madeleine	41,73	41,78	41,7	44,92	47,31	13 %
Côte-Nord	**21,57**	**21,13**	**19,91**	**21,36**	**22,1**	**2 %**
Basse-Côte-Nord	53,51	51,1	50,96	53,74	52,38	-2 %
Caniapiscau	9,26	7,76	6,01	6,91	6,53	-29 %
La Haute-Côte-Nord	39,38	37,45	35,65	37,63	40,78	4 %
Manicouagan	16,56	16,67	16,27	17,34	18,73	13 %
Minganie	32,33	33,13	29,01	32,06	31,71	-2 %
Sept-Rivières	19,66	18,97	17,51	19,08	19,31	-2 %
Ensemble du Québec	**19,44**	**19,32**	**19,16**	**20,14**	**20,88**	**7 %**

Source : Institut de la statistique du Québec. 2008. *Banque de données des statistiques officielles sur le Québec (BDSO)*, [En ligne]. http://www.bdso.gouv.qc.ca (Page consultée le 3 mars 2009)

Tableau 24 : Communautés maritimes dépendantes des ressources naturelles dont l'indice de dépendance est supérieur à 40 %, 2001

Communauté	Industrie dépendante	MRC	Population	Indice de dépendance
Rivière-au-Tonnerre	Pêches	Minganie	415	59 %
Longue-Pointe-de-Mingan	Pêches	Minganie	505	44 %
Aguanish	Pêches	Minganie	343	44 %
Baie-Trinité	Pêches	Manicouagan	604	32 %

[30] Le rapport de dépendance économique représente les paiements de transferts gouvernementaux par tranche de 100 $ du revenu d'emploi total de la MRC.

Bonne-Espérance	Pêches	Basse-Côte-Nord	852	36 %
Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	Pêches	Basse-Côte-Nord	1 183	44 %
Percé	Pêches	Le Rocher-Percé	3 614	37 %
Sainte-Thérèse-de-Gaspé	Pêches	Le Rocher-Percé	1 165	88 %
Sainte-Germaine-de-l'Anse-aux-Gascons	Pêches	Le Rocher-Percé	1 126	62 %
Port-Daniel	Pêches	Le Rocher-Percé	1 159	36 %
Grosse-Îles	Pêches	Îles-de-la-Madeleine	543	100 %
Grande-Entrée	Pêches	Îles-de-la-Madeleine	660	93 %
Havre-aux-Maisons	Pêches	Îles-de-la-Madeleine	2 057	58 %
Fatima	Pêches	Îles-de-la-Madeleine	2 686	41 %
L'Île-du-Havre-Aubert	Pêches	Îles-de-la-Madeleine	2 275	55 %
Havre-Saint-Pierre	Mines	Minganie	3 291	50 %
Moisie	Mines	Sept-Rivières	930	44 %
Sept-îles	Mines	Sept-Rivières	23 791	71 %
Galix	Mines	Sept-Rivières	671	61 %
Port-Cartier	Mines	Sept-Rivières	6 412	79 %
Franquelin	Mines	Manicouagan	378	70 %
Baie-Comeau	Mines	Manicouagan	23 079	44 %
Pointe-Lebel	Mines	Manicouagan	1 931	42 %
Pointe-aux-Outardes	Mines	Manicouagan	1 413	58 %
Fabreville	Énergie	Manicouagan	3 748	38 %
Padoue	Agriculture	La Mitis	285	75 %
Saint-Éloi	Agriculture	Rivière-du-Loup	340	42 %
L'Isle-Verte	Agriculture	Rivière-du-Loup	1 519	38 %
Saint-Paul-de-la-Croix	Agriculture	Rivière-du-Loup	374	53 %
Saint-Alexandre-de-Kamouraska	Agriculture	Kamouraska	1 849	59 %
Sainte-Hélène	Agriculture	Kamouraska	946	44 %
Saint-Germain	Agriculture	Kamouraska	303	67 %
Kamouraska	Agriculture	Kamouraska	700	54 %
Ragueneau	Foresterie**	Manicouagan	1 584	40 %
Chute-aux-Outardes	Foresterie	Manicouagan	1 968	48 %
Rivière-Saint-Jean	Foresterie	Minganie	287	43 %
Longue-Rive	Foresterie	La Haute-Côte-Nord	1 352	45 %
Les Escoumins	Foresterie	La Haute-Côte-Nord	2 106	34 %
Sacré-Cœur	Foresterie	La Haute-Côte-Nord	2 053	78 %
Marsoui	Foresterie	La Haute-Gaspésie	373	63 %
La Martre	Foresterie	La Haute-Gaspésie	266	58 %
Saint-Adelme	Foresterie	Matane	530	49 %
Saint-Luc-de-Matane	Foresterie	Matane	839	63 %
Price	Foresterie	La Mitis	1 800	46 %
Luceville	Foresterie	La Mitis	1 351	39 %
Sainte-Luce	Foresterie	La Mitis	1 478	47 %
Esprit-Saint	Foresterie	Rimouski-Neigette	453	69 %
Saint-Antonin	Foresterie	Rivière-du-Loup	3 395	43 %

* L'indice de dépendance est calculé en fonction du total des revenus d'emplois provenant de l'industrie primaire et secondaire par rapport au total des revenus de toutes les industries de la communauté.

** Certaines municipalités éloignées des rives ont été exclues de cette liste.

Source : Ressources naturelles Canada. *Atlas du Canada*, [En ligne]. http://atlas.nrcan.gc.ca/site/francais/maps/economic/rdc2001

3.1.3 Produit intérieur brut

La part du Québec maritime pour l'ensemble des secteurs industriels dans le PIB provincial était de 5 % en 1997 et se chiffrait à 8,7 G$. Cette proportion a toutefois diminué au cours des dernières années pour se situer à 4,4 % en 2006, ce qui représente 11,5 G$. Les secteurs industriels les plus importants sont les ressources primaires et l'hébergement (selon une moyenne de 1996 à 2007). Quatre-vingt-six pourcent du PIB du secteur de la pêche et de la chasse et 19 % de la production de la foresterie proviennent du Québec maritime.

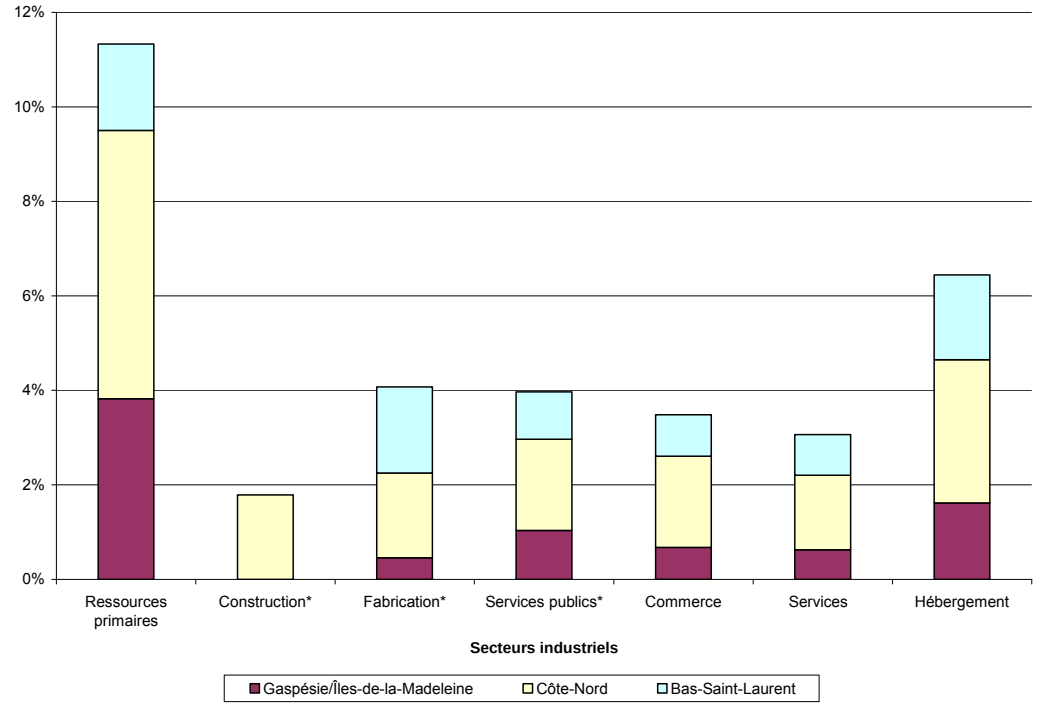
Il est important de mentionner que certaines données ne sont pas révélées pour des raisons de confidentialité. Certaines valeurs sont donc sous-estimées. C'est pour cette raison que les figures 16 à 18 ne cumulent pas à 100 %.

Tableau 25 : Évolution du PIB par région administrative, 1997 à 2006

	G$		Variation
Région administrative	1997	2006	%
Côte-Nord	3,2	4,3	37 %
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	1,7	2,0	16 %
Bas-Saint-Laurent	3,9	5,2	36 %
Maritime	8,7	11,5	32 %
Ensemble du Québec	175,1	263,8	51 %

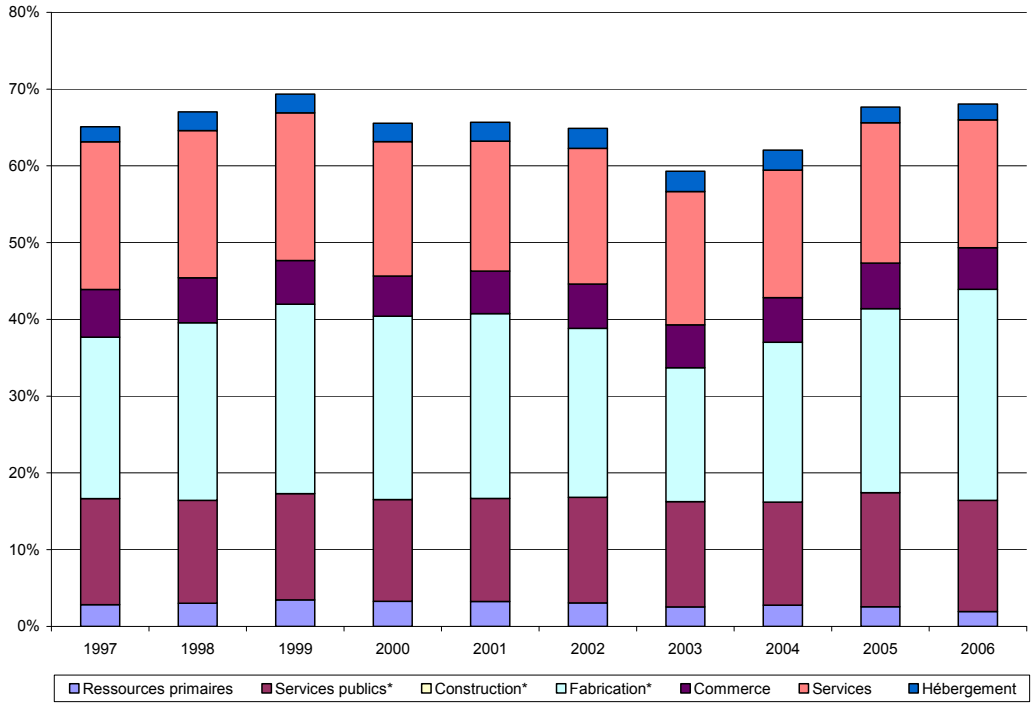
Source : Institut de la statistique du Québec. 2008. *Banque de données des statistiques officielles sur le Québec (BDSO)*, [En ligne]. http://www.bdso.gouv.qc.ca

Figure 15 : Part du PIB maritime dans l'économie du Québec par secteurs industriels, selon la région administrative, moyenne de 1997 à 2006



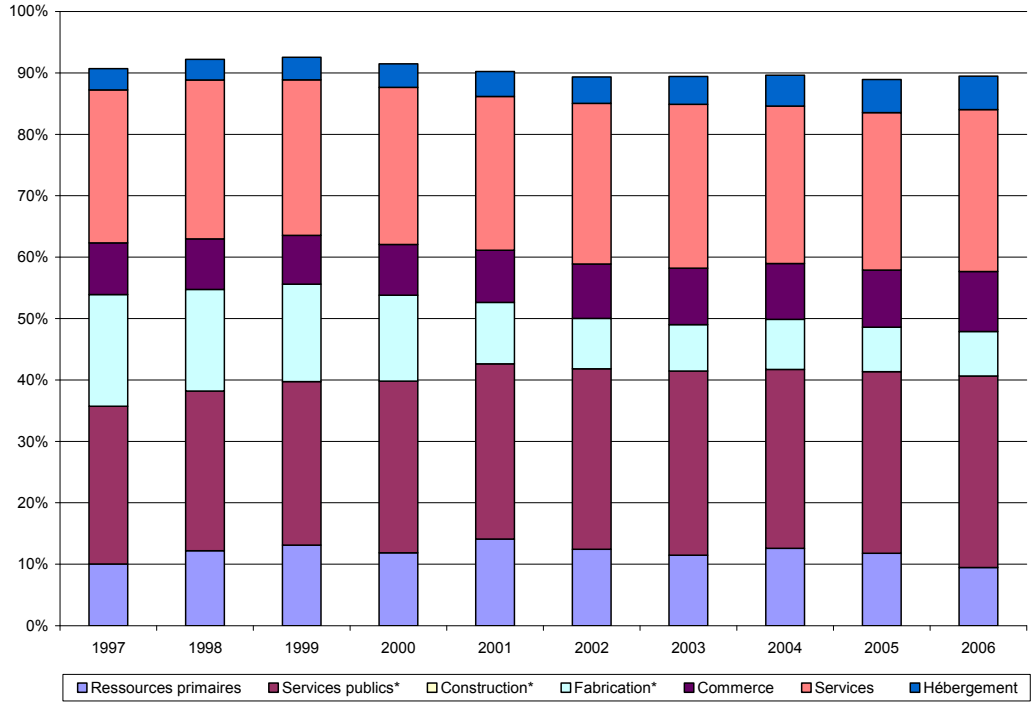
Source : Institut de la statistique du Québec. 2008. *Banque de données des statistiques officielles sur le Québec (BDSO)*, [En ligne]. http://www.bdso.gouv.qc.ca

Figure 16 : PIB par secteurs industriels, Bas-Saint-Laurent, 1997 à 2006



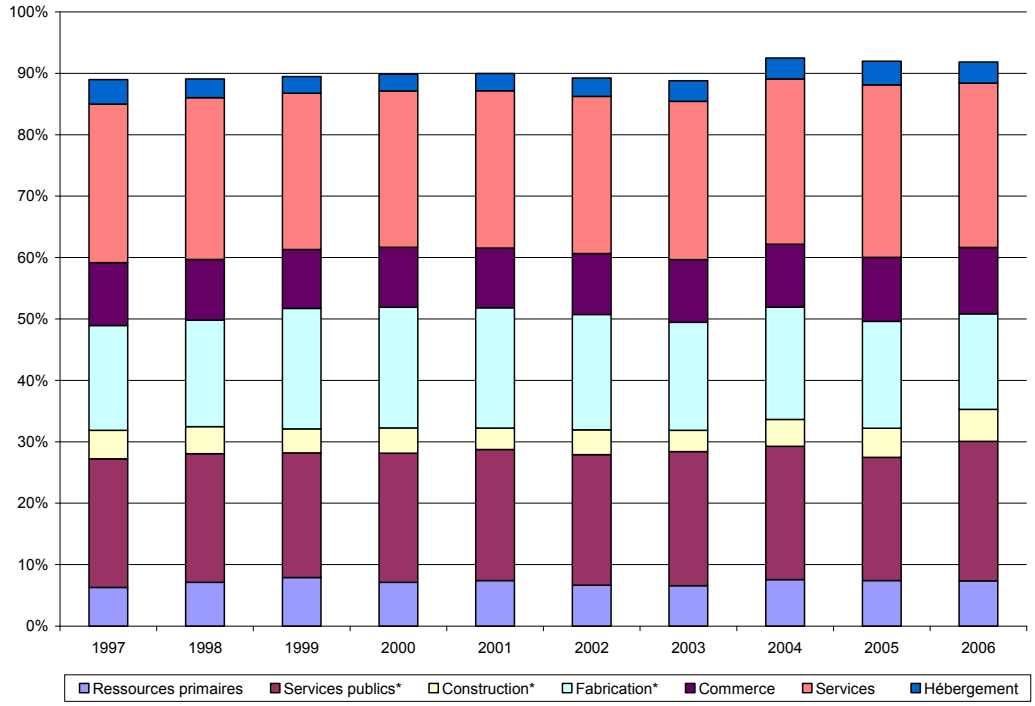
Source : Institut de la statistique du Québec. 2008. *Banque de données des statistiques officielles sur le Québec (BDSO)*, [En ligne]. http://www.bdso.gouv.qc.ca

Figure 17 : PIB par secteurs industriels, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, 1997 à 2006



Source : Institut de la statistique du Québec. 2008. *Banque de données des statistiques officielles sur le Québec (BDSO)*, [En ligne]. http://www.bdso.gouv.qc.ca

Figure 18 : PIB par secteurs industriels, Côte-Nord, 1997 à 2006



Source : Institut de la statistique du Québec. 2008. *Banque de données des statistiques officielles sur le Québec (BDSO)*, [En ligne]. http://www.bdso.gouv.qc.ca

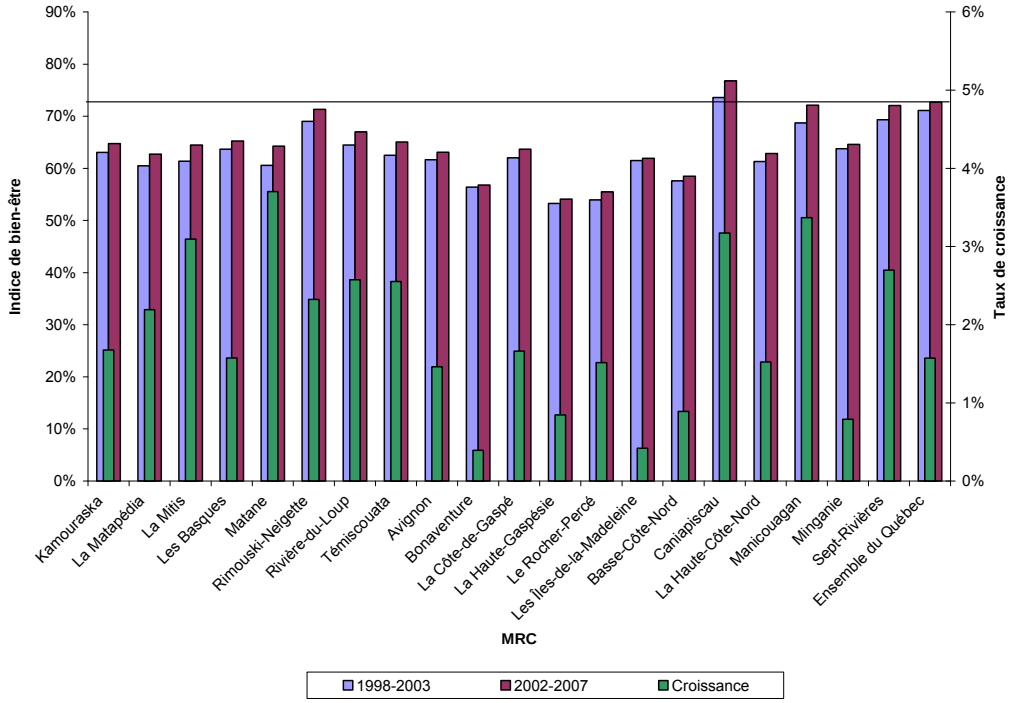
3.2 Indice de bien-être des MRC

L'indice de bien-être des MRC est basé sur l'Indice de développement humain (IDH) mais appliqué à une échelle régionale. Cet indice permet de combiner plusieurs variables pour mieux évaluer la qualité de vie globale d'une communauté. Pour ce faire, cinq variables ont été compilées à partir des tableaux précédents, soit le revenu disponible par habitant, le statut de l'emploi (à partir du taux d'activité et du taux d'emploi), la proportion de gens qui n'ont qu'un diplôme d'études secondaires et ceux qui n'en ont pas, la proportion des gens qui se considèrent être en bonne santé et le rapport de dépendance économique. Chacune des variables est convertie en valeur entre 0 et 1 et cumulée dans une moyenne pondérée (20 % pour les cinq variables) pour déterminer un résultat global. Ainsi, chaque région peut être comparée simultanément à la moyenne québécoise par rapport à plusieurs variables afin d'obtenir un portrait plus global. Un tableau détaillé des calculs est présenté en annexe.

Les données provenant de différentes sources, il a été nécessaire de regrouper celles provenant de différentes années pour former deux séries temporelles. Deux périodes de cinq ans sont ainsi présentées, soit 1998 à 2003 et 2002 à 2007. Il aurait été préférable d'utiliser des données provenant des mêmes années pour construire cet indice.

C'est en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine que l'on retrouve les indices les plus faibles, avec une moyenne de 59 % contre 66 % pour le Bas-Saint-Laurent et 68 % pour la Côte-Nord. Toutes les MRC riveraines ont un résultat global inférieur à la moyenne du Québec.

Figure 19 : Indice de bien-être des MRC



3.3 Immobilisation

La prospérité économique d'une région est directement liée aux sommes investies dans le capital industriel. La Côte-Nord est la région du Québec maritime qui présente le niveau d'investissement le plus élevé, atteignant plus de 2 G$ en 2004. C'est la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine qui en reçoit le moins. Toutefois, lorsque l'on regarde le ratio investissement public / privé à partir du tableau 26, il est possible de constater que c'est sur la Côte-Nord que le gouvernement est le plus présent. En moyenne, 42 % des investissements y auraient été faits par des sociétés publiques au cours des dix dernières années, contrairement au Bas-Saint-Laurent où ce ratio n'est que de 24 %. Toutefois, c'est dans cette dernière région que l'investissement effectué dans le logement est le plus élevé.

De façon générale, la valeur des maisons des régions maritimes n'a pas augmenté aussi rapidement que pour l'ensemble du Québec. Les maisons de ces régions sont présentement revendues, en moyenne, à un prix deux fois moindre que celles du reste du Québec. Le nombre de mises en chantier y a aussi augmenté moins rapidement. Certains ont toutefois remarqué une hausse du nombre de constructions en bordure des rives.[31]

[31] Morneau, Michaud, Lecours, Côté et Roy, 2001

Tableau 26 : Évolution des investissements publics et privés, par secteurs économiques, est du Québec, 1998 à 2009

Bas-Saint-Laurent (M$)							
Année	Totaux	Publics	Privés	Primaire	Secondaire	Tertiaire	Logement
1998	651	135	516	36	88	405	123
1999	726	157	569	83	86	443	115
2000	793	131	663	46	192	435	120
2001	512	118	393	57	66	263	126
2002	724	163	561	96	65	416	147
2003	685	139	546	49	72	392	171
2004	911	198	713	41	81	576	213
2005	945	187	758	49	103	576	217
2006	898	247	651	44	97	513	244
2007r	984	282	702	44	80	545	315
2008p	1 099	331	768	42	94	622	342
2009p	1 121	339	782	40	97	639	345
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (M$)							
Année	Totaux	Publics	Privés	Primaire	Secondaire	Tertiaire	Logement
1998	284	63	220	77	52	109	46
1999	200	63	137	38	14	113	34
2000	218	105	113	17	16	150	36
2001	233	111	123	9	11	170	43
2002	257	119	138	8	15	181	54
2003	311	129	182	13	47	187	64
2004	335	147	189	10	20	226	79
2005	492	107	385	18	26	358	89
2006	482	102	380	9	19	336	118
2007r	508	151	357	8	20	353	126
2008p	606	232	374	8	23	434	142
2009p	624	242	382	8	30	441	145
Côte-Nord (M$)							
Année	Totaux	Publics	Privés	Primaire	Secondaire	Tertiaire	Logement
1998	1 051	440	611	255	128	608	60
1999	1 283	375	908	451	127	649	55
2000	1 555	647	908	433	273	792	58
2001	1 588	1 018	570	341	88	1 118	41
2002	1 680	1 042	638	121	216	1 292	51
2003	2 044	1 266	778	219	143	1 622	60
2004	2 060	910	1 150	130	765	1 113	52
2005	1 001	314	687	184	296	449	72
2006	748	300	530	137	82	439	90
2007r	834	215	644	182	95	441	116
2008p	1 056	253	803	262	163	502	130
2009p	1 204	304	900	300	164	600	140

r : révision p : prévision

Source : Desjardins. *Desjardins études économiques régionales, volume 6; régions 1, 9, 10, 11*, [En ligne]. http://www.desjardins.com/fr/a_propos/etudes_economiques/conjoncture_quebec/etudes_regionales/

Tableau 27 : Évolution du marché de l'habitation pour l'est du Québec, 1996 à 2009

	Nombre de reventes			Prix moyen des reventes ($)			Mises en chantier			
Année	Maritime	Québec	r	Maritime	Québec	r	GIM	BSL	CN	QC
1996	304	39 135	0,008	64 925	95 589	0,68	43	582	127	23 220
1997	269	43 463	0,006	72 156	101 831	0,71	17	336	142	25 896
1998	607	45 192	0,013	59 227	103 991	0,57	21	374	88	23 138
1999	306	49 792	0,006	66 291	107 624	0,62	18	214	47	25 742
2000	486	54 160	0,009	67 215	111 686	0,60	5	155	16	24 695
2001	495	62 351	0,008	67 237	116 029	0,58	14	223	11	27 682
2002	650	68 161	0,010	68 529	131 576	0,52	13	233	18	42 452
2003	627	67 130	0,009	74 914	152 565	0,49	16	396	48	50 289
2004	716	69 296	0,010	74 717	171 455	0,44	18	460	25	58 448
2005	788	70 649	0,011	85 735	184 986	0,46	29	422	24	50 910
2006	1 169	72 520	0,016	98 922	194 205	0,51	82	318	37	47 877
2007	1 760	80 338	0,022	104 595	208 240	0,50	75	502	99	48 553
2008p	1 650	79 000	0,021	110 000	218 000	0,50	130	570	90	46 000
2009p	1 450	75 000	0,019	115 170	223 000	0,52	90	500	95	43 000
Variation 96-07	5,8	2,1		1,6	2,2		1,7	0,9	0,8	2,1

r : rapport Maritime / Québec p : prévision

Source : Desjardins. *Desjardins études économiques régionales, volume 6; régions 1, 9, 10, 11*, [En ligne]. http://www.desjardins.com/fr/a_propos/etudes_economiques/conjoncture_quebec/etudes_regionales/

3.4 Recherche dans l'industrie maritime

La recherche scientifique est essentielle pour développer de nouvelles industries ou maintenir compétitives celles déjà en place. Le Québec maritime dispose de plusieurs centres de recherche publics et certains privés qui soutiennent l'industrie marine. Au total, ce sont plus de mille personnes qui travaillent dans plus d'une vingtaine de centres de recherche ou institut d'enseignement répartis principalement à Rimouski et Gaspé.

De plus, il existe d'autres centres de recherche dont le mandat principal ne porte pas sur l'industrie marine mais qui apportent un support aux activités en lien avec l'industrie :

- La Station aquacole de Pointe-au-Père de l'Université du Québec à Rimouski (UQAR);
- L'Institut de technologie alimentaire (ITA) du MAPAQ;
- Le Centre spécialisé de technologie physique (CSTP) du Cégep de La Pocatière;
- Le Centre de développement bioalimentaire du Québec (CDBQ);
- Le Centre de recherche Les Buissons;
- Le Centre de transfert et de sélection des salmonidés (CTSS).

Il est difficile d'évaluer les retombées économiques de la recherche scientifique, puisque certains établissements ne font pas que de la recherche, ou les sujets d'études ne sont pas tous concentrés sur le secteur maritime. Certains centres de recherche, comme le Groupe interuniversitaire de recherche océanographique du Québec (GIROQ), ne sont pas situés dans la région maritime mais se penchent sur des questions reliées à ce secteur. De plus, puisque les budgets d'opération proviennent souvent de subventions gouvernementales, il est difficile de présenter cette information sans faire de double comptage.

Tableau 28 : Liste des instituts et centres de recherche en lien avec l'industrie maritime dans la région du Québec maritime, 2006

Organisation	Employés	Activités principales
Enseignement et formation		
UQAR	200	Plusieurs départements offrent des formations spécialisées et multidisciplinaires en lien avec le domaine maritime
IMQ	175	Formations techniques dans la navigation, réparation navale, plongée sous-marine et logistique de transport
CSP	57	Formation collégiale en aquaculture et transformation des produits de la mer
Instituts de recherche		
ISMER	22	Programmes de recherche et formation d'étudiants gradués dans le domaine des sciences et technologies marines
IML	400	Centre de recherche fédéral spécialisé en sciences marines
Société de capital-risque		
SODIM	7	Accompagnement et financement de capital-risque
Recherche et développement (R-D) et transfert technologique		
IM	25	CCTT en technologies maritimes dans la sécurité, la plongée professionnelle, le transport et la gestion maritime
CIDCO	6	Application de méthodes et données géomatiques
CRBM	29	Centre de R-D et de transfert dans les biotechnologies marines
CCTTP	22	CCTT dans le secteur des pêches, de l'aquaculture et de la transformation
CAM	20	Centre provincial de recherche en mariculture
CTPA	14	Centre provincial de recherche dédié au développement de la mariculture à Gaspé
CeMIM	18	Centre régional qui dirige des activités de recherche et de développement qui appuient le développement de l'industrie maricole
STMIM	15	Soutien au développement de nouveaux procédés et produits dans les entreprises de pêche et de transformation des produits de la mer
CATE	6	Centre de recherche privé dédié au développement de la mariculture en Côte-Nord
CACN	4	Comité paritaire favorisant le développement de la mariculture en Côte-Nord
Développement des compétences de la main-d'œuvre		
CSMOPM	7	Comité paritaire favorisant le développement des compétences des entreprises de pêches, d'aquaculture et de transformation
RMQ	1	Association vouée à la défense des intérêts des entreprises maricoles
Promotion de l'innovation		
TMQ	3	Réseau d'affaires regroupant les principaux acteurs du secteur maritime chargés de favoriser le développement du secteur et d'assurer la promotion de celui-ci, aux niveaux national et international
Total	1031	

CACN : Centre aquacole de la Côte-Nord; **CAM** : Centre aquacole marin; **CATE** : Centre d'aide technologique aux entreprises; **CCTT** : Centres collégiaux de transfert de technologie; **CCTTP** : Centre collégial de transfert technologique des pêches; **CIDCO** : Centre interdisciplinaire de développement en cartographie des océans; **CRBM** : Centre de recherche sur les biotechnologies maritimes; **CSMOPM** : Comité sectoriel de la main-d'oeuvre des pêches maritimes; **CSP** : Centre spécialisé des pêches; **TMQ** : Technopole maritime du Québec; **CTPA** : Centre technologique des produits aquatiques; **IM** : Innovation maritime; **IML** : Institut Maurice-Lamontagne; **IMQ** : Institut maritime du Québec; **ISMER** : Institut des sciences de la mer; **RMQ** : Regroupement des mariculteurs du Québec; **SODIM** : Société de développement de l'industrie maricole; **STMIM** : Station technologique maricole; **UQAR** : Université du Québec à Rimouski; **CeMIM** : Centre Maricole des Îles-de-la-Madeleine.
Source : Doloreux D. et Melançon Y., 2006

3.5 Investissements dans le secteur économique maritime

Depuis dix ans, plus de 56 M$ ont été investis pour améliorer les capacités de recherche et de formation des institutions et des organismes de soutien au développement économique de l'industrie maritime québécoise.[32]

Le dernier plan de développement de l'industrie maritime provient du projet ACCORD 2006 (Action concertée de coopération régionale de développement) initié par le gouvernement du Québec et vise à développer le créneau d'excellence « Ressources, sciences et technologies marines » pour les régions du Québec maritime. Les quatre angles d'approche de ce créneau sont les filières des produits de la mer (prélèvement et transformation de la ressource), aquaculture, biotechnologies marines et technologies marines. Il devrait permettre d'engendrer des investissements privés de près de 330 M$ sur cinq ans dans les trois régions du Québec maritime. Ce projet est l'aboutissement de nombreuses tentatives pour relancer une économie qui fonctionne au ralenti par rapport au reste du Québec. D'autres créneaux d'excellence seront aussi développés dans ces régions.[33]

Tableau 29 : Créneaux d'excellence du projet ACCORD pour les régions du Québec maritime

Région administrative	Créneau d'excellence	
Bas-Saint-Laurent	Ressources, sciences et technologies marines	Valorisation de la tourbe et des technologies agro-environnementales
Gaspésie	Ressources, sciences et technologies marines	Récréotourisme, santé / nature Éolien
Côte-Nord	Ressources, sciences et technologies marines	Ingénierie des procédés industriels, miniers et métallurgiques

Source : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE). Développement régional. *Projet Accord*, [En ligne]. http://www.mdeie.gouv.qc.ca/index.php?id=2467

De plus, des investissements massifs de l'ordre de 100 M$ seront réalisés pour favoriser le développement de l'industrie des croisières internationales d'ici cinq ans. Ces investissements devront être assurés par un partenariat entre le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada et les communautés

[32] MDEIE, 2006a.
[33] MDEIE, http://www.mdeie.gouv.qc.ca/index.php?id=2467

locales. L'apport du gouvernement du Québec à la mise en œuvre de cette stratégie est de 52,5 M$.[34]

En 2007, le programme de service technologique en pêche (STEP), agissant à titre de support technologique aux entreprises de pêche, a été créé par le MAPAQ et Développement Économique Canada grâce à un fonds de 8,5 M$.[35]

Tableau 30 : Investissement minimum nécessaire à la réalisation du plan d'action 2006-2011 du créneau ressources, sciences et technologies marines, par filière

Filière	M$
Aquaculture	86,9
Biotechnologies marines	35,1
Capture et transformation	85,0
Technologies marines	53,1
Frais communs	68,4
Total	328,5

Source : Charest, J. et M. Poulin. 2007. *La formation de la main d'œuvre dans une perspective de développement économique régional. Examen du rôle des politiques publiques, des ressources de soutien, du partenariat et des entreprises dans cinq régions du Québec*

L'Initiative régionale stratégique (fédéral)

La politique de l'Initiative régionale stratégique (IRS) du ministère du Développement Économique du Canada (DEC) vise à augmenter la capacité technologique régionale dans le but de favoriser l'utilisation de technologies plus appropriées par les entreprises. Elle a entraîné des investissements de plus de 65 M$ dans l'industrie maritime et contribué à la création de plusieurs organismes (CRBM, CIDCO, TMQ, OGSL, IM, Océanova).[36]

[34] Pêches et Océans Canada, 2008c
[35] Technopole maritime du Québec, http://www.tmq.ca/bulletin/pdf/bulletin_printemps2007.pdf

[36] Doloreux et Melançon, 2006

3.6 Pêches

Les pêches commerciales au Québec employaient 10 000 personnes en 1991 et faisaient naviguer près de 2 500 navires. Ces emplois, autant dans le secteur de la pêche que de la transformation du poisson, constituaient l'âme de certaines communautés, comme en Basse-Côte-Nord, où 80 % des emplois étaient rattachés aux pêches commerciales. D'autres régions comme les Îles-de-la-Madeleine (46 %) ou la Gaspésie (25 %) en étaient aussi grandement dépendantes. Les revenus des pêches atteignaient 74 M$ en 1990 et ceux de l'industrie de la transformation 200 M$.[37]

Depuis l'effondrement des stocks de poisson de fond au début des années 1990, les caractéristiques socio-économiques de ces régions ont grandement changé. Le nombre de navires de pêche, et donc de pêcheurs, a diminué de moitié et les régions anciennement dépendantes des pêches ont vu leur population s'exiler en raison du manque d'emplois. L'âge moyen des pêcheurs ne cesse d'augmenter, de même que l'âge moyen des navires. L'industrie des pêches commerciales emploie directement 3 000 pêcheurs et aide-pêcheurs, 4 500 travailleurs d'usines et 500 chasseurs de phoques.

Toutefois, les valeurs totales des débarquements ont presque doublé de 1991 à 2007 grâce à la hausse des prix du homard et des quantités débarquées de crevette et de crabe des neiges. Les principales flottilles soutenant la pêche commerciale aujourd'hui sont majoritairement dirigées vers les mollusques et crustacés (crabe des neiges, crevette, homard, pétoncle, crabe commun, buccin, etc.). La pêche au flétan du Groenland est également importante dans la région. Les pêcheurs en difficulté à la suite des moratoires de poisson de fond continuent de pratiquer ces pêches de manière restreinte et sont aujourd'hui soutenus par des allocations temporaires de crabe des neiges ou de crevette. Ces deux espèces ont été choisies car elles étaient les plus lucratives et le plus en mesure de supporter un certain degré de redistribution. La pêche au homard, bien que très lucrative, est la pêcherie dont dépend déjà un nombre très important de pêcheurs : il y a près de 600 permis émis.

Les ports de pêche les plus importants sont Rivière-au-Renard, Grande-Entrée et Sainte-Thérèse-de-Gaspé. La valeur moyenne des débarquements totaux de ces ports s'élevait à 42 M$ entre 1998 et 2006. Ce statut diffère toutefois selon les espèces.

[37] Département de géographie, Université Laval. 1992

3.6.1 Gouvernance

Au Québec, comme ailleurs au pays, c'est le gouvernement fédéral qui est responsable de réglementer les activités entourant la pêche commerciale des espèces marines et la chasse aux mammifères marins. La responsabilité revient au ministère des Pêches et des Océans du Canada (MPO), qui s'appuie notamment sur la Loi sur les pêches et ses règlements pour accomplir sa tâche.

Les activités relatives à la pêche commerciale affectant les espèces d'eau douce, anadromes et catadromes, telles que la distribution des permis, sont réglementées par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ).

Les mandats du MAPAQ par rapport aux pêches commerciales sont de[38] :

- travailler au positionnement général de l'industrie des pêches dans les régions maritimes et les eaux intérieures;
- accroître la capacité d'adaptation continue de l'industrie;
- assurer l'adéquation de l'offre et de la demande de produits aquatiques commerciaux.

De plus, de nombreuses ententes entre le Canada et le Québec ont été signées entre ces deux ministères (et autres intervenants) pour assurer une meilleure gestion des pêches au Québec[39] :

- Entente Canada-Québec sur le développement des pêches (1984);
- Protocole d'entente concernant l'harmonisation des programmes d'inspection des produits marins (1990);
- Protocole d'entente d'harmonisation des programmes de recherche et de développement technologique des pêches (1990);
- Entente Canada-Québec concernant le programme de transition des travailleurs des pêcheries (PTTP) (1995);
- Entente sur l'harmonisation de la gestion des statistiques de pêche commerciale au Québec entre le MPO et le MAPAQ (1996);
- Entente concernant la coopération intergouvernementale en matière de pêche et d'aquaculture (1999);
- Entente de collaboration pour la protection et le rétablissement des espèces en péril au Québec (2007);
- Entente de coopération Québec-Nouveau-Brunswick relative aux pêches et à l'aquiculture commerciale (1992);
- Entente Canada-Québec relative à l'administration des pêcheries dans les eaux navigables du Québec accessibles par mer (1922);

[38] MAPAQ, http://www.mapaq.gouv.qc.ca/fr/accueil
[39] Unisféra, 2006

- Protocole d'entente entre le ministère des Pêches et des Océans et Transports Canada concernant la sécurité des pêcheurs commerciaux en mer (2006).

Le MAPAQ légifère les activités commerciales du secteur des pêches selon ces lois :

- Loi sur le Bureau d'accréditation des pêcheurs et des aides-pêcheurs du Québec;
- Loi sur le financement des pêches commerciales;
- Loi sur les pêcheries et l'aquaculture commerciale;
- Loi sur le mérite national de la pêche et de l'aquaculture;
- Loi sur les pêcheries commerciales et la récolte commerciale de végétaux aquatiques;
- Loi sur le Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;
- Loi sur les espèces menacées ou vulnérables.

Gouvernance non gouvernementale

Au Québec, il existe plus de soixante associations de pêcheurs réparties dans les diverses régions administratives délimitant le golfe et définies selon les types de pêche (côtière, hauturière, par espèce, etc.). D'autres intervenants jouent également un rôle, tels que le Réseau pêches et aquaculture Québec, qui coordonne différentes tables maritimes, et le Comité sectoriel de main-d'œuvre des pêches maritimes. Une liste plus complète mais non exhaustive est présentée en annexe.

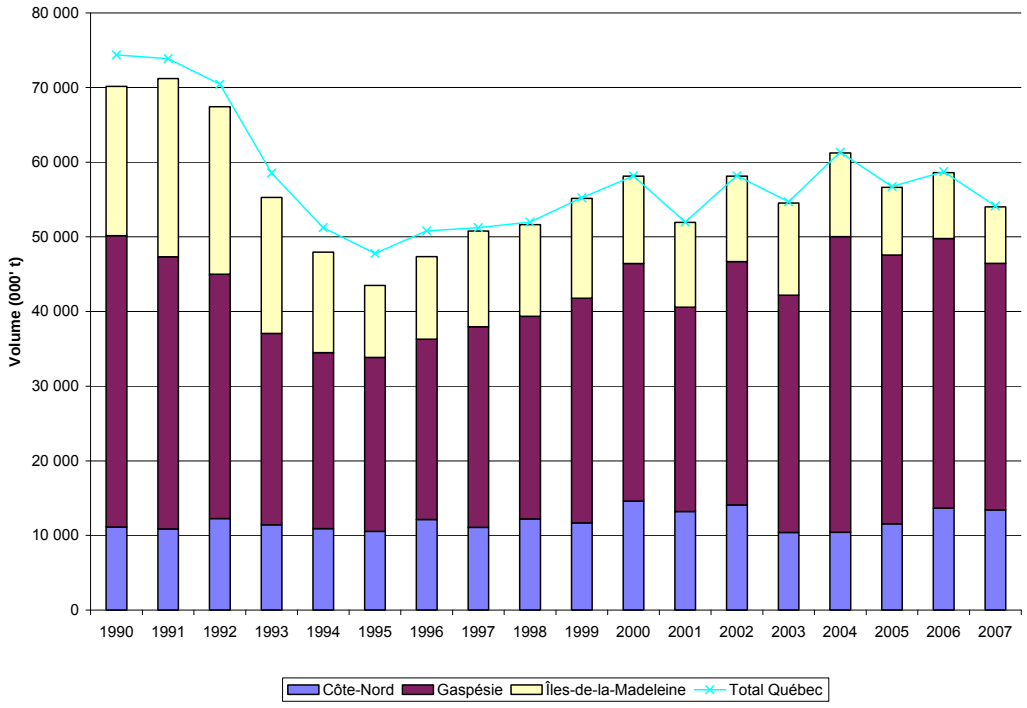
3.6.2 Tendances

Les graphiques de cette section présentent les statistiques des activités de prélèvement de la ressource pour les secteurs maritimes du MPO, tels que présentés à la figure 3, selon un regroupement d'espèces standard.

Les espèces les plus importantes en termes de valeur sont le crabe des neiges, le homard et la crevette. La valeur totale des débarquements au Québec en 2007 se situe à plus de 140 M$, alors qu'elle n'était que de 75 M$ en 1990, lors de l'effondrement des stocks des poisson de fond. La hausse des prix du homard, ainsi que l'augmentation des débarquements de crevette et des cycles positifs de recrutement du crabe des neiges ont été des facteurs déterminants pour cette amélioration. Toutefois, le nombre d'intervenants a grandement diminué au cours de cette même période, passant de plus de 2 500 en 1984 à environ 1 200 en 2007. Cette baisse du nombre de pêcheurs a incidemment entraîné une diminution similaire du nombre de navires immatriculés. Globalement, il semble y avoir de moins en moins de jeunes pêcheurs dans l'industrie.

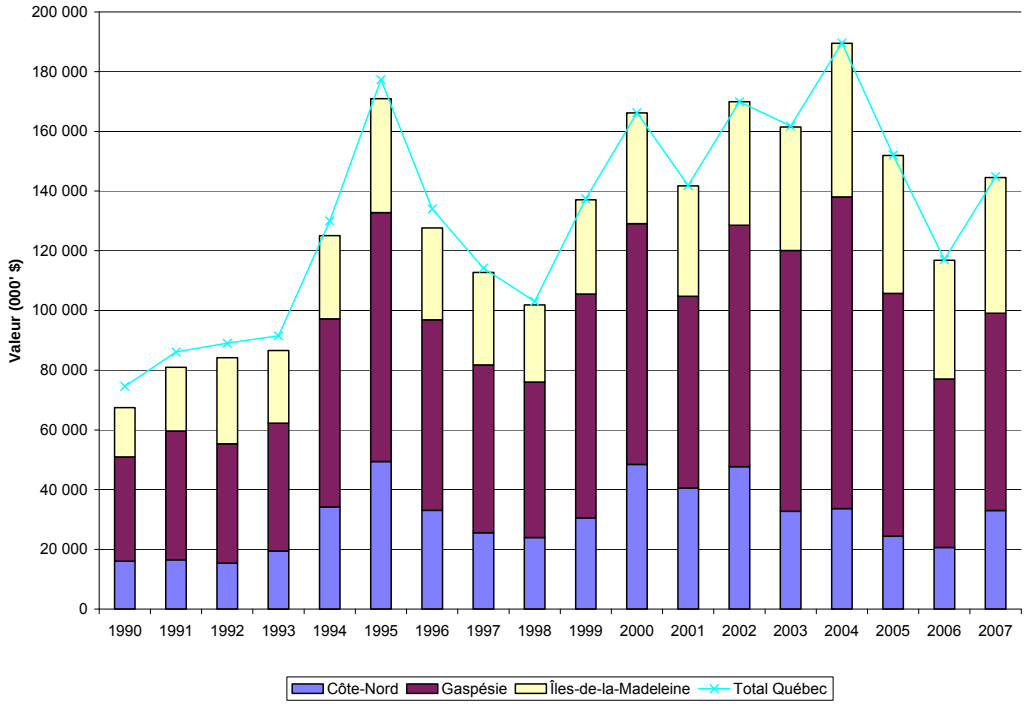
C'est en Gaspésie (49 %) que la valeur moyenne des débarquements est la plus élevée, suivie des Îles-de-la-Madeleine (26 %), puis de la Côte-Nord (23 %), depuis 1990. Cette proportion est constante avec de légères variations pour chaque secteur. En moyenne, en Gaspésie, la pêche la plus importante en termes de valeur est le crabe des neiges (40 %), suivie de la crevette et du homard. Pour la Côte-Nord, le crabe est aussi l'espèce la plus importante mais dans une proportion plus élevée (69 %). Aux Îles-de-la-Madeleine, c'est le homard qui domine (67 %) alors qu'aucune crevette n'y est débarquée. Peu de pêche est effectuée dans le secteur Saint-Laurent.

Figure 20 : Évolution des débarquements totaux au Québec, en volume, 1990 à 2007



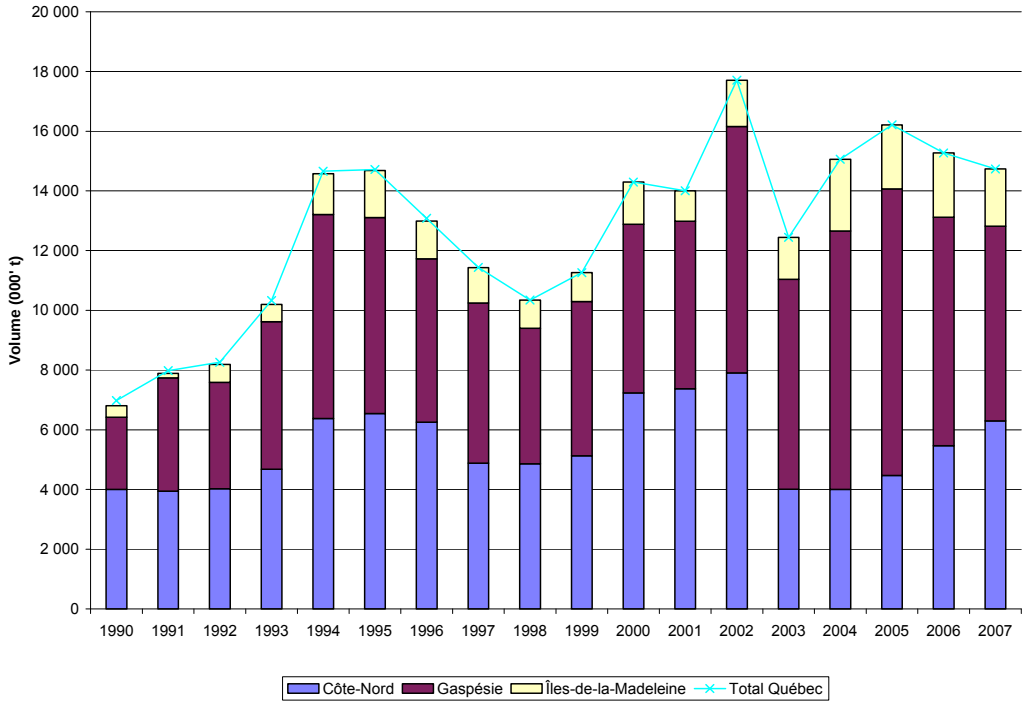
Source : Direction des statistiques MPO-Québec, compilation spéciale DRPE, 2008

Figure 21 : Évolution des débarquements totaux au Québec, en valeur, 1990 à 2007



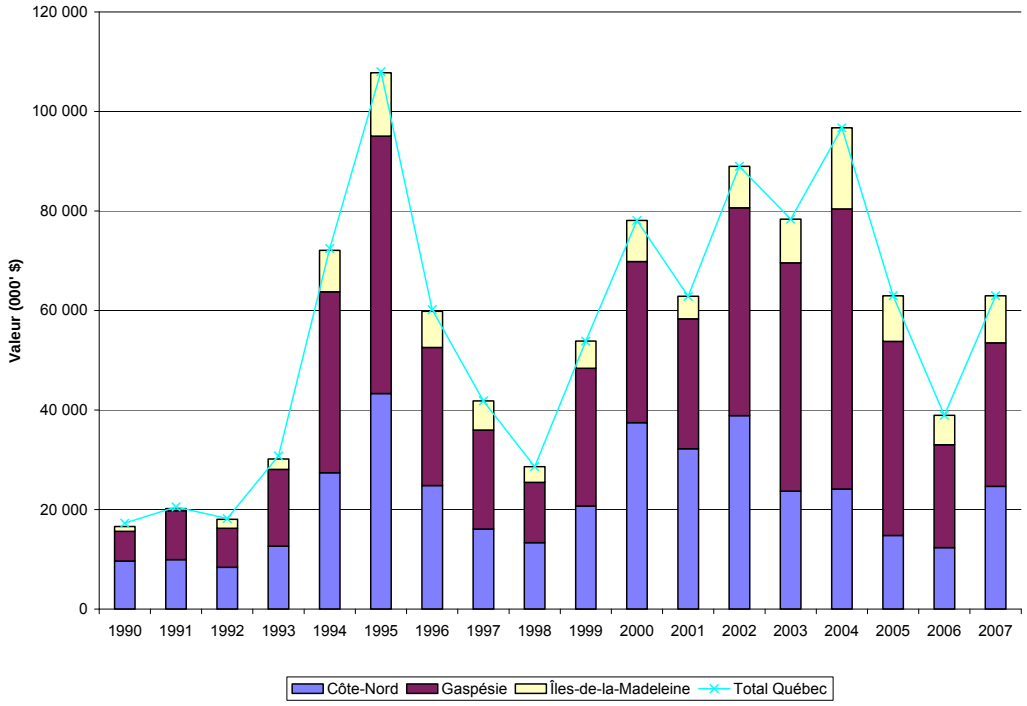
Source : Direction des statistiques MPO-Québec, compilation spéciale DRPE, 2008

Figure 22 : Évolution des débarquements de crabe des neiges, au Québec, en volume, 1990 à 2007



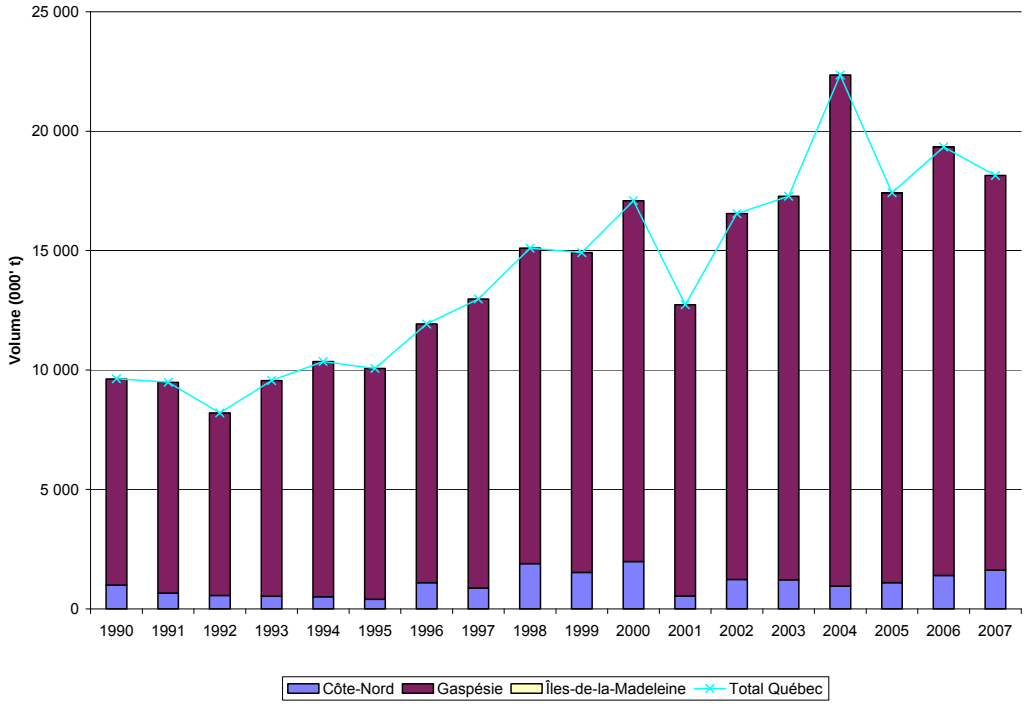
Source : Direction des statistiques MPO-Québec, compilation spéciale DRPE, 2008

Figure 23 : Évolution des débarquements de crabe des neiges, au Québec, en valeur, 1990 à 2007



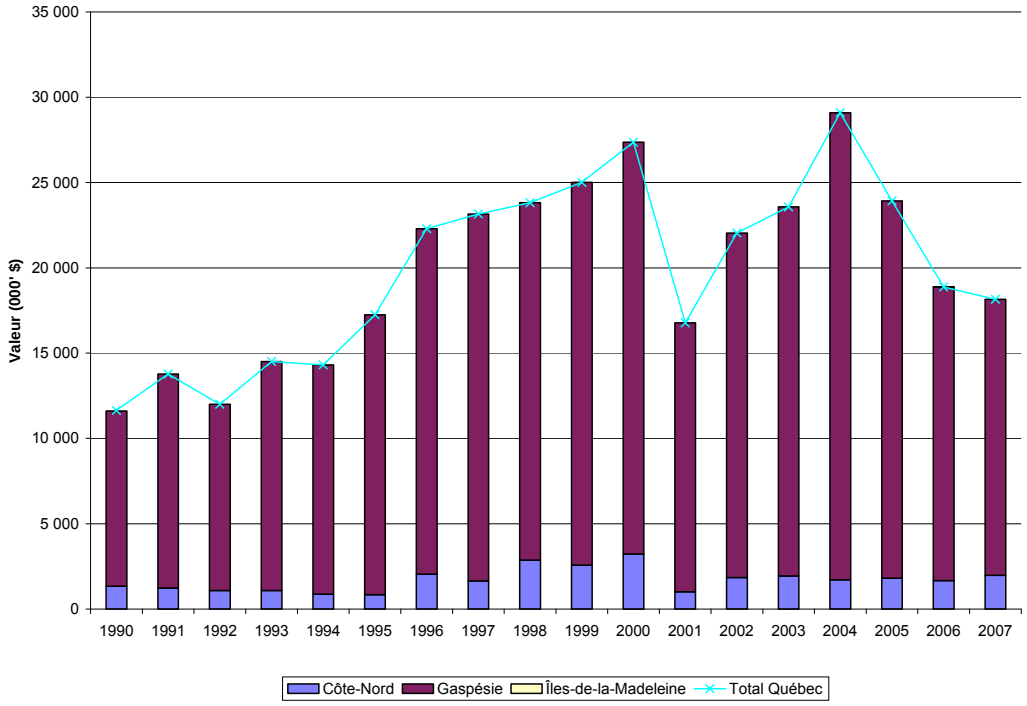
Source : Direction des statistiques MPO-Québec, compilation spéciale DRPE, 2008

Figure 24 : Évolution des débarquements de crevette, au Québec, en volume, 1990 à 2007



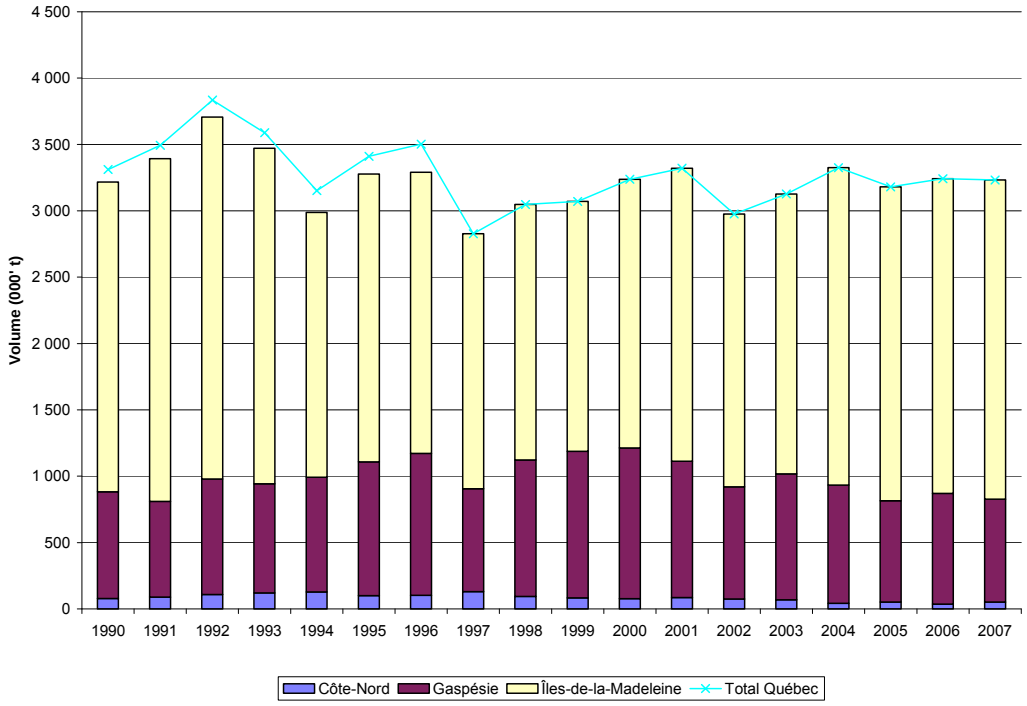
Source : Direction des statistiques MPO-Québec, compilation spéciale DRPE, 2008

Figure 25 : Évolution des débarquements de crevette, au Québec, en valeur, 1990 à 2007



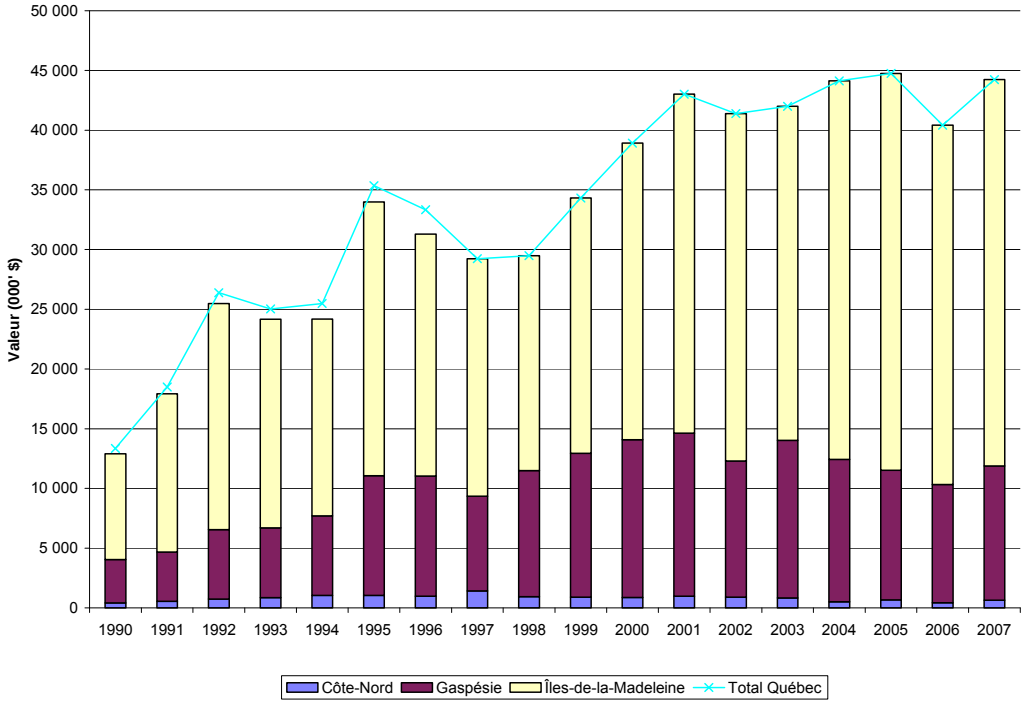
Source : Direction des statistiques MPO-Québec, compilation spéciale DRPE, 2008

Figure 26 : Évolution des débarquements de homard, au Québec, en volume, 1990 à 2007



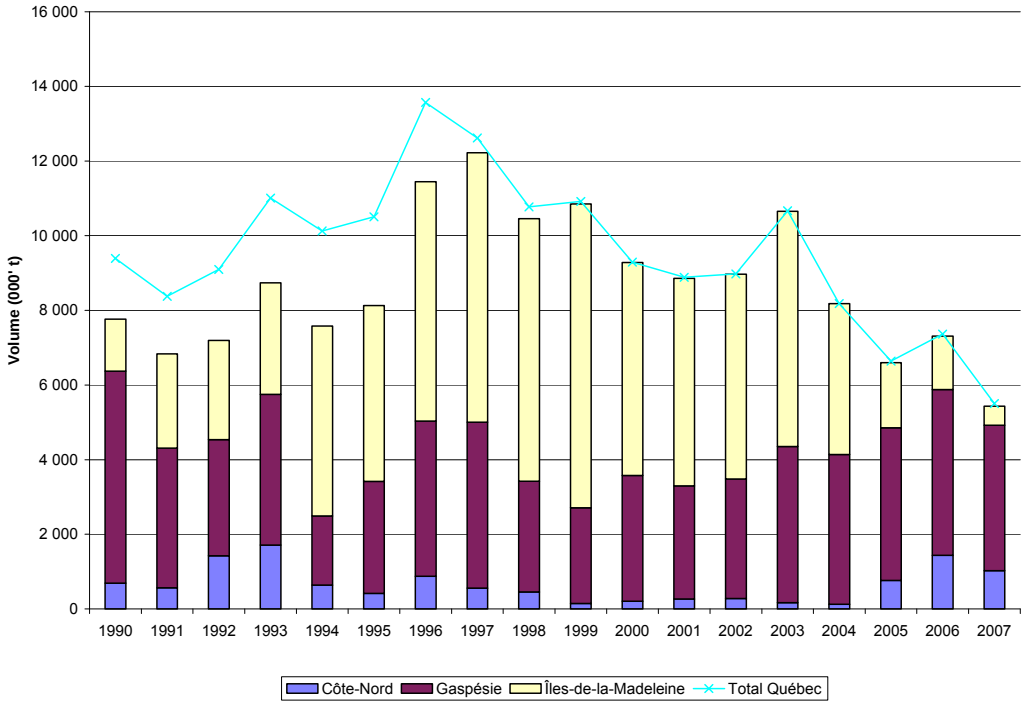
Source : Direction des statistiques MPO-Québec, compilation spéciale DRPE, 2008

Figure 27 : Évolution des débarquements de homard, au Québec, en valeur, 1990 à 2007



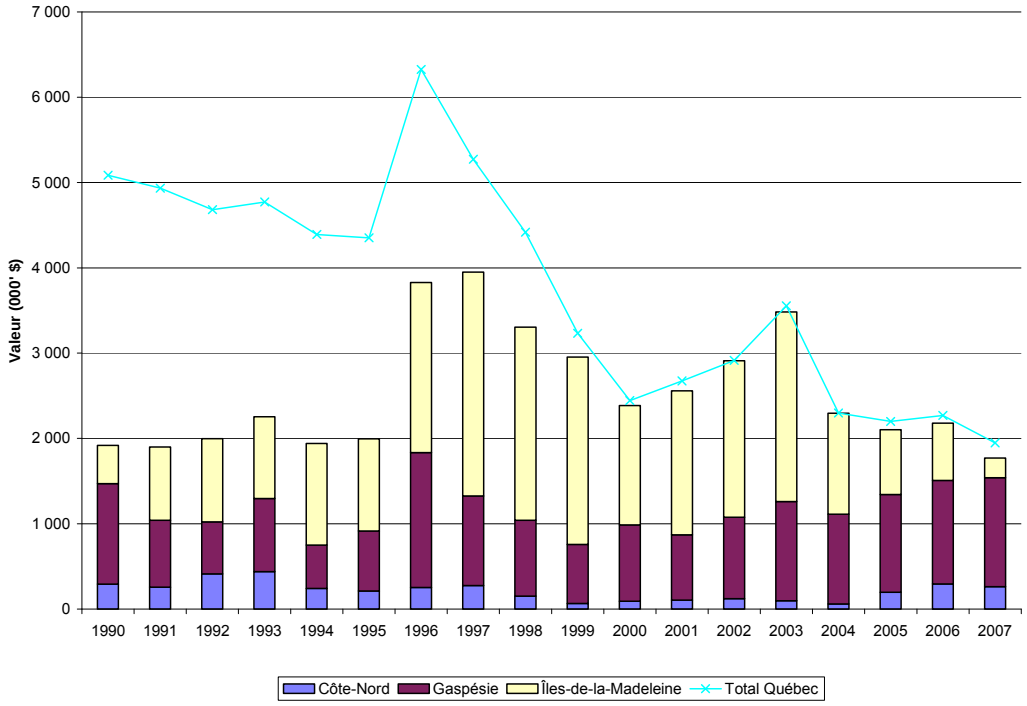
Source : Direction des statistiques MPO-Québec, compilation spéciale DRPE, 2008

Figure 28 : Évolution des débarquements des espèces pélagiques, au Québec, en volume, 1990 à 2007



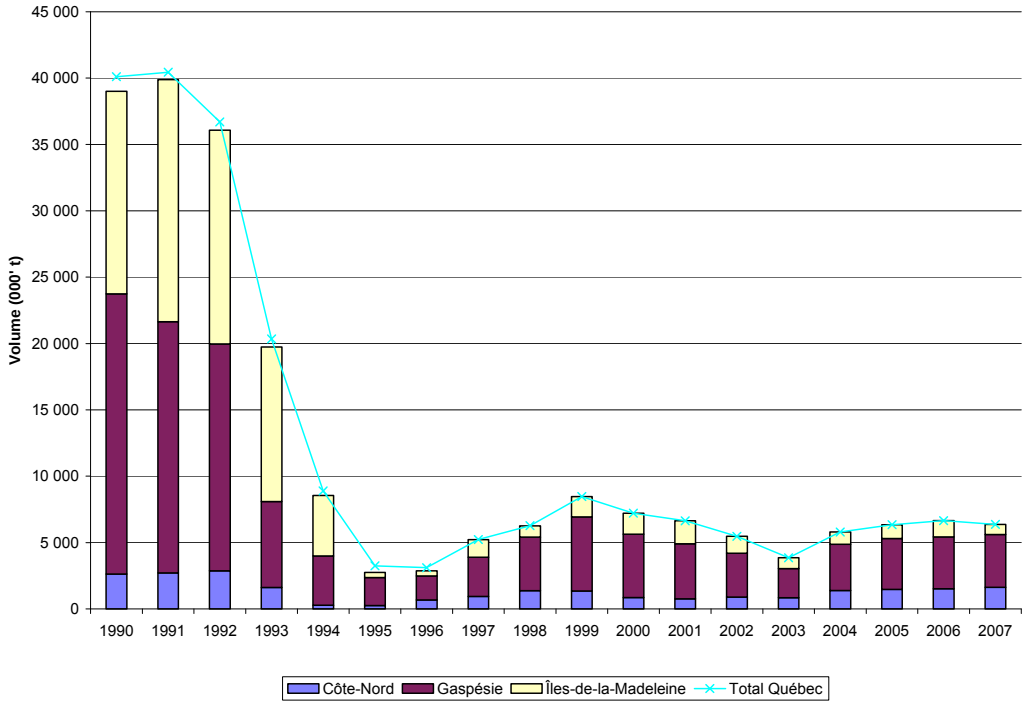
Source : Direction des statistiques MPO-Québec, compilation spéciale DRPE, 2008

Figure 29 : Évolution des débarquements des espèces pélagiques, au Québec, en valeur, 1990 à 2007



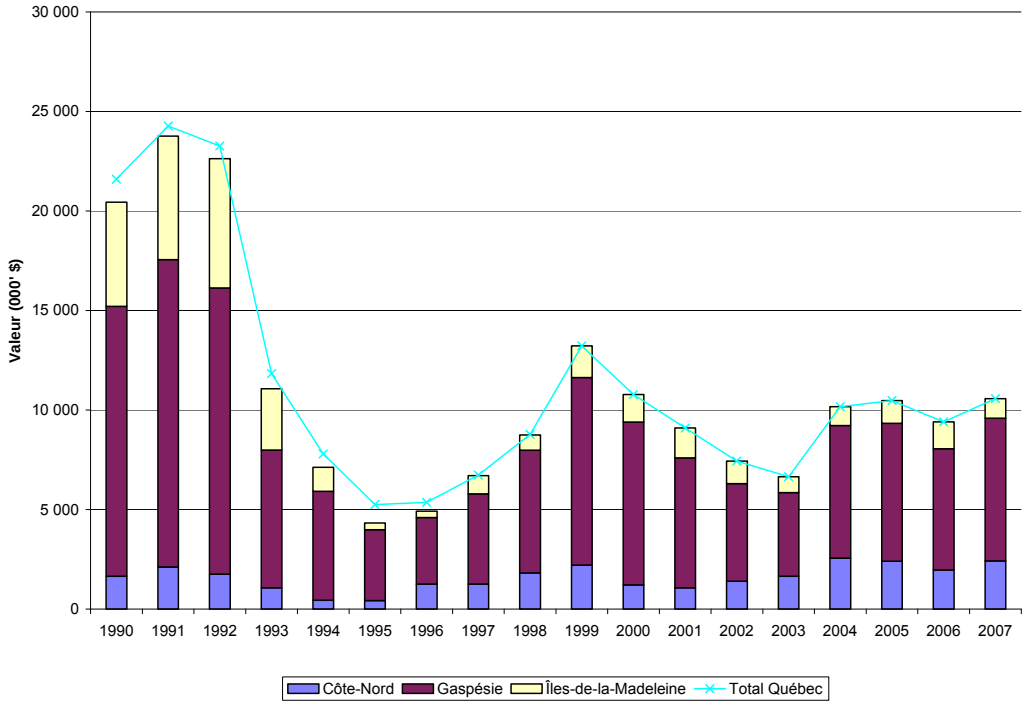
Source : Direction des statistiques MPO-Québec, compilation spéciale DRPE, 2008

Figure 30 : Évolution des débarquements de poisson de fond, au Québec, en volume, 1990 à 2007



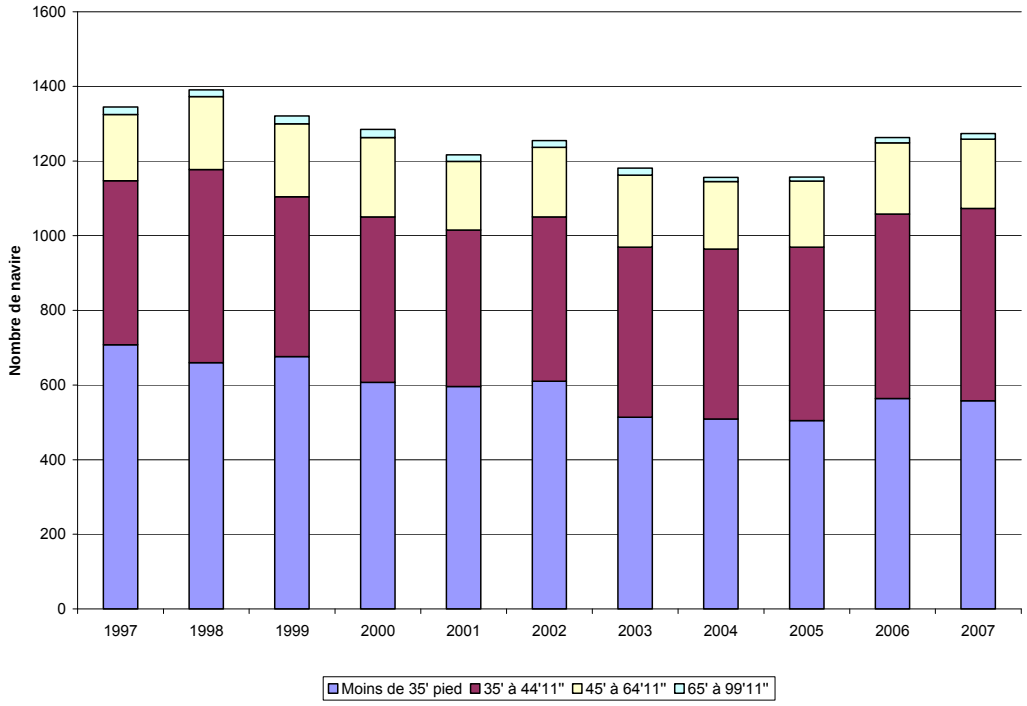
Source : Direction des statistiques MPO-Québec, compilation spéciale DRPE, 2008

Figure 31 : Évolution des débarquements de poisson de fond, au Québec, en valeur, 1990 à 2007



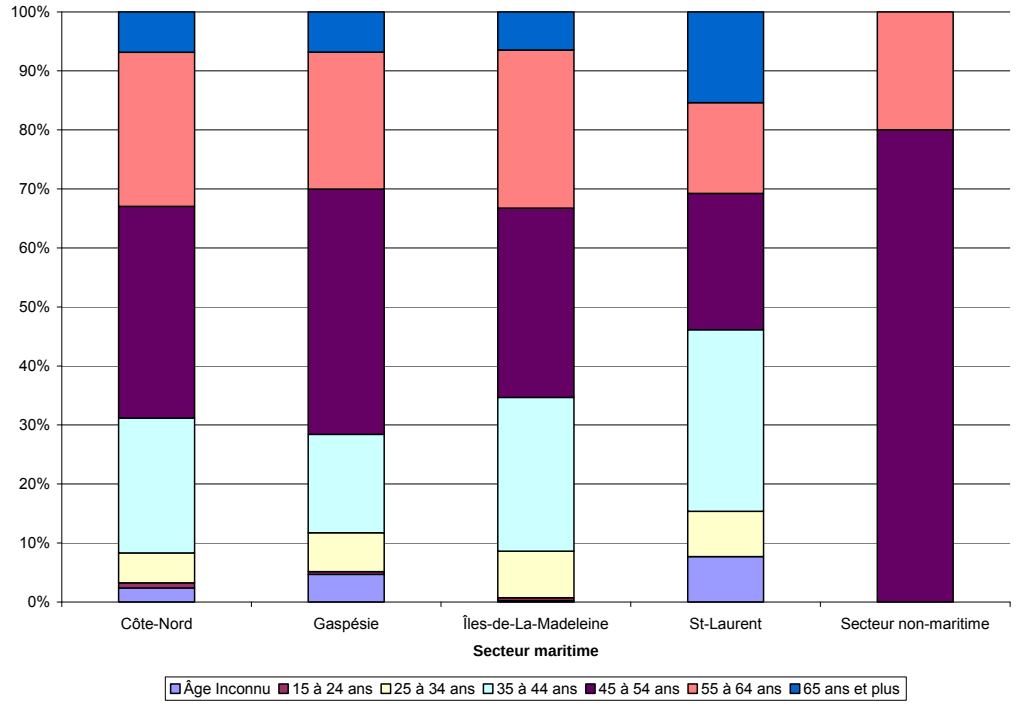
Source : Direction des statistiques MPO-Québec, compilation spéciale DRPE, 2008

Figure 32 : Évolution du nombre de navires actifs au Québec, selon la taille, 1997 à 2007



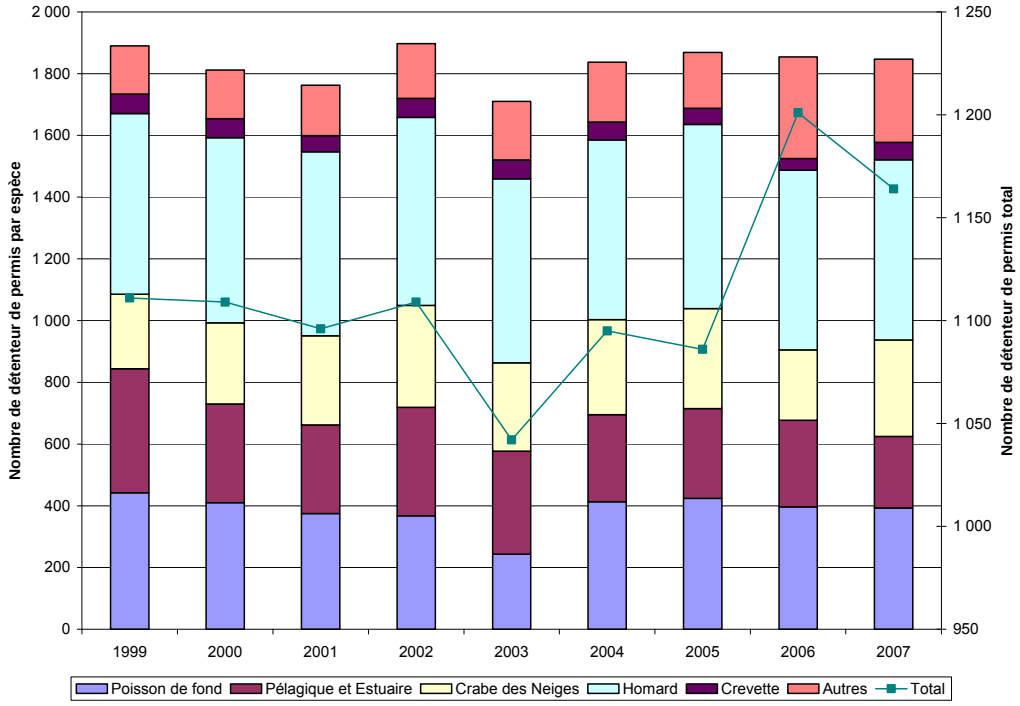
Source : Direction des statistiques MPO-Québec, compilation spéciale DRPE, 2008

Figure 33 : Répartition des pêcheurs actifs selon l'âge, par secteur maritime de résidence, 2007



Source : Direction des statistiques MPO-Québec, compilation spéciale DRPE, 2008

Figure 34 : Nombre de détenteurs de permis actifs enregistrés et non enregistrés avec débarquement, par espèces, 1999 à 2007[40]



Source : Direction des statistiques MPO-Québec, compilation spéciale DRPE, 2008

Tableau 31 : Évolution du nombre d'aide-pêcheurs au Québec, 2004 à 2007

	2004	2005	2006	2007p
Aide-pêcheurs[e]	1871	1873	1817	1822

Source : Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ). 2009. *Profil sectoriel de l'industrie bioalimentaire du Québec*, *édition 2008*.
e : estimé p : préliminaire

[40] Le terme « détenteur de permis actif enregistré » désigne toute personne enregistrée auprès du Bureau d'accréditation des pêcheurs et des aides-pêcheurs (BAPAP) et qui manœuvre des engins de pêche en vertu d'un permis de pêche commerciale. Cette définition ne couvre pas les aides-pêcheurs. On considère dans la catégorie de pêcheurs non enregistrés les compagnies, cueilleurs de mollusques, pêcheurs autochtones, aux successions et aux permis rachetés par le MPO.

Tableau 32 : Liste des cinq ports de pêche les plus importants selon la moyenne des débarquements, 1998 à 2007, par espèce

Espèces / Ports	Moyenne K$ (1998-2007)
Poisson de fond	
Rivière-au-Renard	1 696
Cloridorme	852
Sainte-Thérèse-de-Gaspé	809
Cap-aux-Meules	769
Grande-Rivière	626
Espèces pélagiques	
Grande-Entrée	391
Cap-aux-Meules	341
Grande-Rivière	333
L'Étang-du-Nord	183
Grosse-Île	177
Homard	
Grande-Entrée	9 308
Cap-aux-Meules	3 150
Grosse-Île	3 110
Pointe-Basse	2 978
L'Étang-du-Nord	2 752
Crevette	
Rivière-au-Renard	15 137
Sainte-Anne-des-Monts	2 824
Matane	2 672
La Tabatière	1 119
Sept-Îles	584
Crabe des neiges	
Sainte-Thérèse-de-Gaspé	9 673
Paspébiac	4 967
Cap-aux-Meules	4 946
Sept-Îles	3 774
Rimouski-Est	3 544
Total	
Rivière-au-Renard	19 604
Grande-Entrée	11 521
Sainte-Thérèse-de-Gaspé	11 437
Cap-aux-Meules	9 581
Paspébiac	5 415

Source : Direction des statistiques MPO-Québec, compilation spéciale DRPE, 2008

Pêche fantôme

En dehors des prises commerciales et du braconnage, il existe une autre activité de prélèvement de la ressource. On parle de pêche fantôme lorsque des engins sont perdus en mer mais continuent de pêcher. Une étude réalisée en Basse-Côte-Nord suggère que les pertes associées aux filets perdus sont faibles.[41] Ces engins perdraient leur capacité de prélèvement rapidement et ils ne seraient pas très nombreux depuis le moratoire de 1994, limitant ainsi la capacité de pêche de ces engins. Il s'agit cependant de données régionales et les conclusions pourraient être différentes dans d'autres régions et pour des fonds de pêche différents (comme la pêche au turbot). Une autre étude indique que les filets maillants perdus captureraient aussi du crabe des neiges attiré par les poissons morts saisis.[42]

La situation est toutefois différente pour les casiers à crabes. Il semblerait que ceux-ci continuent de pêcher continuellement lorsqu'ils sont perdus en mer. Par l'effet du cannibalisme et donc d'autoappâtage, les casiers continuent d'attirer d'autres crabes. Les trappes étant faites de matériaux non dégradables, il n'y a pas de chance de sortie pour les crabes prisonniers. Il est estimé que les casiers ainsi perdus en mer peuvent avoir un impact sur la ressource, surtout sur une population déjà en déclin. Ces casiers perdus proviennent autant de la pêche commerciale que du braconnage.

Un autre impact de la pêche fantôme vient du fait qu'elle nuit à la navigation. Des bouts de cordages ou des bouées noires peuvent causer des dommages aux moteurs ou même empêcher complètement la navigation dans certaines régions étant donné le risque trop élevé de collision.[43]

3.6.3 Chasse aux phoques

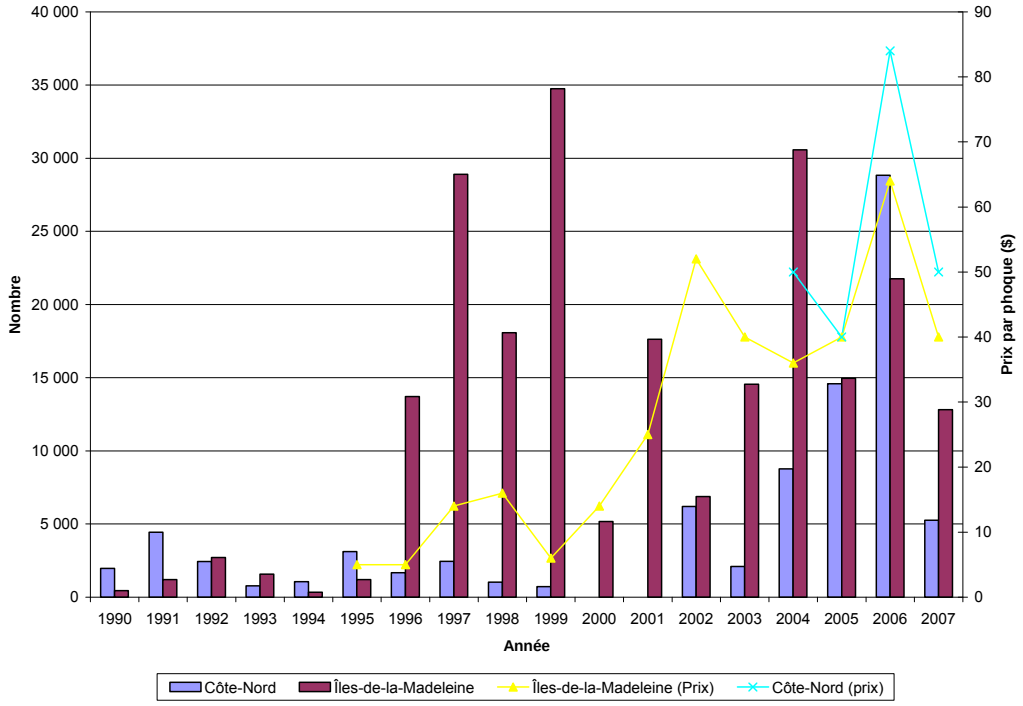
La chasse commerciale du phoque du Groenland sur la côte de l'Atlantique a pris sa forme actuelle vers la fin des années 1980, à la suite de l'effondrement des marchés européens traditionnels de peaux de blanchon. De 1983 à 1995, les captures moyennes annuelles de phoque du Groenland ne se chiffraient qu'à 51 000 individus, même si le total admissible des captures (TAC) était de 186 000. Le marché des peaux de phoque s'est ensuite amélioré à partir de 1996, où à la lumière de nouveaux avis scientifiques, le TAC pour le phoque du Groenland a été porté à 250 000 individus.[44]

Le plan de gestion pour 2006-2010 a établi un TAC à 325 000 phoques au Canada pour 2006. Le dernier plan offrait un TAC comparable à celui-ci, soit

[41] Lussier, 2005
[42] Regroupement des pêcheurs professionnels du Nord de la Gaspésie (RPPNG), 1991
[43] Lussier, 2005
[44] MPO, 2008b

975 000 phoques de 2003 à 2005. En 2006, la région du golfe s'est vue octroyer 30 % du total, soit 92 343 têtes. La Côte-Nord reçoit 8 % de cette valeur alors que les Îles-de-la-Madeleine en possèdent 20 %. Les communautés autochtones ont aussi un droit de chasse de subsistance avec un quota évalué à 6 000 têtes. Les niveaux de captures dépendent à la fois de facteurs économiques et climatiques. Seul le phoque du Groenland a une importance commerciale significative pour le Québec.[45] Les chasseurs de la Côte-Nord sont de plus en plus actifs depuis les cinq dernières années, suite à une hausse des prix. Le nombre de chasseurs est passé de 340 en 2002 à 500 en 2007, soit une hausse de 47 %.

Figure 35 : Évolution des captures et du prix au débarquement du phoque du Groenland au Québec, 1990 à 2007



Source : Pêches et Océans Canada (MPO). 2008a. Cap-aux-Meules.

Les transformateurs de Terre-Neuve et du Labrador ont acheté au total 289 908 peaux de phoque du Groenland et 334 peaux d'autres espèces de phoque, pour une valeur au débarquement de 16,3 M$ en 2005. Le reste de la chasse commerciale (valeur de un million de dollars) a été débarqué au Québec et dans d'autres provinces de l'Atlantique. La viande et les autres produits ont été évalués à environ 260 000 $. Le MPO ne participe plus aux activités de financement et de promotion des produits (peaux de phoque (fourrure et cuir), viande de phoque, huile de phoque, nageoires de phoque, organes de phoque).[46]

[45] Ibid
[46] Ibid

Outre les avantages économiques que procure la chasse, les phoques constituent une importante source alimentaire ainsi qu'un élément considérable de la vie sociale et culturelle des Autochtones et d'autres résidants du Québec.

Tableau 33 : Nombre de chasseurs actifs aux Îles-de-la-Madeleine, 2002 à 2008

Années	Chasseurs à pieds	Bateaux moins 35'	Bateaux 35'-45'	Bateaux plus 45'	Total
2002	N.D	9	60	70	139
2003	0	0	15	70	85
2004	N.D	42	155	100	297
2005	103	42	150	100	395
2006	23	42	205	110	380
2007	14	15	110	120	259
2008	75	15	130	100	320

Le nombre de chasseurs actifs est déterminé en fonction d'une moyenne selon le type de bateau :
Bateaux de moins de 35' : 3 chasseurs
Bateaux entre 35' et 44.11' : 5 chasseurs
Bateaux de plus de 45' : 10 chasseurs
Le capitaine est inclus dans le nombre de chasseurs par catégorie de bateau
Source : Pêches et Océans Canada (MPO). 2008a. Cap-aux-Meules.

Tableau 34 : Nombre de chasseurs actifs sur la Côte-Nord, 2002 à 2007

Années	Chasseurs à pieds	Bateaux moins 35'	Bateaux 35'-45'	Bateaux plus 45'	Total
2002	N.D.	189	5	7	201
2003	8	183	N.D.	7	198
2004	N.D.	138	N.D.	21	159
2005	1	312	35	49	397
2006 ***Autochtone***	0	0	0	7	7
2006	30	315	55	63	463
2007	2	84	35	63	184

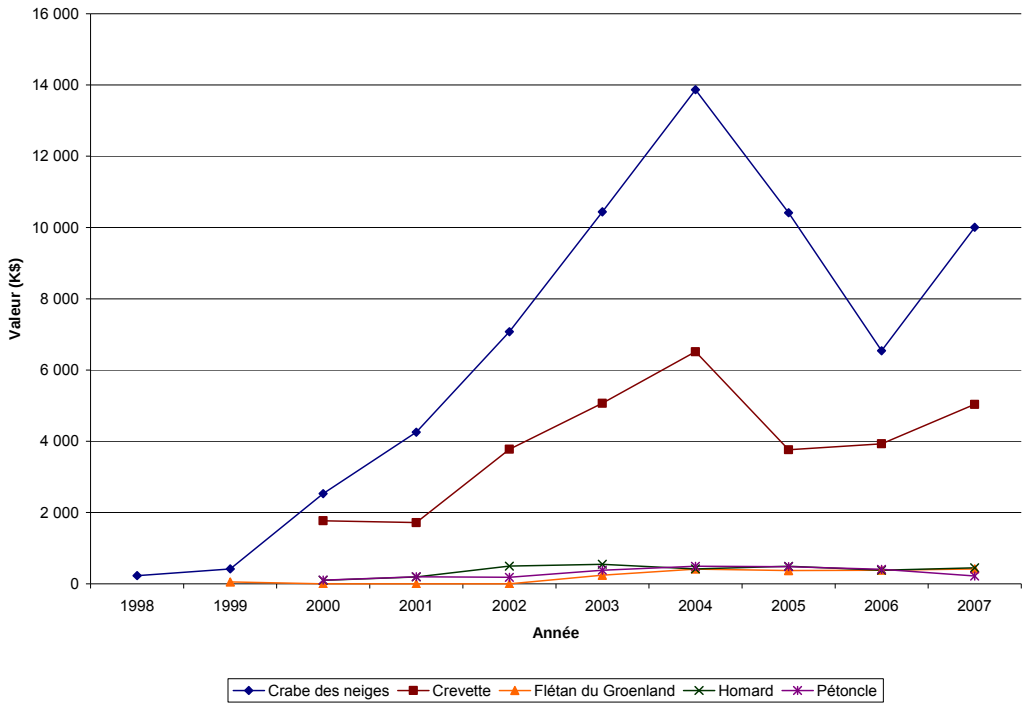
Le nombre de chasseurs actifs est déterminé en fonction d'une moyenne selon le type de bateau :
Bateaux de moins de 35' : 3 chasseurs
Bateaux entre 35' et 44.11' : 5 chasseurs
Bateaux de plus de 45' : 7 chasseurs
Le capitaine est inclus dans le nombre de chasseurs par catégorie de bateau
Source : Pêches et Océans Canada (MPO). 2008d. Sept-Îles.

3.6.4 Pêches autochtones

Le jugement Marshall (2000), pour la Gaspésie et le Bas-Saint-Laurent, et le jugement Sparrrow (SRAPA), pour la Côte-Nord, ont permis d'établir des bases pour permettre aux Premières Nations du Québec d'accéder à la pêche commerciale, créant ainsi un nouvel apport économique de plusieurs millions de dollars pour ces communautés.

C'est en Gaspésie que les communautés autochtones sont le plus actives dans l'industrie de la pêche commerciale, notamment celle de Listiguj. Le crabe des neiges et la crevette sont les espèces les plus importantes dans leurs débarquements. Le nombre d'emplois reliés aux pêches autochtones a varié entre 110 et 275 de 2001 à 2005.[47]

Figure 36 : Évolution des espèces débarquées en valeur, communautés autochtones du Québec maritime, 1998 à 2007



Source : Direction des statistiques MPO-Québec, compilation spéciale DRPE, 2008

[47] Division des statistiques, MPO-Québec - Compilation spéciale, DRPE, Québec

3.7 Transformation des produits marins

L'industrie de la transformation des produits marins dépend principalement du volume des débarquements québécois. En 2006, c'est en Gaspésie que la moitié des 113 entreprises qui achètent des produits de la mer directement des pêcheurs étaient situées, alors que seulement 3 étaient situées en région non maritime. Toutefois, le MAPAQ indique qu'il y avait 70 usines de transformation dans cette région en 2007; certains transformateurs n'achètent donc pas directement des pêcheurs. De plus, même si une usine de transformation reçoit un permis de transformation pour une espèce donnée, il n'est pas assuré qu'elle en transforme réellement.

Au total, on compte près de 4 500 emplois en région maritime[48] qui dépendent de cette industrie, dont près des trois quarts sont des emplois saisonniers, travaillant ainsi moins de 25 semaines par année.[49] Le crabe des neiges est l'espèce la plus importante pour le Québec, alors que peu ou pas de transformations sont effectuées sur la ressource. Environ 70 % de cette production totale est vendue à des acheteurs étrangers, principalement américains.[50] La Gaspésie se classe première au niveau des ventes alors que les autres régions occupent une part de marché similaire à long terme.

Il s'agit d'une des industries des créneaux d'excellence de la stratégie de développement du Québec maritime. Ses principales faiblesses sont : la dépendance d'un approvisionnement instable et à la baisse, l'inefficacité à transformer les espèces importées en région, le manque de diversification des transformations ou des espèces transformées et la difficulté à percer les marchés de produits à valeur ajoutée.[51]

Depuis 1983, il existe dans le Canada atlantique un moratoire virtuel sur l'investissement public dans la transformation du poisson, assurant que les investissements dans ce secteur porteraient sur la transformation à valeur ajoutée uniquement. Compte tenu de la crise qu'a connue le secteur du poisson de fond et du nombre d'usines de transformation qui sont en veilleuse, l'investissement public dans l'industrie de la pêche s'est limité à des projets de recherche et développement, de pénétration du marché, de transformation secondaire à valeur ajoutée et d'aquaculture, ainsi que de rationalisation et consolidation des installations de transformation et de réduction de la capacité de capture.[52]

[48] À noter qu'il s'agit ici du nombre maximum d'employés ayant été retenus par les usines et non pas d'équivalents temps-plein.
[49] Zins Beauchesne et associés, 2003
[50] MAPAQ, 2006
[51] MDEIE, 2006a
[52] MPO, 2001

3.7.1 Gouvernance

C'est le gouvernement du Québec qui est responsable du traitement du poisson et de la mise en marché locale, alors que l'exportation et la commercialisation en dehors des provinces relèvent du gouvernement du Canada. Le MAPAQ établit ainsi des règles quant à l'achat, la vente, l'expédition à des fins de vente, la classification, le transport de produits marins et la publicité s'y relatant. Le Ministère a aussi établi des règlements pour ce qui est de la cession, de l'acquisition pour fin de revente, de la livraison, de la préparation ou de la mise en conserve. De plus, selon le Règlement sur les normes minimales de transformation des produits marins, tout produit débarqué au Québec doit y subir un minimum de transformation avant d'être commercialisé.[53]

Au Québec, c'est le MAPAQ qui s'occupe de réglementer les activités des usines de transformation des produits marins et d'émettre les permis à partir de la législation suivante :

- Loi sur la commercialisation des produits marins;
- Loi sur la transformation des produits marins;
    - Règlement sur les normes minimales de transformation des produits marins,
    - Règlement sur les permis d'acquéreur de produits marins.

Gouvernance non gouvernementale

De nombreuses organisations aident à mieux développer cette industrie, dont l'Association québécoise de commercialisation de poissons et fruits de mer et l'Association québécoise de l'industrie de la pêche. Une liste plus complète mais non exhaustive est présentée en annexe. Leur apport au niveau de la mise en place de certaines politiques, telles que l'écocertification de certaines espèces, est non négligeable.

3.7.2 Tendance

Traditionnellement, les usines de transformation disposaient de leur propre flotte de pêche pour s'approvisionner en poisson. Cette situation n'est toutefois plus représentative aujourd'hui, où la majorité des fournisseurs sont des pêcheurs indépendants.[54] Depuis quelques années, les entreprises de transformation ont commencé à se ravitailler chez d'autres entreprises de transformation québécoises ou même à l'étranger pour assurer leur approvisionnement.

[53] Unisféra, 2006
[54] Ressources humaines et Développement des compétences Canada, http://www.rhdsc.gc.ca/fra/pip/prh/ps/profils_industriels/transformation_du_poisson.shtml

Tableau 35 : Achat des produits de la pêche, Québec, 1996 à 2006

	1996	2001	2006
Volume total acheté par une entreprise de pêche à une autre entreprise de pêche (lbs)	3 261	7 790 376	17 323 058
Volume acheté à l'extérieur du Québec (lbs)	0	190 285	5 838 384
Pourcentage extérieur	0 %	2,4 %	33,7 %

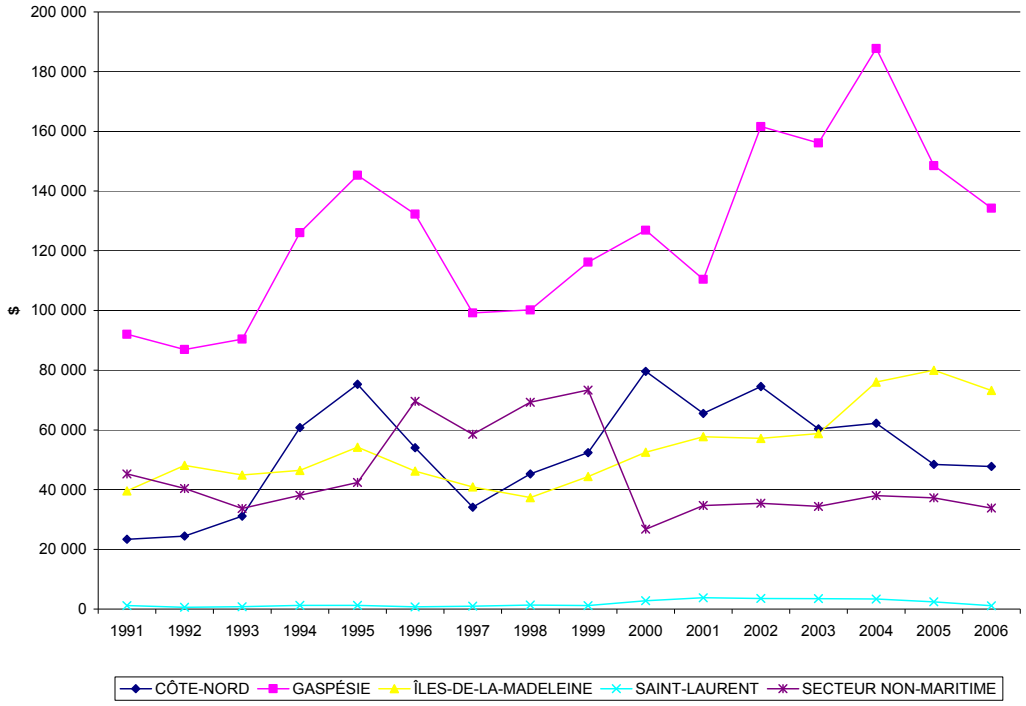
Source : Statistique MPO-Québec, compilation spéciale, DRPE

La diminution des débarquements de poisson de fond aura inévitablement affecté la production de produits transformés. Le crabe des neiges et le homard sont maintenant les deux espèces les plus importantes en termes de valeur, alors qu'en 1997, le poisson de fond et le crabe dominaient. Une proportion importante de la valeur produite provient de la transformation primaire, sans grande valeur ajoutée, alors que les produits cuits prennent de plus en plus d'importance. La croissance de l'industrie semble d'ailleurs provenir des produits de deuxième transformation, puisque la valeur des produits de transformation primaire, bien que stable depuis 1991 en valeur absolue, est passée de 60 % à 37 % de la part totale.

Au Québec, le nombre d'acheteurs de produits marins se situe entre 100 et 120 entreprises depuis une vingtaine d'années. Durant les périodes de pointe, elles peuvent employer, au maximum, entre 3 700 et 5 000 personnes par année. Toutefois, la majorité de ces emplois sont saisonniers. Il est à noter qu'une hausse importante des emplois a eu lieu en Gaspésie à partir de 2001 et qu'une baisse importante est survenue en 2002 aux Îles-de-la-Madeleine.

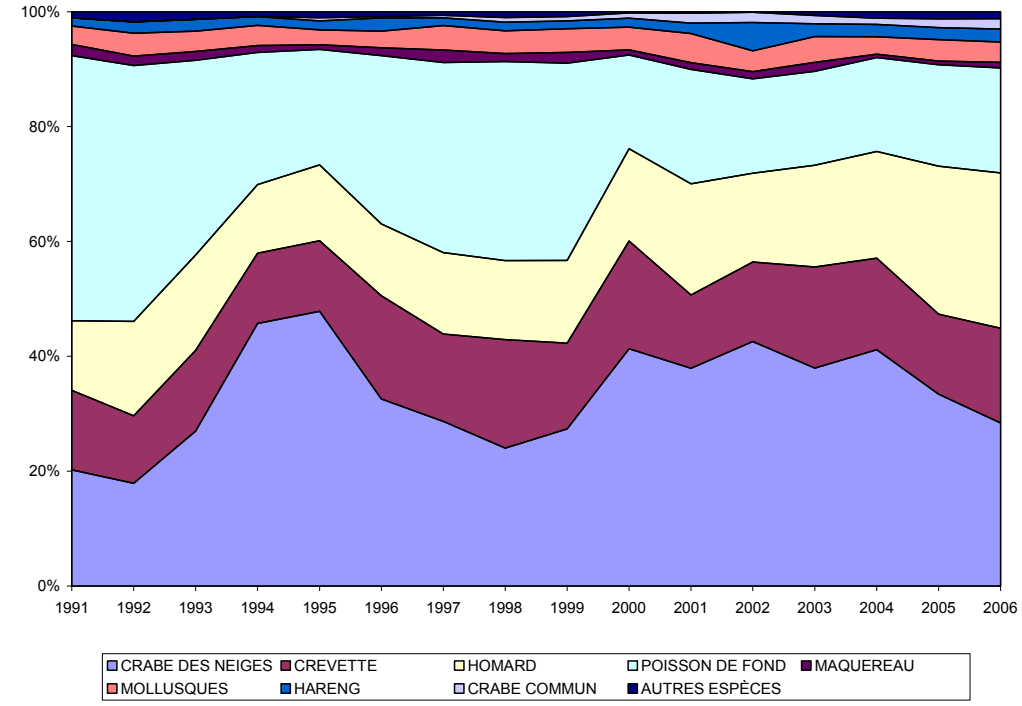
La production totale se chiffrait à 290 M$ en 2007, alors qu'elle se situait à 200 M$ en 1991. En 2004, elle a atteint un sommet de plus de 350 M$. L'évolution des ventes demeure dépendante des cycles de débarquements et du prix du crabe des neiges, l'espèce la plus importante au niveau des ventes.

Figure 37 : Évolution des ventes des entreprises de transformation par secteurs maritimes, 1991 à 2006



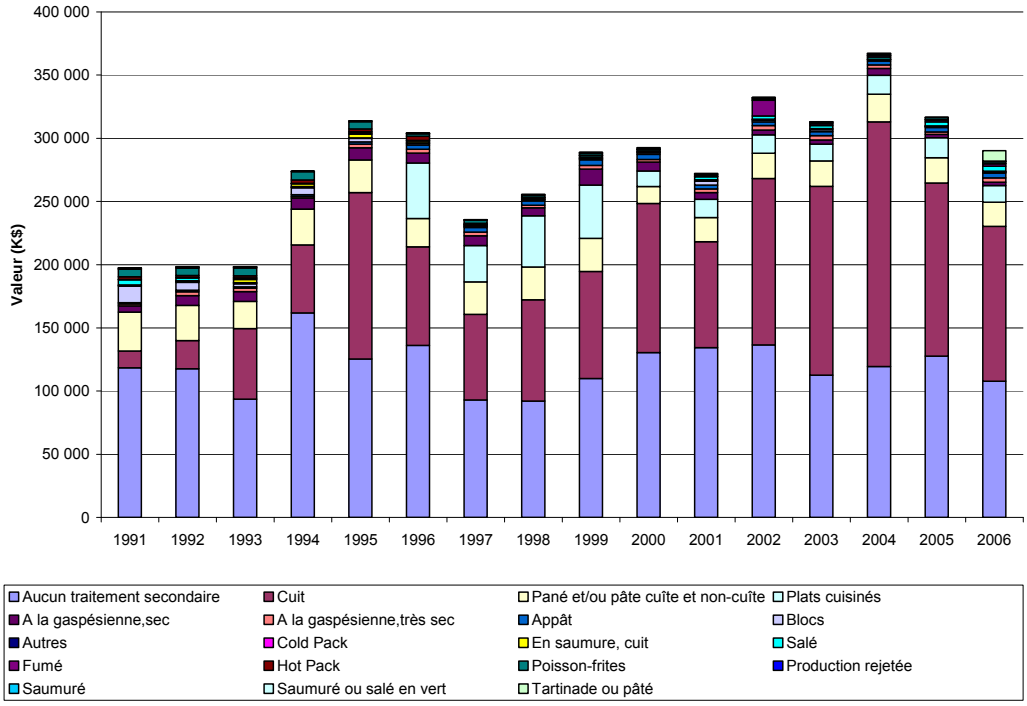
Source : Direction des statistiques MPO-Québec, compilation spéciale DRPE, 2008

Figure 38 : Composition des espèces vendues en pourcentage de la valeur, 1991 à 2006



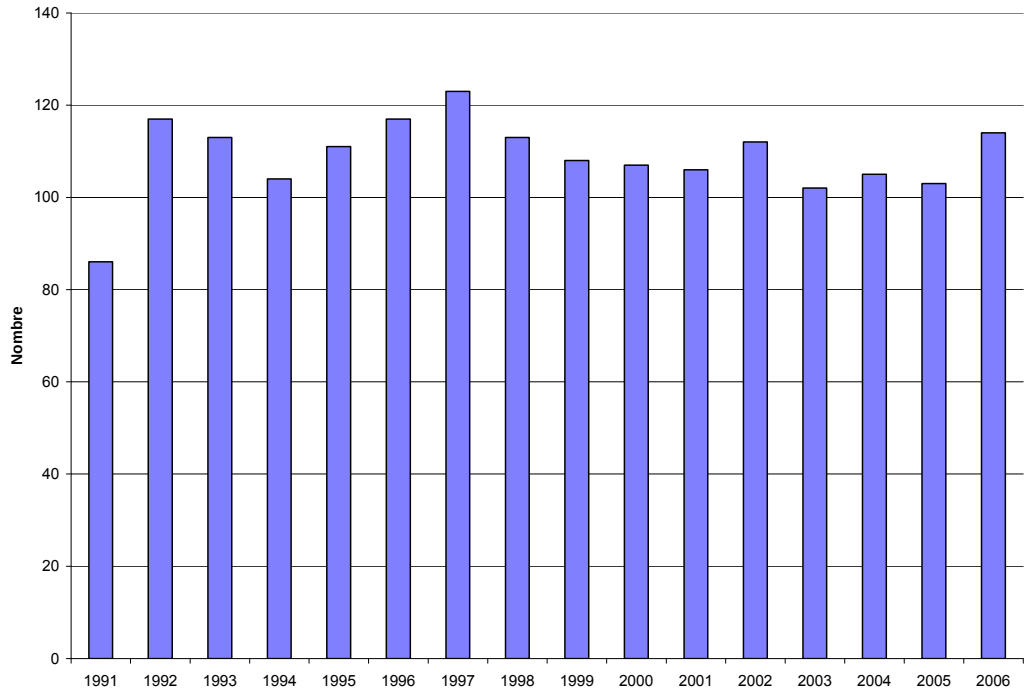
Source : Direction des statistiques MPO-Québec, compilation spéciale DRPE, 2008

Figure 39 : Évolution de la valeur de la production de produits transformés, 1991 à 2006



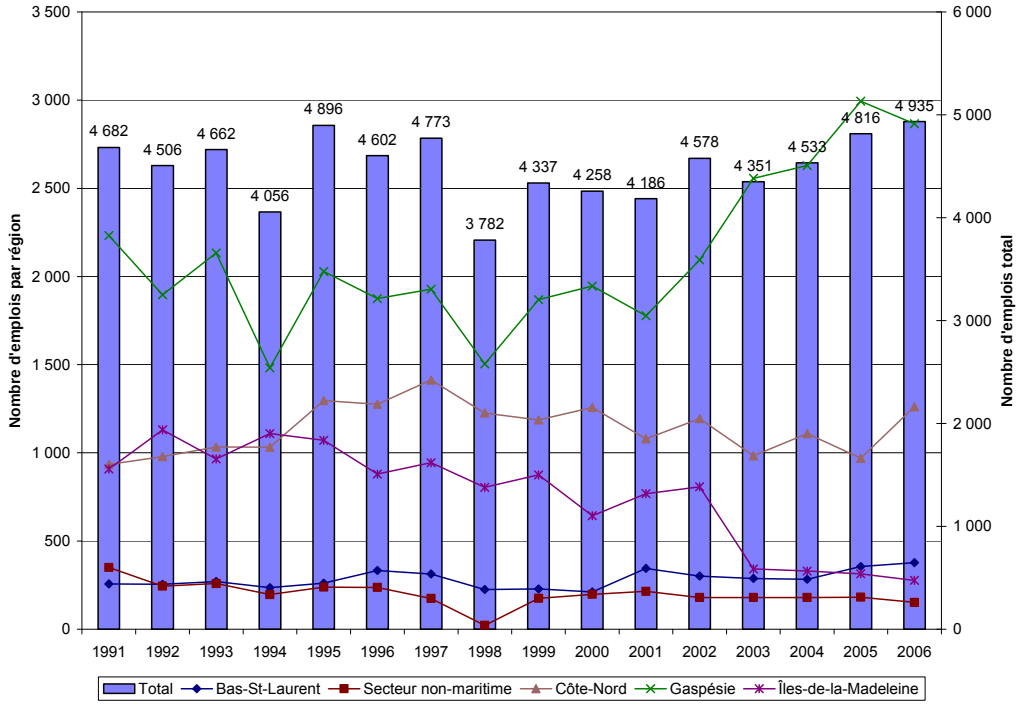
Source : Direction des statistiques MPO-Québec, compilation spéciale DRPE, 2008

Figure 40 : Évolution du nombre d'acheteurs québécois de produits marins, 1991 à 2006



Source : Direction des statistiques MPO-Québec, compilation spéciale DRPE, 2008

Figure 41 : Évolution du nombre d'emplois chez les acheteurs de produits marins, 1991 à 2006



Source : Direction des statistiques MPO-Québec, compilation spéciale DRPE, 2008

3.7.3 Perspective

Selon le plan de développement ACCORD, les perspectives de développement de l'industrie de transformation des produits marins semblent être positives. Ce plan propose de développer cinq nouvelles espèces et une vingtaine de nouveaux produits d'ici 2016. Les instigateurs du plan espèrent ainsi augmenter le total des ventes de 10 % en dix ans.

Toutefois, la conjoncture économique peut venir entraver toutes possibilités de développement. En effet, puisque de 80 % à 90 % des produits transformés sont vendus sur les marchés étrangers, une situation économique défavorable aux États-Unis (ou au Japon ou en Europe) pourrait faire diminuer les ventes.

3.7.4 Pollution

Le type d'effluents produit par les usines de transformation diffère selon l'espèce transformée et le produit final désiré. Si certaines usines traitent leurs eaux usées avant de les rejeter dans l'environnement, d'autres les envoient directement dans les égouts municipaux. La proportion d'usines qui déversent directement leurs eaux usées dans les égouts municipaux varie entre 3 % et

42 % pour les autres provinces maritimes, et plus encore pour l'Ontario.[55] Aucune donnée n'existe quant à l'importance des rejets toxiques pour le Québec.

Peu d'études ont été produites sur le niveau de toxicité des effluents, se concentrant davantage sur la demande en oxygène, les particules en suspension, le nitrate ainsi que les huiles et les graisses. Toutefois, l'Agence d'inspection des aliments du Canada permet aux usines d'utiliser certains produits chimiques non toxiques pour l'homme, mais dont les impacts sur la faune et la flore aquatiques sont inconnus.[56]

Une étude effectuée auprès de 8 usines de transformation (sur 1 300) a révélé que sur les 46 produits chimiques détectés dans les effluents, certains faisaient preuve de toxicité, entre autre, de par leur bioaccumulation. Sur les 16 prélèvements effectués, 14 présentaient des tests de toxicité positifs. En général, les résultats de l'étude suggèrent que les effluents de la transformation primaire présentent un niveau de toxicité plus faible que ceux de la transformation tertiaire. Globalement, un meilleur suivi devrait être effectué en ce qui à trait aux usines de transformation. Une attention particulière devrait être portée à la concentration de chlore dans les résidus et à une meilleure connaissance des relations entre l'environnement et les effluents.[57]

[55] Environnement Canada, 2007
[56] Ibid.
[57] Ibid.

3.8 Mariculture

La période allant de 1980 au milieu des années 1990 représente la première phase de développement. La première expérimentation de production de l'aquaculture a eu lieu à la fin des années 1970, avec la moule bleue comme espèce d'intérêt pour des essais, suivie par la production commerciale de moule dans le milieu des années 1980 aux Îles-de-la-Madeleine et plus tard en Gaspésie et sur la Côte-Nord. Après le moratoire sur le poisson de fond dans les années 1990, de nouvelles activités ont évolué autour de la production de myes et de pétoncles en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine. La plupart des entreprises aquacoles de la région ont un faible volume de production et les entreprises ont de grandes difficultés non seulement en termes de production, mais aussi au niveau de la stratégie de marché. En conséquence, l'industrie de l'aquaculture s'est développée lentement au cours de la première phase.[58]

Dans la deuxième période (1995 et plus), de nouvelles institutions et de nouveaux programmes ont été mis en place pour soutenir le développement de l'industrie de l'aquaculture. Le Plan stratégique de développement de la mariculture, adopté en 1996, a été la première initiative pour établir le profil de l'industrie et proposer une stratégie de soutien à son développement. Dans ce plan, une attention considérable est consacrée à la création de nouvelles organisations, telles que la Table maricole et la Société de développement de l'industrie maricole (SODIM). Au cours de cette deuxième période, de nouvelles entreprises ont été créées. En 2002, la région comptait 23 entreprises d'aquaculture qui employaient 150 personnes. La part de l'industrie de l'aquaculture dans la région maritime du Québec est faible : elle ne représente que 3,9 % du nombre total d'entreprises, tous secteurs confondus, et moins de 1 % des emplois de la région. L'industrie aquacole québécoise est également petite par rapport à ses homologues des autres provinces canadiennes, comme le Nouveau-Brunswick et la Colombie-Britannique, qui dominent l'industrie.[59]

La plupart des entreprises aquacoles de la région côtière du Québec sont des micro-entreprises de moins de cinq employés ayant un chiffre d'affaires annuel de moins de 100 000 $. En 2006, les plus importants employeurs, Échinord et Pec-Nord, comptaient 66 et 30 employés respectivement. En outre, les entreprises aquacoles servent principalement les marchés nationaux et provinciaux; une seule entreprise vend ses produits sur les marchés nationaux et étrangers.[60]

L'industrie de la mariculture est concentrée en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine (15 entreprises), suivies par la Côte-Nord (9 entreprises) et la région du Bas-Saint-Laurent (2 entreprises). Il est important de noter que certaines

[58] Doloreux, Isaksen, Asleen et Melançon, 2008
[59] Ibid
[60] Ibid

entreprises peuvent posséder un permis maricole sans toutefois être actives sur le plan de la production ou sans avoir atteint un stade de production commerciale. Toutefois, pour des raisons de confidentialité, on ne peut pas différencier ces entreprises entre elles.[61]

Entre 1995 et 2000, le Canada représentait 0,27 % de la production mondiale et le Québec 0,44 % de la production du Canada. En 2005, la production maricole au Québec était de 915 tonnes. Le taux de croissance annuel moyen de la production de 1996 à 2005 se situait ainsi à 32 %. La mytiliculture est la production la plus importante avec 753 tonnes en 2005, ce qui représente 82 % de la production totale. Toutefois, au cours des deux dernières années, les producteurs n'ont pas obtenu les rendements attendus et les ventes totales ont diminué à 355 tonnes en 2006, pour remonter à 624 tonnes en 2007. C'est la production de moules qui domine, suivie par les pétoncles, les myes et l'oursin de mer.[62]

La période de mise au point ayant été beaucoup plus longue que prévue, plusieurs entreprises sont dans une situation financière difficile, et ce, malgré des investissements de plus de 20 M$ au cours des dernières années. Parce que les ventes ont été en deçà des prévisions, les entreprises ont accumulé des pertes importantes. Ainsi, le taux de capitalisation des entreprises s'est continuellement érodé au fil des années. Le taux d'endettement moyen des entreprises maricoles était de 80 % en 2004. Quoiqu'il n'existe pas de données qui nous permettraient de comparer ces indicateurs à ceux d'un secteur d'activité apparenté, ces chiffres montrent la fragilité des entreprises.[63]

3.8.1 Gouvernance

Le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) est chargé d'administrer la Loi sur l'aquaculture commerciale et le Règlement sur l'aquaculture commerciale. Ils encadrent ainsi les activités aquacoles.

Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs du Québec (MDEP) est chargé de l'application de la Loi sur la qualité de l'environnement, de la Loi sur le régime des eaux et du Règlement sur le domaine hydrique public. Il assure la délivrance de certificats d'autorisation et les baux aquacoles provinciaux aux mariculteurs.

Le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF) est responsable de l'administration de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et du Règlement sur l'aquaculture et la vente des poissons. Par ces lois et

[61] Ibid
[62] MDEIE, 2006a
[63] SODIM, 2005

règlements, le Ministère assure la protection de la faune québécoise et de son habitat et établit le zonage piscicole auquel doivent se conformer les aquaculteurs au Québec.

Il existe certaines ententes intergouvernementales en matière d'aquaculture, soit :

- Entente sur le développement de l'aquaculture commerciale (1987);
- Entente de coopération Québec-Nouveau-Brunswick relative aux pêches et à l'aquiculture commerciale (1992);
- Entente concernant la coopération intergouvernementale en matière de pêche et d'aquaculture (1999).

Gouvernance non gouvernementale

Plusieurs organismes ont été créés au cours des dernières années pour venir en aide aux entreprises maricoles, tels que le Regroupement des mariculteurs du Québec (RMQ) ou la SODIM. Une liste plus complète mais non exhaustive est présentée en annexe.

3.8.2 Tendance

La production maricole totale a augmenté par un facteur 10 au cours des 10 dernières années. Toutefois, son volume demeure faible. L'année 2006 a connu des rendements bien en deçà des attentes. La principale espèce produite est la moule bleue, suivie du pétoncle.

Tableau 36 : Évolution des ventes des entreprises maricoles du Québec maritime, en volume et en valeur, 1996 à 2007

Les ventes des entreprises maricoles par espèces principales en quantité (tonnes)				Les ventes des entreprises maricoles par espèces principales en valeur estimée (M$)		
Année	Moules	Autres	Total	Moules	Autres	Total
1996	66	10	76	0,09	0,02	0,1
1997	121	6	127	0,16	0,02	0,18
1998	98	20	118	0,13	0,05	0,17
1999	197	25	222	0,26	0,03	0,28
2000	314	58	372	0,41	0,09	0,5
2001	493	147	640	0,64	0,27	0,91
2002	377	204	581	0,49	0,34	0,83
2003	499	143	642	0,65	0,36	1,01
2004	495	271	766	0,64	0,71	1,35
2005	753	162	915	0,98	1,19	2,17
2006	331	25	355	0,43	0,25	0,68
2007	614	10	624	0,8	0,02	1,01

Source : MPO, Service statistique, compilation spéciale DRPE, 2008
Note : Toutes les valeurs sont estimées.

3.8.3 Perspective

Des possibilités d'élevage, autant en termes de croissance de l'industrie existante que de l'implantation de nouvelles espèces ont été identifiées pour le Québec maritime : pétoncle géant d'ensemencement (larves recueillies sur des collecteurs artificiels et déposées sur le fond) et pétoncle princesse (pétoncle géant mais dont la taille à la vente diffère de celle de la pêche commerciale), loup de mer et huître américaine. Le succès de ce développement doit toutefois passer par différentes conditions, telles qu'une approche axée sur le marché, une commercialisation intensive et efficace des produits aquacoles, l'appui gouvernemental et une meilleure performance des entreprises.[64]

D'ici 2016, le plan ACCORD prévoit l'émergence de 10 nouvelles entreprises impliquées dans la filière aquacole sur le territoire du Québec maritime et une croissance de 400 % de la production aquacole vendue (de 750 tonnes à 3 000 tonnes). L'industrie mytilicole devrait fournir 30 % de la demande de moules sur le marché du Québec en 2011.[65]

[64] MDEIE, 2006e
[65] MDEIE, 2006a

3.9 Transport maritime

De façon générale, le transport maritime est une industrie en croissance mondialement et spécifiquement au Canada, que ce soit pour le transport de marchandises ou de passagers. Une croissance de l'ordre de 3 % en moyenne par année des tonnages manutentionnés a été observée dans les principaux ports du Québec entre 2003 et 2007.[66]

Le Québec compte dix ports en eaux profondes qui demeurent ouverts toute l'année, dont ceux de Montréal et Québec. Dans la région du golfe, on retrouve 20 des 48 ports du Québec qui sont utilisés pour le transport de marchandises. Seulement quatre ports manutentionnent près de 75 % du tonnage au Québec : Montréal, Québec, Sept-Îles et Port-Cartier. Même si les ports de Montréal et de Québec ne font pas partie du Québec maritime, les navires se rendant à ces ports doivent souvent passer par le golfe du Saint-Laurent. Il est donc important de comprendre l'importance et les caractéristiques de ces ports pour analyser l'évolution du transport maritime. Bien que les ports de Matane et de Baie-Comeau reçoivent le plus grand nombre de voyages intérieurs, leur volume total manutentionné est largement inférieur aux ports de Sept-Îles ou Port-Cartier. Par contre, pour le trafic international, ces derniers ports dominent autant au niveau du volume manutentionné que du nombre de voyages. Les minéraux (fer, aluminium et autres) comptent pour près de 70 % des marchandises chargées au Québec, alors que les carburants et produits chimiques sont les principales marchandises déchargées, avec près de 60 % du volume total, principalement au port de Québec.[67]

La plus grande partie du volume des échanges commerciaux internationaux du Québec s'effectue par transport maritime, l'un des modes de transport les plus économiques.[68] Toutefois, son utilisation relative (tonnes-kilomètre) à l'intérieur du Québec par rapport aux autres moyens de transport semble avoir diminué depuis les vingt dernières années.

Le tonnage total du fret chargé et déchargé au Québec est passé de 110,6 millions de tonnes en 1996 à 107,8 millions de tonnes en 2005. Celui-ci a donc été relativement stable au cours des dix dernières années, avec une légère baisse en 2001 et 2002. En 2005, le transport maritime intérieur ne représentait que 28 % des cargaisons embarquées et débarquées au Québec, suivant une tendance plutôt stable par rapport au dix dernières années.

En se basant sur des études antérieures[69], les revenus totaux des ports du Québec maritime ont été estimés à 292 M$ en 2005.[70]

---

[66] Zins Beauchesne et associés, 2008
[67] Statistique Canada, 1996 à 2005
[68] SODES, 2003
[69] Michaud, Dion, Rioux, Diop et Laflamme, 2002

En moyenne, au cours des cinq dernières années, près de 10 000 voyages[71] de toutes sortes de navires commerciaux ont eu lieu sur le fleuve Saint-Laurent entre Québec et Matane et environ 9 000 voyages en aval de Matane. Au cours des trois dernières années, près de 90 % des voyages ont eu lieu d'avril à novembre, le trafic maritime étant beaucoup moins important durant l'hiver puisque certains navires ne respectent pas les normes nécessaires à la navigation en eaux glacées. La majorité des navires sont des cargos marchands ou des navires citernes.[72]

De par leur positionnement socio-géographique et l'importance du fleuve Saint-Laurent, les services de traversiers sont essentiels pour de nombreuses communautés, notamment pour celles de la Basse-Côte-Nord. Un système de desserte maritime existe pour la Moyenne et Basse-Côte-Nord, soit le Relais-Nordik, une fois par semaine. Il existe une dizaine de traverses qui desservent la région à l'étude.[73]

Au Québec, en 2007, l'industrie du transport maritime regroupait plus de 12 000 emplois directs et 18 000 de façon indirecte, autant pour le personnel navigant que non navigant. L'industrie se compose du transport par eau (37 %), du transport touristique (14 %) et des activités de soutien au transport, telles que les mécaniciens de navires ou les débardeurs (49 %). Environ 2 300 de ces emplois sont situés dans les régions maritimes du Québec, soit la Côte-Nord, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et le Bas-Saint-Laurent. Ces emplois proviennent de plusieurs secteurs, tels que l'armature, les traverses, les services portuaires ou le service à bord des navires. L'industrie des croisières sera toutefois traitée dans la section suivante portant sur le tourisme et les activités récréatives. [74]

Le transport maritime est une source de stress à plusieurs niveaux pour l'environnement marin. Il y a effectivement risque de déversement de matières dangereuses, d'introduction d'espèces envahissantes, de déchets d'eaux usées, de contamination des eaux par les peintures « antisalissure », de perturbation des mammifères marins par le bruit et de collisions accidentelles.

De plus, Pêches et Océans Canada s'occupe d'exploiter et d'entretenir un réseau national de ports dans le but de fournir aux pêcheurs commerciaux des installations sûres et accessibles. Le mandat des ports pour petits bateaux (PPB) est de maintenir ouverts et en bon état les ports qui sont essentiels à l'industrie de la pêche.[75]

---

[70] Michaud et al. ont évalué les revenus du transport maritime au Québec à 514 M$ en 1998. Ajustant ce montant pour la région du Québec maritime et l'année selon le volume manutentionné et l'indice des prix à la consommation désaisonnalisé (100 = 2002) de mai 1998 à mai 2005, on obtient 292 M$.

[71] Un voyage dans le système INNAV est défini comme étant tout passage d'un navire borné par un départ et une arrivée, qu'il soit à l'intérieur ou à l'extérieur du territoire canadien. Il ne prend en considération que les navires de grande taille, soit de plus de 20 m de longueur, ce qui est le cas de nombreux navires de pêche ou d'observation de mammifères marins.

[72] Système INNAV, Garde côtière canadienne, région du Québec

[73] Chaire de tourisme de l'École des sciences de la gestion, 2003

[74] Zins Beauchesne et associés, 2008

[75] Ports pour petits bateaux, http://www.dfo-mpo.gc.ca/sch-ppb/home-accueil-fra.htm

Tableau 37 : Liste des ports commerciaux majeurs et leurs activités

Port	Principaux biens transigés
Baie-Comeau	Exporte de l'aluminium, du papier et des grains en provenance du centre du Canada
Blanc Sablon	Dessert un service de traverse avec les autres ports de la Basse-Côte-Nord et Sainte-Barbe à Terre-Neuve
Cap-aux-Meules	Exporte du sel
Gaspé	Importe du pétrole et des marchandises générales
Havre-Saint-Pierre**	Transport de minerais de titane et de fer
La Malbaie (Pointe-au-Pic)	Transport de pâtes et papiers
Matane	Transport de papier et d'autres produits dérivés du bois
Port-Alfred*	Transport d'aluminium
Port-Cartier*	Transport de minerais de fer et de grains en provenance du centre du Canada
Port-Saguenay	Transport de pâtes et papiers et de granite
Rimouski	Transport de pétrole et de bois
Rivière-du-Loup /Gros-Cacouna	Transport de papier et d'autres produits dérivés du bois et du sel
Sept-Îles	Transport de minerais de fer

Source : Alexander, et al. 2008. *Gulf of St. Lawrence: Human Systems Overview Report*.
*Port privé ** Port cédé

3.9.1 Gouvernance

Au Québec, le ministère des Transports (MTQ) doit assurer la mobilité des personnes et des marchandises par des systèmes de transport efficaces et sécuritaires. Le MTQ a pour mission d'assurer la circulation en s'occupant des infrastructures et des systèmes de transport qui contribuent au développement du Québec grâce à la Loi sur les transports. Deux organismes distincts l'aident à s'acquitter de cette tâche, soit la Commission des transports du Québec, dont les activités visent à accroître la sécurité du public en matière de transport maritime, et la Société des traversiers du Québec qui assure des services de transport de passagers et de véhicules par traversier. En 2001, le Ministère établissait une politique de transport maritime et fluvial. Celle-ci vise notamment à développer l'industrie des croisières et du nautisme sur le fleuve Saint-Laurent. L'Alliance Verte, un regroupement volontaire de l'industrie, vise une amélioration concrète et mesurable de la performance environnementale de l'industrie maritime du Saint-Laurent.[76]

La législation provinciale encadrant le transport maritime se réfère aux lois suivantes :

- Loi sur les transports;
- Loi sur la Société des traversiers du Québec;
- Loi sur la Société du port ferroviaire de Baie-Comeau-Hauterive;
- Loi concernant la Compagnie de gestion de Matane inc;
- Loi sur le régime des eaux;
- Loi sur la qualité de l'environnement;

[76] Alliance Verte, http://www.allianceverte.org/

- Loi sur les compétences municipales;
- Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;
- Loi sur les produits et les équipements pétroliers;
- Loi sur les espèces menacées ou vulnérables;
- Loi sur le parc marin du Saguenay–Saint-Laurent.

3.9.2 Tendance

Le trafic maritime intérieur n'a connu que peu de variations au cours des dix dernières années, sinon que l'on observe une baisse du volume total manutentionné depuis 2002 au port de Sept-Îles mais une hausse pour l'ensemble du Québec. En moyenne, depuis 1996, le transport intérieur représente entre 25 % et 31 % du transport maritime au Québec. Le nombre de mouvements dans les ports a suivi relativement la même tendance. Selon le système de comptabilisation de Statistique Canada, les mouvements de quai à l'intérieur d'un même port sont considérés comme des mouvements. Ainsi, la diminution observée ne représente pas nécessairement une baisse de l'achalandage.

Peu de variations ont aussi été observées au niveau du transport international. Les ports en région maritime suivent la tendance nationale. Seul le port de Sandy Beach (Gaspé) a connu un changement important avec la fermeture de la mine de Murdochville. Depuis 2002, les activités portuaires de Gaspé (Sandy Beach) sont devenues à peu près nulles.

L'Europe est le principal partenaire commercial du Québec au niveau du transport maritime avec 34 % du tonnage total déchargé.[77] L'importance des États-Unis a diminué : le volume total en provenance de nos voisins du Sud est passé de 26 % à 18 %. Ainsi, depuis 1999, les ports du Québec ont déchargé plus de marchandises en provenance de l'Afrique et de l'Amérique du Sud que des États-Unis (voir figure 48).

Selon des études effectuées dans le cadre du Plan Saint-Laurent 2000, le camionnage, le transport aérien et le transport ferroviaire devraient suivre la même tendance à la hausse dans les années à venir. Seul le transport maritime pourrait connaître une baisse d'importance. Très souvent, seules les considérations économiques sont retenues pour le choix du moyen de transport. Des simulations théoriques ont toutefois été effectuées et suggèrent une diminution importante du niveau d'émission de gaz à effet de serre (GES) si le transport maritime était davantage utilisé.[78]

[77] Incluant les ports de Montréal et Québec
[78] Saint-Laurent Vision 2000, http://www.slv2000.qc.ca/plan_action/phase3/navigation/SND/plan_action/pa_developpement_f.htm

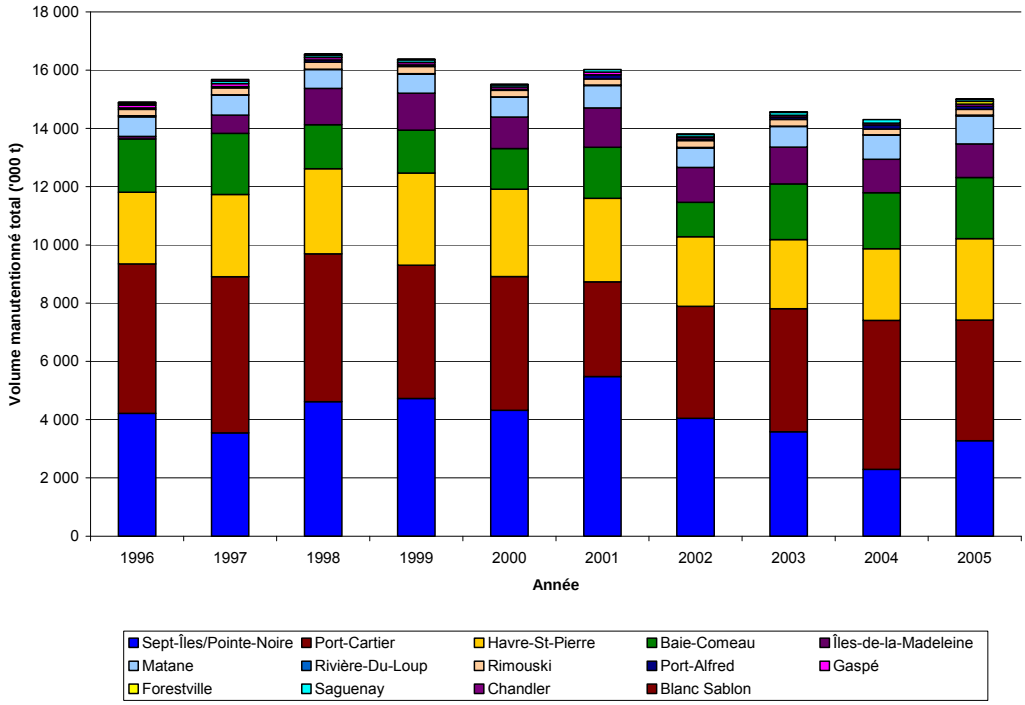
Le nombre de voyages en aval de Matane a légèrement augmenté au cours des cinq dernières années, alors que le nombre de voyages entre Québec et Matane a diminué. Les navires marchands représentent plus des deux tiers des navires de plus de 20 mètres.

Tableau 38 : Évolution du transport maritime intérieur et international au Québec, de 1996 à 2005

Année	Transport intérieur	Transport international
1997	26 %	74 %
1999	28 %	72 %
2001	31 %	69 %
2003	26 %	74 %
2005	28 %	72 %

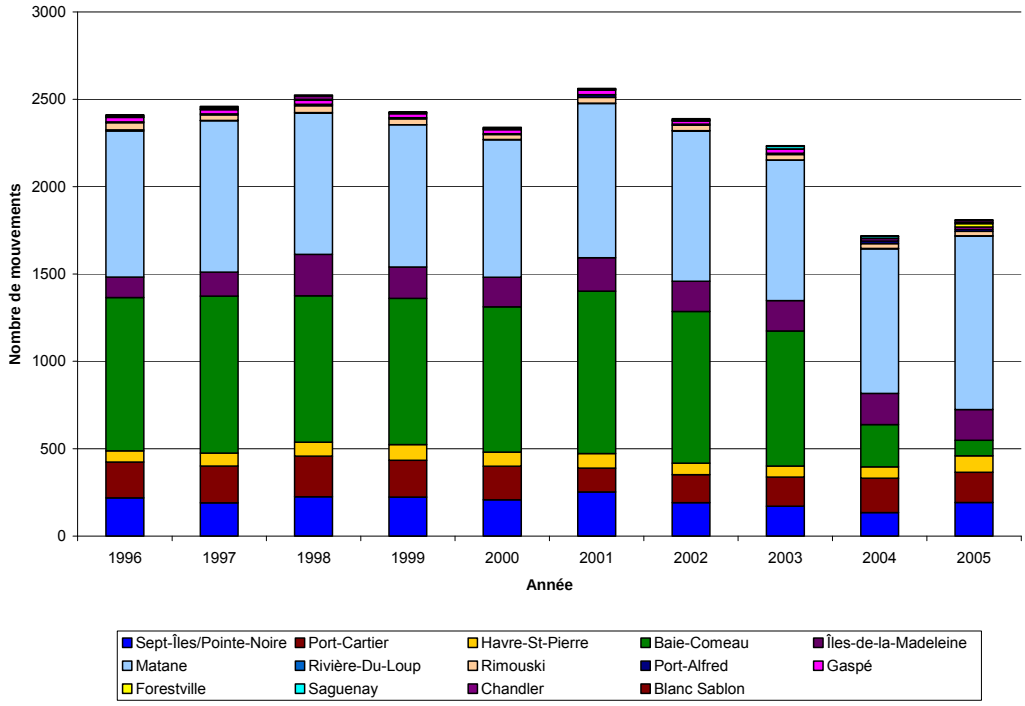
Source : Statistique Canada. 1996 à 2005. *Le transport maritime au Canada*.

Figure 42 : Évolution du transport maritime intérieur, selon le volume manutentionné, 1996 à 2005



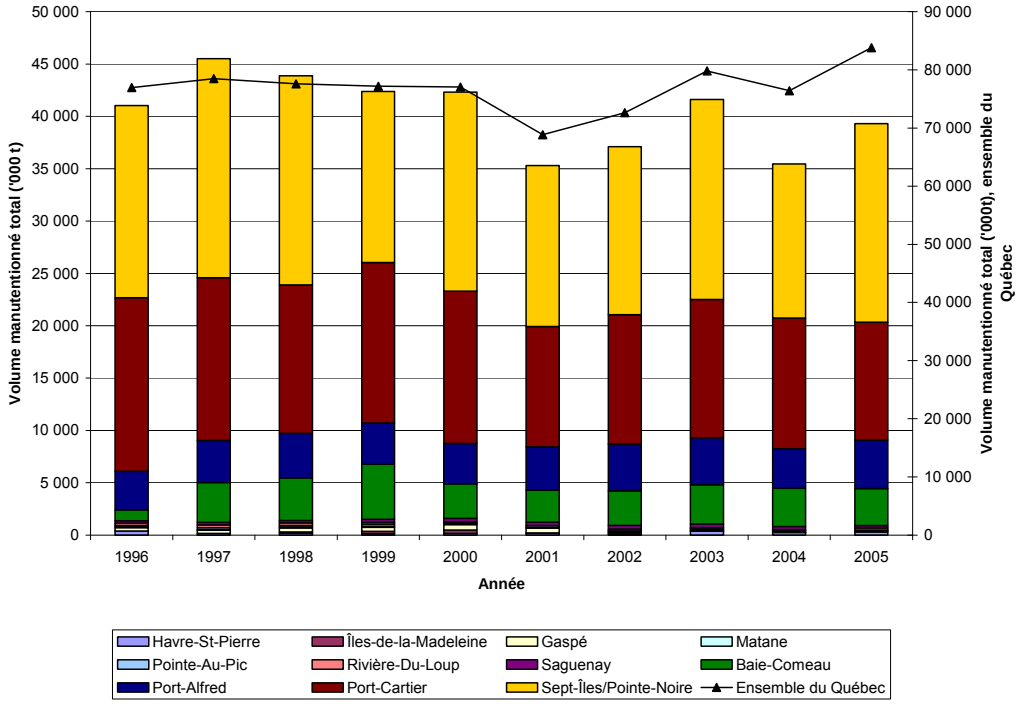
Source : Statistique Canada. 1996 à 2005. *Le transport maritime au Canada*.

Figure 43 : Évolution du transport maritime intérieur, selon le nombre de mouvements, 1996 à 2005



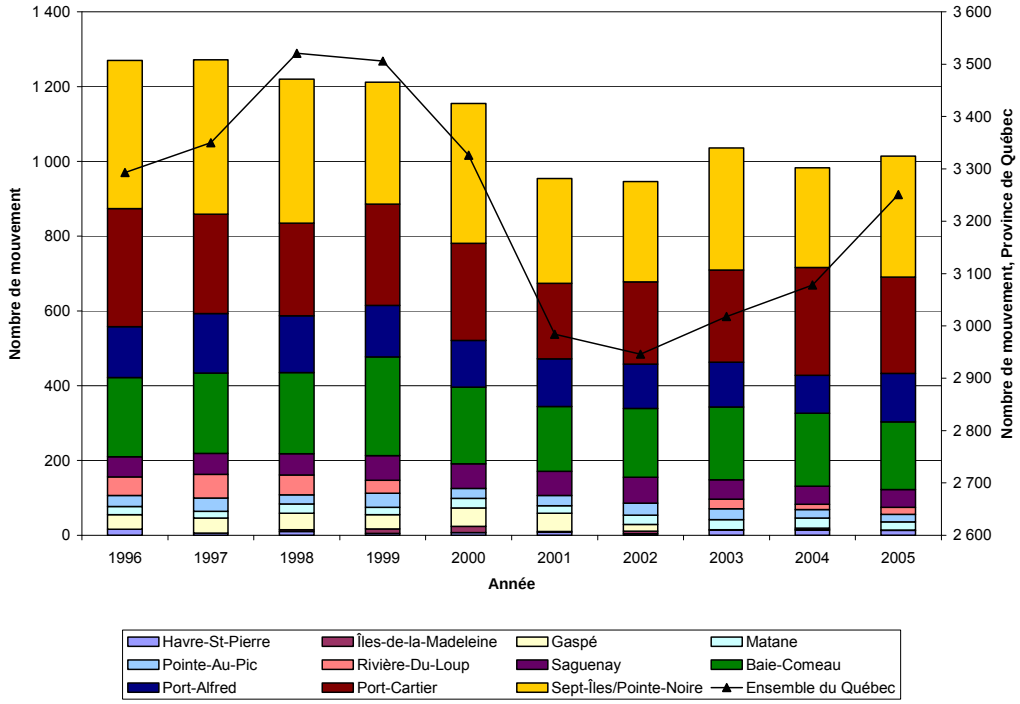
Source : Statistique Canada. 1996 à 2005. *Le transport maritime au Canada*.

Figure 44 : Évolution du transport maritime international, selon le volume manutentionné, 1996 à 2005



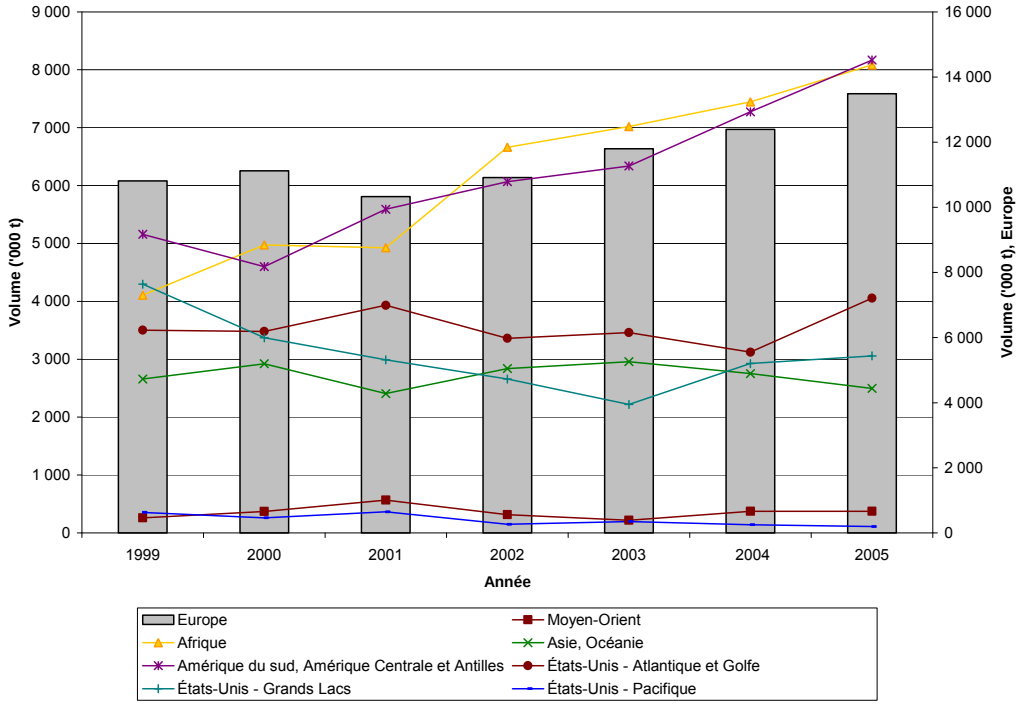
Source : Statistique Canada. 1996 à 2005. *Le transport maritime au Canada*.

Figure 45 : Évolution du transport maritime international, selon le nombre de mouvements, 1996 à 2005



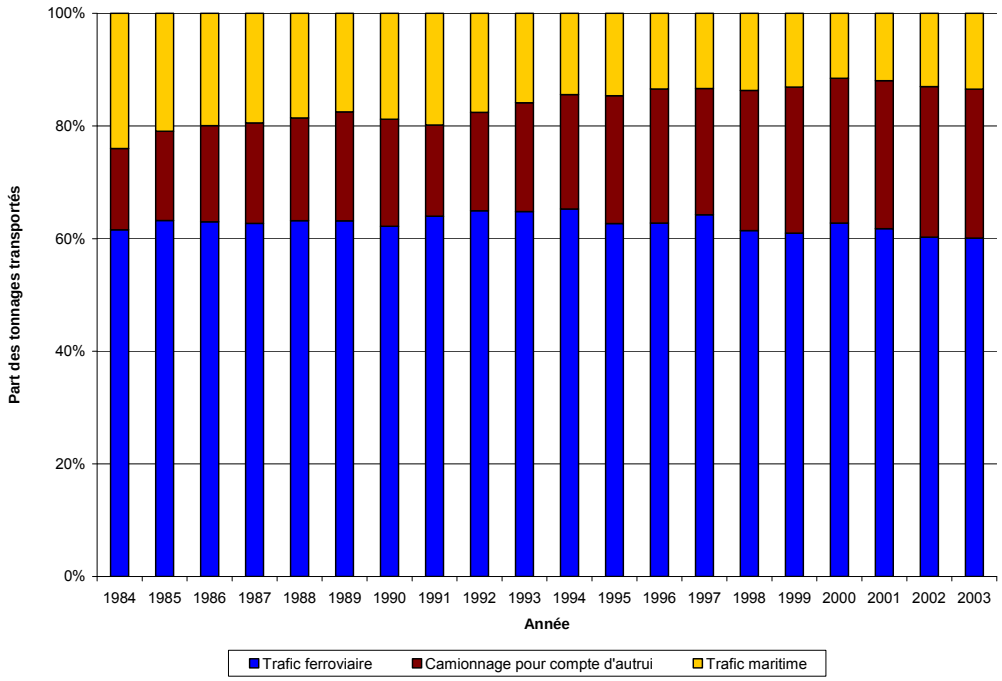
Source : Statistique Canada. 1996 à 2005. *Le transport maritime au Canada*.

Figure 46 : Évolution du volume des marchandises déchargées en provenance de l'étranger, Québec, 1999 à 2005



Source : Statistique Canada. 1996 à 2005. *Le transport maritime au Canada*.

Figure 47 : Évolution du tonnage transporté (tonnes-km) dans le trafic intérieur selon le mode de transport, au Canada, 1984-2003



Source : Statistique Canada. 2006a. Catalogue n° 52-215, 53-222 et 54-205; Données compilées : MPO-DRPE, Région du Québec.

Tableau 39 : Évolution du transport maritime dans la région du Québec maritime, 2003 à 2007

Trafic maritime dans la Baie-des-Chaleurs					
Type de Navire	2003	2004	2005	2006	2007
Sous-total Barges	1	2	3	2	3
Sous-total Garde-Côte	14	16	20	13	13
Sous-total MPO	4	4	9	14	23
Sous-total Pêche	0	0	0	0	1
Sous-total Remorqueur	48	29	45	26	18
Sous-total Marchand	250	277	230	230	262
Sous-total Fonction spéciale	9	4	3	20	8
Sous-total Citerne	57	72	73	56	52
Sous-total Yacht	3	4	0	0	0
Total	386	408	383	361	380
Trafic maritime en aval de Matane, dans la région du Québec					
Type de Navire	2003	2004	2005	2006	2007
Sous-total Américain	3	1	0	0	0
Sous-total Barges	65	247	164	79	91
Sous-total Garde-Côte	104	112	181	136	121
Sous-total MPO	105	103	120	124	141
Sous-total Pêche	46	45	42	40	29
Sous-total Remorqueur	1 285	1 237	1 293	1 369	1 254
Sous-total Marchand	5 927	5 837	6 038	6 360	6 276
Sous-total Autres	0	1	0	0	0
Sous-total Fonction spéciale	250	112	156	186	105
Sous-total Citerne	1 021	1 077	1 265	1 287	1 317
Sous-total Navire de Guerre	15	22	9	18	22
Sous-total Yacht	51	48	55	57	36
Total	8 872	8 842	9 323	9 656	9 392
Trafic maritime entre les ports de Québec et de Matane					
Type de Navire	2003	2004	2005	2006	2007
Sous-total Américain	3	1	0	0	0
Sous-total Barges	289	285	283	215	197
Sous-total Garde-Côte	480	360	566	552	543
Sous-total MPO	167	184	80	69	79
Sous-total Pêche	9	11	34	9	20
Sous-total Remorqueur	646	656	514	454	489
Sous-total Marchand	7 393	7 747	6 834	6 821	6 360
Sous-total Autres	0	10	3	1	2
Sous-total Fonction spéciale	273	234	271	264	268
Sous-total Citerne	880	944	1 145	1 138	1 213
Sous-total Navire de Guerre	10	26	4	16	16
Sous-total Yacht	48	51	70	54	34
Total	10 198	10 509	9 804	9 593	9 221

Source : Système INNAV, Garde côtière canadienne, compilation spéciale DRPE, région du Québec.

Traversier

Le fjord du Saguenay étant trop profond et trop large à son embouchure avec le fleuve pour permettre la construction d'un pont, un service de traversier assure la liaison routière constante entre les rives de Baie-Sainte-Catherine et Tadoussac. De nombreux autres services de traversiers existent le long du Saint-Laurent. En plus d'assurer un service essentiel aux communautés, environ 40 % des utilisateurs des traverses ont comme motivation première de voyage le tourisme et les loisirs. Les dépenses d'exploitation associées aux traversiers de la Société des traversiers du Québec (STQ) et des autres services de traverses s'élevaient à environ 47 M$ en 2000.[79] En ne calculant que les traverses de la STQ en région maritime, ainsi que les traverses privées de cette même région, la proportion de passagers transportés en région maritime est de 57 %. Ainsi, les revenus des traverses de la région d'étude s'élevaient à 26,8 M$. Selon une publication de l'ISQ, le nombre de passagers utilisant les services de traverse de la STQ serait passé de 5 444 000 à 5 281 000 entre 2001 et 2006 pour l'ensemble du Québec, pour revenir au niveau de 1997. [80, 81]

Tableau 40 : Traverses et navettes fluviales du Québec maritime, 2001

Entreprise	Traverse	Capacité totale de la traverse	Région	Nombre de passagers
STQ	Rivière-du-Loup / Saint-Siméon	386	Bas-Saint-Laurent / Côte-Nord	171 694
STQ	Saint-Joseph-de-la-Rive / L'Isle-aux-Coudres	400	Côte-Nord	601 092
STQ	Baie-Ste-Catherine / Tadoussac	800	Côte-Nord	1 990 854
STQ	Baie-Comeau / Matane / Godbout	600	Côte-Nord / Gaspésie	226 241
STQ	Cap-aux-Meules / Île d'Entrée	24	Îles-de-la-Madeleine	4 558
Traverse Rimouski-Forestville Inc.	Rimouski / Forestville	175	Bas-Saint-Laurent / Côte-Nord	65 000*
La compagnie de Navigation des Basques	Les Escoumins / Trois-Pistoles	195	Côte-Nord / Bas-Saint-Laurent	36 023*
Coopérative de Transport Maritime et Aérien	Souris (I-P-É) / Îles-de-la-Madeleine	750	Île-de-la-Madeleine	96 610
Société Inter-Rives de l'Île Verte inc.	L'Isle-Verte / Notre-Dame-des-Sept-Douleurs (Île Verte)	49	Bas-Saint-Laurent	15 759*
Andrew Ransom	Harrington Harbour / Chevery / Aylmer Sound	7	Côte-Nord	1 227

* Données de 2000

Source : Chaire de Tourisme de l'École des sciences de la gestion. 2003. Plan intégré de développement et de promotion des croisières-excursions du Québec.

[79] Chaire de tourisme de l'École des sciences de la gestion, 2003
[80] Institut de la statistique du Québec, 2008
[81] MPO, 2002

Emplois

Les emplois de l'industrie du transport maritime affectent de nombreux domaines. Le Québec maritime compte plus de 2 300 emplois directs dans ce secteur.

Tableau 41 : Répartition des emplois non navigants de l'industrie du transport maritime, 2007

	Bas-St-Laurent		Côte-Nord		Gaspésie		Maritime	
Type d'emploi	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre
Armateur	0,4	15	2,1	81	11,2	433	13,7	530
Croisières-excursions	2,1	23	0	0	6,1	67	8,2	90
Traverses	27,8	205	12,2	90	0	0	40,0	295
Ports et administrations portuaires	3,6	21	16,7	98	5,1	30	25,4	149
Services portuaires	6,9	50	12,9	94	1,3	9	21,1	154
Total		314		363		539		1218

Source : Zins Beauchesne et associés. 2008. « Étude sectorielle sur les effectifs de la main-d'œuvre maritime au Québec ». [En ligne]. http://www.csmoim.qc.ca/MyScriptorBD/documents/33215/Rapport%20final%20d%C3%A9finitif%2012-05-2008.pdf

Tableau 42 : Répartition des emplois navigants de l'industrie du transport maritime, 2007

	Bas-St-Laurent		Côte-Nord		Gaspésie		Maritime	
Type d'emploi	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre
Armateur	2,2	48	1,7	37	37,4	810	41,3	894
Croisières-excursions	3,7	23	1,3	8	3	18	8,0	49
Traverses	26,5	109	15,8	65	0,5	2	42,8	177
Ports et administrations portuaires	0	0	0	0	0	0	0,0	0
Services portuaires	0	0	6,7	27	0	0	6,7	27
Services maritimes	0	0	11,1	20	0	0	11,1	20
Total		180		157		830		1167

Source : Zins Beauchesne et associés. 2008. « Étude sectorielle sur les effectifs de la main-d'œuvre maritime au Québec ». [En ligne]. http://www.csmoim.qc.ca/MyScriptorBD/documents/33215/Rapport%20final%20d%C3%A9finitif%2012-05-2008.pdf

3.9.3 Perspective

Transport international de marchandise

Des facteurs sont susceptibles de faire augmenter le transport maritime au Québec. Premièrement, les ports de la côte ouest de l'Amérique du Nord sont utilisés à pleine capacité. Certains experts s'intéressent à la route du canal de Panama pour remédier à la situation. Cette route augmenterait la distance parcourue par les navires de 300 miles nautiques. De plus, la population du Panama a approuvé l'agrandissement du canal pour permettre à plus de navires d'y passer. Deuxièmement, la forte demande en matières premières des pays

asiatiques pourrait ainsi être desservie par les industries de la Côte-Nord. Une augmentation de la production des mines de fer est attendue selon certains pour subvenir à la demande.[82] L'agrandissement du canal de Panama, prévu pour 2015, pourrait entraîner une augmentation du trafic en provenance d'Asie.[83]

Transport maritime intérieur

Deux facteurs pourraient faire augmenter l'utilisation du transport maritime de courte distance (TMCD) au Québec, soit l'engorgement des axes de transport terrestre et une nouvelle tendance sociale en faveur de l'environnement. En réalité, le cabotage est encore loin de devenir une pratique courante au Québec mais l'intérêt des gouvernements et des expéditeurs est présent. L'arrivée de super porte-conteneurs de 12 000 et 14 000 T.E.U. (équivalent vingt pied) aux ports de Halifax et New York pourrait favoriser l'apparition d'un service maritime de redistribution.[84]

Transport intérieur de passagers

Le transport intérieur de passagers est composé des services de traverses et dessertes ainsi que des croisières et excursions touristiques. L'achalandage des traversiers québécois, en très grande majorité opérés par la Société des traversiers du Québec, repose sur l'activité économique générale et le tourisme. Les résultats ont été très stables au cours des cinq dernières années avec une légère tendance à la hausse. Cette tendance devrait être maintenue à court ou moyen terme.[85]

Port méthanier

Le port de Gros-Cacouna a été retenu pour la construction d'un port méthanier qui pourrait recevoir 500 millions de pieds cubes de gaz naturel liquéfié (GNL) par jour. L'achalandage attendu est d'environ un navire par semaine. Le projet génèrerait des retombées économiques de 237 M$ par année.[86] Toutefois, la pénurie de GNL à l'échelle internationale, les tensions sur les coûts d'investissement, la capacité excédentaire de regazéification nord-américaine et les données économiques sur le gaz naturel dans le monde entier ont incité le partenariat à mettre le projet sur la glace pour une durée indéfinie en date du 31 décembre 2008.[87] Le port de Lévis cherche aussi à développer un projet de terminal méthanier, du nom de Rabaska. Le projet semblerait toujours sur les rails malgré la crise économique en 2009.[88]

---

[82] CSMOIM, 2007
[83] Wikipédia, http://fr.wikipedia.org/wiki/Canal_de_Panam%C3%A1
[84] CSMOIM, 2007
[85] Ibid
[86] Grand Québec.com, http://grandquebec.com/economie-quebec/port-methanier-gros-cacouna/
[87] Énergie Cacouna, http://www.energiecacouna.ca
[88] Rabaska est toujours sur les rails, http://www.radio-canada.ca/regions/Quebec/2009/01/20/001-rabaska-crise.shtml?ref=rss

Un nouveau projet de terminal de propane est présentement à l'étude pour le port de Sandy Beach, à Gaspé. Du propane serait acheminé d'Europe par bateau pour être ensuite expédié par train dans les centres urbains d'Amérique du Nord. Ce projet a une valeur estimée entre 40 et 50 M$. Chaque année, entre 8 et 10 navires de 40 millions de litres de propane transigeraient au quai de Gaspé. Le projet, qui n'est encore qu'à l'étude, pourrait prendre de deux à sept ans pour se réaliser.[89]

Le port de Saguenay tente depuis plusieurs années d'acquérir les droits pour installer un terminal méthanier à Grande-Anse. Le projet demanderait un investissement total de 1 G$ et emploierait 1 000 travailleurs pour sa construction sur une période de 3 ans.[90] Contrairement aux autres projets similaires au Québec (Lévis et Cacouna), le projet n'est pas aussi controversé puisque situé dans une zone isolée et très faiblement peuplée.[91]

3.9.4 Pollution

L'impact du transport maritime sur l'environnement marin se manifeste de multiples façons, par exemple par les déversements de matières dangereuses, l'introduction d'espèces invasives, les peintures anti-salissures ou les vidanges d'eaux usées. La région du Québec est particulièrement sensible au problème du transport de matières dangereuses, étant donné l'importance de cette activité sur le fleuve.

La navigation sur le fleuve Saint-Laurent est difficile et hasardeuse, notamment en hiver, d'où la possibilité d'échouage ou d'accidents liés au transport maritime. L'impact de ces accidents s'accroît considérablement lorsque les navires transportent des marchandises dangereuses et peut se traduire par des émissions de nuage toxique et des déversements entraînant une perturbation des écosystèmes marins ainsi que de la santé humaine. Le risque est aussi présent dans les ports lors de leur manutention.

Tableau 43 : Comparaison des navires inspectés présentant des défectuosités et des navires retenus au Canada au cours de la période 1995 à 2000

Status	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Inspections	1 348	1 184	1 011	1 191	1 076	1 070
Présentant des défectuosités	692	568	470	587	563	583
Détentions	149	118	118	142	125	103
Défectuosités / Inspections (%)	51,3	47,9	46,4	49,3	52,3	54,5
Détentions / Inspections (%)	11,1	9,9	11,7	11,9	11,6	9,6

Source : Saint-Laurent Vision 2000. 2004. Stratégie de navigation durable pour le Saint-Laurent.

[89] Gaspésie.com, http://www.gaspesie.com/cgi/bulletin/article.cgi?no_article=7886&contexte=web
[90] Le Quotidien. 21 juin 2005. *Projet d'Énergie Granse-Anse Un port méthanier de 1 milliard $* [En ligne] http://www.cyberpresse.ca
[91] Le Quotidien. 22 septembre 2005. *Terminal méthanier à Grande-Anse Une alternative valable à Lévis et Cacouna*. Nouvelles générales, p.4

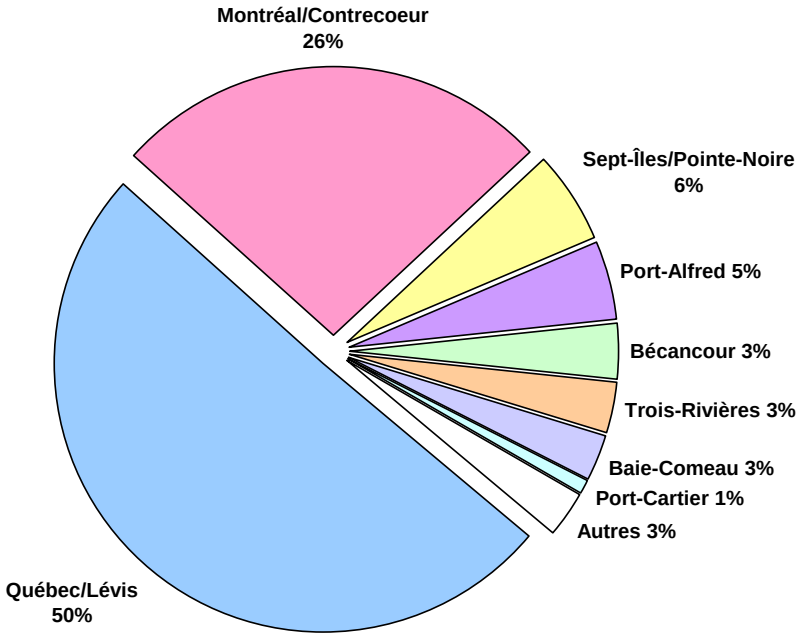
Les marchandises dangereuses les plus communément transportées par navire dans la région du Québec sont le pétrole brut, le mazout, l'essence, des produits pétroliers divers et des produits chimiques. Les hydrocarbures représentent environ 90 % du total des marchandises dangereuses manutentionnées et le nombre total de voyages avec ces marchandises à bord se chiffrait à 3 555 en 2005, la majorité des matières dangereuses étant déchargées au port de Québec.

Malgré l'importance relativement moindre des produits chimiques au sein des matières dangereuses, la U.S. Coast Guard a estimé que le nettoyage des déversements de produits chimiques coûte en moyenne dix fois plus cher que dans les cas de déversements d'hydrocarbures et peut prendre jusqu'à cinq fois plus de temps.[92] L'encadrement rigoureux de la navigation sur le Saint-Laurent semble toutefois être efficace. Selon la figure 8 (p. 20), il y avait en 2001 près de trois fois moins d'accidents qu'en 1992.

Au Québec, la majorité des déversements recensés ont lieu à quai lors des opérations de chargement ou de déchargement (≈ 80 % des cas entre 1975 et 1994 pour cinq grands ports).[93] Les volumes répandus sont généralement faibles (< 1 000 litres) et dans certains cas, ils sont contenus sur le quai ou sur le navire. Au Québec, la GCC procède annuellement à entre 25 et 35 interventions de type environnemental concernant aussi bien les navires commerciaux, les embarcations de plaisance et les rejets terrestres que des déversements dont la source demeure inconnue.[94] Il est estimé qu'un déversement catastrophique (> 10 000 tonnes) pourrait se produire tous les quinze ans au Canada.[95]

[92] Brander-Smith, 1990
[93] Environnement Canada, 1996
[94] Saint-Laurent Vision 2000.Comité de concertation navigation, 2004
[95] Brander-Smith, 1990

Figure 48 : Ventilation du tonnage manutentionné de marchandises dangereuses dans les ports québécois, 2005



Tonnage total manutentionné de marchandises dangereuses dans les ports du Québec en 2005: 31 158 611 tonnes

Source : Statistique Canada, Compilation : DRPE, Pêches et Océans Canada, région du Québec.

3.10 Tourisme/activités récréatives

La région du Québec maritime regorge d'activités touristiques et le tourisme y est considéré comme un pôle économique de plus en plus important. Les gens y viennent soit pour admirer la nature dans l'un des parcs naturels ou réserves fauniques, soit pour pratiquer un sport nautique ou terrestre ou pour pratiquer l'observation des mammifères marins. La richesse culturelle de ces régions attire aussi de nombreux voyageurs.

Tableau 44 : Part des emplois régionaux attribuable à l'industrie touristique, 2005

Région	%
Bas-Saint-Laurent	3,20
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	4,80
Côte-Nord et Nord-du-Québec	4,40
Ensemble du Québec	3,60

Source : Ministère du Tourisme du Québec. 2006. *Le tourisme, une industrie importante pour le Québec édition 2006*.

Trois circuits qui longent le littoral sur plusieurs centaines, voire milliers de kilomètres ont été développés pour favoriser la promotion des régions maritimes via le transport routier, soit la route des Baleines, la route des Phares et le tour de la Gaspésie. Il est aussi possible d'admirer ces régions par la voie de la mer à bord de navires de croisière ou encore en pagayant le long de la côte en suivant les sentiers maritimes en kayak de mer.

Diverses activités récréatives en lien avec la mer peuvent être pratiquées, telles que l'observation de mammifères marins, les excursions en mer, le kayak de mer ou la pêche récréative. Toutefois, bien que certaines activités touristiques qui n'ont aucun lien avec la mer se voient cumulées dans les données générales, une attention plus particulière sera portée aux activités maritimes. Le tourisme non maritime contribue néanmoins à l'économie des régions maritimes. Les croisières, les activités fauniques et la navigation de plaisance seront abordées distinctement à l'intérieur de ce chapitre sans toutefois faire de distinction pour ce qui est de la gouvernance, des tendances ou de la pollution.

Il est à noter que le ministère du Tourisme du Québec utilise une division géographique autre que les régions administratives. La Côte-Nord est divisée en deux sections, soit Duplessis et Manicouagan, tandis que les Îles-de-la-Madeleine représentent une région autonome de la Gaspésie et celle-ci possède des frontières différentes de la MRC Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine. Ces sous-régions ont toutefois été regroupées pour des fins d'homogénéité avec les autres sections de ce rapport.

3.10.1 Gouvernance

Au Québec, c'est le ministère du Tourisme du Québec qui s'occupe de la gestion de l'industrie touristique en favorisant, en concertation et en partenariat avec les intervenants des secteurs public et privé, l'essor de l'industrie touristique dans une perspective de prospérité économique et de développement durable. Le Ministère a pour but de :

- Orienter et concerter l'action gouvernementale et privée en matière de tourisme;
- Assurer la mise en marché du Québec et de ses expériences touristiques;
- Amorcer l'implantation du tourisme durable;
- Susciter et soutenir le développement de produits touristiques;
- Offrir et encadrer des services à la clientèle touristiques en matière d'accueil, de renseignements et de réservations touristiques;
- Assurer l'implantation du Plan de gestion des ressources humaines.

Pour ce faire, il s'appuie sur la législation suivante :

- Loi sur le ministère du Tourisme;
- Loi sur l'aide au développement touristique :
    - Règlement sur l'aide au développement touristique;
- Loi sur les établissements d'hébergement touristique :
    - Règlement sur les établissements d'hébergement touristique;
- Loi sur les biens culturels :
    - Règlement sur le registre des biens culturels reconnus et classés;
- Loi sur les compétences municipales.

Gouvernance non-gouvernementale

De nombreuses associations existent à travers le Québec pour promouvoir et coordonner les activités de l'industrie, que ce soit aux niveaux national, régional ou par secteur d'activité. Une liste non exhaustive est présentée en annexe A.

3.10.2 Tendance

Le projet ACCORD (Action concertée de coopération régionale de développement) est une démarche stratégique de développement économique régional. Il vise à construire une structure compétitive sur le plan nord-américain et mondial par l'identification et le développement de créneaux d'excellence. Pour la Gaspésie, le deuxième créneau de développement pour le plan 2007-2012 est le récréotourisme santé-nature. Un effort de planification est donc

déployé pour soutenir et développer cette industrie, notamment en ce qui a trait aux activités de croisières.[96]

L'industrie du tourisme du Québec maritime a connu une période de croissance significative au cours des dernières années. Le nombre de touristes visitant le Québec maritime a augmenté d'environ 20 % entre 1998 et 2004, sauf pour la Gaspésie, où la croissance a été plus faible qu'ailleurs durant cette période. La Côte-Nord et les Îles-de-la-Madeleine ont su attirer plus de gens avec une hausse d'achalandage de 47 % et 188 % respectivement entre 1998 et 2004. Il est important de constater que ce n'est pas l'ensemble du tourisme des régions maritimes qui correspond à du tourisme maritime, comme le démontrent les chiffres des tableaux 47 à 49.
Selon l'enquête de Statistique Canada sur les voyages des Canadiens (EVC), le nombre de voyages en lien avec le tourisme maritime a augmenté de près de 40 % entre 2000 et 2006 et les activités suivantes comptaient pour plus de 190 M$: randonnée pédestre le long des côtes, tourisme, camping, marche, observation d'oiseaux, plage, canoë / kayak (voir tableau 49). D'autres activités récréotouristiques peuvent aussi être pratiquées dans ces régions, dont certaines sont en émergence.

Quelques chiffres démontrent le potentiel de l'industrie touristique sur le plan de la création d'emplois. Les plus récentes prévisions d'Emploi-Québec indiquent que la croissance de l'emploi dans les secteurs associés au tourisme (6,6 %) sera supérieure à celle de l'ensemble de l'économie (5,3 %) entre 2005 et 2009.[97] Toutefois, rien n'indique si cette hausse affectera particulièrement les régions maritimes, une destination touristique importante.

Tableau 45 : Offres touristiques aux abords du Saint-Laurent

Catégories	Éléments distinctifs de l'expérience	Produits concernés
Produits d'appel faisant l'objet d'activités de commercialisation sur les marchés hors-Québec	Circuits sur rives et routes thématiques (T) Observation et interprétation de la faune sur les rives (T) ou lors de croisières-excursions (N) Parcs nationaux (T et N) Patrimoine maritime, îles et phares	Écotourisme et tourisme d'aventure Tourisme culturel Tourisme nautique
Produits de soutien comportant une « plus-value » pour la commercialisation de l'expérience	Vélo sur les îles et Route verte sur les deux rives du fleuve Produits de la mer et du terroir Traversiers (T et N) Kayak de mer (N)	Agrotourisme Cyclotourisme Écotourisme et tourisme d'aventure Tourisme culturel
Produits en émergence ou à développer	Île d'Anticosti / accès à d'autres îles du fleuve et aux phares (T et N) Croisières fluviales (N) Navigation de plaisance sur le fleuve et ses affluents (N) Pêche sur le fleuve (N)	Écotourisme et tourisme d'aventure Tourisme nautique

[96] MDEIE, http://www.mdeie.gouv.qc.ca/
[97] Ministère du Tourisme du Québec, 2006

(N) Activités nautiques (T) Activités terrestres
Source : Ministère du Tourisme du Québec. 2007. *Le Québec du Saint-Laurent, Plan intégré de l'expérience : Diagnostic et orientations.*

Tableau 46 : Emplois maximum générés par l'industrie du tourisme, Québec maritime, 2004 à 2007

	Emplois maximum			
Région administrative	2004	2005	2006	2007
Bas-Saint-Laurent	2 800	2 900	N.d.	3 700
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	1 500	1 600	N.d.	1 300
Côte-Nord et Nord-du-Québec	1 600	2 400	N.d.	2 700
Maritime	5 900	6 900	N.d.	7 700

Source : Ministère du Tourisme. Le tourisme en chiffres 2004, 2005, 2007.

Tableau 47 : Dépenses des touristes par région administrative, 1998 à 2006 (M$)

Année	Bas-Saint-Laurent	Côte-Nord**	Gaspésie	Îles-de-la-Madeleine**	Québec
1998	110	75	165	15	4 815
1999	133	98	158	26	5 346
2000	124	113	198	16	5 750
2001	121	115	216	22	6 185
2002	184	215	238	16	7 286
2003	181	127	210	29	6 711
2004	218	146	196	39	7 230
2005	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd
*2006**	*133*	*97*	*225*	*23*	*6 978*

*Données préliminaires tirées de l'Enquête sur les voyages des résidants du Canada (EVRC) de Statistique Canada qui remplace l'Enquête sur les voyages des Canadiens (EVC) depuis 2005. Les données de 2006 ne sont donc pas comparables avec celles des années précédentes en raison de changements méthodologiques.
** Valeurs peu significatives en raison du faible niveau d'achalandage
Sources : Ministère du Tourisme du Québec. 2008. Le tourisme en chiffres édition 2004 à 2007.
Ministère du Tourisme du Québec. 2005. *Le Tourisme au Québec en bref édition 1998 à 2004.*

Tableau 48 : Volumes des touristes au Québec, par région administrative, 1998 à 2006 (milliers de personnes)

Année	Bas-Saint-Laurent	Côte-Nord**	Gaspésie	Îles-de-la-Madeleine**	Québec
1998	874	421	675	26	24 927
1999	928	509	646	54	25 968
2000	897	532	731	38	26 274
2001	753	461	733	23	26 274
2002	1 024	627	826	37	30 491
2003	1 205	496	785	58	29 992
2004	1 095	609	856	75	30 941
2005	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd
*2006**	*829*	*392*	*690*	*37*	*28 389*

*Données préliminaires tirées de l'Enquête sur les voyages des résidants du Canada (EVRC) de Statistique Canada qui remplace l'Enquête sur les voyages des Canadiens (EVC) depuis 2005.

Les données de 2006 ne sont donc pas comparables avec celles des années précédentes en raison de changements méthodologiques.
** Valeurs peu significatives en raison du faible niveau d'achalandage
Sources : Ministère du Tourisme du Québec. 2008. Le tourisme en chiffres édition 2004 à 2007. Ministère du Tourisme du Québec. 2005. *Le Tourisme au Québec en bref édition 1998 à 2004.*

Tableau 49 : Volume et dépenses du tourisme maritime au Québec, 2000 à 2006

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Pers. (000)	917	910	1 028	1 053	1 085	1 170	1 256
Dépense M$	146,7	156	185	176,6	190	190	190,3

Source : Statistique Canada. 2006a. *Enquête sur les voyages des résidants du Canada.*
Source : Statistique Canada. 2005. *Enquête sur les voyages des canadiens.*

Tableau 50 : Journées récréotouristiques passées en milieu marin, 2006

Activités	Marche	Tourisme	Camping	Randonnée pédestre	Observation d'oiseaux	Plage	Canoë Kayak
Pers. (000)	1 203	416	154	206	97	204	111

Source : Statistique Canada. 2006a. *Enquête sur les voyages des résidants du Canada.*
Source : Statistique Canada. 2005. *Enquête sur les voyages des canadiens.*

3.10.3 Croisières

Dans cette section, on distinguera trois types de croisières, soit international, croisière-excursion et observation de mammifères marins (OMM). Celles-ci ne sont pas toutes régies par les mêmes autorités puisque les croisières internationales fournissent un service de transport maritime extraprovincial dans plusieurs cas. En effet, la Loi constitutionnelle de 1867 donne la compétence exclusive en matière de navigation, de marine marchande et de transport extraprovincial au gouvernement du Canada. Transports Canada ainsi que la GCC (MPO) sont les instances qui s'occupent d'encadrer ces activités.[98]

L'industrie des croisières internationales sur le Saint-Laurent offre de belles opportunités de vacances pour des touristes du monde entier. Les croisiéristes cherchent de nouvelles destinations en eaux froides suite à la saturation du marché de l'Alaska. Cependant, l'industrie des croisières a connu un léger ralentissement suite à la baisse d'achalandage touristique occasionnée par le SRAS et la guerre en Irak.[99] À Québec, le nombre de croisiéristes a augmenté de 220 % entre 2000 et 2008, alors que le nombre de voyages a rapidement augmenté puis diminué en 2003-2004 (voir tableaux 51 et 52).

Les croisières internationales génèrent des dépenses moyennes de 236 $ par passager et de 144 $ par membre d'équipage, par arrêt. Le total des dépenses au sol se chiffrait à 26 M$ pour les passagers et 6,3 M$ pour les membres d'équipage en 2006. Les effets directs, indirects et induits sont toutefois de 150 M$ pour le Québec, générant plus de 1 100 emplois à temps plein ou à temps

[98] Unisféra, 2006
[99] Alexander et al., 2008

partiel, souvent saisonniers. Ces visites proviennent soit de l'Est Canadien / Nouvelle-Angleterre ou d'Europe.[100]

Tableau 51 : Nombre de croisiéristes et de membres d'équipage sur le Saint-Laurent

Ports	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009**
Québec	35855	49134	67980	59323	71285	66097	65801	66152	78902	116876
Montréal	22506	23829	37867	28509	37503	28579	33037	28688	33314	43568
Saguenay					666		11399	12843	10602	27998
Baie-Comeau							920	850		11395
Havre-Saint-Pierre									77	
Gaspésie							200	1083	230	8229
Sept-Îles										5619
Îles-de-la-Madeleine				814			100		30	3516
Trois-Rivières							520	520	528	1648
Passagers	58361	72963	105847	87832	109454	94676	111977	110136	123683	228300
Équipages	ND	ND	ND	30314	44570	37677	41803	43814	46889	86754
Total	58361	72963	105847	118146	154024	132353	153780	153950	170582	315054

** Prévisions 2009 basées sur la capacité maximale des navires
Source : Lisanne Ross, Croisière du Saint-Laurent, communication directe

De récentes tentatives ont eu lieu pour étendre l'industrie des croisières aux autres ports du Saint-Laurent. Toutefois, le manque d'infrastructure pour accueillir des masses aussi importantes de touristes a limité un tel développement. Les gouvernements du Québec et du Canada ont décidé d'investir environ 100 M$ au cours des cinq prochaines années afin de développer un réseau d'escales portuaires, et ce, afin d'augmenter le nombre de bateaux de croisières sur le Saint-Laurent. L'objectif de ces investissements est d'enrichir l'offre touristique et les infrastructures d'accueil de certaines municipalités côtières pour attirer les croisiéristes. Les endroits visés sont Saguenay, Sept-Îles, Baie-Comeau, Gaspé, Havre-Saint-Pierre et les Îles-de-la-Madeleine. Selon l'Association des croisières du Saint-Laurent, l'ajout de six escales sur le fleuve pourrait faire passer le nombre annuel de croisiéristes à 400 000 d'ici 2014, soit quatre fois plus qu'en 2006. Un nouveau parcours de croisière est présentement disponible en partance de Québec pour un nombre réduit de personnes et prévoit des escales à Tadoussac, dans le fjord du Saguenay, à l'Île-aux-Lièvres, La Malbaie et Grosse-Île.[101]

[100] BREA, 2008
[101] MPO, 2008c

Tableau 52 : Nombre d'escales des croisières internationales au port de Québec, 1992 à 2007

Année	# d'escales	Année	# d'escales
1992	121	2000	62
1993	88	2001	87
1994	80	2002	97
1995	82	2003	112
1996	55	2004	104
1997	61	2005	87
1998	68	2006	77
1999	58	2007	74

Source : Administrations portuaires de Québec et Montréal, Compilation spéciale : MPO-DRPE, région du Québec

Croisières-excursions

Le Québec s'occupe du volet commercial du transport maritime intraprovincial de personnes et de marchandises tels que les traversiers et la desserte maritime de la Basse-Côte-Nord et les croisières-excursions.[102]

En dehors des activités d'observation des mammifères marins, différents types de croisières existent pour la région du golfe. Il s'agit de croisières d'observation de sites d'oiseaux de mer, de sites particuliers comme le Rocher-Percé, des voyages à la découverte du patrimoine naturel comme l'Archipel de Mingan, de croisières axées sur la découverte du patrimoine historique ou la visite des phares. Si on inclut les activités d'observation des mammifères marins (OMM), environ 1,2 million de passagers ont utilisé les services de croisières-excursions au Québec en 2000. Il s'agit d'une hausse de 33 % par rapport à 1996. Cette valeur tend à être plutôt stable puisqu'en 2007 on estimait à 1,3 million le nombre de passagers. Il peut toutefois être difficile d'évaluer le nombre exact de visiteurs effectuant des croisières dans la région du Québec maritime puisque certains navires qui ont comme port d'attache Montréal peuvent descendre le fleuve. Selon le tableau 55, qui présente le nombre de passagers par région de provenance du navire, le nombre d'adhérents aux croisières-excursions en région maritime était estimé à plus de 432 000 personnes, en 2000.[103]

Les retombées économiques directes des croisières-excursions étaient évaluées à 52 M$ et à 69 M$ pour les retombés indirectes en 2001, créant ainsi plus de 1 610 emplois saisonniers partout au Québec. En appliquant un ratio du nombre de voyageurs pour la région par rapport à l'ensemble de la province, les effets directs et indirects en région maritime sont de 24,7 M$ et 32,8 M$ et l'effet sur le marché du travail est de générer 765 emplois saisonniers. Il s'agit d'une industrie où 90 % des revenus sont réalisés pendant l'été, soit du 24 juin au 30 septembre.[104]

[102] Transport Québec : Transport maritime, http://www.mtq.gouv.qc.ca/portal/page/portal/entreprises/transport_maritime
[103] Chaire de tourisme de l'École des sciences de la gestion, 2003
[104] Ibid.

Tableau 53 : Utilisation relative des capacités d'embarquement pour des croisières-excursions, par région de provenance, 2003[105]

Régions	Nombre de passagers	Ratio d'utilisation
Bas-Saint-Laurent	26 164	38 %
Charlevoix	134 221	41 %
Gaspésie*	120 593	53 %
Îles-de-la-Madeleine	7 100	43 %
Saguenay	20 398	25 %
Duplessis (Côte-Nord)	16 185	26 %
Manicouagan (Côte-Nord)	108 079	33 %
Ensemble du Québec	910 754	-

*Valeur largement estimée suite au refus de participation à l'enquête
Source : Chaire de Tourisme de l'École des sciences de la gestion. 2003. *Plan intégré de développement et de promotion des croisières-excursions du Québec.*

Le tableau 53 indique toutefois que le ratio d'utilisation se situe entre 25 % et 50 %, selon la région, suggérant ainsi une surcapacité de la flotte de cette industrie ou une concentration importante durant une courte période de temps. En 2000, 76 entreprises disposaient d'une flotte d'environ 150 navires.[106] Il est difficile d'évaluer le trafic maritime engendré par cette activité puisque les navires de petites tailles, tels que les zodiacs, ne sont pas pris en considération par le système INNAV. [107] Des données portant sur l'observation de mammifères marins suggèrent toutefois qu'il pourrait être supérieur à 10 000 voyages par année.[108]

Observation de mammifères marins (OMM)

Il s'agit d'une activité touristique propre à la région du Québec maritime. Cette activité fait partie de l'industrie des croisières-excursions mais mérite une section à elle seule en raison de son importance et son impact sur la faune aquatique. L'OMM représente d'ailleurs environ 60 % de toutes les croisières-excursions au Québec.[109]

C'est principalement dans la région du parc marin du Saguenay, notamment sur la rive-nord, que la majorité des excursions a lieu. Il est aussi possible de participer à des excursions dans le golfe à partir de Havre-Saint-Pierre, Longue-Pointe-de-Mingan, Mingan et Sept-Îles sur la Côte-Nord et à partir de Gaspé, Forillon et Percé en Gaspésie. Le nombre d'observateurs en Gaspésie était évalué à quelques 20 000 personnes en 1998.[110] Il est aussi possible de

[105] Le nombre total de passagers diffère entre ce tableau et le nombre défini précédemment pour des raisons qui ne sont pas expliquées dans le document de référence. L'emphase du document porte toutefois sur la valeur de 1,2 million de passagers.
[106] Ibid.
[107] Des estimations de l'OMM établissent à plus de 6 000 le nombre de voyages en mer. Puisque ceux-ci représentent près de 60 % des voyages, on peut conclure qu'il y aurait plus de 10 000 voyages liés aux croisières-excursions.
[108] INNAV et Centre SCTM - Les Escoumins, GCC, région du Québec
[109] MPO, 2003
[110] Tecsult Environnement inc., 2000

pratiquer l'observation de mammifères marins à partir de la côte, autant pour la région du parc marin du Saguenay, que pour la péninsule gaspésienne. Il n'est cependant pas possible d'évaluer cette pratique avec exactitude.

Considérant que les OMM représentent 60 % des croisières-excursions et que celles-ci avaient des dépenses directes et indirectes de 52 M$ et 69 M$, les retombées des OMM sont estimées à 31,2 M$ et 41,4 M$.

On estime qu'en 2005 l'OMM a généré 6 200 voyages en mer si l'on considère les petites embarcations, alors qu'elle représente 60 % des activités de croisières-excursions. Selon la température et l'achalandage, le nombre d'excursions est d'environ 150 par jour durant la haute saison. Considérant que les données mentionnées ci-haut incluent les navires « Marchant Passager » recensés par le système INNAV, environ 5 000 voyages seraient effectués par des embarcations de moins de 20 mètres.[111] Les croisières-excursions ont connu une progression annuelle continue depuis les années 1990, allant jusqu'à 10% pendant certaines années, en grande partie due au développement de l'industrie de l'OMM. Il ne semble pas y avoir d'événements prochains susceptibles d'entraîner une progression aussi forte dans l'avenir. Ces activités dépendent toutefois beaucoup du tourisme américain et européen.[112]

Les mammifères marins du Saint-Laurent sont en majorité des espèces menacées. En dehors des retombées économiques provenant des activités d'observation, il est possible d'attribuer une valeur d'existence pour ces espèces et une estimation du consentement à payer par la population canadienne pour leur rétablissement. Différents scénarios suggèrent qu'en moyenne, les Canadiens seraient prêts à payer entre 82 $ et 242 $, annuellement par ménage, donc entre 948 M$ et 2 798 M$ pour les sauver, et ce, malgré le fait que la majorité n'ira jamais les observer.[113]

3.10.4 Activités fauniques

En Gaspésie, les activités fauniques (pêche sportive, chasse et activités sans prélèvement) occasionnaient des dépenses d'environ 37 M$ et contribuaient à l'emploi de 400 années-personnes en 2005.[114] Sur la Côte-Nord, le nombre total d'emplois en pourvoirie était de 671 en 2002 avec des revenus de 22 M$.[115]

Pêche sportive

[111] INNAV et Centre SCTM - Les Escoumins, GCC, région du Québec
[112] CSMOIM, 2007
[113] MPO, 2007b.
[114] MRNF, 2006
[115] MRNF, 2007

Au Québec, c'est le ministère provincial des Ressources naturelles et de la Faune qui réglemente et gère la pêche récréative des espèces d'eaux douces, anadromes (saumon) et catadromes (anguilles) alors que le MAPAQ s'occupe de délivrer les permis. C'est le MPO qui réglemente cette activité pour les espèces marines. La réglementation servant à encadrer les activités de pêche récréative provient de plusieurs lois :

- Loi sur les clubs de chasse et de pêche;
- Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune;
- Loi sur les espèces menacées ou vulnérables.

Le MPO publie régulièrement un rapport de la pêche récréative dans lequel on retrouve de l'information pour les pêches en eau salée. Il n'est toutefois pas possible de séparer ces données selon les régions administratives. Les données ci-présentes sont supérieures à la réalité de la zone d'étude puisqu'elles incluent aussi la région du Nord-du-Québec. La pêche au saumon est exclue pour toutes les années traitées, étant considérée comme une pêche d'eau douce. En 2000 et 2005, les données pour les pêcheurs non résidants du Québec n'ont pas été cumulées. Cependant, les rapports précédents suggèrent que ces valeurs ne représentent qu'une petite fraction du prélèvement total. Il est difficile d'obtenir de l'information sur la pêche à quai puisque celle-ci ne requiert pas de permis de pêche en eau salée et les résidants si adonnent à leur guise.

Tableau 54 : Pêches récréatives en eau salée au Québec, 1990 à 2005

Année	# jours de pêche	# jours moyen par pêcheur	# de pêcheurs	Poissons Conservés
1990	555 411	7,0	79 344	5 266 615
1995	198 915	5,0	39 783	2 920 463
2000	252 830	5,6	45 148	3 236 034
2005	197 444	6,5	30 376	1 543 697

Source : Pêches et Océans Canada (MPO). 2007a. *Enquête sur la pêche récréative au Canada 2005*.

Considérant que selon la moyenne québécoise un pêcheur dépensait pour environ 120 $ par jour de pêche en 2005, l'ensemble des pêcheurs marins aurait dépensé pour près de 23,7 M$ durant cette même année.[116] Il s'agit d'une importante diminution par rapport à l'an 2000, alors que les revenus atteignaient 66,6 M$.[117] La pêche récréative semblerait avoir un impact non négligeable sur la faune et la flore de par la perte des pesées et des turluttes faites de plomb. C'est 14 % de tout le plomb non récupérable rejeté dans le milieu naturel qui proviendrait de cette activité, principalement en milieu d'eau douce.[118]

Pêche au saumon

[116] MPO, 2007a
[117] Gardner Pinfold, 2009
[118] Scheuhammer, Money, Kirk et Donaldson, 2003

La pêche au saumon est une activité récréative sous la juridiction du gouvernement provincial puisque celle-ci est de type anadrome (qui vit en eau salée mais se reproduit en eau douce). Le ministère des Ressources naturelles et de la Faune est donc chargé d'encadrer les activités s'y rapportant.

Tableau 55 : Principales rivières à saumon, par région administrative

Région	Nombre de rivières à saumon
Gaspésie	22
Bas – Saint-Laurent	3
Côte-Nord Île d'Anticosti	22

Source : Saumon Québec. *Les rivières*, [En ligne] https://www.saumonquebec.com/LesRivieres/LesRivieres.aspx

L'impact économique direct et indirect de cette activité est important pour les communautés locales et se chiffre à près de 18,7 M$ annuellement, avec une part importante de ces revenus qui proviennent de l'étranger. Au total, c'est plus de 560 emplois (personne-année) qui dépendent de cette industrie. Un plan de commercialisation est présentement en cours d'élaboration dans le but d'aller chercher une nouvelle clientèle. Selon des gens de l'industrie, le nombre de jours de pêche est assez stable depuis quelques années, se situant autour de 57 000 jours / personne. La demande récente aurait été affectée par la hausse du dollar canadien face à la devise américaine.[119]

Tableau 56 : Impact économique de la pêche au saumon (M$)

	Gaspésie	Côte-Nord	Bas - Saint-Laurent	Total
Directes	9,4	4,3	2,9	16,6
Indirectes	1	0,6	0,5	2,1
Total	10,4	4,9	3,4	18,7

Source : Roche (Shaw Group). 2005

Tableau 57 : Emplois directs et indirects reliés à la pêche au saumon (pers.-année)

	Gaspésie	Côte-Nord	Bas-Saint-Laurent	Total
Directes	319	123	74	516
Indirectes	22	14	13	49
Total	341	137	87	565

Source : Roche (Shaw Group). 2005

Chasse

Cette activité est régie par le ministère des Ressources naturelles et de la Faune et s'inspire des mêmes lois que la pêche récréative pour contrôler ses activités. Les périodes d'ouverture de la chasse aux gros gibiers peuvent être consultées à l'adresse suivante : http://www.mrnf.gouv.qc.ca/publications/enligne/faune/reglementation-chasse/periodes-limites/index.asp.

[119] Roche (Shaw Group). 2005

Au Québec, au cours des dix dernières années, les chasses au petit gibier et au caribou ont connu un déclin en termes de nombre de permis émis, alors que l'émission de permis pour le cerf de Virginie et pour l'orignal a connu une hausse importante au cours de la même période (30 % et 32 % respectivement).[120] Pour l'Île d'Anticosti seulement, l'impact économique de la chasse au cerf de Virginie était de 12 M$ en 2002, une hausse de 10 M$ en quatre ans.[121]

La chasse à la sauvagine a lieu à l'automne, de septembre à décembre. Elle se pratique le long des rives ou sur des embarcations sans moteur ou arrêtées. Elle est régie par Environnement Canada selon deux lois fédérales : la Loi de 1994 sur la Convention concernant les oiseaux migrateurs qui inclut le Règlement sur les oiseaux migrateurs et le Règlement sur la chasse aux oiseaux migrateurs, ainsi que par la Loi sur les espèces sauvages du Canada et son Règlement sur les réserves de faune. Les données disponibles quant au nombre de permis émis ne sont valides que pour l'ensemble du Québec, lorsqu'elles existent.

Les sauvagines étant dépendantes des zones côtières, elles peuvent être affectées par les contaminants. Les résultats révèlent que les canards barboteurs sont généralement moins contaminés que les canards plongeurs. Des dépassements de normes ont été notés dans quelques échantillons prélevés dans l'écosystème du Saint-Laurent. Il demeure toutefois difficile d'établir un lien entre la contamination du Saint-Laurent et celle de la sauvagine. En effet, en raison de la migration automnale, les oiseaux abattus peuvent provenir d'endroits très éloignés de ce dernier.[122] Ne connaissant pas le nombre de chasseurs dans la région, il n'est pas possible de déterminer l'impact économique de cette activité pour les régions de cette étude.

3.10.5 Navigation de plaisance[123]

Cette activité comprend l'utilisation des types d'embarcations suivants : motomarine, kayak de mer et de rivière, canot, planche à voile, chaloupe, voilier de plus de 20 pieds, bateau à moteur de plus de 10 pieds. En 2002, les habitants de la région du golfe possédaient 24 000 bateaux à moteur, 3 000 voiliers et 7 000 petites embarcations.[124]

[120] MRNF, http://www.mrnf.gouv.qc.ca/faune/statistiques/chasse-piegeage.jsp#chasse
[121] MRNF, 2006
[122] Saint-Laurent Vision 2000. Domaine d'intervention Santé humaine. 2004, http://slv2000.qc.ca/bibliotheque/centre_docum/phase3/bilan_sante_humaine/St_Laurent_f.pdf
[123] Cette section ne comprend pas les activités économiques des manufacturiers, des distributeurs et des détaillants. Seuls les revenus des marinas y seront relatés ainsi que les habitudes de navigation.
[124] Environnement Canada, http://www.qc.ec.gc.ca/csl/inf/inf028_f.html

Tableau 58 : Familles possédant au moins une embarcation, Québec maritime, 2004

Régions	Nombre de ménages possédant au moins une embarcation	% des ménages possédant au moins une embarcation
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	8 883	23 %
Côte-Nord/Bas-Saint-Laurent	27 781	23 %

Source : MPO, 2004. La navigation de plaisance au Québec.

De façon globale, selon Statistique Canada, l'industrie du nautisme au Canada aurait augmenté de 2,6 % entre 2001 et 2006.[125] Au Québec en 2006, les revenus totaux des 240 marinas, clubs nautiques et clubs de yachting étaient de 692,2 M$[126] et employaient, en moyenne, 10 personnes chacun.[127] En 2008, ils auraient été 236 à offrir 14 685 postes. Si l'on considère que le nombre de places disponible n'a pas vraiment changé entre 2006 et 2008, il est possible d'estimer une valeur pour le Québec maritime en appliquant la proportion de l'espace total aux revenus des marinas. Puisque la zone étudiée comporte 2 612 places, soit 17,8 % de l'espace totale de 2008, on estime qu'au Québec maritime les 43 marinas génèrent des revenus de 123 M$ et emploient 430 personnes. [128]

Contrairement à d'autres provinces et à certains États américains, le Québec ne dispose pas de règlement pour les embarcations de plaisance interdisant le rejet des eaux usées directement à l'eau. L'impact environnemental associé à cette pratique est pourtant non négligeable. Une étude menée par des chercheurs suédois en 1994 a estimé qu'une flotte de 195 000 embarcations de plaisance produisait en saison estivale (deux mois) un volume d'eaux usées non traitées équivalant aux rejets annuels d'une population de 32 500 habitants. En estimant la population de plaisanciers de la région d'étude à près de 36 000 habitants, l'impact équivaut aux rejets non traités d'une population de 6 000 personnes, pendant deux mois.[129] Il est toutefois difficile d'évaluer avec exactitude le nombre de plaisanciers dans cette région puisque de nombreuses embarcations pourraient provenir de régions administratives autres.

La construction de marinas, de quais et de rampes de mise à l'eau le long du Saint-Laurent peut contribuer à la perte de milieux naturels et de biodiversité. L'impact de ces infrastructures sur le milieu est différent selon qu'il s'agisse d'un quai, d'une rampe de mise à l'eau ou d'une marina. L'impact de ce dernier type d'infrastructure étant en général plus important.

L'exploitation de la marina peut également entraîner un dérangement des espèces fauniques lorsque l'activité nautique est intense et localisée. De plus, la

[125] Business Research and Economic Advisors (BREA). 2008
[126] Genesis Public Opinion Research Inc., Smith Gunther Associates. 2007
[127] Michaud, Dion, Rioux, Diop et Laflamme, 2002
[128] Québec Yachting, http://www.quebecyachting.ca/
[129] Saint-Laurent Vision 2000, http://www.slv2000.qc.ca/plan_action/phase3/navigation/SND/plan_action/pa_rejets_eaux_f.htm

concentration d'un grand nombre d'embarcations ainsi que celle des activités de services récréotouristiques (restauration, entretien, etc.) peuvent générer des polluants solides et liquides pouvant affecter la qualité de l'eau et des sédiments à proximité ou à l'intérieur des zones portuaires, dans la mesure où les vidanges septiques ne sont pas faites selon les dispositions réglementaires en vigueur lorsqu'elles proviennent des établissements.[130]

Kayak de mer et plongée sous-marine

Au Québec, de nombreux parcours ont été développés pour permettre le développement de cette activité.

Tableau 59 : Route de mer en région maritime pour la pratique du kayak de mer

Kayak de mer	Secteurs
Archipel de Mingan	Réserve du Parc national de l'Archipel-de-Mingan (4 points d'accès)
Parc marin Saguenay–Saint-Laurent	Tadoussac à La Baie (12 points d'accès)
Route Bleue Côte-Nord du Golfe	Baie-Trinité à Blanc Sablon (80 haltes)
Route Bleue des Baleines	Sacré-cœur à Baie-Trinité (80 haltes)
Route Bleue du Sud de l'Estuaire	Berthier-sur-Mer et Les Méchins (95 sites riverains)
SM Îles-de-la-Madeleine	31 points d'accès tout autour des îles
Route Bleue de la Gaspésie	Les Méchins à Matapedia

Source : Sentier maritime. *Kayak de mer – Route bleue*, [En ligne]. http://www.sentiermaritime.com/

Il n'y a aucune information précise à ce jour pour ce qui est du volume et des retombées économiques de cette activité pour l'ensemble des régions maritimes. Toutefois, selon l'enquête de Statistique Canada sur les habitudes de voyages des Canadiens, environ 110 000 journées / personnes auraient été effectuées pour cette activité en 2006. Cette donnée inclut les plaisanciers possédant leur propre canoë / kayak, de même que les activités ayant lieu au Québec, à l'extérieur de la zone d'étude.

Une enquête rapide auprès d'une entreprise offrant ces deux services (kayak et plongée) indique que les employés sont surtout des étudiants et que les dépenses engendrées par les clients sont de l'ordre de 250 $ par jour pour ces deux activités. Cette entreprise offre ses services à environ 3 000 personnes pendant la haute saison (kayak et plongée marine). Il s'agit de la seule entreprise offrant ce service dans cette municipalité touristique de la Gaspésie. De nombreux riverains pratiquent cette activité sans apporter de valeur ajoutée à l'économie en dehors de l'achat de l'embarcation. Les différents sites de plongée sous-marine sont répertoriés dans le document mentionné ci-dessous, mais représentent une liste trop volumineuse pour être répertoriée ici.[131]

[130] Environnement Canada, http://www.qc.ec.gc.ca/csl/inf/inf032_f.html
[131] Giguère, 2008

3.11 Technologies marines et biotechnologies marines

Les biotechnologies marines

Les entreprises de biotechnologie marine cherchent à fabriquer et développer des produits destinés aux secteurs nutraceutique, cosméceutique, agricole et pharmaceutique à partir des molécules et des fractions actives extraites de crustacés, d'algues et de poissons. Au Québec, présentement, les produits sont surtout dérivés à partir de carcasses de crevettes ou à partir d'algues, mais des recherches sont en cours pour travailler avec les résidus de crabe[132]. L'industrie est encore jeune, particulièrement au Québec, où il n'y a que 5 entreprises qui sont situées en région maritime et emploient environ 80 personnes.

Technologies marines

La filière Technologies marines du Québec maritime regroupe une vingtaine d'entreprises dont l'activité principale est reliée directement au domaine marin. Ces entreprises œuvrent dans des secteurs aussi divers que les technologies applicables aux systèmes de navigation et communications maritimes, acquisition et gestion de données, cartographie maritime et applications géomatiques, intégration de systèmes de technologies de l'information et autres applications informatiques, câbles et télécommunications sous-marins, équipements de bateaux de pêche, construction de bateaux, sites d'aquaculture (filets, etc.), technologies de production liées à la transformation de la biomasse marine.[133]

Tableau 60 : Entreprises liées au domaine des sciences et de la technologie marine, Québec maritime, 2008**

Entreprises	Création	Employés	Ventes	Ville	Région*
Biotechnologie marine					
ABK-Gaspésie	1999	26	500K$-1M$	Matane	(GIM)
Aqua-Biokem BSL	1995	4	>100K$	Rimouski	(BSL)
Biotechnologie Océanova	2004	15	N.A	Rimouski	(BSL)
Naturo Cosmétique	1999	9	1M$-3M$	Les Méchins	(BSL)
Marinard Biotech	1996	35	N.A.	Rivière-au-Renard	(BSL)
Imagerie marine					
Groupe Sygif	1996	13	1M$-3M$	Rimouski	(BSL)
Groupe Trifide	2002	30	1M$-3M$	Rimouski	(BSL)
Océanide	1982	2	500K$-1M$	Rimouski	(BSL)
SPS Marine	1994	8	N.A	Matane	(GIM)
Système d'information et d'instrumentalisation					
Geslab Enr.	1994	3	100K$-500K$	St-Simon	(BSL)
Multi-Électronique	1980	9	1M$-3M$	Rimouski	(BSL)
Seaquest Technologies	2003	12	500K$-1M$	Rimouski	(BSL)

[132] Charest et Poulin, 2007
[133] Doloreux, D. et Melançon Y. 2008

Communication et navigation					
Atelier Roch Boudreault	2000	3	500K$-1M$	ÎdlM	(GIM)
Besmarine	1994	3	100K$-500K$	Rimouski	(BSL)
CMC Électronique	1903	3	100K$-500K$	Matane	(GIM)
FP Industries	2001	8	500K$-1M$	Cabano	(BSL)
Service marin					
GRT Aquatechnologies	1996	2	100K$-500K$	Gaspé	(GIM)
IDS micronet Solutions	2000	10	500K$-1M$	Rimouski	(BSL)
Océanide	1982	2	100K$-500K$	Rimouski	(BSL)
Onyx Industries	1984	14	1M$-3M$	Matane	(GIM)
Pesca Environnement	1991	25	1M$-3M$	Maria	(GIM)

* GIM – Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine ; BSL - Bas-Saint-Laurent ; IdlM – Îles-de-la-Madeleine
** Il s'agit d'une liste non exhaustive et d'autres entreprises auraient pu y être ajoutées.
Source: Doloreux, D. et Melançon Y. 2008. *Innovation support organizations in the marine science and technology industry: the case of Quebec's coastal region in Canada*.

Perspective

Beaucoup d'espoir repose sur ce créneau de l'industrie maritime au Québec comme le suggère le plan de développement ACCORD. Toutefois, la conjoncture économique actuelle est particulièrement difficile pour ce type d'entreprise alors que le capital à risque se fait très rare.[134] L'avenir de cette industrie, de même que des centres de recherche agissant en support (CRBM, CIDCO), est fragile mais prometteur et repose principalement sur l'aide financière gouvernementale.

Les objectifs économiques du plan ACCORD sont de créer 150 emplois d'ici 2012 dans le domaine des technologies marines, d'investir 12 M$ en recherche et développement ainsi que créer 10 nouvelles entreprises.

Tableau 61 : Statut et perspective du nombre d'entreprises innovantes

	2000	2006	2012
Technologies marines	3	8	18
Biotechnologies marines	2	6	16

Source : Technopole maritime du Québec. 2008. *Développement et diversification économique de l'Est du Québec : situation du secteur maritime*, [En ligne]. http://www.tmq.ca/publication/memoire_fev08.pdf

[134] Leduc, 2008

3.12 Production d'énergie

Différentes lois encadrent les activités humaines rattachées à l'énergie, soit : Loi sur la sécurité des barrages, Loi sur l'exportation d'électricité, Loi sur Hydro-Québec et Loi sur les systèmes municipaux et les systèmes privés d'électricité. La production d'énergie inclut la construction et l'opération de barrages hydroélectriques et de parc éoliens. Il n'y a aucun projet de centrale marée-motrice connu en développement au Québec.

Les projets découlant du premier appel d'offres de 1 000 MW pour des projets éoliens et qui se réaliseront de 2006 à 2012 représenteront à terme des investissements totaux de 1,9 G$, dont plus de 400 M$ pour l'expansion et le renforcement du réseau d'Hydro-Québec. Cet appel d'offres génère déjà un nombre important d'emplois dans plusieurs secteurs d'activités. De plus, deux villes de la Gaspésie comptent désormais de nouvelles industries dont les productions ont débuté au printemps 2006.[135]

Tableau 62 : Emplois associés à la première phase de construction d'éoliennes

Secteurs d'activité	Emplois totaux
Usines de fabrication	488
Construction et entretien de parcs éoliens	359

Source : Sondage réalisé auprès des entreprises par le MRNF, 26 juin 2008

Le second appel d'offres, lancé en 2005 et cherchant à appuyer les activités de la première phase de travail en ajoutant une production de 3 000 MW, permettra des investissements de plus de 3 G$, la création de 4 000 emplois lors de la phase de construction et près de 800 emplois permanents pour la production et le maintien des parcs éoliens.[136]

Par ailleurs, les propriétaires de terrains peuvent louer un espace aux promoteurs éoliens et en contrepartie obtenir des versements annuels. Les terrains sont loués aux producteurs éoliens qui veillent à l'installation et à la gestion du parc éolien, leur procurant ainsi une source de revenus additionnelle.

Au 1er août 2008, le Québec comptait 339 éoliennes, soit une puissance installée de 422,25 MW sur le territoire de la Gaspésie et de la MRC de Matane. L'énergie éolienne ainsi produite est intégrée à la production et au réseau d'Hydro-Québec.

Sur la Côte-Nord, Hydro-Québec fournit de l'emploi à 1 110 personnes grâce à la production d'hydroélectricité.[137] Plusieurs grosses rivières, telles que les rivières Bersimis, aux Outardes, Manicouagan et Sainte-Marguerite accueillent 13

[135] MRNF, http://www.mrnf.gouv.qc.ca/energie/eolien/eolien-retombees.jsp
[136] Ibid.
[137] MRNF, 2007

barrages hydroélectriques.[138] Un important projet, toutefois controversé, qui vient tout juste d'être accepté par le Bureau d'audience publique en environnement (BAPE) est en cours de développement pour la rivière La Romaine.

[138] Ibid

3.12.1 Pétrole et gaz en mer

L'exploration pétrolière a commencé le long de la péninsule de la Gaspésie en 1836 par la découverte d'huile suintant de couches rocheuses. La Gaspésie a fait l'objet d'exploration pétrolière jusqu'aux années 1950, puis l'intérêt a été porté au Bas-Saint-Laurent. Au cours des années 1970, le gouvernement du Québec a fondé la Société québécoise d'initiative pétrolière (SOQUIP) et construit l'Institut national de la recherche scientifique (INRS-Pétrole) pour soutenir l'exploration pétrolière et gazière le long de la péninsule de la Gaspésie. Cette lancée a attiré de grandes compagnies pétrolières dans la région, mais l'intérêt a rapidement diminué puisqu'aucune découverte majeure n'a été effectuée. Un certain nombre de petites entreprises continue de mener des programmes d'exploration dans la région. Depuis 1995, l'exploration a augmenté le long de la Gaspésie, l'Île d'Anticosti et des Îles-de-la-Madeleine, ainsi que dans le golfe du Saint-Laurent, principalement en raison de la découverte de pétrole dans l'ouest de Terre-Neuve (Port-au-Port # 1). Au cours des années 1998 et 1999, Shell et Calpine ont effectué des relevés sismiques sur 400 km et ont foré 5 puits d'exploration sur l'île d'Anticosti : un seul (puits Chaloupe) a montré une présence de pétrole dans la région. En 2002, Junex Inc., l'un des plus grands propriétaires fonciers de la péninsule de la Gaspésie, a commencé l'exploitation de son champ de gaz Galt, et Corridor Resources Minerals Inc. Foothills a acquis de nouvelles données sismiques pour le champ Fatima (40 000 hectares), situé aux Îles-de-la-Madeleine. En novembre 2002, la Division pétrole et gaz d'Hydro-Québec a proposé un plan d'investissement de 330 M$ visant à explorer et évaluer le potentiel de pétrole et de gaz de l'estuaire et du golfe du Saint-Laurent. L'opposition au projet a incité Environnement Canada et le MPO à procéder à une évaluation environnementale de la région, et le gouvernement du Québec à soumettre le projet à un processus d'audiences publiques et à une analyse par un panel d'experts. Hydro-Québec s'est ensuite entendu avec Corridor Resources, pour l'obtention de 25 % des droits du site de Old Harry, situé dans le chenal Laurentien et, en partenariat avec la Commission géologique du Canada, s'est engagé à mener une série de levés sismiques, entre Les Escoumins et Pointe-des-Monts (estuaire maritime). Depuis 1860, environ 381 puits ont été forés dans les bassins sédimentaires du Québec. Près de 100 M$ ont été consacrés à l'exploration pétrolière et gazière au Québec entre 1990 et 2000, dont plus de 50 M$ sur les activités sismiques du Bas-Saint-Laurent et sur l'Île d'Anticosti.[139]

Un litige oppose le gouvernement du Québec au gouvernement fédéral sur le partage des compétences pour l'exploitation de pétrole dans le golfe, limitant tout projet de développement du site Old Harry. Celui-ci est constitué de trois licences d'exploitation « offshore » dont deux sont situées à l'intérieur des frontières du Québec et une sur le territoire marin de Terre-Neuve-et-Labrador. Le site est situé à 80 kilomètres au nord-est des Îles-de-la-Madeleine et pourrait contenir

[139] Alexander et al., 2008

jusqu'à deux milliards de barils de pétrole. Son potentiel est deux fois plus important que le champ d'Hibernia, au large de Terre-Neuve, et trois fois plus grand que le champ gazier de l'Île de Sable, au large de la Nouvelle-Écosse.[140]

3.12.2 Pétrole et gaz sur terre

Selon les tests menés par le groupe Pétrolia, le gisement Haldimand situé près de Gaspé serait capable de produire 34 barils par jour d'un pétrole léger, ce qui correspond à la moyenne des puits de l'ouest du pays. La découverte date de juin 2006 et la production s'est arrêtée depuis pour ficeler l'entente.[141] Pétrolia a des intérêts dans un domaine minier qui représente 21% du territoire québécois sous permis. Situés majoritairement sur la péninsule gaspésienne et sur l'île d'Anticosti, ces permis sont considérés comme les plus prospectifs et représentent plus de 70 % du potentiel pétrolier terrestre au Québec.[142]

La production quotidienne de gaz naturel du gisement Galt, localisé à proximité du gisement Haldimand, peut être assurée par les puits Galt #1 et Galt #3 qui ont une capacité de production estimée à environ 37 milliers de pieds cube par jour. De plus, le puits Galt #3 produit également environ cinq barils de pétrole léger par jour.[143]

Pétrolia est optimiste quant au potentiel de l'île d'Anticosti qui est considérée, avec la Gaspésie, comme la région la plus propice à la découverte d'hydrocarbures sur la terre ferme. Sans s'avancer sur une possible date d'entrée en production, le potentiel serait de 1 000 barils / jour par puits de pétrole.[144]

[140] Grenier, 2008
[141] Presse Canadienne, 2008
[142] Thériault, 2008
[142] Junex, La production, http://www.junex.ca/fr/oilgas/production.php
[143] Bruckmüeller, 2008
[144] Presse canadienne, 2008b

3.13 Mines et aluminerie

La législation provinciale encadrant ces activités est principalement la Loi sur le cadastre, la Loi concernant les droits sur les mines et la Loi sur les mines.

En 2003, la production minière de la Côte-Nord se chiffrait à près de 1,2 G$ et employait directement plus de 2 600 personnes pour les 4 grands centres d'emplois,[145] soit 2 mines et 2 usines de bouletage. Toutefois, plus de 120 entreprises possèdent aussi des permis d'exploitation de carrières, granites, sablières et autres. De plus, le port privé de Port-Cartier est entièrement dépendant de l'industrie minière et des exportations de fer. En Gaspésie, la fermeture de l'exploitation de cuivre de Murdochville, en 2002, a mis fin aux exploitations minières commerciales, bien que quelques sites de graviers, de sable ou de pierre architecturale soient présents. Aux Îles-de-la-Madeleine, l'exploitation de sel Seleine emploie 160 personnes.[146]

Deux alumineries sont situées sur la Côte-Nord à proximité du golfe, soit Alcoa à Baie-Comeau et Aluminerie Alouette inc. à Pointe-Noire près de Sept-Îles. Ensemble, elles employaient 2 800 personnes en 2005 et produisaient près de 36 % de la production du Québec, soit pour 2,2 G$ d'exportation.[147]

Tableau 63 : Inventaire des entreprises et des sites miniers, Québec maritime, 2008

MRC	Nombre d'entreprises détenant des sites miniers actifs	Nombre de site actifs
La Matapédia	6	6
La Mitis	4	9
Les Basques	1	1
Matane	7	8
Témiscouata	23	27
Les Îles-de-la-Madeleine	5	6
Le Rocher-Percé	4	4
Bonaventure	8	10
Avignon	6	6
La Côte-de-Gaspé	3	3
La Haute-Gaspésie	6	8
Basse-Côte-Nord	7	27
Caniapiscau	8	32
La Haute-Côte-Nord	16	78
Manicouagan	39	99
Minganie	22	78
Sept-Rivières	29	86

Source : Ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs du Québec. *Cartes et fichiers du Québec minier*, [En ligne]. https://gestim.mines.gouv.qc.ca/ftp//cartes/carte_quebec.asp

[145] MRNF, 2007
[146] MRNF, 2006
[147] Investissement Québec, http://www.investquebec.com/fr/index.aspx?page=476

Le développement économique de la Chine a entraîné une forte augmentation de la demande de minerai de fer depuis 2004, faisant augmenter les prix du fer. Emploi-Québec prévoit une hausse des emplois de 2 % à 3 % pour les cinq prochaines années, soit supérieure à la croissance moyenne québécoise de 1,2 %.[148]

Tableau 64 : Produit intérieur brut aux prix de base pour l'industrie de l'extraction minière et extraction de pétrole et de gaz (K$), 1998 à 2006

Régions	1998	2000	2002[r]	2004[p]	2006[e]
Bas-Saint-Laurent	23 667	28 883	29 454	37 887	49 204
Gaspésie	89 787	41 745	29 840	22 392	35 397
Côte-Nord*	-	-	-	-	-

r : révision p : prévision e : estimé

*Données non disponible pour raison de confidentialité

Sources : Institut de la statistique du Québec. *Banque de données des statistiques officielles sur le Québec (BDSO)*, [En ligne]. http://www.bdso.gouv.qc.ca

3.13.1 Pollution

Les effluents provenant d'un site minier sont constitués d'eau d'exhaure, d'eau s'écoulant à l'exutoire d'une aire d'accumulation de résidus miniers (appelée aussi parc à résidus miniers), d'eau de ruissellement d'une halde de stériles ou d'une combinaison de ces types d'eau. L'eau d'exhaure est pompée vers la surface afin de maintenir la mine à sec et d'en permettre l'exploitation. Cette eau peut contenir des contaminants provenant des activités de dynamitage, de l'utilisation de véhicules et d'autres équipements ainsi que des réactions biologiques ou chimiques qui se produisent à la surface de l'assise rocheuse.

Lorsque les installations minières comprennent une usine de traitement de minerai (c'est-à-dire une usine où est traité le minerai brut pour en faire un concentré), l'aménagement d'une aire d'accumulation de résidus miniers est nécessaire afin d'éliminer les résidus du traitement. Ces résidus sont constitués de gangue (la partie du minerai brut qui ne contient pas de minéraux économiquement exploitables) finement broyée et de beaucoup d'eau.[149]

Les alumineries sont des installations réputées pour être polluantes. Les usines de Baie-Comeau et de Sept-Îles se classaient respectivement quatrième et huitième au palmarès des usines les plus polluantes au Québec.[150] Les rejets industriels proviennent toutefois principalement des émissions dans l'air et dans le sol. Il n'existe pas de bilan annuel de conformité pour les alumineries comme pour le secteur des mines ou des pâtes et papiers.

[148] Comité sectoriel de l'industrie des mines, http://www.csmomines.qc.ca
[149] Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, 2005
[150] Nadeau, 2006

3.14 Agriculture

Plusieurs lois et ministères régissent l'agriculture au Québec, dont le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) et le ministère du Développement Durable, de l'Environnement et des Parcs.

Après s'être attaqué à la pollution industrielle dans sa première phase (1988-1993), le Plan Saint-Laurent (PSL) a adopté une approche écosystémique, moins ponctuelle, où le travail devait se faire à l'échelle des bassins versants.

En phase II (1993-1998), les activités liées au domaine d'intervention Agriculture visaient surtout à contrer la pollution diffuse des bassins à forte intensité agricole qui portaient atteinte à la qualité de l'écosystème du Saint-Laurent. Les études menées au cours de cette période ont permis de constater la présence de pesticides agricoles et, notamment, d'herbicides utilisés dans les grandes cultures (maïs, soya et céréales) dans plusieurs rivières tributaires et dans le fleuve Saint-Laurent jusqu'à la hauteur de Québec.

En phase III (1998-2003), le principal objectif du domaine d'intervention Agriculture a été de réduire l'utilisation des pesticides et des risques liés à l'emploi de ceux-ci pour des cultures ciblées (céréales, maïs, soya, pomme et pomme de terre). La voie d'action privilégiée a été l'adoption de pratiques de gestion agroenvironnementale pour les cultures ciblées qui représentaient, à elles seules, 70 % des pesticides agricoles consommés, dont une large part était des herbicides.

L'enjeu de la phase IV est de promouvoir une stratégie afin d'accélérer le passage des pratiques agricoles actuelles à des pratiques de gestion bénéfiques pour une majorité des entreprises agricoles. Les moyens pour y parvenir sont divers, comme la constitution d'un réseau d'échange d'information et le maillage de projets.[151]

De plus, il existe deux entreprises productrices de bleuets en Gaspésie. Une d'entre elles a acquis une ancienne usine de traitement des produits marins de Newport qu'elle a transformée en usine de congélation et de transformation du bleuet, la seule du genre située à l'extérieur de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean. Cette entreprise emploie entre 15 et 75 employés selon la période de l'année.[152] L'exploitation de petits fruits est aussi présente sur la Côte-Nord alors que 78 % de la récolte de bleuets nord-côtiers provient du territoire public.[153] Peu de données économiques sont disponibles pour ce secteur.

[151] Plan Saint-Laurent, http://www.planstlaurent.qc.ca/sl_bm/interventions_g/psl/phase_IV/comites/agriculture/accueil_f.html
[152] MRNF, 2006
[153] MRNF, 2007

L'agriculture et ses activités de soutien emploient environ 5 000 travailleurs.[154]

Tableau 65 : Produit intérieur brut aux prix de base pour l'industrie des cultures agricoles et élevage, 2002 à 2006, (K$)

Régions	2002	2003	2004	2005	2006
BSL	169 035	185 511	214 325	211 576	196 282
GIM	44 275	59 506	70 798	59 315	47 730
Côte-Nord	10 804	12 215	16 871	14 931	13 113

Source : Institut de la statistique du Québec. *Banque de données des statistiques officielles sur le Québec (BDSO)*, [En ligne]. http://www.bdso.gouv.qc.ca

Tableau 66 : Terres en culture (excluant la superficie en arbres de Noël), 2001 et 2006

	2001		2006	
Géographie	ferme	hectare	ferme	hectare
Bas-Saint-Laurent	**1 943**	**170 212**	**1 784**	**180 735**
La Matapédia	232	22 733	210	23 853
Matane	142	13 708	133	14 096
La Mitis	284	24 529	271	28 227
Rimouski-Neigette	222	19 701	196	21 102
Les Basques	166	15 412	149	16 741
Rivière-du-Loup	261	23 844	244	25 464
Témiscouata	222	18 065	190	17 704
Kamouraska	414	32 219	391	33 548
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	**255**	**15 766**	**256**	**17 955**
Les Îles-de-la-Madeleine	17	236	22	595
Le Rocher-Percé	30	1 082	25	1 063
La Côte-de-Gaspé	16	385	16	251
La Haute-Gaspésie	26	1 350	23	1 664
Bonaventure	97	7 244	102	8 929
Avignon	69	5 470	68	5 452
Côte-Nord	**53**	**2 950**	**68**	**4 037**
La Haute-Côte-Nord	33	2 177	38	2 808
Manicouagan*	20	773	30	1 229
Ensemble du Québec	**26 036**	**1 849 938**	**23 967**	**1 933 274**

Par souci de confidentialité, les données de Sept-Rivières, Caniapiscau, Minganie et Basse-Côte-Nord ont été combinées avec les données de Manicouagan

Source : Statistique Canada. 2006. Recensement de l'agriculture de 2006. *Données sur les exploitations et les exploitants agricoles*, n° 95-629-XWF au catalogue.

[154] UPA, bureau du régional de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, communication personnelle

Tableau 67 : Variation du nombre d'hectares ayant été traités pour l'agriculture, selon le type de produit utilisé, par région administrative, 2000 à 2005.

Région	Herbicides	Insecticides	Fongicides	Engrais chimiques
Bas-Saint-Laurent	+ 59 %	+ 12 %	+ 14 %	+ 22 %
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	+ 72 %	- 19 %	+ 41 %	+ 99 %
Ensemble du Québec	+ 23 %	+ 33 %	+ 62 %	+ 17 %

* L'agriculture n'est pas suffisamment pratiquée sur la Côte-Nord pour être représentée dans ce tableau.

Source : Statistique Canada. 2006. Recensement de l'agriculture de 2006. *Données sur les exploitations et les exploitants agricoles*, n° 95-629-XWF au catalogue

3.15 Foresterie

Les activités humaines reliées à la forêt se rapportent principalement au ministère des Ressources Naturelles et de la Faune par la Loi sur le crédit forestier, la Loi favorisant le crédit forestier par les institutions privées, la Loi sur les espèces menacées ou vulnérables et la Loi sur les forêts.

Plusieurs acteurs économiques gravitent autour des grandes entreprises forestières, tels que les entrepreneurs en reboisement et travaux sylvicoles ou voirie forestière, transporteurs, firmes d'ingénieurs et équipementiers. L'industrie des pâtes et papiers fait aussi partie de l'industrie de la foresterie pour les fins de ce rapport.

Au Québec, la majorité du couvert forestier est en territoire public, dont la presque totalité fait l'objet de contrats et de conventions liés à la mise en valeur forestière. Cependant, la réduction de l'approvisionnement en matière ligneuse en forêt publique, l'imposition de droits compensatoires américains en 2001 et la remontée rapide du dollar canadien par rapport à la devise américaine au cours des dernières années ont durement touché les travailleurs et industriels forestiers.

Ainsi, en 2002, le nombre d'emplois pour l'ensemble du secteur forestier représentait 24 % des emplois du secteur de la production de biens, tandis qu'en 1999, cette proportion était de 33,6 % pour la région de la Gaspésie. Cette baisse marquée est la conséquence principale de la fermeture de l'usine de La Compagnie de Papier Gaspésia inc., qui a entraîné une réduction de 48,4 % des emplois dans les activités de transformation du papier. De plus, la dernière usine de transformation de pâtes et papiers de la Gaspésie, située à New Richmond, a mis fin à ses activités en août 2005.[155]

Par ailleurs, la récolte de 4 500 000 kilogrammes de branches de sapin et la fabrication de couronnes de Noël en 2003 a généré des ventes d'une valeur de 10 M$ et procuré de l'emploi à 500 à 600 personnes pendant 5 à 6 semaines pendant la récolte et environ 470 emplois pour la fabrication.[156]

[155] MRNF, 2006
[156] MRNF, 2006

Tableau 68 : Perte d'emplois dans le secteur de la foresterie et des pâtes et papiers, depuis 1er avril 2005 en date du 9 janvier 2009

Régions	Fermeture d'usine permanente	Emplois	Fermeture d'usine temporaire	Emplois	Réduction effectifs	Emplois	Emplois perdu totales
BSL	6	167	22	727	4	105	999
GÎM	5	302	9	235	0	0	537
CN	4	220	9	597	1	23	840
Total	15	689	40	1559	5	128	2376

Source : Ministère des Ressources Naturelles et de la Faunes du Québec. *Enquête sur les pertes d'emplois dans l'industrie de transformation du bois et du papier*, [En ligne]. http://www.mrn.gouv.qc.ca/forets/entreprises/entreprises-transformation-publications-statistiques.jsp

Tableau 69 : Ventilation du chiffre d'affaires dans les secteurs forestiers, de la transformation du bois et des pâtes et papiers, 2004*

Secteur	Québec	Bas-Saint-Laurent	Côte-Nord	Gaspésie / Îles-de-la Madeleine
Aménagement forestier	100 %	9,9 %	7,1 %	5,5 %
G$	2,8	0,28	0,20	0,15
Produit du bois	100 %	6,4 %	8,4 %	5,2 %
G$	9,2	0,59	0,77	0,48
Pâtes et papiers**	100 %	6,0 %	6,1 %	
G$	10,6	0,64	0,65	
Total (G$)	22,6	1,48	1,66***	0,59

* La répartition régionale du chiffre d'affaires est basée sur la répartition régionale de la production du bois d'œuvre, de la production relative de pâtes et papiers du CIFQ et de la répartition des emplois (année-personne) du MRNF. Les valeurs sont approximatives.
** Valeur de 2006
*** Les données du chiffre d'affaires pour le secteur des pâtes et papiers ont été regroupées pour la Côte-Nord et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine à la source. Elles ont été séparées selon un ratio de 100% pour la Côte-Nord pour évaluer le niveau d'emplois total par région.
Sources : Conseil de l'industrie forestière du Québec (CIFQ). Direction de l'économie, des marchés et du commerce international. 2008. *Statistiques : Sciage de résineux et de feuillus, pâtes, papiers, cartons et panneaux*, [En ligne]. http://www.cifq.qc.ca/imports/_uploaded/file/Statistiques-2007.pdf
Ministère des Ressources naturelles et de la Faune du Québec. *Exploitation forestière*, [En ligne]. http://www.mrnf.gouv.qc.ca/publications/forets/connaissances/stat_edition_complete/chap08.pdf

Tableau 70 : Ventilation des emplois directs et indirects dans les secteurs forestiers, de la transformation du bois et des pâtes et papiers, 2007*

Secteur	Québec	Bas-Saint-Laurent	Côte-Nord	Gaspésie / Îles-de-la Madeleine
Aménagement forestier	100 %	9,4 %	7,1 %	6,3 %
Exploitation forestière, foresterie et activités de soutien	16 000	1 504	1 136	1 008
Produit du bois	100 %	6,4 %	8,4 %	5,2 %
1ère transformation	13 600	865	1 136	711
2e et 3e transformation	45 000	2 862	3 757	2 353
Pâtes et papiers**	100 %	6,0 %	6,1 %	
1ère transformation	16 200	972	988	
2e et 3e transformation	36 000	2 153	2189	

Total	126 700	8 356	9 206***	4 073

* La répartition régionale des emplois est basée sur la répartition régionale de la production du bois d'œuvre, de la production relative de pâtes et papiers du CIFQ et de la répartition des emplois (année-personne) de 2005, du MRNF. Les valeurs sont approximatives.
** Valeur de 2006
*** Les données des emplois pour le secteur des pâtes et papiers ont été regroupées pour la Côte-Nord et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine à la source. Elles ont été séparées selon un ratio de 100 % pour la Côte-Nord pour évaluer le niveau d'emploi total par région.
Source : Conseil de l'industrie forestière du Québec (CIFQ). Direction de l'économie, des marchés et du commerce international. 2008. *Statistiques : Sciage de résineux et de feuillus, pâtes, papiers, cartons et panneaux*, [En ligne]. http://www.cifq.qc.ca/imports/_uploaded/file/Statistiques-2007.pdf
Ministère des Ressources naturelles et de la Faune du Québec. *Exploitation forestière*, [En ligne]. http://www.mrnf.gouv.qc.ca/publications/forets/connaissances/stat_edition_complete/chap08.pdf

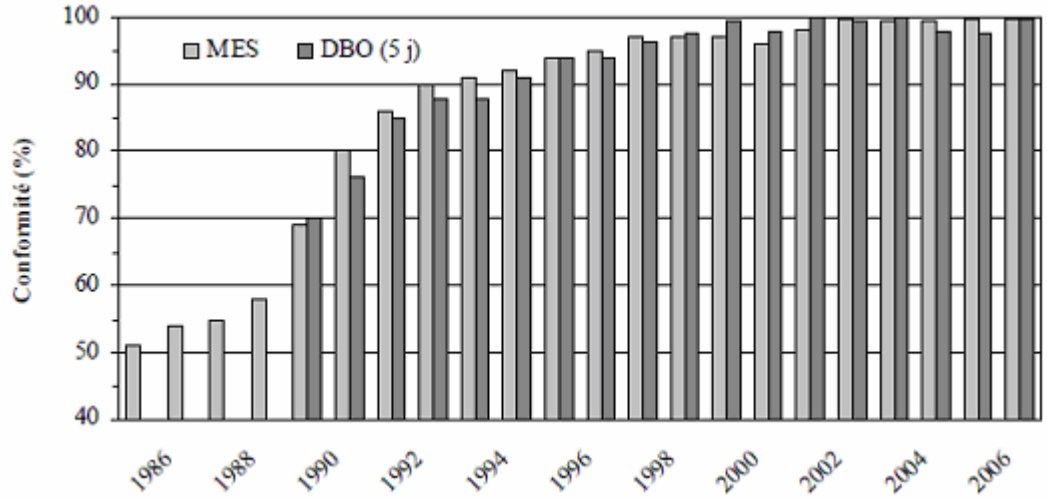
3.15.1 Pollution

Autrefois réputées fortement polluantes, les usines de pâtes et papiers du Québec ont diminué de 90 % leurs rejets de matières en suspension dans l'eau et de 97 % les substances dissoutes dans cette même eau depuis 1981.[157]

L'industrie papetière du Québec rejette dans les cours d'eau divers contaminants dilués dans un grand volume d'eau, estimé à 534,8 millions de mètres cube pour l'année 2006. Les effluents finaux des fabriques peuvent contenir[158] :
• des matières en suspension (MES), telles que des fibres, de fines particules de bois, des boues biologiques, des cendres et des additifs (argile, carbonate de calcium, etc.);
• des matières organiques, en majorité dissoutes, qui créent une DBO provenant du bois ou, dans une plus faible part, des additifs;
• des composés inorganiques (métaux et sels provenant du bois ou des additifs);
• des traces de BPC, que l'on trouve dans les effluents de certaines fabriques qui utilisent des fibres recyclées (provenant des colorants et de certains produits chimiques);
• des hydrocarbures qui proviennent surtout des pertes de lubrifiants;
• des composés phénoliques et des acides gras et résineux provenant du bois;
• des composés organochlorés, tels que les dioxines et les furanes chlorés, que l'on trouve dans les effluents des fabriques qui utilisent un produit chloré pour le blanchiment;
• des substances nutritives, composées d'azote et de phosphore, qui sont ajoutées au traitement biologique pour le maintien de l'activité bactérienne;
• d'autres substances, telles que les composés organiques volatils ou semi-volatils, le formaldéhyde, les hydrocarbures aromatiques polycycliques et l'acétaldéhyde.

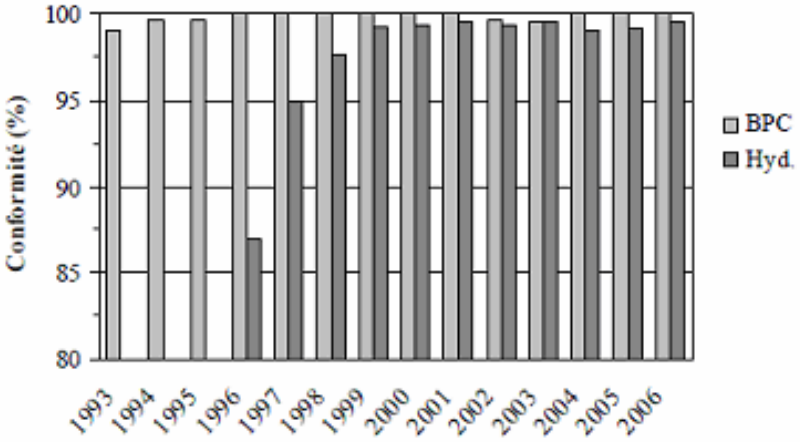
[157] Concerpro, stratégies d'entreprises inc., 2003
[158] Ibid

Figure 49 : Évolution de la conformité aux normes de rejet des MES et DBO_5



Source : Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs. 2006. *Bilan annuel de conformité environnementale, secteur des pâtes et papiers*. Direction des politiques de l'eau, Québec 2007.
DBO : demande biochimique en oxygène dont la mesure est effectuée sur une période de cinq jours
MES : matières en suspension

Figure 50 : Évolution de la conformité aux normes de rejet des BPC et hydrocarbures



Source : Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs. 2006. *Bilan annuel de conformité environnementale, secteur des pâtes et papiers*. Direction des politiques de l'eau, Québec 2007.

Perspective

Les changements entraînés par la crise à laquelle fait face l'industrie auront indéniablement des effets directs sur les emplois en usine mais beaucoup moins en forêt. Toutefois, une hausse de la demande en effectif des travaux sylvicoles est à prévoir à partir de 2009-2010 puisque l'intensification de l'aménagement

forestier fera partie des éléments de grands changements.[159] La crise immobilière américaine risque de limiter le développement de l'industrie durant les années à venir.[160]

[159] Comité sectoriel de main d'œuvre en aménagement forestier (CSMOAF), 2008
[160] Ressources naturelles Canada, http://scf.rncan.gc.ca/soussite/examen-economique/emploi

4. Portrait culturel

Le Québec maritime est riche en éléments culturels. De nombreux sites archéologiques et lieux historiques bordent les côtes du Golfe, permettant ainsi de mieux comprendre l'histoire de ce territoire. Certains attraits, propres au domaine maritime, permettent aussi de découvrir l'importance de cette dimension pour les communautés locales : phares traditionnels, bateaux historiques, épaves importantes et musées maritimes.

Le Québec maritime est aussi une région où la conservation de l'environnement est au centre des préoccupations des collectivités. De nombreux sites terrestres, côtiers ou marins sont ainsi protégés par l'une ou l'autre des juridictions provinciale ou fédérale.

Tous ces sites, bien que ne disposant pas d'une valeur marchande, possèdent une valeur non marchande pour les communautés du Québec maritime. Il est toutefois difficile d'estimer cette valeur sans procéder à des études extensives sur le sujet.

Tableau 71 : Répartition et thématique des principaux sites archéologiques riverains

Activités	Moyen estuaire et estuaire maritime	Golfe
Occupation amérindienne	Côte-Nord gaspésienne Rimouski Le Bic Île Verte Cap Tourmente Baie-Sainte-Catherine Grandes-Bergeronnes	Îles-de-la-Madeleine Blanc-Sablon
Réseaux d'échanges amérindiens	Témiscouata Lac Saint-Jean Rivière aux Outardes Rivière Manicouagan Rivière Saint-Augustin	
Sépulture amérindienne		Mingan
Activités maritimes	Île aux Basques	Paspébiac Middle Bay Île au Bois Red Bay
Activités militaires		Restigouche Îles aux Œufs Brador
Activités commerciales et industrielles		Paspébiac Nantagamiou
Activités seigneuriales	Îles aux Oies	Pabos

Source : Département de géographie. Université Laval. 1992. *Atlas environnemental du Saint-Laurent – Un fleuve en héritage : la conservation et la mise en valeur des patrimoines*.

Tableau 72 : Patrimoine maritime à valeur culturelle

Type	Lieu
Lieu et site historique	Lieu historique national de la bataille de Restigouche Lieu historique national du Monument-à-Jacques-Cartier Lieu historique national du Parc national de Forillon Site historique classé de Room's Point, Blanc-Sablon Site historique classé du Banc-de-Paspébiac, Paspébiac
Phares traditionnels	Phare de Cap-Gaspé Phare du Cap-des-Rosiers Phare de Rivière-Madeleine Phare de la Martre Lieu historique national du Phare de Pointe-au-Père Phare de l'Île Verte Phare des Îles du Pot à l'Eau-de-Vie Phare de Pointe-des-Monts Phare de l'Île Nue de Mingan
Bateau historique	Goélette Marie-Clarisse II Goélette Mont-Saint-Louis Le Pélican Goélette Saint-André
Épaves importantes	Marquis de Malauze Frégate le Machault L'Empress of Ireland Nipigon

Source : Département de géographie. Université Laval. 1992. *Atlas environnemental du Saint-Laurent – Un fleuve en héritage : la conservation et la mise en valeur des patrimoines*.

Tableau 73 : Centres culturels maritimes

Type	Lieu
Musées maritimes	Musée de la mer de Rimouski Musée François-Pilote Musée de la Gaspésie Musée de la mer (L'Île-du-Havre-Aubert)
Centre d'exposition et d'interprétation	Halte côtière du Cap-de-Bon-Désir Centre culturel et d'interprétation de Havre-Saint-Pierre Manoir le Bouthillier Grande-Grève Musée du Fjord Musée les Voitures d'Eau Chantier Maritime Saint-Joseph

Source : Département de géographie. Université Laval. 1992. *Atlas environnemental du Saint-Laurent – Un fleuve en héritage : la conservation et la mise en valeur des patrimoines*.

Tableau 74 : Événements culturels en lien avec la mer, date et lieu

Événement	Lieu	Description
Fêtes de la pêche	Partout au Québec	Pêcher, c'est la vraie vie en nature! À l'occasion de la Fête de la pêche, la population du Québec est invitée à pêcher dans les nombreux plans d'eau. Du 12 juin 2009 au 14 juin 2009
Concours de châteaux de sable des îles	Îles-de-la-Madeleine	Sur la plage de Havre-Aubert, chaque équipe doit construire un château fait uniquement de sable et d'eau. Les participants peuvent s'inscrire dans l'une des catégories suivantes : famille, adulte, artiste. Du 7 août 2009 au 9 août 2009

La Côte en fête	Basse-Côte-Nord	La Basse-Côte-Nord est l'un des secrets les mieux gardés du Canada. La Côte célébrera d'un village à l'autre durant l'événement La Côte en fête. À l'occasion de festivités et d'événements culturels.
Concours de sculptures de sable	Sainte-Luce (Bas-Saint-Laurent)	Vingt-deuxième édition. Chaque été, Sainte-Luce laisse place à la créativité lors du concours de sculptures de sable. C'est à la plage de Sainte-Luce (Anse-aux-Coques) que l'on tient ce concours pour le moins original. Participez en famille ou entre amis. Le 18 juillet, en cas de pluie, 19 juillet
Arrivée de la mouvée des phoques du Groenland	Cap-aux-Meules (Îles-de-la-Madeleine)	À la fin février, début mars, un troupeau de phoques du Groenland vient mettre bas sur la banquise autour des Îles. Les femelles nourrissent leurs petits, les blanchons, pendant trois ou quatre semaines. Forfait d'observation avec vol d'hélicoptère disponible. Du 28 février 2009 au 14 mars 2009
Mise à l'eau des cages et arrivée du Homard Nouveau	Port de pêche de Grande-Entrée (Îles-de-la-Madeleine)	La mise à l'eau des cages à homard se fait à une date précise, le 1er ou le 2e samedi du mois de mai selon les conditions de glaces. Du 2 mai 2009 au 4 juillet 2009
La fête aux Saveurs de la mer, l'événement gourmand annuel	Site de La Côte à L'Étang-du-Nord (Îles-de-la-Madeleine)	Grande fête champêtre où les mytiliculteurs et producteurs de la mer vous font découvrir leurs productions en association avec les restaurateurs. Le 21 juin 2009
Concours de construction de petits bateaux	La Grave, Havre-Aubert (Îles-de-la-Madeleine)	À l'occasion du Festival Acadien, venez démontrer vos talents de constructeur naval! Le 1er août 2009
Concours de sculptures sur sable	Portneuf-sur-Mer (Côte-Nord)	Laissez-vous tenter par la musique aux saveurs latines à la plage de la pointe des Fortin qui accueille, à chaque mois de juillet, le rassemblement des amateurs de sculptures sur sable. Le 18 juillet 2009
Festival de la baleine bleue	Les Bergeronnes (Côte-Nord)	La 32^{e} édition du festival de la baleine bleue présente trois jours d'activités sociorécréatives en compagnie de la baleine Pipounapi, mascotte du festival. Ne manquez pas la parade de chars allégoriques et le spectacle musical. Du 31 juillet au 2 août 2009

Source : Sites web touristiques du Québec

Tableau 75 : Aires marines ou côtières protégées en vertu de la législation fédérale

Catégories	Lois	Autorité responsable	Identification des aires situées dans les zones d'étude
Refuges d'oiseaux migrateurs	*Loi de 1994 sur la Convention concernant les oiseaux migrateurs*, L.C. 1994, c. 22.	Ministre de l'Environnement et Service canadien de la faune.	Refuge d'oiseaux de Betchouane; Refuge d'oiseaux des rochers aux Oiseaux; Refuge d'oiseaux de l'Île Bonaventure et du Rocher Percé; Refuge d'oiseaux de la baie Brador; Refuge d'oiseaux de Cap-Saint-Ignace; Refuge d'oiseaux de l'Île du Corossol;

			Refuge d'oiseaux de l'Île à la Brume; Refuge d'oiseaux de l'Île aux Basques; Refuge d'oiseaux de L'Isle-Verte; Refuge d'oiseaux de L'Islet; Refuge d'oiseaux de Montmagny; Refuge d'oiseaux de Saint-Augustin; Refuge d'oiseaux des Îles Sainte-Marie; Refuge d'oiseaux de Saint-Omer; Refuge d'oiseaux de Trois-Saumons; Refuge d'oiseaux de Watshishou; Refuge d'oiseaux de Baie-des-Loups; Refuge d'oiseaux de Gros Mécatina.
Réserves nationales de faune	*Loi sur les espèces sauvages du Canada,* L.R.C. (1985), c. W-9 *Loi sur les espèces en péril*,	Ministre de l'Environnement et Service canadien de la faune	Réserve nationale de faune du cap Tourmente; Réserve nationale de faune de la pointe de l'Est; Réserve nationale de faune de la Baie de l'Isle-Verte; Réserve nationale de faune des Îles de l'estuaire; Réserve nationale de faune de Pointe-au-Père.
Zones de protection marines	*Loi sur les océans*, L.C. 1996, ch. 31.	Ministre des Pêches et des Océans	Projet de Zone de protection marine *Estuaire du Saint-Laurent*. Projet de Zone de protection marine *Manicouagan*.
Parcs nationaux du Canada ou Réserves à vocation de parc national du Canada	*Loi sur les parcs nationaux du Canada,* L.C. 2000, c.32.	Ministre responsable de l'Agence Parcs Canada.	Parc national du Canada Forillon; Réserve de parc national du Canada de l'Archipel-de-Mingan.
Aires marines nationales de conservation	*Loi sur les aires marines nationales de conservation du Canada,* L.C. 2002, c. 18 *Loi sur le parc marin du Saguenay–Saint-Laurent***,** L.C. 1997, c. 37.	Ministre responsable de l'Agence Parcs Canada.	Parc marin du Saguenay–Saint-Laurent.

Source : Unisféra. 2006. *Portrait des droits de propriété et compétences législatives du Fédéral et de la Province de Québec, ainsi que des pouvoirs des municipalités, dans l'estuaire et le golfe du Saint-Laurent*.

Tableau 76 : Aires marines ou côtières protégées en vertu de la législation québécoise

Catégories	Lois	Autorité responsable	Identification des aires situées dans les zones d'étude
Zones d'exploitation contrôlée (ZEC)	*Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune*,	Ministre des Ressources naturelles et de la Faune.	Trinité; D'Iberville; Oie-blanche-de-Montmagny; Matimec; Rivière-Moisie.

	L.R.Q., c. C-61.1.		
Refuges fauniques	*Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune*, L.R.Q., c. C-61.1.	Ministre des Ressources naturelles et de la Faune.	Refuge faunique de Pointe-de-l'Est; Refuge faunique de l'Îlet-aux-Alouettes.
Habitats fauniques	*Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune*, L.R.Q., c. C-61.1.	Ministre des Ressources naturelles et de la Faune.	Types d'habitats fauniques se trouvant dans les zones d'étude : Aires de concentration d'oiseaux aquatiques; Héronnières; Îles ou presqu'îles habitées par une colonie d'oiseaux; Habitats du rat musqué; Habitats du poisson.
Réserves écologiques	*Loi sur la conservation du patrimoine naturel*, L.R.Q., c. C-61.01.	Ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs.	Réserve écologique de l'Île Brion; Réserve écologique de la Pointe-Heath; Réserve écologique du Grand-Lac-Salé.
Réserves aquatiques	*Loi sur la conservation du patrimoine naturel*, L.R.Q., c. C-61.01.	Ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs.	Réserve aquatique projetée de l'estuaire de l'Ile Bonaventure.
Réserves de biodiversité	*Loi sur la conservation du patrimoine naturel*, L.R.Q., c. C-61.01.	Ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs.	Réserve de biodiversité projetée de la côte d'Harrington Harbour.
Parcs nationaux	*Loi sur les parcs*, L.R.Q., c. P-9.	Ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs.	Parc national d'Anticosti; Parc national du Bic; Parc national de l'Île-Bonaventure-et-du-Rocher-Percé; Parc national de Miguasha; Projet de Parc national d'Harrington-Harbour.
Parcs marins	*Loi sur le parc marin du Saguenay–Saint-Laurent*, L.R.Q., c. P-8.1	Ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs.	Parc marin du Saguenay–Saint-Laurent.
Sites protégés		Fondation de la Faune du Québec	Battures de Kamouraska et Côte-de-Beaupré.
Sites géologiques exceptionnels	*Loi sur les mines*, L.R.Q., c. M-13.1.	Ministre des Ressources naturelles et de la Faune.	Site fossilifère : Parc de Miguasha; Paysage géologique ou géomorphologique remarquable : Rocher Percé; Sites lithologiques : La Tourelle et le Quai de l'Islet.

Source : Unisféra. 2006. *Portrait des droits de propriété et compétences législatives du Fédéral et de la Province de Québec, ainsi que des pouvoirs des municipalités, dans l'estuaire et le golfe du Saint-Laurent*.

4.1 Communautés autochtones [161]

La Gaspésie et les provinces maritimes constituent le territoire ancestral de plus de 20 000 Micmacs. La langue micmac est enseignée à l'école et elle est encore parlée dans les communautés de Listuguj et de Gesgapegiag. La plupart des Micmacs de Gaspé parlent français, tandis que la langue seconde des deux autres bandes est l'anglais. L'originalité de la culture micmac réside dans son adaptation aux activités liées à la vie maritime. Ainsi, avant même l'arrivée des Européens, les Micmacs avaient construit des embarcations pour pêcher en haute mer. La pêche au saumon fait toujours partie du mode de vie des Micmacs.

En 1840, plus de 200 Malécites vivaient sur les bords de la rivière Mitis, et probablement autant sur d'autres sites entre Lévis et Rimouski, ou encore dans une des premières concessions foncières accordées à des Amérindiens du Québec, la réserve de Viger créée en 1827. Après avoir rétrocédé leurs terres en 1869, les Malécites s'installent autour de Cacouna et plusieurs générations y demeurent longtemps. Les Malécites ne font plus parler d'eux pendant au moins un siècle. Puis, en 1987, 130 membres se réunissent à Rivière-du-Loup en vue d'élire un chef et un conseil de la nation. Le conseil fait alors parvenir une demande de reconnaissance officielle au gouvernement québécois. En 1989, l'Assemblée nationale reconnaît officiellement les Malécites comme la onzième nation autochtone du Québec.

Avant le XX^{e} siècle, les Innus sont presque les seuls habitants d'un immense territoire qui s'étend jusqu'à 600 kilomètres à l'intérieur des terres le long de la Côte-Nord. Ils vivent de chasse, de pêche et de cueillette. Au XVIII^{e} siècle, à la suite de l'établissement des comptoirs de traite, ils s'orientent vers les activités de piégeage. À partir de 1900, l'arrivée d'industries minières et forestières et la construction de barrages hydroélectriques bouleversent leur mode de vie, accélèrent leur sédentarisation et mènent à la création des neuf villages actuels. Les communautés innues sont très différentes les unes des autres, tant par leur situation géographique et leur taille que par leur développement socio-économique : commerces et entreprises, pourvoiries, chasse, pêche traditionnelle et pêche commerciale (rivières à saumon).

[161] Secrétariat aux affaires autochtones, http://www.autochtones.gouv.qc.ca/relations_autochtones/profils_nations/profil.htm

5. Conclusion

La Loi sur les océans du Canada fournit un cadre pour les initiatives de gestion des côtes et des océans, en utilisant l'approche de gestion intégrée. Le Plan d'action pour les océans la définit comme une méthode de planification globale pour la gestion des activités humaines, de façon à ce qu'elles n'entrent pas en conflit les unes avec les autres et que tous les facteurs soient pris en considération pour la conservation et l'utilisation durable des ressources marines et l'utilisation partagée des océans. Le but de ce rapport est de présenter les informations pertinentes existantes sur les grands problèmes sociaux, économiques et culturels du Québec, ainsi que sur les activités humaines importantes qui s'y produisent.

La frontière du Québec maritime est déterminée par la présence d'eau salée. Ainsi, tout le territoire en aval de la pointe est de l'Île d'Orléans, soit le moyen estuaire, l'estuaire maritime et le golfe du Saint-Laurent, représente la région québécoise du golfe. Toutefois, les divisions géographiques humaines n'ont pas été faites en fonction de sections hydrographiques et demandent donc un certain ajustement. Au Québec, trois régions administratives sont habituellement qualifiées de maritimes, soit le Bas-Saint-Laurent, la Côte-Nord et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine.

Le Québec maritime s'étend sur près de 3 000 km de côte et représente 21 % du territoire de la province. Bien qu'au total le nombre d'habitants ait augmenté au cours des cinq dernières années, la majorité des MRC a vu sa population diminuer, et ce, depuis plus de trente ans. En 2006, la population totale était de 400 000 habitants, soit 5 % de la population du Québec. Elle est généralement moins éduquée et en moins bonne santé que la moyenne québécoise. Onze communautés autochtones, appartenant à trois nations, soit les Innus, les Micmacs et les Malécites, longent les berges du Saint-Laurent maritime.

Le taux de chômage y est très élevé, particulièrement en Gaspésie et sur la Basse-Côte-Nord. Le revenu disponible moyen est généralement inférieur à la moyenne du Québec et près du quart des communautés dépendent des ressources naturelles. La part relative de ces régions pour l'économie provinciale est en baisse par rapport au niveau de 1997 et ne représente plus que 4,4 % du PIB du Québec.

La situation économique de l'industrie des pêches commerciales est relativement bonne par rapport à 1990. La valeur des débarquements a augmenté, de même que les ventes de produits transformés. Toutefois, environ 2 000 travailleurs ont dû se retirer de l'industrie au cours des 20 dernières années et peu de jeunes semblent être enclins à prendre la place de leurs prédécesseurs. Peu de communautés en sont dépendantes.

Bien que l'industrie du transport maritime se situe surtout à Québec et à Montréal, deux ports de grande importance se situent dans la région d'étude, soit Sept-Îles et Port-Cartier. On y exporte principalement du minerai de fer et des céréales venant de l'ouest du pays. Il s'agit d'un mode de transport important pour la santé de certaines industries telles que les mines, l'aluminium et les pâtes et papiers.

Le tourisme est un secteur économique important pour ces régions où le nombre d'emplois rattachés à ce secteur est supérieur à la moyenne québécoise. Les dépenses y étant associées s'élèvent à 480 M$. De nombreuses activités récréatives peuvent aussi y être pratiquées, telles que l'observation de mammifères marins, la pêche sportive et la navigation de plaisance. Les retombés économiques de ces activités sont de plus de 200 M$.

D'autres activités de ces régions peuvent avoir un lien avec la mer, telles que les technologies marines, la recherche ou la transformation de produits marins. De plus, la région accueille diverses industries, telles que la foresterie et ses dérivés, l'exploitation minière et la fabrication d'aluminium, la production d'énergie hydroélectrique ou éolienne ainsi que l'agriculture. Ces activités économiques sont soit dépendantes ou peuvent nuire à l'environnement marin, d'où l'importance de connaître leur situation.

Il est aussi important de rappeler la présence d'éléments qui, bien que sans valeur économique, possèdent une valeur importante pour ces communautés, les communautés non maritimes du Québec et les générations futures. Les comités ZIP témoignent de l'importance que les communautés accordent à leur environnement de même que du nombre important de sites ou lieux protégés.

Bibliographie

- Administrations portuaires de Québec et Montréal, compilation spéciale : MPO-DRPE, région du Québec
- Affaires indiennes et du Nord Canada. 2008. *Carte « Les Nations »*, [En ligne]. http://www.ainc-inac.gc.ca/ai/scr/qc/aqc/mp-fra.asp (Page consultée le 5 mars 2009)
- Affaires indiennes et du Nord Canada. *Peuples et collectivités autochtones*, [En ligne]. http://www.ainc-inac.gc.ca/ai/scr/qc/index-fra.asp (Page consultée le 3 mars 2009)
- Affaires indiennes et du Nord Canada. *Région du Québec*, [En ligne]. http://www.ainc-inac.gc.ca/ai/scr/qc/index-fra.asp (Page consultée le 5 mars 2009)
- Agriculture et Agroalimentaire Canada. *Poisson et fruits de mer en direct*, [En ligne]. http://atn-riae.agr.ca/seafood/home-f.htm (Page consultée le 3 mars 2009)
- Alexander, D.W., D.R. Sooley, C.C. Mullins, M.I. Chiasson, A. M. Cabana, I. Klvana and J.A. Brennan. 2008. *Gulf of St. Lawrence: Human Systems Overview Report*. Oceans and Coastal Management Publication Series XXXX: xiv + 166 p.
- Alliance autochtone du Québec. *Site de l'Alliance autochtone du Québec*, [En ligne]. http://www.aaqnaq.com/ (Page consultée le 27 février 2009)
- Alliance Verte. *Nouvelles,* [En ligne]. http://www.allianceverte.org/ (Page consultée le 27 février 2009)
- Banque de données INNAV et Centre SCTM - Les Escoumins, GCC, région du Québec
- Bourque, A. et G. Simonet. 2008. « Québec », dans *Vivre avec les changements climatiques au Canada* : édition 2007. D.S. Lemmen, F.J. Warren, J. Lacroix et E. Bush (éditeurs). Gouvernement du Canada, Ottawa (Ontario), pp. 171-226
- Brander-Smith, D. 1990. *Protecting our waters: Final Report. Public Review Panel on Tanker Safety and Marine Spill Response Capability*. Ottawa, Canada
- Bruckmüller, M. 2008. « Pétrolia veut produire 5% du pétrole consommé au Québec ». Dans Canoë. *Argent*, [En ligne]. http://argent.canoe.com/infos/quebec/archives/2008/02/20080221-161130.html (Page consultée le 27 février 2009)
- Bureau de la sécurité des transports du Canada. *Bienvenue au BST*, [En ligne]. http://www.tsb.gc.ca/fra/ (Page consultée le 11 mars 2009)
- Business Research and Economic Advisors (BREA). 2008. *La contribution de l'industrie des croisières internationales à l'économie canadienne en 2007*, [En ligne]. http://www.cruisesaintlawrence.com/FR/Medias/Retombees-economiques.aspx (Page consultée le 2 mars 2009)
- Chaire de tourisme de l'École des sciences de la gestion. 2003. *Plan intégré de développement et de promotion des croisières-excursions du Québec*. Université du Québec à Montréal (UQAM)

- Charest, J. et M. Poulin. 2007. *La formation de la main-d'œuvre dans une perspective de développement économique régional. Examen du rôle des politiques publiques, des ressources de soutien, du partenariat et des entreprises dans cinq régions du Québec*. École de relations industrielles, Université de Montréal
- Collectivités écologiques Bas-Saint-Laurent. « Les bassins versants prioritaires du Québec ». Dans Co-éco, Québec. *Gestion de l'eau*, [En ligne]. http://co-eco.org/gestion_de_leau/?id=bassins_versants_prioritaires&a=2007 (Page consultée le 2 mars 2009)
- Comité sectoriel de main d'œuvre de l'industrie maritime (CSMOIM). 2007. *Perspective d'évolution de l'emploi –Industrie maritime du Québec; 2007-2011,* [En ligne]. http://www.csmoim.qc.ca/CSMOIMScriptorBD/documents/907071/Perspectives%20sect_%202007-2011%20CSMOIM%2001-07.pdf (Page consultée le 2 mars 2009)
- Comité sectoriel de main d'œuvre en aménagement forestier (CSMOAF). 2008. *Perspectives sectorielles pour l'industrie « Foresterie et exploitation forestière »*
- Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'industrie des mines. *Site du Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'industrie des mines*, [En ligne]. http://www.csmomines.qc.ca (Page consultée le 2 mars 2009)
- Concerpro, stratégies d'entreprises inc. 2003. « Bilan sectoriel de l'industrie des pâtes et papiers du Québec ». Dans Conseil de l'industrie forestière du Québec. *Conseil de l'industrie forestière du Québec, porte-parole de l'industrie forestière du Québec*, [En ligne]. http://www.cifq.qc.ca/imports/_uploaded/ConcerproBilan-pates.pdf (Page consultée le 2 mars 2009)
- Conseil de l'industrie forestière du Québec (CIFQ). Direction de l'économie, des marchés et du commerce international. 2008. *Statistiques : Sciage de résineux et de feuillus, pâtes, papiers, cartons et panneaux*, [En ligne]. http://www.cifq.qc.ca/imports/_uploaded/file/Statistiques-2007.pdf (Page consultée le 2 mars 2009)
- Département de géographie. Université Laval. 1992. *Atlas environnemental du Saint-Laurent – Un fleuve en héritage : la conservation et la mise en valeur des patrimoines*. Environnement Canada
- Département de géographie. Université Laval. 1992. *Atlas environnemental du Saint-Laurent – Commercial Fishing Ressources : Commercial Fishing in the St-Lawrence.* Environnement Canada
- Département des sciences du bois et de la forêt. Université Laval. *Perspectives sectorielles pour l'industrie « Foresterie et exploitation forestière »,* [En ligne]. http://www.sbf.ulaval.ca/fileadmin/sbf/lien/Perspectives_sectorielles_2008-2012.pdf (Page consultée le 5 mars 2009)
- Desjardins. *Desjardins études économiques régionales, volume 6; régions 1, 9, 10, 11*, [En ligne].

http://www.desjardins.com/fr/a_propos/etudes_economiques/conjoncture_quebec/etudes_regionales/ (Page consultée le 2 mars 2009)
- Doloreux D. et Y. Melançon. *Le pari ambitieux du cluster maritime du Québec : état de la situation et politiques publiques*, Géographie Économie Société 2006/4, Vol. 8, p. 467-480
- Doloreux, D. et Y. Melançon. 2008. *Innovation support organizations in the marine science and technology industry: the case of Quebec's coastal region in Canada*. Marine Policy, Volume 33, Issue 1. January 2009. pp.90-100
- Doloreux, D., A. Isaksen, H. W. Aslesen, Y. Melançon. 2008. *A comparative study of the aquaculture innovation systems in Quebec's coastal region and Norway*.
- Éco-Santé. *Les bases de données Éco-Santé en ligne,* [En ligne]. http://www.ecosante.fr (Page consultée le 27 février 2009)
- Énergie Cacouna. *Énergie Cacouna Energy*, [En ligne]. http://www.energiecacouna.ca (Page consultée le 2 mars 2009)
- Environnement Canada. 2007. *Characterization and toxicity testing of fish processing plant effluent in Canada*. Région de l'Atlantique
- Environnement Canada. *Eaux usées*, [En ligne]. http://www.ec.gc.ca/eu-ww/default.asp?lang=Fr&n=BC799641-1 (Page consultée le 5 mars 2009)
- Environnement Canada. *La pratique de la navigation de plaisance sur le fleuve et dans le golfe du Saint-Laurent*, [En ligne]. http://www.qc.ec.gc.ca/csl/inf/inf028_f.html (Page consultée le 3 mars 2009)
- Environnement Canada. *La problématique environnementale liée à la navigation de plaisance sur le Saint-Laurent*, [En ligne]. http://www.qc.ec.gc.ca/csl/inf/inf032_f.html (Page consultée le 3 mars 2009)
- Environnement Canada. Protection de l'environnement. 1996. *Évaluation des risques aux ports de Montréal, Chicoutimi, Québec, Sept-Îles et Trois-Rivières, Montréal*. Région du Québec. 98 p.
- Garde côtière canadienne. *Analyse 2007 des besoins recherche et sauvetage*, [En ligne]. http://www.ccg-gcc.gc.ca/f0003782#_Toc197850142 (Page consultée le 2 mars 2009)
- Gardner Pinfold, 2009. *Economic Value of Marine Related Activities in Canada*.
- Gaspésie.com. 2008. « Terminal propanier, nouveau projet pour Gaspé ». Dans Gaspésie.com. *Bulletin hebdomadaire*, [En ligne]. http://www.gaspesie.com/cgi/bulletin/article.cgi?no_article=7886&contexte=web (Page consultée le 2 mars 2009)
- Genesis Public Opinion Research Inc., Smith Gunther Associates. 2007. *Economic Impact of the Canadian Recreational Boating Industry: 2006*. http://www.nautismequebec.com/doc/45_1.pdf (page consultée le 2 mars 2009)
- Giguère, L. 2008. *Livre guide des sites de plongée marine au Québec*. Édition Broquet.
- Grand Québec.com. *Port méthanier – Québec*, [En ligne]. http://grandquebec.com/economie-quebec/port-methanier-gros-cacouna/ (Page consultée le 3 mars 2009)

- Grenier, É. 2008. « Du pétrole au Québec !?! ». Dans Jobboom. *Blog*, [En ligne]. http://jobboomblog.com/2008/06/27/du_petrole_au_quebec (Page consultée le 3 mars 2009)
- Institut de la statistique du Québec. 2004. *Perspectives démographiques, Québec et régions, 2001-2051, édition 2003*, [En ligne]. http://www.stat.gouv.qc.ca/donstat/societe/demographie/persp_poplt/pers2001-2051/ (Page consultée le 10 mars 2009)
- Institut de la statistique du Québec. 2008. *Le Québec, chiffres en main, édition 2008*, [En ligne]. http://www.stat.gouv.qc.ca/publications/referenc/pdf2008/QCM2008_fr.pdf (Page consultée le 3 mars 2009)
- Institut de la statistique du Québec. *Banque de données des statistiques officielles sur le Québec (BDSO)*, [En ligne]. http://www.bdso.gouv.qc.ca (Page consultée le 3 mars 2009)
- Investissement Québec. *Métaux légers, profil du secteur*, [En ligne]. http://www.investquebec.com/fr/index.aspx?page=476 (Page consultée le 3 mars 2009)
- Junex. *Pétrole et gaz au Québec – La production,* [En ligne]. http://www.junex.ca/fr/oilgas/production.php (Page consultée le 3 mars 2009)
- Knap, A. E. Dewailly, et al. 2002. *Indicators of Ocean Health and Human Health: Developing a Research and Monitoring Framework*. Environmental Health Perspectives. Volume 110, number 9.
- Le Quotidien. 21 juin 2005. *Projet d'Énergie Granse-Anse Un port méthanier de 1 milliard $* [En ligne] http://www.cyberpresse.ca
- Le Quotidien. 22 septembre 2005. *Terminal méthanier à Grande-Anse Une alternative valable à Lévis et Cacouna*. Nouvelles générales, p.4
- Leduc, G. 2008. « Les biotechs crient à l'aide ». Dans Cyberpresse.ca. *Le Soleil – Actualité économique*, [En ligne]. http://www.cyberpresse.ca/le-soleil/affaires/actualite-economique/200812/21/01-812362-les-biotechs-crient-a-laide.php (Page consultée le 2 mars 2009)
- Lisanne Ross, Croisière du Saint-Laurent, communication directe.
- Lussier, J.-F., 2005. *Projet de récupération d'engins de pêche perdus et d'infrastructures aquicoles abandonnées sur la Basse Côte-Nord.* Regroupement des Associations de Pêcheurs de la Basse Côte-Nord.
- Michaud, J.-C., Y. Dion, C. Rioux, N. Diop et J. Laflamme. 2002. *Estimation de la valeur économique des industries associées au domaine maritime au Québec*. Université du Québec à Rimouski
- Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ). 2009. *Profil sectoriel de l'industrie bioalimentaire du Québec*, édition 2008. Centre de référence en agriculture et agroalimentaire du Québec (CRAAQ). Québec
- Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ). 2007. *Les pêches et l'aquaculture commerciales : Bilan et perspective 2006*. Direction générale des pêches et de l'aquaculture commerciales. Québec

- Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire du Québec (MAMROT). *Composition et répartition des Conférences régionales des élus,* [En ligne]. http://www.mamrot.gouv.qc.ca/regions/regi_conf.asp (Page consultée le 2 mars 2009)
- Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire du Québec. *Municipalité régionale de comté (MRC)*, [En ligne]. http://www.mamrot.gouv.qc.ca (Page consultée le 3 mars 2009)
- Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire du Québec (MAMROT). *Répertoire des municipalités du Québec*, [En ligne]. http://www.mamrot.gouv.qc.ca/repertoire_mun/repertoire/repertoi.asp (Page consultée le 3 mars 2009)
- Ministère des Ressources Naturelles et de la Faune (MRNF). 2006. *Portrait territorial – Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine*. Direction régionale de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine. Québec
- Ministère des Ressources Naturelles et de la Faune (MRNF). 2007. *Portrait territorial – Côte-Nord*. Direction régionale de la Côte-Nord. Québec
- Ministère des Ressources naturelles et de la Faune du Québec (MRNF). *Exploitation forestière*, [En ligne]. http://www.mrnf.gouv.qc.ca/publications/forets/connaissances/stat_edition_complete/chap08.pdf (Page consultée le 2 mars 2009)
- Ministère des Ressources Naturelles et de la Faune du Québec (MRNF). *Les retombées économiques,* [En ligne]. http://www.mrnf.gouv.qc.ca/energie/eolien/eolien-retombees.jsp (Page consultée le 3 mars 2009)
- Ministère des Ressources Naturelles et de la Faune du Québec (MRNF). *Perspectives économiques,* [En ligne] http://www.mrnf.gouv.qc.ca/energie/hydroelectricite/perspectives.jsp (Page consultée le 3 mars 2009)
- Ministère des Ressources Naturelles et de la Faune du Québec (MRNF). *Sondage réalisé auprès des entreprises, 26 juin 2008*, [En ligne]. http://www.mrnf.gouv.qc.ca/energie/eolien/eolien-retombees.jsp (Page consultée le 3 mars 2009)
- Ministère des Ressources Naturelles et de la Faune du Québec (MRNF). *Statistiques de chasse et de piégeage*, [En ligne]. http://www.mrnf.gouv.qc.ca/faune/statistiques/chasse-piegeage.jsp#chasse (Page consultée le 3 mars 2009)
- Ministère des Ressources Naturelles et de la Faunes du Québec (MRNF). *Enquête sur les pertes d'emplois dans l'industrie de transformation du bois et du papier*, [En ligne]. http://www.mrn.gouv.qc.ca/forets/entreprises/entreprises-transformation-publications-statistiques.jsp (Page consultée le 3 mars 2009)
- Ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs du Québec. *Cartes et fichiers du Québec minier*, [En ligne].

https://gestim.mines.gouv.qc.ca/ftp//cartes/carte_quebec.asp (Page consultée le 2 mars 2009)
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs. 2005. Bilan Annuel de conformité environnementale, secteur minier.
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs. 2006. *Bilan annuel de conformité environnementale, secteur des pâtes et papiers*. Direction des politiques de l'eau, Québec 2007
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs. 2005. *Bilan Annuel de conformité environnementale, secteur minier*. Direction des politiques de l'eau, Québec 2006
- Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE). Développement régional. *Projet Accord*, [En ligne]. http://www.mdeie.gouv.qc.ca/index.php?id=2467 (Page consultée le 3 mars 2009)
- Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE). *Accueil*, [En ligne]. http://www.mdeie.gouv.qc.ca/ (Page consultée le 3 mars 2009)
- Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE). 2006a. *Projet ACCORD – Créneau Ressources, sciences et technologies marines, filière aquaculture*, [En ligne]. http://www.mdeie.gouv.qc.ca/index.php?id=2474 (Page consultée le 3 mars 2009)
- Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE). 2006b. *Projet ACCORD – Créneau Ressources, sciences et technologies marines, filière biotechnologies marines*, [En ligne]. http://www.mdeie.gouv.qc.ca/index.php?id=2474 (Page consultée le 3 mars 2009)
- Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE). 2006c. *Projet ACCORD – Créneau Ressources, sciences et technologies marines, filière capture et la transformation de la biomasse marine*, [En ligne]. http://www.mdeie.gouv.qc.ca/index.php?id=2474 (Page consultée le 3 mars 2009)
- Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE). 2006d. *Projet ACCORD – Créneau Ressources, sciences et technologies marines, filière les technologies marines*, [En ligne]. http://www.mdeie.gouv.qc.ca/index.php?id=2474 (Page consultée le 3 mars 2009)
- Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation. Projet ACCORD. 2006e. *Stratégie de développement du créneau « Ressources, sciences et technologies marines »*. Québec
- Ministère du Tourisme du Québec. 2005. *Le Tourisme au Québec en bref, édition 1998 à 2004*. Direction de l'évaluation, de la recherche et de la prospective. Québec
- Ministère du Tourisme du Québec. 2006. *Le tourisme, une industrie importante pour le Québec, édition 2006*. Direction de la recherche et de la prospective. Québec

- Ministère du Tourisme du Québec. 2007. *Le Québec du Saint-Laurent, Plan intégré de l'expérience : Diagnostic et orientations*. Direction des marchés touristiques.
- Ministère du Tourisme du Québec. 2008. *Le tourisme en chiffres, édition 2004 à 2007*, [En ligne]. http://www.bonjourquebec.com/mto/publications/pdf/etudes/Tourisme_chiffres2007.pdf (Page consultée le 3 mars 2009)
- Morneau, F., M. Michaud, F. Lecours, L. Côté et D. Roy. 2001. *Étude d'impact sur l'environnement : projets de protection des berges le long de la route 132 autour de la péninsule gaspésienne*. Ministère des Transports du Québec, 84 p. et annexes. Dans Bourque et Simonet, 2008
- Nadeau, J. 2006. « Les champions de la pollution au Québec ». Dans Canoë – Infos. *Société*, [En ligne]. http://www.canoe.com/archives/infos/societe/2006/03/20060327-062900.html (Page consultée le 3 mars 2009)
- Otis, G. 2004. *Droit, territoire et gouvernance des peuples autochtones*. Les Presses de l'Université Laval, Québec, 184p.
- Pêches et Océans Canada (MPO). 2001. *Politiques de gestion des pêches sur la côte Atlantique du Canada. Sommaire des politiques, lois et ententes en vigueur le 30 septembre 2001, qui influent sur la gestion des pêches sur la côte Atlantique du Canada*. Révision de la politique sur les pêches de l'Atlantique (RPPA). Ottawa
- Pêches et Océans Canada (MPO). 2002. *Le transport maritime au Québec : analyse des tendances*. Direction des politiques et de l'économique. Région du Québec
- Pêches et Océans Canada (MPO). 2003. *Portrait sur les croisières-excursions au Québec.* Direction des politiques et de l'économique. Région du Québec
- Pêches et Océans Canada (MPO). 2004. *Navigation de plaisance au Québec. Portrait 2004.* Direction des politiques et de l'économique. Région du Québec
- Pêches et Océans Canada (MPO). 2006. *Étude sur les coûts et les revenus, 2004 – Homardiers des Îles-de-la-Madeleine, région du Québec*. Direction des politiques et de l'économique. Région du Québec
- Pêches et Océans Canada (MPO). 2007a. *Enquête sur la pêche récréative au Canada 2005*. Analyses économiques et statistiques, Secteur des politiques. Ottawa
- Pêches et Océans Canada (MPO). 2007b. *Estimations des bénéfices économiques du rétablissement des mammifères marins de l'estuaire du Saint-Laurent*, Direction des politiques et de l'économique. Région du Québec
- Pêches et Océans Canada (MPO). 2007c. Estuary and Gulf of Saint-Lawrence Ecosystem Overview and Assessment Report (EOAR). Version du 15 janvier 2007.
- Pêches et Océans Canada (MPO). 2008a. Cap-aux-Meules.
- Pêches et Océans Canada (MPO). 2008b. *Chasse au phoque de l'Atlantique, plan de gestion 2006-2010*, [En ligne]. http://www.dfo-mpo.gc.ca/fm-gp/seal-

phoque/reports-rapports/mgtplan-plangest0610/mgtplan-plangest0610-fra.htm (Page consultée le 2 mars 2009
- Pêches et Océans Canada (MPO). 2008c. *Perspectives maritimes, mai 2008*. Direction des politiques et de l'économique. Région du Québec
- Pêches et Océans Canada (MPO). 2008d. Sept-Îles
- Pêches et Océans Canada (MPO). 2008e. *Turbotiers de la Gaspésie et de la Haute et Moyenne Côte-Nord – Coûts et revenus 2004-2006*. Direction des politiques et de l'économique. Région du Québec
- Pêches et Océans Canada (MPO). 2009. *Perspective maritime*. Février 2009, numéro 24. [En ligne] http://mpo-rl.lau.dfo-mpo.ca/drpe/fr/Analyses/Analyses.htm ((Page consultée le 10 mars 2009)
- Pêches et Océans Canada (MPO). *Ports pour petits bateaux*, [En ligne] http://www.dfo-mpo.gc.ca/sch-ppb/home-accueil-fra.htm, (Page consulté le 16 mars 2009)
- Pêches et Océans Canada (MPO). Région du Québec. Garde côtière canadienne. *Marinfo*, [En ligne]. http://www.marinfo.gc.ca/fr/flotte/Activite.asp (Page consultée le 3 mars 2009)
- Pêches et Océans Canada (MPO). Région du Québec. *Marinfo*. [En ligne] http://www.marinfo.gc.ca/fr/general/accueil.asp (Page consultée le 3 mars 2009)
- Pêches et Océans Canada (MPO). Système d'information pour la gestion de l'habitat du poisson (SIGHAP). *Communauté de pratique en évaluation environnementale*, [En ligne]. http://sighap-fhamis.qc.dfo-mpo.gc.ca/imf-ows/imf.jsp?site=CDP_EE (Page consultée le 2 mars 2009)
- Plan Saint-Laurent. *Comité de concertation Agriculture*, [En ligne]. http://www.planstlaurent.qc.ca/sl_bm/interventions_g/psl/phase_IV/comites/agriculture/accueil_f.html (Page consultée le 3 mars 2009)
- Plan Saint-Laurent. *Plan Saint-Laurent – Pour un développement durable*, [En ligne] http://www.planstlaurent.qc.ca/index_f.html (Page consultée le 3 mars 2009)
- Presse Canadienne. 2008. « Gaspésie : la production de pétrole pourrait débuter bientôt ». Dans Les Affaires.com. *Industrie – Détail d'article*, [En ligne]. http://www.lesaffaires.com/article/0/energie/2008-05-08/477758/gaspesie-la-production-de-petrole-pourrait-debuter-bientot.fr.html (Page consultée le 2 mars 2009)
- Presse Canadienne. 2008. « Stelmine veut trouver du pétrole en Gaspésie ». Dans Les Affaires.com. *Énergie – Détail d'article*, [En ligne]. http://www.lesaffaires.com/article/0/energie/2008-06-09/478992/stelmine-veut-trouver-du-peteacutetrole-en-gaspeteacutesie.fr.html (Page consultée le 3 mars 2009)
- Publications Québec. *Loi sur les compétences municipales*, [En ligne]. http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca (Page consultée le 3 mars 2009)
- Québec Yachting. *Québec Yachting – Le magazine #1 au Québec*, [En ligne]. http://www.quebecyachting.ca/ (Page consultée le 3 mars 2009)

- Radio-Canada. *Rabaska est toujours sur les rails*, [En ligne]. http://www.radio-canada.ca/regions/Quebec/2009/01/20/001-rabaska-crise.shtml?ref=rss (Page consulté le 16 mars 2009)
- Regroupement des pêcheurs professionnels du Nord de la Gaspésie (RPPNG). 1991. *Projet pilote : Récupération d'agrès perdus en mer, région Gaspé Nord*
- Ressources humaines et Développement des compétences Canada. *Industrie de la transformation du poisson*, [En ligne]. http://www.rhdsc.gc.ca/fra/pip/prh/ps/profils_industriels/transformation_du_poisson.shtml (Page consultée le 3 mars 2009)
- Ressources naturelles Canada. 2008. « Examen annuel et perspectives économiques de l'industrie forestière canadienne ». Dans Ressources naturelles Canada. *Emploi*, [En ligne]. http://scf.rncan.gc.ca/soussite/examen-economique/emploi (Page consultée le 2 mars 2009)
- Ressources naturelles du Canada. *Atlas du Canada*, [En ligne]. http://atlas.nrcan.gc.ca/site/francais/maps/economic/rdc2001 (Page consultée le 27 février 2009)
- Roche (Shaw Group). 2005. *Étude des retombées économiques de la pêche sportive au saumon sur le territoire québécois.*
- Saint-Laurent Vision 2000. Comité de concertation Navigation. 2004. *Stratégie de navigation durable pour le Saint-Laurent.* Québec
- Saint-Laurent Vision 2000. Domaine d'intervention Santé humaine. 2004. *Le Saint-Laurent et la santé humaine, l'état de la question II*, [En ligne]. http://www.slv2000.qc.ca/ (Page consultée le 2 mars 2009)
- Saint-Laurent Vision 2000. *Plan d'action – Phase II*, [En ligne]. http://www.slv2000.qc.ca/plan_action/phase2/accueil_f.htm#concertation (Page consultée le 3 mars 2009)
- Saint-Laurent Vision 2000. *Plan d'action – phase III*, [En ligne]. http://www.slv2000.qc.ca/plan_action/phase3/accueil_f.htm (Page consultée le 3 mars 2009)
- Saint-Laurent Vision 2000. *Plan d'action Saint-Laurent – Accueil*, [En ligne]. http://www.slv2000.qc.ca/index_f.htm (Page consultée le 3 mars 2009)
- Saint-Laurent Vision 2000. *Résultats – Phase I*, [En ligne]. http://www.slv2000.qc.ca/plan_action/phase1/resultats_f.htm (Page consultée le 3 mars 2009)
- Saint-Laurent Vision 2000. *Phase III – Stratégie de navigation durable pour le Saint-Laurent*, [En ligne]. http://www.slv2000.qc.ca/plan_action/phase3/navigation/SND/plan_action/pa_rejets_eaux_f.htm (Page consultée le 3 mars 2009)
- Saint-Laurent Vision 2000. Stratégie de navigation durable pour le Saint-Laurent. 2004. Québec. [En ligne] http://www.slv2000.qc.ca/plan_action/phase3/navigation/SND/images/SND_longue_f.pdf
- Saumon Québec. *Les rivières*, [En ligne]. https://www.saumonquebec.com/LesRivieres/LesRivieres.aspx (Page consultée le 3 mars 2009)

- Scheuhammer A.M., S.L. Money, D.A. Kirk et G. Donaldson. 2003. *Les pesées et les turluttes de plomb au Canada : Examen de leur utilisation et de leurs effets toxiques sur les espèces sauvages*. Environnement Canada. Service canadien de la faune, publication hors série numéro 108
- Secrétariat aux affaires autochtones. *Accueil*, [En ligne]. http://www.saa.gouv.qc.ca/index.asp (Page consultée le 3 mars 2009)
- Secrétariat aux affaires autochtones. *Profils des nations autochtones du Québec*, [En ligne]. http://www.autochtones.gouv.qc.ca/relations_autochtones/profils_nations/profil.htm (Page consultée le 3 mars 2009)
- Sentier maritime. *Kayak de mer – Route bleue*, [En ligne]. http://www.sentiermaritime.com/ (Page consultée le 3 mars 2009)
- Société de développement de l'industrie maricole (SODIM). 2005. *Pour récolter le succès / Plan stratégique de développement de la mariculture; 2006-2011*, [En ligne]. http://www.sodim.org/pdf/Plan%20stratégique.pdf (Page consultée le 3 mars 2009)
- Société de développement économique du Saint-Laurent (SODES). 2003. *Le transport maritime, pilier de l'économie québécoise. Bulletin spécial, Journée maritime québécoise le 28 octobre 2003*, [En ligne]. http://www.st-laurent.org/ressources/fichiers/bulJMQ03.pdf (Page consultée le 5 mars 2009)
- Statistique Canada. 1996 à 2005. *Le transport maritime au Canada*. Division des transports. Ottawa
- Statistique Canada. 2005. *Enquête sur les voyages des canadiens (EVC).* http://www.statcan.gc.ca/survey-enquete/household-menages/tsrc-evrc/tsrc-evrc-fra.htm
- Statistique Canada. 2006. Recensement de l'agriculture de 2006. *Données sur les exploitations et les exploitants agricoles*, n° 95-629-XWF au catalogue
- Statistique Canada. 2006a. Enquête sur les voyages des résidents du Canada (EVRC). http://www.statcan.gc.ca/survey-enquete/household-menages/tsrc-evrc/tsrc-evrc-fra.htm
- Statistique Canada. 2006b. Catalogue n° 52-215, 53-222 et 54-205 ; Données compilées : MPO- RPE, Région du Québec
- Statistique Canada. 2008. recensement 2006, compilation spéciale : MPO-DRPE, région du Québec
- Statistique Canada. *Profils de la région administrative*, [En ligne]. http://www.stat.gouv.qc.ca/regions/profils/profil01/01ra_index.htm#sante (Page consultée le 3 mars 2009)
- Statistique Canada. *Recensement de 2006*, [En ligne]. http://www12.statcan.ca/census-recensement/2006/dp-pd/index-fra.cfm (Page consultée le 3 mars 2009)
- Système INNAV, Garde côtière canadienne, région du Québec.
- Technopole maritime du Québec. 2007. *Bulletin – Printemps 2007*, [En ligne]. http://www.tmq.ca/bulletin/pdf/bulletin_printemps2007.pdf (Page consultée le 3 mars 2009)

- Technopole maritime du Québec. 2008. *Développement et diversification économique de l'Est du Québec : situation du secteur maritime*, [En ligne]. http://www.tmq.ca/publication/memoire_fev08.pdf (Page consultée le 3 mars 2009)
- Tecsult Environnement Inc. 2000. *Étude socio-économique d'un secteur retenu pour l'identification d'une zone de protection marine pilote : Golfe du Saint-Laurent, secteur est de la péninsule gaspésienne.* Québec
- Thériault, C. 2008. « Exploration pétrolière en Gaspésie : Pétrolia garde le cap ». Dans Cyberpresse.ca. Le Soleil. *Site du quotidien le Soleil*, [En ligne]. http://www.cyberpresse.ca/le-soleil/affaires/les-regions/200811/02/01-35463-exploration-petroliere-en-gaspesie-petrolia-garde-le-cap.php (Page consultée le 2 mars 2009)
- Topping, P. 2000. *Marine debris: A Focus for Community Engagement.* Presented at Coastal Zone Canada Conference, Saint John, New Brunswick, Environment Canada
- Tourisme Bas-Saint-Laurent. *Fêtes et festivals.* [En ligne] http://www.tourismebas-st-laurent.com/vitrine/atrbsl/activeservice?value=events1 (Page consultée le 2 mars 2009)
- Tourisme Duplessis. *Événements*. [En ligne] http://www.tourismeduplessis.com/fr/evenements.asp?list=alpha (Page consultée le 5 mars 2009)
- Tourisme Gaspésie. *Événements.* [En ligne] http://www.tourisme-gaspesie.com/evenements.html Page consultée le 2 mars 2009)
- Tourisme Îles de la Madeleine. *Événements*. [En ligne] http://www.tourismeilesdelamadeleine.com/magdalen-islands/evenements.cfm (Page consultée le 5 mars 2009)
- Tourisme Manicouagan. *Événements*. [En ligne] http://www.tourismemanicouagan.com/fr/evenements.asp?list=alpha (Page consultée le 5 mars 2009)
- Tourisme Québec. *Événements*. [En ligne] http://www.bonjourquebec.com/qc-fr/recherche/recherche_evenements.php?langue (Page consultée le 5 mars 2009)
- Transport Québec : Transport maritime. [En ligne] http://www.mtq.gouv.qc.ca/portal/page/portal/entreprises/transport_maritime (Page consultée le 16 mars 2009)
- Transports Canada. Transport maritime. *Ports*, [En ligne]. http://www.tc.gc.ca/programmes/ports/index.htm (Page consultée le 5 mars 2009)
- Unisféra. 2006. *Portrait des droits de propriété et compétences législatives du Fédéral et de la Province de Québec, ainsi que des pouvoirs des municipalités, dans l'estuaire et le golfe du Saint-Laurent*.120p.
- UPA, bureau du régional de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, communication personnelle
- Villeneuve, S. et L. Quilliam. 2000. *Les risques et les conséquences environnementales de la navigation sur le Saint-Laurent.* Environnement

Canada – Région du Québec, Conservation de l'environnement, Centre Saint-Laurent. Rapport scientifique et technique ST-188, 174 pages.

- Wikipédia. *Canal de Panamá*, [En ligne]. http://fr.wikipedia.org/wiki/Canal_de_Panam%C3%A1 (Page consultée le 2 mars 2009)
- Zins Beauchesne et associés. 2003. « Diagnostic de la main-d'œuvre dans l'industrie de la transformation de produits marins au Québec ». Dans Comité sectoriel de main d'œuvre des pêches maritimes (CSMOPM). *Bibliothèque virtuelle*, [En ligne]. http://www.pechesmaritimes.org/industrie/biblio.aspx (Page consultée le 3 mars 2009)
- Zins Beauchesne et associés. 2008. « Étude sectorielle sur les effectifs de la main-d'œuvre maritime au Québec ». Dans Comité sectoriel de main d'œuvre de l'industrie maritime (CSMOIM). *Publications*, [En ligne]. http://www.csmoim.qc.ca/MyScriptorBD/documents/33215/Rapport%20final%20d%C3%A9finitif%2012-05-2008.pdf (Page consultée le 3 mars 2009)

Annexe

A. Gouvernance

Annexe A-1 : Institutions paragouvernementales et non gouvernementales liées au domaine de la pêche

Institution	Mandat / Mission	Contact
Réseau pêches et aquaculture Québec	Le Réseau associe les principaux intervenants du secteur au sein de trois tables, soit : la Table filière de l'aquaculture en eau douce, la Table maricole et la Table des pêches maritimes	**Réseau pêches et aquaculture Québec** 200, ch. Sainte-Foy, 1er étage Québec (Québec) G1R 4X6 Tél.: 418-380-2100, poste 3859 http://www.rpaq.org/
Comité sectoriel de main-d'œuvre des pêches maritimes	Son but est de concerter les gens de l'industrie, en visant le développement des ressources humaines de l'industrie des pêches et de l'aquaculture.	**CSMOPM** 185-2, rue de la Reine Gaspé (Québec) G4X 1T7 Tél. : 418-368-3774 http://pechesmaritimes.org/
Conseil pour la conservation des ressources halieutiques	Jusqu'en 2005, le but premier du conseil était de faire des recommandations sur le total des captures admissibles et autres mesures de conservation. En 2002, suite à une révision du mandat du CCRH, le conseil entreprit une nouvelle direction avec emphase sur la conservation stratégique à long terme.	**Conseil pour la conservation des ressources halieutiques** C.P. 2001, Succursale D Ottawa (Ontario) K1P 5W3 Tél. : 613-998-0433 http://www.frcc.ca
Alliance des pêcheurs professionnels du Québec		**APPQ** C.P. 8188 Cap-aux-Meules (Québec) G4T 1R3 Tél. : 418-986-5623 Courriel : APPIM@tlb.sympatico.ca (Pour les courriels, veuillez préciser dans l'objet que c'est pour l'APPQ)

Annexe A-2 : Listes des organisations en lien avec le secteur de la pêche

Institution	Mandat / Mission	Contact
Poisson et fruit de mer en direct	Site d'information d'Agriculture et Agro-alimentaire Canada sur le marché du poisson et des fruits de mer canadiens	**Agriculture et Agroalimentaire Canada** 930, avenue Carling Ottawa (Ontario) K1A 0C7 Tél. : 613-759-1000 http://sea.agr.gc.ca/seafood/home-f.htm
Conseil national du secteur des produits de la mer	Le CNSPM s'emploie à procurer des stratégies et des programmes en matière de ressources humaines à l'intention de l'industrie globale de la transformation des produits de la mer.	**Conseil national du secteur des produits de la mer** 130, rue Albert, bureau 910 Ottawa (Ontario) K1P 5G4 Tél. : 613-782-2391 http://www.nssc.ca/frn_home.cfm
Agence canadienne d'inspection des aliments – Poissons,	L'ACIA conçoit des normes pour les produits et les procédés relatifs au poisson et	**ACIA** Tél. : 1-800-442-2342 http://www.inspection.gc.ca/francais/tocf.shtml

produits de la mer	aux produits de la mer et vérifie leur conformité.	
Association québécoise de l'industrie de la pêche	Elle a pour but de défendre les intérêts professionnels des industriels québécois de la transformation des produits marins.	**Association québécoise de l'industrie de la pêche** 2600, boulevard Laurier, bureau 843 Ste-Foy (Québec) Tél.: 418-654-1831 aqip@quebectel.com
Société de développement de l'industrie maricole	La SODIM est une corporation dont la mission est de contribuer à la création et au développement d'entreprises de mariculture.	**SODIM** 137-3, rue de la Reine Gaspé (Québec) G4X 1T5 Tél. : 418-368-4044 sodim@sodim.org
L'Association québécoise de commercialisation de poissons et fruits de mer	L'AQCMER est le seul regroupement autonome spécialisé dans la commercialisation des produits de la mer au Québec et en service.	**AQCMER** 4001, Saint-Martin Ouest Bureau 201, Laval (Québec) H7V 1B7 Tél. : 450-973-3388 http://www.aqcmer.org/
Comité sectoriel de main-d'œuvre des pêches maritimes	Son but est de concerter les gens de l'industrie visant le développement des ressources humaines de l'industrie des pêches et de l'aquaculture.	**CSMOPM** 185-2, rue de la Reine Gaspé (Québec) G4X 1T7 Tél. : 418-368-3774 http://pechesmaritimes.org/

Annexe A-3 : Institutions non gouvernementales liées au domaine de l'aquaculture

Institution	Mandat/Mission	Contact
Réseau pêches et aquaculture Québec	Le Réseau associe les principaux intervenants du secteur au sein de trois tables, soit : la Table filière de l'aquaculture en eau douce, la Table maricole et la Table des pêches maritimes	**Réseau pêches et aquaculture Québec** 200, ch. Sainte-Foy, 1er étage Québec (Québec) G1R 4X6 Tél.: 418-380-2100, poste 3859 http://www.rpaq.org/
Association des aquaculteurs du Québec	L'Association des aquaculteurs du Québec compte 49 membres. Créée en 2000, elle succède à l'Association des aquiculteurs du Québec qui avait vu le jour en 1993.	**Normand Roy, président** 555, boulevard Roland-Therrien Longueuil (Québec) J4H 3Y9 Tél. : 450-679-0540, poste 8432 aquaculture@upa.qc.ca
Société de développement de l'industrie maricole inc.	La SODIM est une corporation dont la mission est de contribuer à la création et au développement d'entreprises de mariculture.	**SODIM** 137-3, rue de la Reine Gaspé (Québec) G4X 1T5 Tél. : 418-368-4044 sodim@sodim.org
Regroupement des mariculteurs du Québec		**RMQ** 137-3, rue de la Reine Gaspé (Québec) G4X 1T5 Tél. : 418-368-4044 rmqc@globetrotter.net
Comité sectoriel de main-d'œuvre des pêches maritimes	Son but est de concerter les gens de l'industrie, en visant le développement des ressources humaines de l'industrie des pêches et de l'aquaculture.	**CSMOPM** 185-2, rue de la Reine Gaspé (Québec) G4X 1T7 Tél. : 418-368-3774 http://pechesmaritimes.org/

Annexe A-4 : Gouvernance de l'industrie du transport maritime

Institutions	Mandat / Mission	Contact
La Société des traversiers du Québec (STQ)	Aujourd'hui, la Société des traversiers du Québec exploite huit services de traversiers sur le Saint-Laurent, dont trois en partenariat. Bras droit du ministère des Transports du Québec pour tout ce qui concerne le transport maritime de passagers et l'entretien d'infrastructures portuaires, la Société des traversiers est souvent appelée à partager son expertise dans des dossiers qui réunissent plusieurs partenaires régionaux.	**Société des traversiers du Québec** 250, rue Saint-Paul Québec (Québec) G1K 9K9 Tél. : 418-643-2019 http://www.traversiers.gouv.qc.ca/
La Société de développement économique du Saint-Laurent (SODES)	La SODES agit comme rassembleuse en offrant un forum d'échange, de concertation et d'action à l'ensemble des intervenants dont les activités ont un impact sur l'économie du Saint-Laurent	**SODES** 271, rue de l'Estuaire Québec (Québec) G1K 8S8 Tél. : 418-648-4572 http://www.st-laurent.org
Fédération des armateurs du Canada	Le mandat de la Fédération est de promouvoir et de protéger les intérêts de ses membres en forgeant des consensus sur les enjeux communs et en développant avec les gouvernements des politiques et des textes législatifs et réglementaires qui permettront à l'industrie maritime de fournir sa pleine contribution à l'économie canadienne	**Fédération maritime du Canada** 300, rue du Saint-Sacrement, bureau 326 Montréal (Québec) H2Y 1X4 Tél. : 514-849-2325 http://www.shipfed.ca
Armateurs du Saint-Laurent	La mission des Armateurs du Saint-Laurent (ASL) est de veiller à la défense et à la promotion des intérêts des armateurs domestiques.	**SODES** 271, rue de l'Estuaire Québec (Québec) G1K 8S8 Tél. : 418-648-4378 http://www.armateurs-du-st-laurent.org/
Alliance Verte	Pour la première fois en Amérique du Nord, les composantes de l'industrie maritime s'unissent dans le but d'implanter une politique environnementale volontaire sur l'ensemble d'un corridor maritime majeur.	**Alliance Verte** 271, rue de l'Estuaire Québec (Québec) G1K 8S8 Tél. : 418-649-6004 http://www.allianceverte.org/
Forum de concertation	Le rôle du Forum est de veiller à la mise en œuvre efficace et concertée des différentes mesures proposées dans la Politique de transport maritime et fluvial du gouvernement du Québec, adoptée en juin 2001.	**Monsieur Daniel Marcotte** Ministère des Transports du Québec Tél. : 418-644-2908, poste 2252 Daniel.marcotte@mtq.gouv.qc.ca
Comité sectoriel de main d'œuvre de l'industrie maritime	Agir à titre d'organisme de concertation, de coordination et	**CSMO industrie maritime** 271, rue de l'Estuaire

	d'orientation par l'identification des besoins et de solutions concrètes en matière de formation et de développement de la main-d'œuvre.	Québec (Québec) G1K 8S8 Tél. : 418-694-9059 http://www.csmoim.qc.ca/

Annexe A-5 : Regroupements et concertations liés au domaine du tourisme maritime

Institutions	Mandat / Mission	Contact
Association Maritime du Québec	Cet organisme a pour mandat de représenter et de faire valoir les intérêts des plaisanciers et des entreprises nautiques auprès des intervenants concernés. Il organise et promeut la tenue d'expositions et de salons spécialisés dans le domaine du sport nautique et de la navigation.	**AMQ** 621 av. Stravinski, bureau 500, Brossard (Québec) J4X 1Y7 Tél. : 450-466-1777 http://www.nautismequebec.com/
Association des croisières du Saint-Laurent	Croisières du Saint-Laurent met en valeur le fleuve Saint-Laurent auprès des compagnies de croisières internationales. Le mandat principal de l'association vise à permettre aux différentes instances, publiques et privées, de jouir d'une structure leur permettant de travailler conjointement au développement et à la promotion des croisières internationales sur le Saint-Laurent.	**Association des croisières du Saint-Laurent** C. P. 21 005, Grande Place Rimouski (Québec) G5L 9A2 Tél. : 418-725-0135 http://www.cruisesaintlawrence.com
Association des professionnels d'aventure et d'écotourisme du Québec	Défendre, représenter et promouvoir les intérêts des producteurs professionnels en tourisme d'aventure et en écotourisme du Québec, en vue de développer une offre touristique de qualité dans les secteurs du tourisme d'aventure et de l'écotourisme.	**Aventure Écotourisme Québec** 4981, boulevard Lévesque Est Laval (Québec) H7C 1N3 Tél. : 450-661-2225 http://www.aventure-ecotourisme.qc.ca/
Québec Maritime	Notre rôle principal consiste à faire connaître aux touristes hors Québec la destination Québec maritime, ses attraits et activités ainsi que ses services via des activités de commercialisation.	**Le Québec maritime** 84, rue Saint-Germain Est, bureau 205 Rimouski (Québec) G5L 1A6 Tél. : 418-724-7889 http://www.quebecmaritime.ca/

Annexe A-6 : Regroupements et concertations liés à l'environnement et à la pollution

Institutions	Mandat / Mission	Contact
Centre Saint-Laurent	Relevant de la Direction de la conservation de l'environnement d'Environnement Canada, le CSL se veut un lieu de science au service de l'action. En s'appuyant sur la science et l'intégration des connaissances, le Centre Saint-Laurent se donne pour mission de fournir une meilleure compréhension des écosystèmes du Saint-Laurent.	**Centre Saint-Laurent** 105 rue McGill, 7e étage Montréal (Québec) H2Y 2E7 Tél. : 1-800-463-4311 http://www.qc.ec.gc.ca/csl/acc/csl001_f.html
Regroupement national des conseils régionaux de l'Environnement	Les CRE informent, sensibilisent et conseillent les intervenants du milieu dans les dossiers environnementaux et de développement durable afin que les régions administratives du Québec puissent se développer tout en protégeant leurs ressources naturelles. Les secteurs couverts sont : matières résiduelles, gestion de l'eau, énergie, forêts, agriculture, développement durable, etc. Le RNCREQ agit comme interlocuteur privilégié auprès des gouvernements en matière de consultation pour l'ensemble des régions.	**Conseil Régional de l'Environnement de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine** 106A Port-Royal, suite 103 Bonaventure (Québec) G0C 1E0 Tél. : 418-534-4498 http://www.cregim.org **Conseil régional de l'environnement du Bas-Saint-Laurent** 88, Saint-Germain Ouest, Bureau 104 Rimouski (Québec) G5L 4B5 Tél. : 418-721-5711 http://www.crebsl.com **Conseil régional de l'environnement de la Côte-Nord** 498, avenue Brochu Sept-Îles (Québec) G4R 2W8 Tél. : 418-962-6362 http://www.crecn.org/
Enviroclub : Bas St-Laurent Côte-Nord Saguenay–Lac-St-Jean Portneuf	Permet aux dirigeants de PME de mieux comprendre les avantages de la gestion environnementale et de faire l'expérience d'un projet de prévention de la pollution.	**Environnement Canada** 105, rue McGill, Montréal (Québec) H2Y 2E7 Tél : 1-800-463-4311 http://www.enviroclub.ca

Annexe A-7 : Regroupements et concertations liés au domaine de la gestion intégrée

Institution	Mandat / Mission	Contact
Comités de gestion intégrée de la zone côtière au Québec (GIZC)	Les comités de gestion intégrée de la zone côtière ont plusieurs objectifs. Un premier objectif est de partager des connaissances sur l'utilisation du territoire, des ressources, et des habitats. Un second objectif est d'identifier les	**Côte-Nord** Comité Côtier les Escoumins à la rivière Betsiamites **Charlevoix** Comité côtier de l'Île-aux-Coudres **Gaspésie** : Table de concertation du littoral de

	problématiques associées à la zone côtière. Les autres objectifs sont de diffuser cette information, d'harmoniser les usages du littoral et de prévenir les conflits potentiels.	Bonaventure, Comité de concertation de la Baie de Gaspé, Comité côtier Carleton - St-Omer, Comité des usagers de la Baie de Cascapédia, **Îles-de-la-Madeleine** : C.g.i de la lagune de Grande-Entrée, C.g.i. du Bassin aux Huîtres C.g.i. de la Baie du Havre-aux-Basques C.g.i. de la Baie du Bassin C.g.i. de la lagune du Havre-aux-Maisons et de la Baie du Cap-Vert http://www.zonescotieresquebec.org/index.php
Comités zones d'intervention prioritaire (ZIP)	Le programme ZIP vise prioritairement à promouvoir une meilleure connaissance de l'environnement du Saint-Laurent en vue de favoriser la réalisation d'initiatives locales en matière de protection, de restauration, de conservation et de mise en valeur des usages et des ressources du Saint-Laurent, dans une perspective de développement durable.	**Côte-Nord du Golfe** Virginie Provost Tél. : 418-968-8798 http://www.zipcng.org **Baie-des-Chaleurs** Tél. : 418-759-5880 zonebdc@globetrotter.net **Îles-de-la-Madeleine** Yves Martinet Tél. : 418-986-6633 http://www.zipdesiles.org **Sud-de-l'Estuaire** Françoise Bruaux Tél. : 418-722-8833 http://www.zipsud.org/ **Rive nord de l'estuaire** Dominic Francoeur Tél. : 1-877-520-0404 http://www.strategiessl.qc.ca **Saguenay** Ghislain Sylvain Tél. : 418-544-5813 http://www.zipsaguenay.ca
Stratégies Saint-Laurent	La mission première de Stratégies Saint-Laurent est de regrouper les comités de zones d'intervention prioritaire (comités ZIP) du Québec afin de favoriser la protection, la réhabilitation et la mise en valeur du Saint-Laurent dans une perspective de développement durable.	**Stratégies Saint-Laurent** 870 avenue de Salaberry, bureau 204 Québec (Québec) G1R 2T9 Tél. : 418-648-8079 http://www.strategiessl.qc.ca/index.html
Le regroupement des organisations de bassins versants du Québec	Promouvoir la gouvernance et la gestion intégrée de l'eau par bassin versant sur l'ensemble du territoire québécois, rassembler et représenter les organisations de bassin versant.	**ROBVQ** 675, boul. René-Lévesque Est 8e étage, boîte 42 Québec (Québec) G1R 5V7 Tél. : 418-521-3878 http://www.robvq.qc.ca/

Annexe A-8 : Gouvernance autochtone de la Côte-Nord

Innus (Montagnais)	Contact
Essipit	**Denis Ross** 32, rue de la Réserve,C.P. 820 Les Escoumins (Québec) G0T 1K0 Tél. : 418-233-2509 www.mamuitun.com/membres-essipit.asp
Betsiamites	**Raphaël Picard** 2, rue Ashini, C.P. 40 Betsiamites (Québec) G0H 1B0 Tél. : 418-567-2265, poste 8488 www.pessamit.ca
Unamen Shipu	**Chef Guy Bellefleur** La Romaine (Québec) G0G 1M0, Tél. : 418-229-2917 www.mamit-innuat.com/Unamenshipu.htm
Pakua Shipi	**Chef Christiane Lalo** C.P. 178 Pakuashipi (Québec) G0G 2R0 Tél. : 418-947-2253 www.mamit-innuat.com/Pakuashipu.htm
Uashat Mak Mani-Utenam	**Chef Georges-Ernest Grégoire** 1089, De Quen ,C.P. 8000 Sept-Îles (Québec) G4R 4L9 Tél. : 418-962-0327
Ekuanitshit	**Chef Jean-Charles Piétacho** 35, rue Manitou Mingan (Québec) G0G 1V0, Tél. : 418-949-2234 www.mamit-innuat.com/Ekuanitshit.htm
Natashquan	**Chef François Bellefleur** 78, rue Mashkush Natashquan (Québec) G0G 2E0 Tél. : 418-726-3529 www.mamuitun.com/membres-Natashquan.asp

Source : Affaires indiennes et du Nord Canada. *Peuples et collectivités autochtones*, [En ligne]. http://www.ainc-inac.gc.ca/ai/scr/qc/index-fra.asp

Annexe A-9 : Gouvernance autochtone de la Gaspésie et du Bas-Saint-Laurent

Micmac / Malécite	Contact
Malécites de Viger	**Réserve de Withworth et Cacouna** Première Nation Malécite de Viger 112, avenue de la Grève Cacouna (Québec) G0L 1G0 Tél. : 418-867-4618 pnmv@videotron.ca
Gespeg	**La Nation Micmac de Gespeg** 783, boul. Pointe-Navarre, C.P. 69 Fontenelle (Québec) G4X 6V2 Tél. : 418-368-6005 http://www.gaspesie.com/gespeg/index.html
Gesgapegiag	**Réserve Indienne de Gesgapegiag** Case Postale 1280

	Maria (Québec) G0C 1Y0 Tél. : 418-759-3441 http://www.gesgapegiag.com
Listuguj	**Gouvernement Listuguj Mi'gmaq** 17, Riverside West Street, C.P. 298 Listuguj (Québec) G0C 2R0 Tél. : 418-788-2136 www.listuguj.ca

Source : Affaires indiennes et du Nord Canada. *Peuples et collectivités autochtones*, [En ligne]. http://www.ainc-inac.gc.ca/ai/scr/qc/index-fra.asp

B. Législation

Annexe B-1 : Les compétences législatives des Parlements du Canada et du Québec en vertu des articles 91, 92 et 92A de la Loi constitutionnelle de 1867

Compétences législatives du fédéral (art. 91 LC 1867)	Compétences législatives du Québec (art. 92 et 92A LC 1867)
91 : POUVOIRS EXCLUSIFS DU PARLEMENT FÉDÉRAL 1A. La dette et la propriété publiques; 2. La réglementation du trafic et du commerce; 2A. L'assurance-chômage; 3. Le prélèvement de deniers par tous modes ou systèmes de taxation; 4. L'emprunt de deniers sur le crédit public; 5. Le service postal; 6. Le recensement et les statistiques; 7. La milice, le service militaire et le service naval, et la défense du pays; 8. La fixation et le paiement des salaires et honoraires des officiers civils et autres du gouvernement du Canada; 9. Les amarques, les bouées, les phares et l'Île de Sable; 10. La navigation et les bâtiments ou navires (*shipping*); 11. La quarantaine et l'établissement et maintien des hôpitaux de marine; 12. Les pêcheries des côtes de la mer et de l'intérieur; 13. Les passages d'eau (*ferries*) entre une province et tout pays britannique ou étranger, ou entre deux provinces; 14. Le cours monétaire et le monnayage; 15. Les banques, l'incorporation des banques et l'émission du papier-monnaie; 16. Les caisses d'épargne; 17. Les poids et mesures; 18. Les lettres de change et les billets promissoires; 19. L'intérêt de l'argent; 20. Les offres légales; 21. La banqueroute et la faillite; 22. Les brevets d'invention et de découverte; 23. Les droits d'auteur; 24. Les Indiens et les terres réservées pour les Indiens; 25. La naturalisation et les aubains; 26. Le mariage et le divorce; 27. La loi criminelle, sauf la constitution des tribunaux de juridiction criminelle, mais y compris la procédure en matière criminelle; 28. L'établissement, le maintien, et l'administration des pénitenciers; 29. Les catégories de sujets expressément exceptés dans l'énumération des catégories de	**92 : POUVOIRS EXCLUSIFS DES LÉGISLATURES PROVINCIALES** 2. La taxation directe dans les limites de la province, dans le but de prélever un revenu pour des objets provinciaux; 3. Les emprunts de deniers sur le seul crédit de la province; 4. La création et la tenure des charges provinciales, et la nomination et le paiement des officiers provinciaux; 5. L'administration et la vente des terres publiques appartenant à la province, et des bois et forêts qui s'y trouvent; 6. L'établissement, l'entretien et l'administration des prisons publiques et des maisons de réforme dans la province; 7. L'établissement, l'entretien et l'administration des hôpitaux, asiles, institutions et hospices de charité dans la province, autres que les hôpitaux de marine; 8. Les institutions municipales dans la province; 9. Les licences de boutiques, de cabarets, d'auberges, d'encanteurs et autres licences, dans le but de prélever un revenu pour des objets provinciaux, locaux, ou municipaux; 10. Les travaux et entreprises d'une nature locale, autres que ceux énumérés dans les catégories suivantes: (a) Lignes de bateaux à vapeur ou autres bâtiments, chemins de fer, canaux, télégraphes et autres travaux et entreprises reliant la province à une autre ou à d'autres provinces, ou s'étendant au-delà des limites de la province; (b) Lignes de bateaux à vapeur entre la province et tout pays dépendant de l'empire britannique ou tout pays étranger; (c) Les travaux qui, bien qu'entièrement situés dans la province, seront avant ou après leur exécution déclarés par le parlement du Canada être pour l'avantage général du Canada, ou pour l'avantage de deux ou d'un plus grand nombre des provinces; 11. L'incorporation des compagnies pour des objets provinciaux; 12. La célébration du mariage dans la province;

sujets exclusivement assignés par la présente loi aux législatures des provinces;	13. La propriété et les droits civils dans la province; 14. L'administration de la justice dans la province, y compris la création, le maintien et l'organisation de tribunaux de justice pour la province, ayant juridiction civile et criminelle, y compris la procédure en matière civile dans ces tribunaux; 15. L'infliction de punitions par voie d'amende, pénalité, ou emprisonnement, dans le but de faire exécuter toute loi de la province décrétée au sujet des matières tombant dans aucune des catégories de sujets énumérés dans le présent article; 16. Généralement toutes les matières d'une nature purement locale ou privée dans la province; **92A : RESSOUCES NATURELLES NON RENOUVELABLES, RESSOURCES FORESTIÈRES ET ÉNERGIE ÉLECTRIQUE** **(1)** La législature de chaque province a compétence exclusive pour légiférer dans les domaines suivants : (a) prospection des ressources naturelles non renouvelables de la province; (b) exploitation, conservation et gestion des ressources naturelles non renouvelables et des ressources forestières de la province, y compris leur rythme de production primaire; (c) aménagement, conservation et gestion des emplacements et des installations de la province destinés à la production d'énergie électrique. **(2)** La législature de chaque province a compétence pour légiférer en ce qui concerne l'exportation, hors de la province, à destination d'une autre partie du Canada, de la production primaire tirée des ressources naturelles non renouvelables et des ressources forestières de la province, ainsi que de la production d'énergie électrique de la province, sous réserve de ne pas adopter de lois autorisant ou prévoyant des disparités de prix ou des disparités dans les exportations destinées à une autre partie du Canada. **(4)** La législature de chaque province a compétence pour prélever des sommes d'argent par tout mode ou système de taxation : (a) des ressources naturelles non renouvelables et des ressources forestières de la province, ainsi que de la production primaire qui en est tirée; (b) des emplacements et des installations de la province destinés à la production d'énergie électrique, ainsi que de cette production

	même. Cette compétence peut s'exercer indépendamment du fait que la production en cause soit ou non, en totalité ou en partie, exportée hors de la province, mais les lois adoptées dans ces domaines ne peuvent autoriser ou prévoir une taxation qui établisse une distinction entre la production exportée à destination d'une autre partie du Canada et la production non exportée hors de la province.

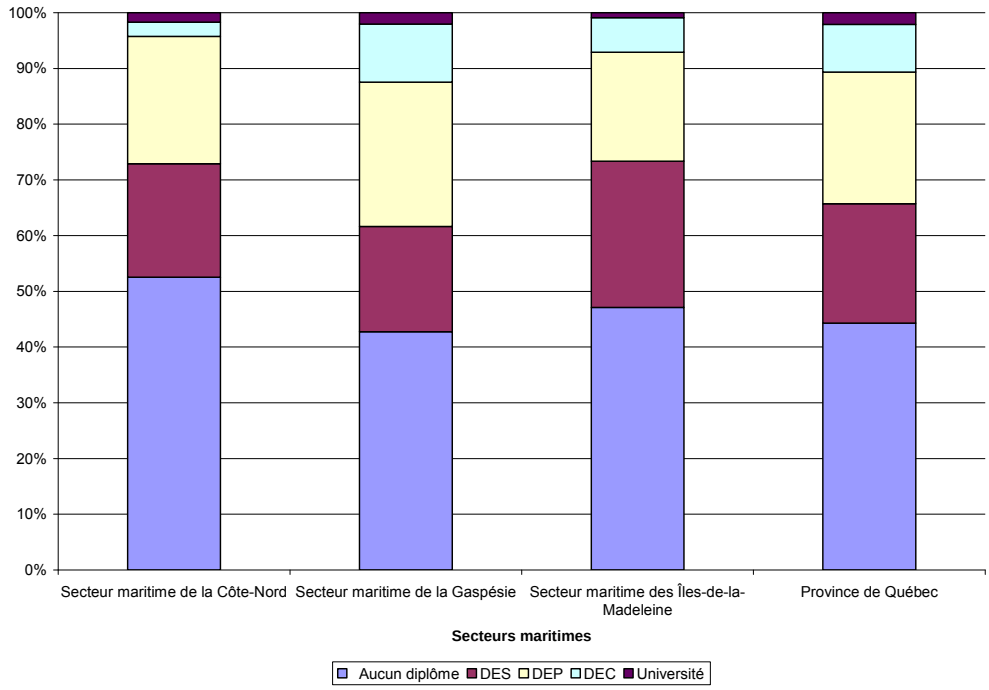
C. Éducation

Annexe C-1 : Regroupements et concertations liés au domaine de l'enseignement

Institution	Niveau	Programme d'étude
Centre de formation professionnelle 30, chemin la Martinique L'Étang-du-Nord (Québec) G0B 1E0 Tél. : 418-986-5511	Professionnelle	- Pêche professionnelle
C.F.P. de Wakeham 584, montée Wakeham Gaspé (Québec) G4X 2A1 Tél. : 418-368-3376	Professionnelle	- Pêche professionnelle
C.F.P. de Grosse-Île 448, Ch. Principal Grosse-Île (Québec) G0B 1M0 Tél. : 418-985-2885	Professionnelle	- Pêche professionnelle
Centre l'Envol 15, rue Comeau Carleton-sur-Mer (Québec) G0C 1J0 Tél. : 418-364-7510	Professionnelle	- Aquiculture
Cégep de la Gaspésie et des Îles **École des pêches et de l'aquaculture du Québec** 167, La Grande Allée Est Grande-Rivière (Québec) G0C 1V0 Tél. : 418-385-2241, poste 4113	Professionnelle	- Mécanique marine - Poissonnerie - Aquiculture - Pêche professionnelle
Cégep de Baie-Comeau 537, boul. Blanche Baie-Comeau (Québec) G5C 2B2 Tél. : 418-589-5707 poste 231	Technique	- Techniques d'aménagement cynégétique et halieutique
Cégep de Rimouski **Institut maritime du Québec** 53, rue Saint-Germain Ouest Rimouski (Québec) G5L 4B4 Tél. : 418-724-2822	Technique	- Navigation - Technologie de l'architecture navale - Mécanique de marine - Logistique du transport - Plongée professionnelle
Cégep de la Gaspésie et des Îles **Centre d'études collégiales des Îles-de-la-Madeleine** C.P. 238 Étang-du-Nord (Québec) G0B 1E0 Tél. : 418-986-5187 poste 6232	Technique	- Techniques d'aquaculture
Cégep de la Gaspésie et des Îles **École des pêches et de l'aquaculture du Québec** 167, La Grande Allée Est Grande-Rivière (Québec) G0C 1V0 Tél. : 418-385-2241, poste 4113	Technique	- Techniques d'aquaculture - Technologie de la transformation des produits aquatiques - AEC en aquaculture

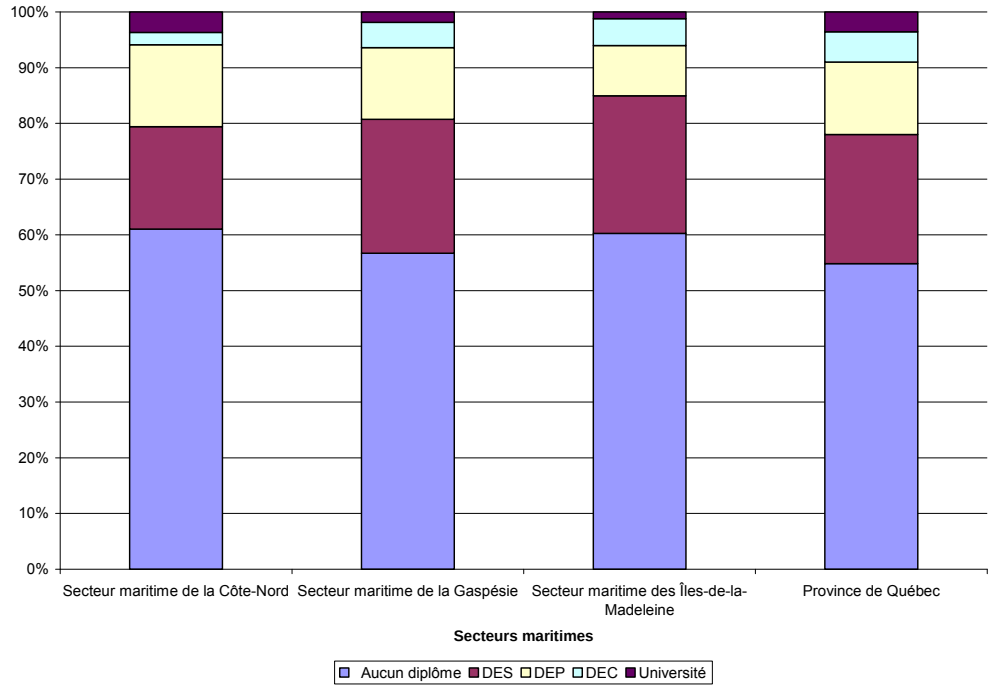
Cégep de la Gaspésie et des Îles **École des pêches et de l'aquaculture du Québec** 167, La Grande Allée Est Grande-Rivière (Québec) G0C 1V0 Tél. : 418-385-2241, poste 4113	Formation continue	- Capitaine de pêche Classe IV - Capitaine de pêche Classe III - Capitaine avec restriction - Secourisme avancé en mer - Radiotéléphonie - Fum A1 et A2 - Mécanique marine
UQAR, Campus de Rimouski	Baccalauréat	- Biologie, sciences marines - Géographie, environnement marin
UQAR, Campus de Rimouski 300, allée des Ursulines, C. P. 3300, succ. A Rimouski (Québec) G5L 3A1 Tél. : 418-723-1986	Maîtrise - Doctorat	- Gestion des ressources maritimes - Océanographie - Gestion de la faune et de ses habitats - Science de l'environnement
Cégep de La Pocatière 140, 4e avenue, La Pocatière (Québec) G0R 1Z0 Tél. : 418-856-1525	Technique	- Techniques de bioécologie

Annexe C-2 : Ventilation du plus haut niveau d'études atteint selon le secteur industriel des pêches, par secteur maritime du MPO, 2006



Source : Statistique Canada 2008, recensement 2006, compilation spéciale MPO DRPE Québec

Annexe C-3 : Ventilation du plus haut niveau d'études atteint selon le secteur industriel de la préparation et conditionnement de poissons et de fruits de mer, par secteur maritime du MPO, 2006



Source : Statistique Canada 2008, recensement 2006, compilation spéciale MPO DRPE Québec

D. Santé et sécurité maritime

Annexe D-1 : Statistiques préliminaires sur les événements maritimes au Canada 2006

	2001-2005 Moyenne	2005	2006	2007	2008
Nombre total d'accidents maritimes[1]	506	489	467	455	398
Accidents aux navires	455	444	419	395	341
Abordage	17	20	19	13	15
Chavirement	12	10	18	12	11
A sombré / A coulé	26	21	24	20	32
Incendie / Explosion	64	69	55	49	58
Échouement	111	87	111	94	68
Heurt violent	80	81	60	61	53
Avaries causées par les glaces	12	11	2	25	15
Avaries - hélice / gouvernail / bâtiment	36	43	56	41	15
Envahissement	59	59	46	49	45
Autres	37	43	28	31	29
Accidents à bord de navires	51	45	48	60	57
Navires en cause dans des accidents aux navires1	496	491	458	433	388
Cargo	23	21	31	24	20
Vraquier / OBO	57	68	57	54	46
Citerne	12	15	13	9	5
Remorqueur	32	30	27	44	46
Chaland	30	27	33	29	29
Traversier	23	26	25	24	25
Passager	27	20	19	17	13
Bateau de pêche	242	237	208	190	167
Navire de service	23	19	22	25	20
Non commercial	15	11	14	10	10
Autres	13	17	9	7	7
Par pavillon du navire	496	491	458	433	388
Canadien (sauf bateau de pêche)	197	185	188	190	181
Canadien (bateau de pêche)	234	230	197	184	166
Pavillon étranger	66	76	73	59	41
Navires perdus (par jauge brute)	34	26	31	29	31
1600 tjb et plus	1	0	3	0	0
de 150 à 1599 tjb	1	0	2	0	3
de 60 à 149 tjb	6	6	6	8	4
de 15 à 59 tjb	10	7	4	9	14
moins de 15 tjb	11	9	11	9	8
tjb inconnu[2]	5	4	5	3	2
Morts	25	20	18	14	22
Accidents aux navires	16	13	12	3	12
Accidents à bord de navires	9	7	6	11	10
Blessés	78	66	83	80	71
Accidents aux navires	31	25	26	29	21
Accidents à bord de navires	47	41	57	51	50
Incidents signalés (rapports obligatoires)	222	227	212	224	235

Situation très rapprochée	54	56	30	21	18
Machine / gouvernail / hélice	86	85	110	87	124
Problèmes de cargaison	3	4	4	1	6
Incidents personnels	9	4	12	21	11
Autres	70	78	56	94	76
1. Le présent tableau ne comporte pas de données sur les événements mettant en cause des embarcations de plaisance, sauf s'il s'agit d'événements mettant aussi en cause un navire de commerce.					
2. On pense que la majorité des navires de la catégorie « tjb inconnu » jaugeaient moins de 15 tjb.					
Les données, en date du 6 mars 2007, sont préliminaires.					
Les moyennes quinquennales ont été arrondies.					

Source : Bureau de la sécurité des transports du Canada. *Bienvenue au BST*, [En ligne]. http://www.tsb.gc.ca/fra/

E. Indice de bien-être des MRC

Annexe E-1 : Revenu disponible par habitant

	2007	X	(LOG(X)-LOG(2000))/(LOG(40000-LOG(2000))
Kamouraska	19 872	50 %	77 %
La Matapédia	18 556	46 %	74 %
La Mitis	19 106	48 %	75 %
Les Basques	18 921	47 %	75 %
Matane	20 277	51 %	77 %
Rimouski-Neigette	23 374	58 %	82 %
Rivière-du-Loup	22 593	56 %	81 %
Témiscouata	18 110	45 %	74 %
Avignon	20 990	52 %	78 %
Bonaventure	19 619	49 %	76 %
La Côte-de-Gaspé	21 939	55 %	80 %
La Haute-Gaspésie	17 922	45 %	73 %
Le Rocher-Percé	18 439	46 %	74 %
Les Îles-de-la-Madeleine	22 181	55 %	80 %
Basse-Côte-Nord	17 322	43 %	72 %
Caniapiscau	37 323	93 %	98 %
La Haute-Côte-Nord	20 069	50 %	77 %
Manicouagan	26 003	65 %	86 %
Minganie	23 305	58 %	82 %
Sept-Rivières	26 989	67 %	87 %
Ensemble du Québec	24 455	61 %	84 %
Revenu disponible par habitant	2 003	X	(LOG(X)-LOG(2000))/(LOG(30000-LOG(2000))
Kamouraska	17 418	58 %	80 %
La Matapédia	15 637	52 %	76 %
La Mitis	16 219	54 %	77 %
Les Basques	16 121	54 %	77 %
Matane	17 367	58 %	80 %
Rimouski-Neigette	19 838	66 %	85 %
Rivière-du-Loup	19 736	66 %	85 %
Témiscouata	15 446	51 %	75 %
Avignon	18 767	63 %	83 %
Bonaventure	17 530	58 %	80 %
La Côte-de-Gaspé	18 655	62 %	82 %
La Haute-Gaspésie	15 765	53 %	76 %
Le Rocher-Percé	16 965	57 %	79 %
Les Îles-de-la-Madeleine	19 972	67 %	85 %
Basse-Côte-Nord	15 504	52 %	76 %
Caniapiscau	28 767	96 %	98 %
La Haute-Côte-Nord	18 002	60 %	81 %
Manicouagan	21 771	73 %	88 %
Minganie	20 581	69 %	86 %
Sept-Rivières	21 648	72 %	88 %
Ensemble du Québec	21 191	71 %	87 %

Annexe E-2 : Emplois

	Taux d'activité 2006 (1)	Taux d'emploi 2006 (2)	(1)/2 + (2)/2
La Matapédia	55,00 %	45,40 %	50 %
Matane	55,80 %	49,40 %	53 %
La Mitis	57,20 %	50,60 %	54 %
Rimouski-Neigette	63,20 %	58,20 %	61 %
Les Basques	56,10 %	49,10 %	53 %
Rivière-du-Loup	64,10 %	59,80 %	62 %
Témiscouata	55,60 %	48,90 %	52 %
Kamouraska	59,50 %	55,10 %	57 %
Les Îles-de-la-Madeleine	63,40 %	53,90 %	59 %
Le Rocher-Percé	48,20 %	39,40 %	44 %
La Côte-de-Gaspé	56,30 %	46,90 %	52 %
La Haute-Gaspésie	47,40 %	38,30 %	43 %
Bonaventure	53,00 %	42,60 %	48 %
Avignon	54,00 %	44,60 %	49 %
Basse-Côte-Nord	62,90 %	46,40 %	55 %
Caniapiscau	65,30 %	59,90 %	63 %
La Haute-Côte-Nord	57,40 %	47,20 %	52 %
Manicouagan	64,90 %	58,90 %	62 %
Minganie	62,90 %	46,40 %	55 %
Sept-Rivières	65,30 %	59,90 %	63 %
Ensemble du Québec	64,90 %	60,40 %	63 %

	Taux d'activité 2001 (1)	Taux d'emploi 2001 (2)	(1)/2 + (2)/2
La Matapédia	54,50 %	43,50 %	49 %
Matane	56,60 %	46,40 %	52 %
La Mitis	54,30 %	45,80 %	50 %
Rimouski-Neigette	64,00 %	56,90 %	60 %
Les Basques	50,90 %	43,10 %	47 %
Rivière-du-Loup	62,50 %	56,60 %	60 %
Témiscouata	55,50 %	46,80 %	51 %
Kamouraska	58,60 %	53,10 %	56 %
Les Îles-de-la-Madeleine	63,40 %	52,30 %	58 %
Le Rocher-Percé	49,40 %	34,80 %	42 %
La Côte-de-Gaspé	54,70 %	45,50 %	50 %
La Haute-Gaspésie	49,10 %	35,60 %	42 %
Bonaventure	51,80 %	40,80 %	46 %
Avignon	56,00 %	42,90 %	49 %
Basse-Côte-Nord	62,40 %	55,90 %	59 %
Caniapiscau	64,40 %	54,20 %	59 %
La Haute-Côte-Nord	55,80 %	53,10 %	54 %
Manicouagan	61,70 %	42,40 %	52 %
Minganie	62,40 %	55,90 %	59 %
Sept-Rivières	64,40 %	54,20 %	59 %
Ensemble du Québec	64,20 %	58,90 %	62 %

Annexe E-3 : Scolarité

Diplomation (2006)	Aucun (1)	DES (2)	2/3*(1) + 1/3*(2) =
La Matapédia	27 %	21 %	75 %
Matane	26 %	18 %	77 %
La Mitis	25 %	22 %	76 %
Rimouski-Neigette	14 %	20 %	84 %
Les Basques	29 %	23 %	73 %
Rivière-du-Loup	19 %	20 %	81 %
Témiscouata	32 %	19 %	72 %
Kamouraska	22 %	18 %	79 %
Les Îles-de-la-Madeleine	30 %	20 %	73 %
Le Rocher-Percé	37 %	22 %	68 %
La Côte-de-Gaspé	26 %	18 %	77 %
La Haute-Gaspésie	36 %	19 %	70 %
Bonaventure	23 %	21 %	78 %
Avignon	26 %	17 %	77 %
Basse-Côte-Nord	43 %	18 %	65 %
Caniapiscau	24 %	20 %	77 %
La Haute-Côte-Nord	30 %	21 %	73 %
Manicouagan	20 %	23 %	79 %
Minganie	43 %	18 %	65 %
Sept-Rivières	24 %	20 %	77 %
Ensemble du Québec	17 %	21 %	82 %

Diplomation (2001)	Aucun (1)	DES (2)	2/3*(1) + 1/3*(2) =
La Matapédia	34 %	29 %	68 %
Matane	37 %	23 %	68 %
La Mitis	33 %	28 %	69 %
Rimouski-Neigette	19 %	26 %	79 %
Les Basques	38 %	28 %	65 %
Rivière-du-Loup	25 %	25 %	75 %
Témiscouata	42 %	22 %	65 %
Kamouraska	32 %	23 %	71 %
Les Îles-de-la-Madeleine	43 %	19 %	65 %
Le Rocher-Percé	48 %	19 %	62 %
La Côte-de-Gaspé	37 %	23 %	68 %
La Haute-Gaspésie	46 %	23 %	62 %
Bonaventure	36 %	23 %	68 %
Avignon	35 %	21 %	70 %
Basse-Côte-Nord	51 %	18 %	60 %
Caniapiscau	33 %	24 %	70 %
La Haute-Côte-Nord	42 %	23 %	64 %
Manicouagan	28 %	27 %	72 %
Minganie	51 %	18 %	60 %
Sept-Rivières	33 %	24 %	70 %
Ensemble du Québec	24 %	25 %	76 %

Annexe E-4 : Santé

Perception de bonne santé (2003)	
La Matapédia	57 %
Matane	57 %
La Mitis	57 %
Rimouski-Neigette	57 %
Les Basques	57 %
Rivière-du-Loup	57 %
Témiscouata	57 %
Kamouraska	57 %
Les Îles-de-la-Madeleine	50 %
Le Rocher-Percé	50 %
La Côte-de-Gaspé	50 %
La Haute-Gaspésie	50 %
Bonaventure	50 %
Avignon	50 %
Basse-Côte-Nord	53 %
Caniapiscau	53 %
La Haute-Côte-Nord	53 %
Manicouagan	53 %
Minganie	53 %
Sept-Rivières	53 %
Ensemble du Québec	57 %
Perception de bonne santé (1998)	
La Matapédia	51 %
Matane	51 %
La Mitis	51 %
Rimouski-Neigette	51 %
Les Basques	51 %
Rivière-du-Loup	51 %
Témiscouata	51 %
Kamouraska	51 %
Les Îles-de-la-Madeleine	50 %
Le Rocher-Percé	50 %
La Côte-de-Gaspé	50 %
La Haute-Gaspésie	50 %
Bonaventure	50 %
Avignon	50 %
Basse-Côte-Nord	50 %
Caniapiscau	50 %
La Haute-Côte-Nord	50 %
Manicouagan	50 %
Minganie	50 %
Sept-Rivières	50 %
Ensemble du Québec	54 %

Annexe E-5 : Rapport de dépendance économique

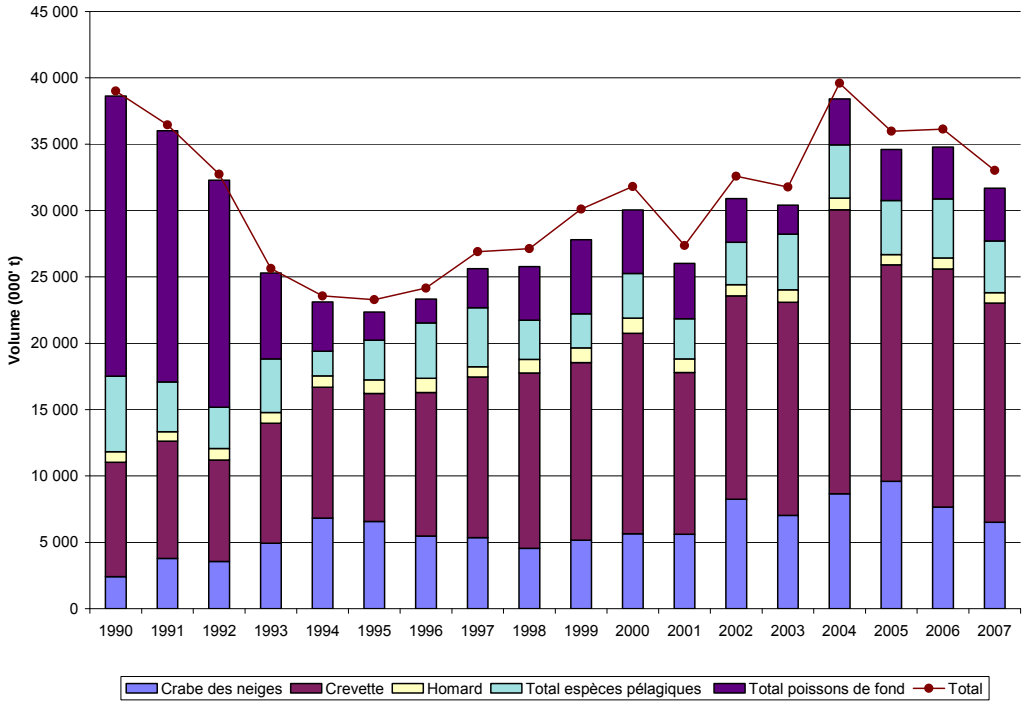
RDÉ (2006)	X	(100-X)/100
La Matapédia	34,91	65 %
Matane	46,97	53 %
La Mitis	39,7	60 %
Rimouski-Neigette	50,19	50 %
Les Basques	38,46	62 %
Rivière-du-Loup	24,93	75 %
Témiscouata	27,23	73 %
Kamouraska	41,73	58 %
Les Îles-de-la-Madeleine	45,25	55 %
Le Rocher-Percé	54,22	46 %
La Côte-de-Gaspé	40,13	60 %
La Haute-Gaspésie	65,54	34 %
Bonaventure	72,59	27 %
Avignon	47,31	53 %
Basse-Côte-Nord	52,38	48 %
Caniapiscau	6,53	93 %
La Haute-Côte-Nord	40,78	59 %
Manicouagan	18,73	81 %
Minganie	31,71	68 %
Sept-Rivières	19,31	81 %
Ensemble du Québec	20,88	79 %
RDÉ (2002)		
La Matapédia	29,16	71 %
Matane	42,23	58 %
La Mitis	38,39	62 %
Rimouski-Neigette	46,88	53 %
Les Basques	38,11	62 %
Rivière-du-Loup	22,88	77 %
Témiscouata	25,74	74 %
Kamouraska	39,1	61 %
Les Îles-de-la-Madeleine	42,92	57 %
Le Rocher-Percé	47,65	52 %
La Côte-de-Gaspé	37,44	63 %
La Haute-Gaspésie	60,77	39 %
Bonaventure	68,83	31 %
Avignon	41,73	58 %
Basse-Côte-Nord	53,51	46 %
Caniapiscau	9,26	91 %
La Haute-Côte-Nord	39,38	61 %
Manicouagan	16,56	83 %
Minganie	32,33	68 %
Sept-Rivières	19,66	80 %
Ensemble du Québec	19,44	81 %

Annexe E-6 : Indice final

	Total groupe 1	Moyenne groupe 1	Total groupe 2	Moyenne groupe 2	Croissance
Kamouraska	315 %	63 %	324 %	65 %	2 %
La Matapédia	302 %	60 %	313 %	63 %	2 %
La Mitis	307 %	61 %	322 %	64 %	3 %
Les Basques	318 %	64 %	326 %	65 %	2 %
Matane	303 %	61 %	321 %	64 %	4 %
Rimouski-Neigette	345 %	69 %	357 %	71 %	2 %
Rivière-du-Loup	322 %	64 %	335 %	67 %	3 %
Témiscouata	312 %	62 %	325 %	65 %	3 %
Avignon	308 %	62 %	316 %	63 %	1 %
Bonaventure	282 %	56 %	284 %	57 %	0 %
La Côte-de-Gaspé	310 %	62 %	318 %	64 %	2 %
La Haute-Gaspésie	266 %	53 %	270 %	54 %	1 %
Le Rocher-Percé	270 %	54 %	277 %	55 %	2 %
Les Îles-de-la-Madeleine	308 %	62 %	310 %	62 %	0 %
Basse-Côte-Nord	288 %	58 %	292 %	58 %	1 %
Caniapiscau	368 %	74 %	384 %	77 %	3 %
La Haute-Côte-Nord	307 %	61 %	314 %	63 %	2 %
Manicouagan	344 %	69 %	360 %	72 %	3 %
Minganie	319 %	64 %	323 %	65 %	1 %
Sept-Rivières	347 %	69 %	360 %	72 %	3 %
Ensemble du Québec	356 %	71 %	364 %	73 %	2 %

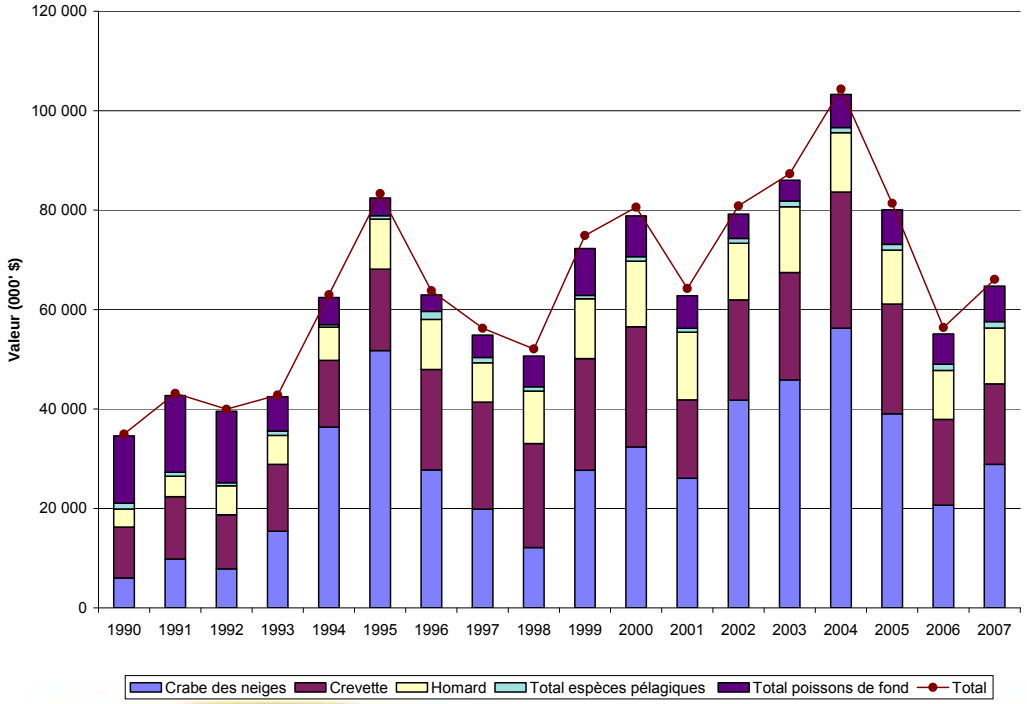
F. Pêches commerciales

Annexe F-1 : Évolution des débarquements de la Gaspésie, en volume, 1990 à 2007



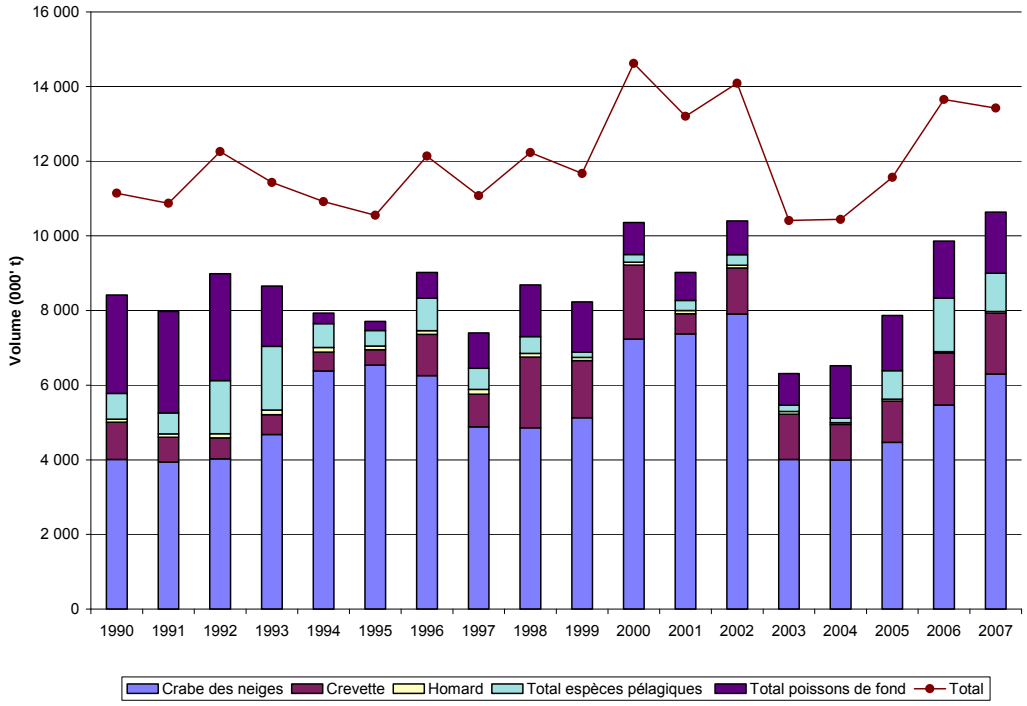
Source : Direction des statistiques MPO-Québec, compilation spéciale DRPE, 2008

Annexe F-2 : Évolution des débarquements de la Gaspésie, en valeur, 1990 à 2007



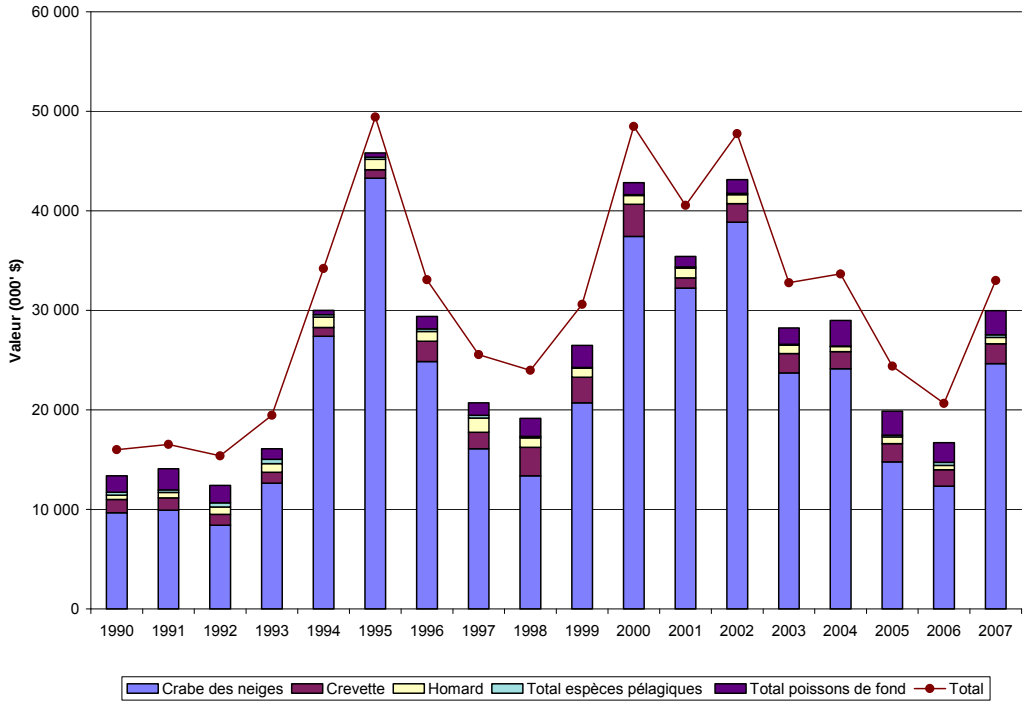
Source : Direction des statistiques MPO-Québec, compilation spéciale DRPE, 2008

F-3 : Évolution des débarquements de la Côte-Nord, en volume, 1990 à 2007



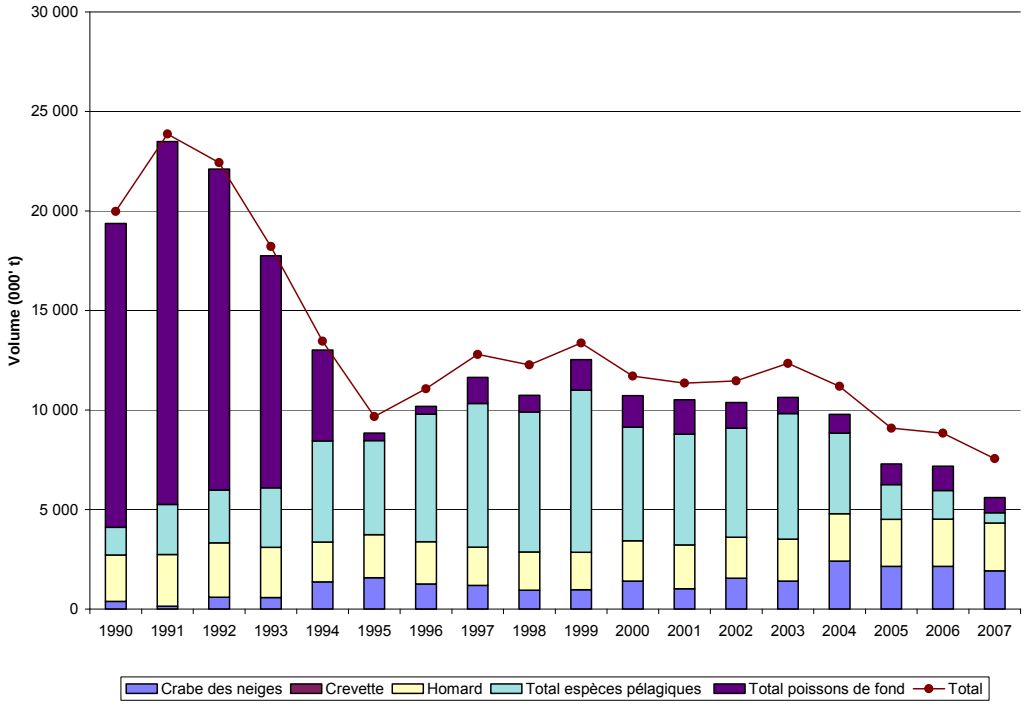
Source : Direction des statistiques MPO-Québec, compilation spéciale DRPE, 2008

Annexe F-4 : Évolution des débarquements de la Côte-Nord, en valeur, 1990 à 2007



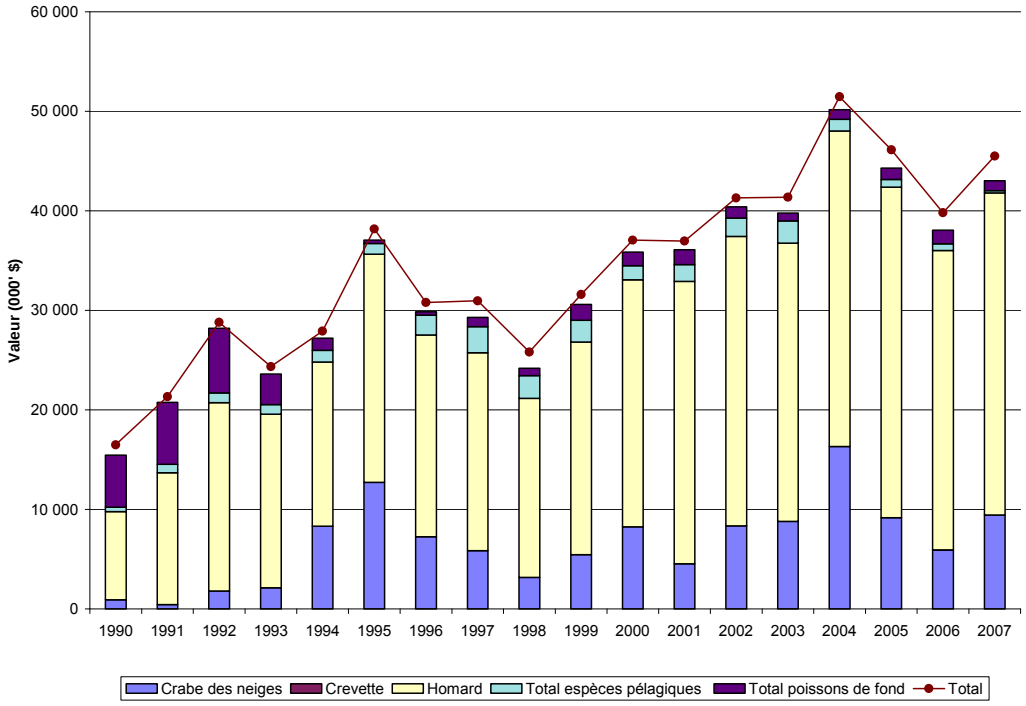
Source : Direction des statistiques MPO-Québec, compilation spéciale DRPE, 2008

Annexe F-5 : Évolution des débarquements des Îles-de-la-Madeleine, en volume, 1990 à 2007



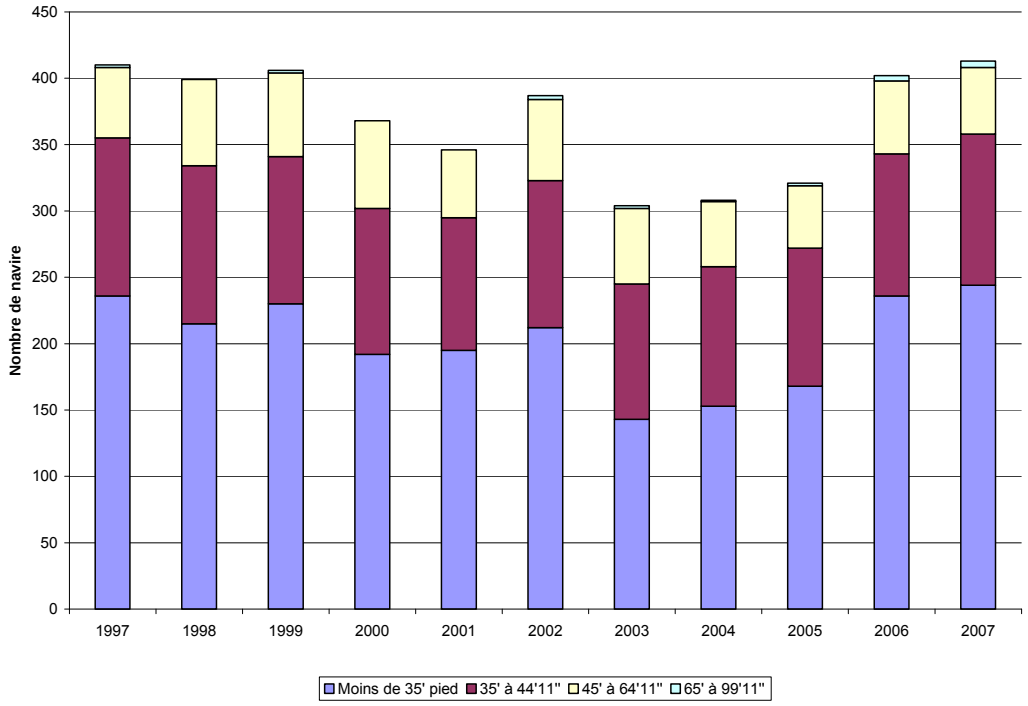
Source : Direction des statistiques MPO-Québec, compilation spéciale DRPE, 2008

Annexe F-6 : Évolution des débarquements des Îles-de-la-Madeleine, en valeur, 1990 à 2007



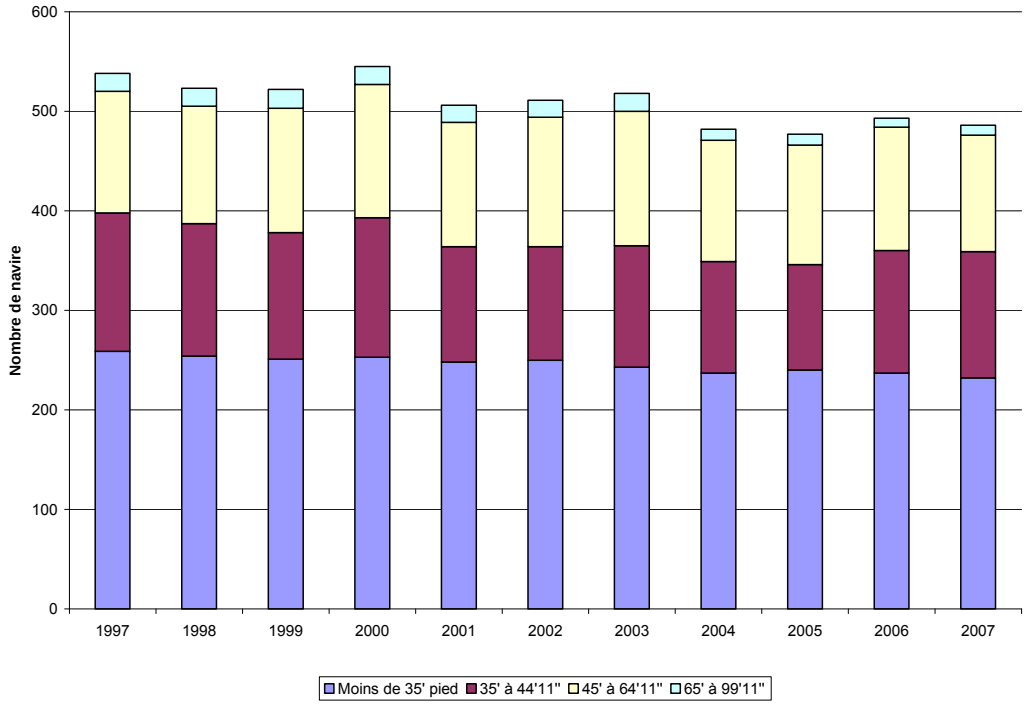
Source : Direction des statistiques MPO-Québec, compilation spéciale DRPE, 2008

Annexe F-7 : Évolution du nombre de navires actifs sur la Côte-Nord, selon la taille, 1997 à 2007



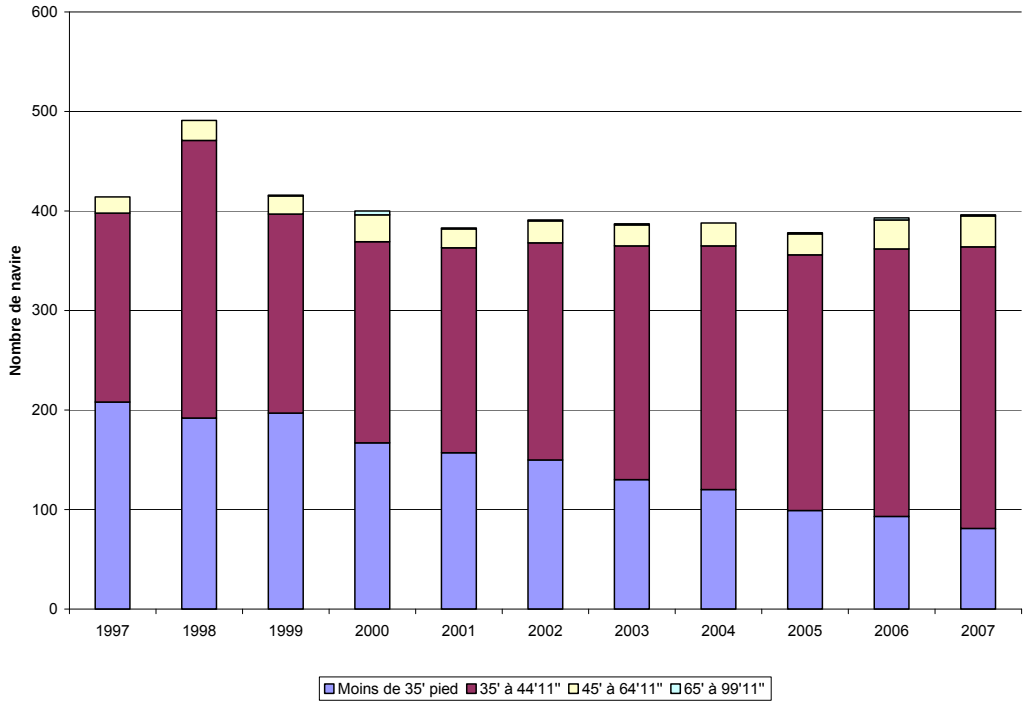
Source : Direction des statistiques MPO-Québec, compilation spéciale DRPE, 2008

Annexe F-8 : Évolution du nombre de navires actifs en Gaspésie, selon la taille, 1997 à 2007



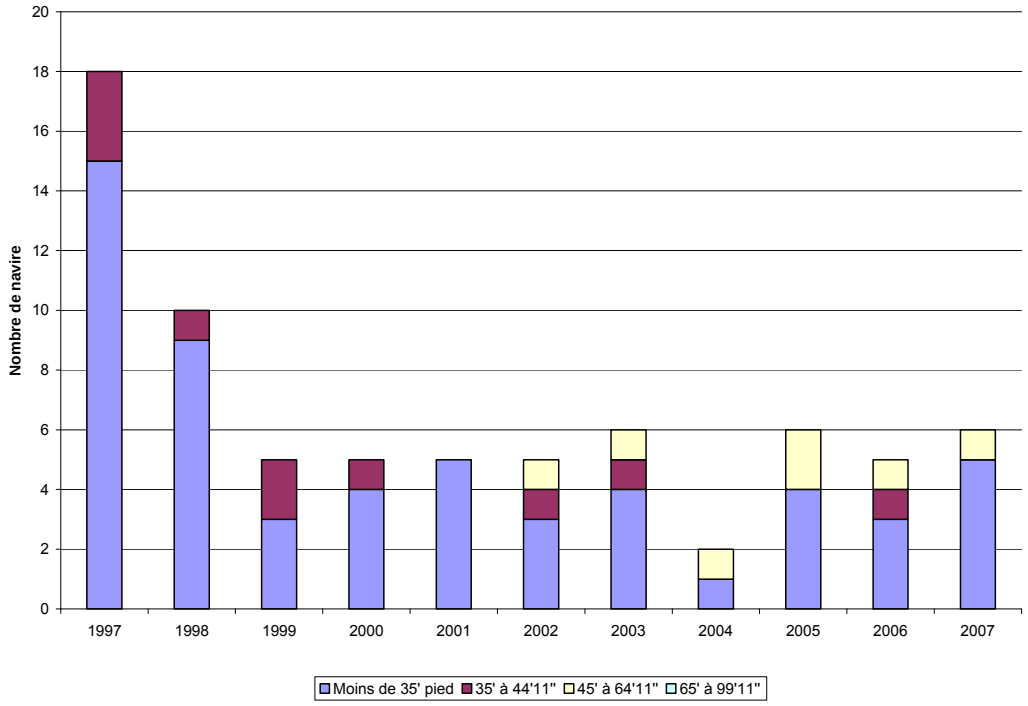
Source : Direction des statistiques MPO-Québec, compilation spéciale DRPE, 2008

Annexe F-9 : Évolution du nombre de navires actifs aux Îles-de-la-Madeleine, selon la taille, 1997 à 2007



Source : Direction des statistiques MPO-Québec, compilation spéciale DRPE, 2008

Annexe F-10 : Évolution du nombre de navires actifs, secteur Saint-Laurent, selon la taille, 1997 à 2007



Source : Direction des statistiques MPO-Québec, compilation spéciale DRPE, 2008

Annexe F-11 : Nombre des pêcheurs selon la communauté de résidence et la principale espèce débarquée, 2006

Communauté de l'intervenant	Principale espèce	Nombre d'intervenants
Aguanish	Crabe des neiges	4
Baie-Comeau	Crabe des neiges	6
Baie-des-Sables	Crabe des neiges	1
Betsiamites	Crabe des neiges	1
Bic	Crabe des neiges	5
Brador	Crabe des neiges	5
Cap-d'Espoir	Crabe des neiges	26
Chandler	Crabe des neiges	7
Chevery	Crabe des neiges	8
Forillon	Crabe des neiges	1
Franquelin	Crabe des neiges	2
Gascons	Crabe des neiges	14
Gascons-Ouest	Crabe des neiges	4
Gaspé	Crabe des neiges	11
Gesgapegiag	Crabe des neiges	1
Grande-Rivieère-Ouest	Crabe des neiges	11
Grande-Rivière	Crabe des neiges	15
Grosses-Roches	Crabe des neiges	3
Harrington Harbour	Crabe des neiges	18
Havre-Saint-Pierre	Crabe des neiges	17
Kegaska	Crabe des neiges	6
La Pérade	Crabe des neiges	1
La Romaine	Crabe des neiges	3
La Tabatière	Crabe des neiges	9
Lachenaie	Crabe des neiges	1
Les Escoumins	Crabe des neiges	6
Longue-Pointe-de-Mingan	Crabe des neiges	4
Lourdes-de-Blanc-Sablon	Crabe des neiges	19
Middle Bay	Crabe des neiges	8
Mingan	Crabe des neiges	4
Moisie	Crabe des neiges	2
Mont-Louis	Crabe des neiges	2
Mutton Bay	Crabe des neiges	8
Natashquan	Crabe des neiges	5
Newport	Crabe des neiges	1
Newport-Centre	Crabe des neiges	2
Old Fort Bay	Crabe des neiges	12
Pabos Mills	Crabe des neiges	7
Paspeéiac	Crabe des neiges	8
Petit-Cap	Crabe des neiges	6
Port-Cartier	Crabe des neiges	5
Port-Daniel-Centre	Crabe des neiges	12
Québec	Crabe des neiges	2
Restigouche	Crabe des neiges	3

Rimouski	Crabe des neiges	2
Riviere-au-Tonnerre	Crabe des neiges	5
Riviere-Pentecôte	Crabe des neiges	2
Rivière-Saint-Paul	Crabe des neiges	27
Saint-Augustin	Crabe des neiges	7
Sainte-Anne-des-Monts	Crabe des neiges	32
Sainte-Flavie	Crabe des neiges	3
Sainte-Thérèse-de-Gaspé	Crabe des neiges	30
Saint-François-de-Pabos	Crabe des neiges	7
Sept-Îles	Crabe des neiges	23
Sheldrake	Crabe des neiges	5
Ste-Anne-de-Portneuf	Crabe des neiges	4
Tête-à-la-Baleine	Crabe des neiges	16
Trois-Pistoles	Crabe des neiges	4
Blanc-Sablon	Crevette	8
Cacouna	Crevette	1
Carleton	Crevette	7
Clarke City	Crevette	1
Cloridorme	Crevette	9
L'Anse-à-Valleau	Crevette	5
Matane	Crevette	8
Petite-Matane	Crevette	1
Pointe-à-laFrégate	Crevette	1
Riviere-au-Renard	Crevette	30
Saint-Ulric	Crevette	2
Barachois	Homard	12
Bassin	Homard	38
Cap-aux-Meules	Homard	21
Cap-des-Rosiers	Homard	2
Caplan	Homard	3
Douglastown	Homard	5
Fatima	Homard	44
Fontenelle	Homard	8
Grande-Entrée	Homard	57
Grosse-Île	Homard	72
Havre-Aubert	Homard	22
Havre-aux-Maisons	Homard	66
Hope Town	Homard	2
Île d'Anticosti	Homard	1
L'Étang-du-Nord	Homard	69
L'Île d'Entrée	Homard	17
Leslie	Homard	1
New Carlisle	Homard	5
New Richmond	Homard	1
Newport	Homard	14
Newport	Homard	2
Newport-Ouest	Homard	1
Pabos	Homard	4
Percé	Homard	16

Pointe-aux-Loups	Homard	12
Saint-Georges-de-Malbaie	Homard	11
Saint-Godefroi	Homard	17
Shigawake	Homard	15
York	Homard	1
L'Isle-aux-Coudres	Hareng	1
Saint-Omer	Hareng	2
Anse des Méchins	Flétan du Groenland	4
Aylmer Sound	Flétan du Groenland	1
Cap-Chat (Village)	Flétan du Groenland	7
L'Anse-au-Griffon	Flétan du Groenland	5
Longue-Rive	Flétan du Groenland	8
Rivière-Trois-Pistoles	Flétan du Groenland	1
Saint-Joachim-de-Tourelle	Flétan du Groenland	2
Kamouraska	Esturgeon	1
Bonaventure	Crabe commun	2
Grande-Vallée	Crabe commun	1
Nouvelle	Crabe commun	2
Rivière-la-Madeleine	Crabe commun	1
Saint-Siméon	Crabe commun	2
Saint-Yvon	Morue	1
Saint-Irénée	Capelan	1
Saint-Fabien	Oursins	2
Magpie	Buccin	1

Source : Direction des statistiques MPO-Québec, compilation spéciale DRPE, 2008

G. Transport maritime

Annexe G-1 : Port sous l'autorité de Transports Canada pour la région du golfe

Port sous l'autorité de Transports Canada	Autres ports, municipal
Baie-Comeau	Trois-Pistoles
Cap-à-l'Aigle	Les Escoumains
Carleton	Havre-Saint-Pierre
Chandler	Ports
Gaspé (Sandy Beach)	Fabreville
Gros-Cacouna	Saint Siméon
Les Méchins	Trois-Pistoles
Matane	Les Escoumains
Miguasha-Ouest	Havre-Saint-Pierre
Mont-Louis	Ports éloignés
Notre-Dame-du-Lac	Blanc-Sablon
Paspébiac	St-Augustin
Pointe-au-Père	La Tabatière
Pointe-au-Pic	Tête-à-la-Baleine
Rimouski	Harrington Harbour
Sept-Îles	La Romaine
	Kegaska
	Natashquan
	Port-Meunier (Anticosti Island)
	Baie-Johan-Beetz

Source : Transports Canada. Transport maritime. *Ports*, [En ligne].
http://www.tc.gc.ca/programmes/ports/index.htm

Annexe G-2 : Activités portuaires de la région du golfe, 2008

Port	Tonnage manutentionné (Mt)	Variation 2007-2008	Nombre de navires
Sept-Îles	22,6	+ 6 %	578
Port-Cartier	16	-20 %	421
Baie-Comeau	5,6	- 7 %	266
Port Alfred	5	+ 7 %	139
Havre Saint-Pierre	3,5	+ 72 %	210
Port Saguenay	0,334	+ 16 %	51
Matane	0,253	+ 14 %	44
Rimouski	0,249	+ 7 %	78
Gaspé	0,193	+ 165 %	28
Gros-Cacouna	0,179	- 25 %	43
Pointe-au-Pic	0,094	- 22 %	18
Chandler	0,009	+ 10 %	7
Total	54,011		1 883

Source : MPO, 2009. Perspective maritime.

H. Énergie

Annexe H-1 : Production d'énergie éolienne au Québec maritime

Localisation, région	Région administrative	Puissance installée (MW)	Nombre d'éoliennes	Promoteur	Type de contrats	Statut / mise
Saint-Ulric	1	2,25	3	Hydro-Québec Production	Banc d'essai	En exploitation depuis 1998
Cap-Chat et MRC de Matane (Le Nordais)	11	99,8	133	Kilowatt Gaspé	Gré à gré (HQP)	En exploitation depuis 1999
Rivière-au-Renard	11	2,25	3	Groupement éolien québécois de Rivière-au-Renard	Gré à gré (HQP)	En exploitation depuis 2003
Murdochville (Mont Miller)	11	54	30	Northland Power et 3Ci Énergie Éolienne	Gré à gré (HQP)	En exploitation depuis 2005
Murdochville (Mont Cooper)	11	54	30	FPL Energy	Gré à gré (HQP)	En exploitation depuis 2005
Baie-des-Sables	1	110	73	Cartier Énergie Éolienne	1er appel d'offres (HQD)	En exploitation depuis 2006
Anse-à-Valleau	11	101	67	Cartier Énergie Éolienne	1er appel d'offres (HQD)	En exploitation depuis 2007
Carleton	11	110	73	Cartier Énergie Éolienne	1er appel d'offres (HQD)	En phase de construction. Début de l'exploitation en 2008
Saint-Ulric, Saint-Léandre	1	150	100	Northland Power	1er appel d'offres (HQD)	Processus d'autorisation en cours. Début de l'exploitation en 2009
Murdochville	11	54	36	3Ci Énergie éolienne	Gré à gré (HQP)	Début de l'exploitation en 2009
MRC de Rivière-du-Loup	1	182	121	SkyPower	Gré à gré (HQP)	Début de l'exploitation en 2009
Les Méchins	11	150	100	Cartier Énergie Éolienne	1er appel d'offres (HQD)	Début de l'exploitation en 2009
Mont-Louis	11	101	64	Cartier Énergie Éolienne	1er appel d'offres (HQD)	Début de l'exploitation en 2010

Montagne-Sèche	11	58,5	39	Cartier Énergie Éolienne	1er appel d'offres (HQD)	Début de l'exploitation en 2011
Gros Morne (phase 1)	11	101	67	Cartier Énergie Éolienne	1er appel d'offres (HQD)	Début de l'exploitation en 2011
Aquanish	9	80	40	St-Laurent Énergies (Consortium Hydroméga Services Inc., EDF Énergies Nouvelles, RES Canada inc.)	2e appel d'offres (HQD)	Début de l'exploitation en 2011
Matapédia, L'Ascension-de-Patapédia	1	139	60	Invenergy Wind Canada ULC	1er appel d'offres (HQD)	Début de l'exploitation en 2011
Bonaventure	11	66	33	Venterre (Air Energy TCI)	2e appel d'offres (HQD)	Début de l'exploitation en 2011
Gros Morne (phase 2)	11	111	74	Cartier Énergie Éolienne	1er appel d'offres (HQD)	Début de l'exploitation en 2012
Sainte-Luce et Sainte-Flavie	1	68	34	Kruger Énergie inc.	2e appel d'offres (HQD)	Début de l'exploitation en 2012
Sainte-Irène, La Rédemption, Saint-Zénon-Lac-Humqui, Saint-Célophas, TNO du lac Alfred, TNO du Lac-à-la-Croix	1	300	150	St-Laurent Énergies (Consortium Hydroméga Services inc., EDF Énergies Nouvelles, RES Canada inc.)	2e appel d'offres (HQD)	Début de l'exploitation en 2012/2013
Causapscal, Sainte-Marguerite-Marie, Sainte-Florence	1	100	50	B&B VDK Holdings Inc.	2e appel d'offres (HQD)	Début de l'exploitation en 2014
TNO de Mont Élie	3	74	37	St-Laurent Énergies (Consortium Hydroméga Services inc., EDF Énergies Nouvelles, RES Canada inc.)	2e appel d'offres (HQD)	Début de l'exploitation en 2015

Source : MRNF – Énergie éolienne, http://www.mrnf.gouv.qc.ca/energie/eolien/

Annexe H-2 : Production d'hydro-électricité au Québec maritime

Bas-Saint-Laurent		Début	Puissance
Bassin de la rivière du Loup			
Rivière du Loup			
Hydro-Fraser inc.	Centrale Fraser	M.E.S. 1992	2,3 MW
Winston Hydro inc.	Centrale Winston	M.E.S. 2007	1,65 MW
Bassin de la rivière Rimouski			
Rivière Rimouski			
Fiducie Boralex Énergie / Boralex inc.	Centrale Rimouski	M.E.S. 1997	3,74 MW
Côte-Nord		**Début**	**Puissance**
Bassin de la rivière Magpie			
Rivière Magpie			
Magpie, SOCOM	Centrale Magpie	M.E.S. 2007	40,60 MW
Bassin de la rivière Manicouagan			
Rivière Manicouagan			
Compagnie Hydroélectrique Manicouagan / Compagnie Abitibi Consolidated inc.	Centrale McCormick	M.E.S. 1952	350,38 MW
Bassin de la rivière Portneuf			
Rivière Portneuf			
Innergex, SOCOM / Innergex inc.	Centrale de la Portneuf-1	M.E.S. 1996	7,47 MW
	Centrale de la Portneuf-2	M.E.S. 1996	11,73 MW
	Centrale de la Portneuf-3	M.E.S. 1996	7,47 MW
Bassin de la rivière du Sault aux Cochons			
Rivière du Sault aux Cochons			
Fiducie Boralex Énergie / Boralex inc.	Centrale RSP-2	M.E.S. 1995	6,50 MW
	Centrale RSP-3	M.E.S. 1995	5,30 MW
Bassin de la rivière Sainte-Marguerite			
Rivière Sainte-Marguerite			
Compagnie Gulf Power / Compagnie minière IOC	Centrale de la Sainte-Marguerite-2	M.E.S. 1954	17,90 MW
Fiducie Sainte-Marguerite	Centrale Sainte-Marguerite 1A	M.E.S. 2002	19,28 MW
Bassin des cascades Savard			
Cascades Savard			
Restaurant Relais-Gabriel enr.	Centrale des Cascades-Savard	M.E.S. 1988	0,025 MW
Bassin de la rivière Riverin			
Rivière Riverin			
Pouvoir Riverin inc. (société en commandite)	Centrale Pentecôte	M.E.S. 1999	2,01 MW

Source : Ministère des Ressources naturelles et de la Faune du Québec (MRNF). *Aménagements hydroélectriques selon les régions administratives et les bassins versants,* [En ligne]. http://www.mrnf.gouv.qc.ca/energie/hydroelectricite/repertoire-amenagements.jsp

I. Mines et alumineries

Annexe I-1 : Exploitation minière et leurs effluents, Côte-Nord, 2000 à 2005

Compagnie (Lieu)	Produit	Procédé	Évaluation non-conforme (nombre)	Traitement des effluents	Récepteur
Lac Tio, QIT-Fer et Titane Havre-Saint-Pierre,	Fer et ilménite	Mine à ciel ouvert Extraction	Fer (1) (2003) MES (2) (2003) Cuivre (2) (2000) Fer (1) (2000) Plomb (2) (2000) Zn (1) (2000) MES (4) (2000)	Eaux d'exhaure Aucun traitement	Nappe phréatique
Port-Cartier, Compagnie minière Québec Cartier Port-Cartier	Fer et ilménite	Usine de bouletage	pH < 6,5 (1)[1] (2005) Fer (2) (2000) MES (1) (2000)	Eaux du parc à résidus miniers Bassin de décantation	Fleuve Saint-Laurent

[1] Total 60 mesures

Source : Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs. 2005. *Bilan Annuel de conformité environnementale, secteur minier*.

J. Agriculture

Annexe J-1 : Application de produits sur les terres, années de recensement 2001 et 2006

	Herbicides				Insecticides				Fongicides				Engrais chimiques			
	2000		2005		2000		2005		2000		2005		2000		2005	
Géographie	ferme	hectare	ferme	hectare	ferme	hectare	ferme	hectare	ferme	hectare	ferme	hectare	ferme	hectare	ferme	hectare
Québec	14 456	848 220	14 746	1 043 634	2 448	73 323	2 646	97 792	12 682	876 970	16 593	1 M	2 198	76 876	3 037	90 415
Bas-Saint-Laurent	**1 039**	**38 910**	**1 088**	**61 685**	**68**	**1 720**	**72**	**1 922**	**958**	**43 826**	**1 266**	**61 662**	**70**	**1 919**	**92**	**2 343**
La Matapédia	120	5 511	149	9 555	1	x	4	109	111	6 288	149	9 123	5	80	5	54
Matane	65	2 376	66	3 684	4	x	4	32	45	2 501	89	4 379	5	40	7	102
La Mitis	119	4 360	163	10 180	8	144	11	247	110	4 903	180	9 123	7	166	8	121
Rimouski-Neigette	130	4 957	110	7 170	6	225	3	232	120	5 437	141	8 069	4	265	8	202
Les Basques	98	4 698	84	5 416	9	296	10	257	88	4 840	121	6 597	11	354	18	568
Rivière-du-Loup	160	5 575	170	9 027	19	482	16	386	161	7 462	182	8 033	16	344	22	500
Témiscouata	84	3 356	100	4 887	4	281	7	196	88	3 808	121	5 614	7	291	7	400
Kamouraska	263	8 077	246	11 766	17	225	17	463	235	8 587	283	10 724	15	378	17	396
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	**97**	**3 439**	**120**	**5 924**	**17**	**240**	**15**	**195**	**77**	**3 512**	**146**	**5 693**	**9**	**224**	**23**	**446**
Les Îles-de-la-Madeleine	2	x	4	x	0	0	0	0	1	x	3	52	0	0	0	0
Le Rocher-Percé	10	145	12	316	1	x	2	x	4	36	12	271	0	0	3	4
La Côte-de-Gaspé	4	x	1	x	3	7	2	x	1	x	9	195	1	x	3	12
La Haute-Gaspésie	6	60	8	285	1	x	2	x	2	x	11	335	0	0	3	11
Bonaventure	44	1 910	53	3 073	8	207	4	111	41	2 389	62	2 541	5	191	9	240
Avignon	31	1 290	42	2 182	4	x	5	54	28	1 058	49	2 299	3	x	5	179
Côte-Nord	**8**	**x**	**43**	**1268**	**4**	**17**	**7**	**x**	**17**	**486**	**35**	**901**	**8**	**146**	**2**	**x**
La Haute-Côte-Nord	7	x	23	722	0	0	1	x	7	210	22	778	0	0	0	0
Manicouagan*	1	x	20	546	4	17	6	129	10	276	13	123	8	146	2	x

Source : Statistique Canada. 2006. Recensement de l'agriculture de 2006. *Données sur les exploitations et les exploitants agricoles*, n° 95-629-XWF au catalogue

K. Pâtes et papier

Annexe K-1 : Descriptif des usines de pâtes et papier longeant le fleuve, 2004 à 2006

Compagnie (Lieu)	Produit	Procédé	Évaluation non-conforme (nombre)	Traitement des effluents	Récepteur
Abitibi-Consolidated (Baie-Comeau)	papier journal	thermomécanique, trituration de fibres recyclées	Toxicité aiguë (1)	décanteur, boues activées	fleuve Saint-Laurent
Abitibi-Consolidated (Clermont)	papier journal	thermomécanique, trituration de pâte désencrée	Limite moyenne MES (2) Toxicité aiguë (1)	décanteur, boues activées	rivière Malbaie
Norampac inc., division Cabano, (Cabano)	carton ondulé	mi-chimique sans soufre, trituration de fibres recyclées		décanteur, étangs aérés (deux en série), bassins de stabilisation (deux en série)	rivière Cabano
F.F. Soucy inc. (Rivière-du-Loup)	papier journal	thermomécanique, trituration de pâte désencrée		décanteur, boues activées	rivière du Loup
Emballage Smurfit-Stone (Matane)	papier cannelé destiné à la fabrication du carton ondulé	mi-chimique au sulfite neutre, trituration de fibres recyclées		décanteur (recirculation des eaux de procédé contaminées)	fleuve Saint-Laurent
Spruce Falls inc. (Matane)	pâte chimico-thermomécanique blanchie	chimico-thermomécanique blanchie	Limite moyenne MES (2) Toxicité aiguë (1)	décanteur, boues activées	fleuve Saint-Laurent

[1] Sur un total de 365 prélèvements [2] Sur un total de 27 prélèvements

Source : Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs. 2006. *Bilan annuel de conformité environnementale, secteur des pâtes et papiers*.

L. Tableau récapitulatif

Annexe L-1 : Tableau récapitulatif

Industrie	Sous-secteur	Année	Emploi	PIB (M$)	PIB / Emploi
Pêche		2006	3000	145	5 %
	Chasse aux phoques	2005	500	17	3 %
Transformation des produits marins		2006	4500	290	6 %
Mariculture		2007	150	1	1 %
Transport maritime (activité portuaire)		2005	2300	292	13 %
Tourisme		2007-2006	7700	480	6 %
	Tourisme maritime	2006	*****	190	*****
	Croisière internationale	principalement hors-maritime jusqu'à présent			
	Croisière-excursion	2001	765	24,7	3 %
Activités récréatives					
	Pourvoiries**	2002-2005	1070	*59*	6 %
	Pêches sportives	2005	*****	24	*****
	Pêche au saumon	2005	520	16,6	3 %
	Marina	2008	430	123	29 %
Biotechnologie et technologie marine		2008	250	*20*	8 %
Énergie			2200	*****	*****
	Hydro	2005	1100	*****	*****
	Éolien	2008	1100	*****	*****
Mines et aluminerie		2003	5000	3400	68 %
Agriculture et activités de soutien		2006	5000	260	5 %
Foresterie		2007/2004	3600*	630	18 %
Transformation secondaire et tertiaire du bois		2007/2004	18000*	3100	17 %
Recherche		2006	1000	*****	*****
Provincial					
Fédéral					
MPO		2008	700	50	7 %
GCC		2008	100	108	11 %

* Emplois directs et indirects

** Certaines pourvoiries peuvent offrir des activités de pêche au saumon qui sont déjà comptées dans la catégorie : Pêche au saumon

Annexe L-2 : Liste des principaux stresseurs résultants des activités humaines dans le golfe et l'estuaire du Saint-Laurent

Activité	Sous-secteurs	Stresseurs															
		Destruction de l'habitat	Extraction de la biomasse	Déversement	Déchet/égout	Parasite/maladie	Espèce invasive	MES	Dragage	Déchet déposé en mer	Apport d'eau douce	Accident naval	Perturbation sonore	Contaminant	Impact météorologique	Niveau des mers	
Pêcheries	Pêche	X	X	X	X												
	Transformation				X	X	X										
Mariculture						X	X	X									
Transport maritime	Voie navigable								X	X	X						
	Manutention			X	X		X					X	X	X			
	Infrastructure	X															
Développement hydroélectrique								X			X			X			
Développement humain	Infrastructure côtière	X															
	Municipalité							X						X			
Activités industrielles					X			X						X			
Agriculture					X			X			X			X			
Exploitation pétrolière en mer	Exploration sismique												X				
	Drillage exploratoire	X			X								X				
	Exploitation	X		X	X			X					X	X			
GES											X				X	X	
Activités récréatives	Navigation de plaisance			X								X	X				
	Tourisme écologique												X				
	Activités côtières	X											X				

Source : MPO, 2007c.